DERNIÈRE ÉDITION

Le Monde

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE – N° 12643 – 6 F | Fondateur : Hubert Beuve-Méry | Directeur : André Fontaine | – DIMANCHE 22-LUNDI 23 SEPTEMBRE 1985

L'opposition cherche de nouvelles cibles

Gâchis

Le prix à payer sur la scène internationale risque d'être très lourd pour M. Mitterrand. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir la presse étrangère de ce samedi matin. Elle accorde une large place aux derniers épisodes de l'affaire Greenpeace et lorsqu'elle les commente, c'est pour s'interroger sur l'avenir d'un président dont la *« stature morale et l'autorité »* viennent de subir une forte dévaluation.

Les gouvernements étrangers – à l'exception de l'infatigable David Lange, le premier ministre néo-zélandais, qui poursuit sa croisade pour obtenir des excuses – ne se risquent à aucun commentaire officiel. Mais on peut être certain que les interlocuteurs passés ou à venir du président de la République n'en pensent pas moins. C'est le poids et l'influence de la France qui sont directement atteints. Avant de reprendre au sérieux l'actuel gouvernement, les partenaires de la France attendront de connaître les résultats des élections du mois de mars.

Cette analyse vaut en premier lieu pour la scène européenne. Il est heureux de ce point de vue que le projet Eurêka ait pris corps avant que la crédibilité de la France n'ait été affectée. Mais on voit mal comment M. Mitterrand pourrait intervenir avec son ancienne autorité à propos des grands dossiers en suspens. Le départ de M. Hernu risque d'autre part d'être dommageable aux relations franco-allemandes dans la mesure où il avait su établir des relations confiantes avec ses interlocuteurs d'outre-Rhin. M. Quilès aura beaucoup à faire pour s'imposer, non qu'on le soupçonne de vouloir modifier la politique de défense de la France, mais parce qu'il est présenté généralement par les journaux étrangers comme une sorte de ministre intérimaire, un *« coupeur de têtes »* doctrinaire chargé par M. Mitterrand de régler les comptes de l'affaire du *Rainbow-Warrior* et de reprendre en main les services secrets. Ces derniers auront eux aussi bien du mal à se faire respecter avant longtemps.

On pourra certes se consoler à l'Elysée en songeant aux graves revers que le chancelier Kohl vient de subir à la suite des affaires d'espionnage qui ont éclaté en cascade à Bonn. Mais ce serait oublier que les dommages résultant de l'étrange comportement des autorités françaises dégradent aussi l'image que se font de la France les diverses opinions publiques étrangères. On peut être sûr qu'une M[me] Thatcher, qui vient de marquer plusieurs points non négligeables contre Paris – notamment à propos de l'avion de combat européen et des livraisons de chasseurs à l'Arabie saoudite, – saura parfaitement utiliser ce discrédit. D'autant qu'on n'a guère apprécié à Londres les explications rocambolesques avancées un moment à Paris pour faire retomber la responsabilité de l'attentat contre le *Rainbow-Warrior* sur les services britanniques.

Autre domaine où la crédibilité française va particulièrement souffrir : celui de la défense des droits de l'homme. L'affaire d'Auckland est pain béni pour tous les régimes qui sont agacés par les interventions françaises dans ce qu'ils considèrent comme leurs affaires intérieures. Elle sera utilisée, il n'en faut pas douter, du Chili à l'Afrique du Sud, sans oublier l'Union soviétique. M. Gorbatchev en particulier sait aujourd'hui quoi répondre à M. Mitterrand lorsque ce dernier voudra aborder la question dans moins de deux semaines à Paris. Les commentateurs soviétiques restent relativement discrets mais il est certain que, à Moscou, où l'on regrette toujours les beaux jours de la coopération franco-soviétique lancée par de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing, on se réjouit de l'affaiblissement d'un homme dont on s'est toujours méfié.

M. Mitterrand pourra-t-il réparer les dégâts ? On ne pourra répondre que lorsqu'on connaîtra avec exactitude la vérité sur l'attentat d'Auckland et les manœuvres de dissimulation qui ont suivi. D'ores et déjà on peut cependant affirmer que la tâche sera rude.

JACQUES AMALRIC.

Après la démission de M. Hernu, M. Fabius en première ligne

Il était temps ! Voilà plus d'un mois, alors que l'affaire Greenpeace surprenait une France estivale et à vrai dire peu curieuse, M. Hernu était déjà apparu menacé. Le fusible a donc sauté, tardivement. Trop tard en tout cas pour éviter que le pouvoir lui-même ne soit atteint. Juste à temps, dans le meilleur des cas, pour lui permettre de sortir de ce véritable guêpier.

Tout le monde, au sommet de l'Etat, est atteint, bien que le président et son premier ministre aient, au chapitre de la morale politique, donné la leçon à leurs prédécesseurs. Il n'est en effet pas d'exemple sous la V[e] République d'un pouvoir assumant ses responsabilités dans une affaire trouble. Que l'on sache, les auteurs (« barbouzes » en tous genres) du rapt et de l'assassinat de Ben Barka n'ont pas *été* à ce jour découverts, ni même le corps du chef de l'opposition marocaine ; et M. Roger Frey, ministre de l'intérieur du général de Gaulle, n'avait ni jugé bon ni été prié de remettre sa démission.

Mais n'est-ce pas le propre des pouvoirs affaiblis de devoir ainsi lâcher du lest ? De Gaulle, en octobre 1965, incarnait un pouvoir fort. M. Mitterrand, en septembre 1985, est promis, au mieux, à la cohabitation avec une majorité hostile, au pis, à un départ avant le terme de son mandat.

S'ajoute à cette faiblesse dans l'opinion le caractère tardif de l'opération chirurgicale. Ce « retard à l'allumage », comme dirait M. Joxe, accrédite l'image d'un président reculant sous la pression de la presse, d'un premier ministre contraint par ce même président à trancher dans le vif, l'un et l'autre constatant l'impuissance du ministre de la défense à établir, ou à faire connaître, la vérité. C'est dur pour l'image de M. Mitterrand, comme pour celle d'un Laurent Fabius, qui avait pourtant donné jusqu'alors maints exemples de sa capacité à « déminer » les terrains dangereux. Cette fois, il n'a pu se mettre à l'abri. Le premier ministre est désormais la cible principale des attaques de l'opposition.

IL Y A ENCORE DES TÊTES QUI VONT TOMBER !!

Celles-ci ébranleront-elles davantage encore le pouvoir ? Ou bien la riposte choisie – le départ de M. Hernu et de l'amiral Lacoste – suffira-t-elle à stopper l'affaire ? La partie – sur le fil du rasoir – reste jouable. Si l'opposition fait monter les enchères, elle attaquera *ipso facto* l'armée elle-même. Et si elle s'en prend – comme certains parmi les « seconds couteaux » ont commencé de le faire – au président lui-même, elle ne pourra le faire qu'en impliquant d'abord les chefs d'état-major des armées, l'ancien et le nouveau (les généraux Lacaze et Saulnier).

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7 et nos autres informations pages 5 à 7.)

LE SÉISME A FAIT PLUS DE 2 000 MORTS

Mexico en état de choc

De notre envoyé spécial

Mexico. – Tristes jours pour Mexico. Après le choc, jeudi 19 septembre, d'un tremblement de terre d'une magnitude 8,2, sans précédent ici, vendredi aura été la journée de l'état de choc, culminant dramatiquement, vers 19 h 40 (3 h 40, heure française) avec une nouvelle secousse de magnitude 7,8, le séisme, qui a eu lieu alors que la nuit était déjà tombée sur la capitale mexicaine, a été plus bref et un peu moins violent que celui de la veille. Mais il a provoqué une plus grande panique.

On a vu des hommes à genoux, éperdus de terreur. Quelques minutes après la secousse, qui a duré, nous a-t-il semblé, environ deux minutes, des milliers d'automobilistes, tous phares blancs allumés (les lampadaires naturellement s'étaient éteints), prenaient, en fonçant, possession des rues. Plusieurs rescapés de deux tremblements de terre faillirent finir sous une auto. Ces habitants, éprouvés nerveusement depuis la veille par le séisme, les appels stridents et incessants des ambulances, les images terribles vues dans la presse, à la télévision, ou... dans la rue, les bilans s'alourdissant sans cesse, ces habitants ont craqué. Ils paraissaient, dans les premiers instants qui ont suivi la nouvelle secousse, lancés dans une folle course de vitesse entre la mort et eux. Il fallait, au plus vite, rejoindre la montagne, qui se trouve, ici, aux quatre points cardinaux, mais à des dizaines de kilomètres. Vaine fuite qui entraverait un peu plus, pour la nuit et sans doute le lendemain, le ballet des ambulances, et se terminerait forcément au milieu d'un lointain embouteillage dans les ténèbres froides d'un quartier inconnu. Mais comment ne pas comprendre ce désir de quitter une fois – sinon pour toutes – cette cuvette incertaine, vacillante, meurtrie, où s'étend à l'infini la plus grande ville du monde ?

La plus grande, oui. Mais pas la plus bénie des dieux. Tristes jours du Mexique, qui, après quelques années d'illusions dues à l'euphorie du boom pétrolier, s'enfonce dans une crise financière peut-être plus durable qu'on ne le dit. Triste jour qui lui offre un tremblement de terre et, à quelques heures près, où le Fonds monétaire international lui refuse les crédits qui lui permettraient, sans trop de casse, d'honorer les intérêts de sa dette. Tristes jours d'un pays qui avait commencé de préparer dans la fierté et l'optimisme – oubliant le chômage qui augmente aussi vite que l'inflation et aussi vite que baisse le peso – la Coupe du monde de football qu'il accueillera (nul n'envisage un seul instant d'y renoncer) et qui voit pourtant le monde entier persuadé, pendant quelques heures, que sa capitale a pratiquement été rayée de la carte du monde.

Triste invitation au voyage, si l'on sait que le stade de Toluca, où doivent avoir lieu quelques matches importants, a lui-même été touché par le séisme.

Triste jour des premiers vrais déblaiements et des premiers bilans sérieux. En voici un officiel à l'instant où il est écrit et qui variera sûrement, car ce qui est officiel est sujet, ici, à caution, et tout bilan s'alourdit généralement au fil des jours. Il y est question, selon Fernando Perrez Correa, sous-secrétaire d'Etat à l'intérieur, de *« plus de deux mille morts recensés »*, mais il faudra peut-être doubler le nombre – ou pire – des évaluations.

La nature met un réel acharnement à tenter de décourager Mexico. La deuxième secousse, celle de vendredi soir, n'aura pas été le coup de grâce pour la ville, même si elle l'a été pour quelques édifices. Aux premières nouvelles ne s'étaient écroulés que des immeubles déjà évacués, sauf quelques nouvelles destructions dans un quartier du Sud jusque-là épargné. Pas un coup de grâce mais un terrible coup au moral.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 3.)

CINQ ANS DE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

Le sanglant match nul

L'attaque du terminal pétrolier iranien de Kharg par l'aviation irakienne, jeudi 19 septembre, aurait provoqué des dégâts très sérieux. Cette attaque devrait limiter de façon notable les capacités d'exportation de pétrole de l'Iran au moins à court terme. Les marchés libres du brut ont vivement réagi vendredi, les cours ayant augmenté en une séance de 5 %.

par JEAN GUEYRAS

Dans la guerre du Golfe, la sixième année, qui commence dimanche 22 septembre, sera-t-elle la dernière ? Rien pour l'instant ne permet de l'espérer, malgré le parfait équilibre qui s'est créé le long de la frontière irano-irakienne entre les deux armées en présence et la terrible saignée qu'ont subie et continuent de subir les acteurs de ce sanglant et interminable drame : même les médiateurs arabes, islamiques ou non alignés les mieux intentionnés ont fini par baisser les bras et par renoncer à leurs velléités de bons offices, désespérant de parvenir à une solution négociée « honorable » du conflit.

La dernière tentative sérieuse faite dans ce domaine en avril par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, a échoué devant le fossé infranchissable qui sépare les thèses des deux belligérants.

Les conditions posées par Téhéran pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé. L'« agresseur » doit être « châtié » après avoir été jugé par un tribunal international. L'Irak n'est pas en principe opposé à la constitution d'un tribunal impartial, mais les deux adversaires divergent profondément sur le rôle que serait appelé à jouer cette instance. Pour Bagdad, l'attaque déclenchée le 22 septembre 1980 par le président Saddam Hussein ne saurait être – évidemment – une *« agression »*. Ce fut une *« simple opération défensive »* destinée à mettre fin au pilonnage incessant des villes frontalières irakiennes par l'artillerie de Téhéran.

Les Irakiens estiment donc que le tribunal international en question devrait d'abord définir qui est l'agresseur, avant de songer à prendre des sanctions.

Pour Téhéran, en revanche, la cause est déjà entendue. L'agresseur est bel et bien celui qui, le 22 septembre 1980, a donné l'ordre aux forces armées de Bagdad de franchir la frontière internationale pour attaquer les objectifs militaires iraniens. En conséquence, *« l'Irak doit être reconnu par les gouvernements et les organisations internationales comme l'agresseur »*. La mission du tribunal sera donc de *« fixer son châtiment et non de déterminer l'agresseur »*.

(Lire la suite page 4.)

RENDEZ-VOUS

Dimanche 22 septembre. – *Suisse* : Référendum sur la loi matrimoniale ; cinquième anniversaire du début de la guerre Irak-Iran.

Lundi 23 septembre. – *Washington* : visite du président Moubarak.
New-York : M. Roland Dumas à l'ONU.

Mardi 24 septembre. – *Pékin* : fin de la conférence du PC chinois.

Mercredi 25 septembre. – *Inde* : élections au Cachemire et au Pendjab ; conversations interparlementaires entre les deux Corées.
Strasbourg : session du Conseil de l'Europe.
Hongkong : élections au conseil législatif.

Vendredi 27 septembre. – *Washington* : arrivée de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères.

SPORTS

Dimanche 22 septembre. – *Rugby* : championnat de France (2e journée).

Lundi 23 septembre. – *Tir* : championnat du monde de fosse olympique et skeet, à Montecatini (Italie).

Jeudi 26 septembre. – *Judo* : championnat du monde messieurs à Séoul.

Vendredi 27 septembre : *Football* : championnat de France (13e journée).

Samedi 28 septembre : *Voile* : départ de la course autour du monde en équipages.

Le Monde
7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
Tél. : 246-72-23

Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

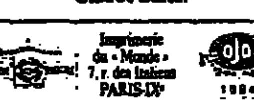
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du *Monde* », MM. André Fontaine, *gérant*, et Hubert Beuve-Méry, *fondateur*.

Administrateur : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Corédacteur en chef : Claude Sales.



Commission paritaire des journaux et publications, nº 57 437
ISSN : 0395 - 2037

IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

Lénine sort de l'ombre

Le 5 septembre 1915 part de Berne, en chars à bancs, un groupe de quarante-deux « touristes », parmi lesquels trois *femmes*, pour une destination que connaît un seul d'entre eux, le Suisse Robert Grimm : le village de Zimmerwald, perdu dans le site grandiose des Alpes bernoises et fribourgeoises.

L'initiateur de la rencontre est le Parti socialiste italien. Non *qu'il soit plus pacifiste ou plus* internationaliste que les autres partis membres de la IIe Internationale. Mais l'Italie n'a pas subi la bourrasque d'août 1914, où chacun pouvait, à tort ou à raison, se sentir agressé. C'est à froid qu'une partie de la classe dirigeante italienne a manifesté une frénésie interventionniste qu'aucune menace ne justifiait et à laquelle restaient étrangères les grandes masses paysannes et *ouvrières*.

Cette frénésie a mordu sur des fractions du parti, aussi bien à droite (Bissolati) qu'à gauche (Mussolini bien sûr, mais aussi Nenni), et *il importe à la* majorité, restée neutraliste, de trouver un appui international, alors que tant de pressions extérieures s'exercent en sens inverse.

L'initiative trouve un appui immédiat dans les divers courants, au demeurant farouchement antagoniques, de l'émigration russe : sociaux-démocrates bolcheviques (ce n'est qu'à partir de mars 1918 qu'ils s'intituleront communistes) : Lénine, Zinoviev, Radek ; sociaux-démocrates menchéviks : *Nache Slovo* (Notre *Parole*), *publication qu'anime* à Paris Trotski, qu'on pourrait qualifier, à l'époque, de menchévik d'extrême gauche. A quoi s'ajoutent un représentant du Parti socialiste révolutionnaire, ce vaste mouvement mal structuré hérité du populisme et à base paysanne, et quelques socialistes « allogènes » : des Polono-Lituaniens, les juifs du Bund et un Letton.

L'Independant Labour Party (Parti travailliste indépendant), composante minoritaire mais importante du mouvement ouvrier *britannique*, a accepté l'invitation, mais ses délégués se sont vu refuser au dernier moment leurs passeports. Le parti suisse ne s'est pas engagé comme tel, mais a laissé leur liberté d'action à ses membres, d'où le rôle important joué par Grimm, Naine, Platten. Sont aussi représentés *les* partis socialistes embryonnaires de Roumanie et de Bulgarie, les Jeunesses socialistes de Suède et de Norvège, le courant « de Internationale » *des Pays-Bas. Les* personnalités d'un niveau intellectuel et moral plus qu'honorable ne manquent pas : le Roumano-Bulgare Rakovski, la Hollandaise Henriette Roland-Holst, la Russo-Italienne Angelica Balabanov, toutes deux faisant fonction de secrétaires-interprètes.

Mais l'essentiel, c'est la présence de Français et d'Allemands, – et il s'en trouve dont le poids n'était nullement négligeable. Envoyés, bien qu'ils soient minoritaires, par la CGT, Bourderon et Merrheim sont des *animateurs* chevronnés du syndicalisme révolutionnaire. Les deux députés Ledebour et Adolf Hoffmann se sont énergiquement opposés, parmi les premiers, à la politique de guerre allemande. Ceux qu'on commence à appeler les spartakistes n'ont pas pu venir, car Rosa Luxemburg et Clara *Zetkin* ont été arrêtées. Karl Liebknecht, mobilisé, envoie une lettre largement applaudie.

Des débats animés

Les débats sont fort animés, car un point essentiel divise les participants : ranimer la IIe Internationale ou rompre totalement avec elle pour en constituer une troisième. Il faut tout le talent littéraire de Trotski pour que soit rédigé un manifeste autour duquel se fait une trompeuse unanimité. Manifeste très radical dans ses positions de principe,



mais qui élude le thème principal d'affrontement.

La rencontre s'est tenue de la manière la plus discrète, mais son écho est rapide, malgré toutes les censures, ne serait-ce que par les attaques des partis établis, français et allemand surtout. Rien d'étonnant à cela ! L'horreur des massacres quotidiens indigne ceux-là mêmes qui se sont précipités dans la guerre comme à une fête. *Qu'il se trouve quelques* militants pour relever le drapeau rouge de la fraternité ouvrière, quoi de plus exaltant ?

Mais cet internationalisme prolétarien relève-t-il d'une sorte d'essence permanente du socialisme ? Assurément non. Le patriotisme a longtemps marqué l'action progressiste, démocratique, *voire socialiste. Mais dans* la dernière décennie du dix-neuvième siècle, le nationalisme est récupéré par des forces agressivement conservatrices : crise dreyfusienne et avènement de l'Action française, pangermanisme, jingoïsme anglais. Et voilà que surgit à point nommé un concept né au début de ce siècle en Angleterre, étranger à l'œuvre de Marx et qui, pourtant, est repris par certains théoriciens marxistes, au point qu'il est devenu central dans ce qui passe aujourd'hui pour le marxisme : l'impérialisme.

Ce qui est ainsi dénoncé, c'est la soudaine expansion coloniale, dont les motifs ne tiennent pas au vieux patriotisme. Aux yeux de Hilferding, de Rosa Luxemburg et *surtout de Lénine*, le capitalisme financier de monopole auquel seraient arrivés les grands pays industrialisés aurait besoin – condition de sa survie, – pour ses débouchés, ses approvisionnements en matières premières, ses *placements de capitaux*, de se constituer des aires de domination dans ce qu'on appellerait aujourd'hui le tiers-monde. Lorsque celui-ci se trouvera partagé, *la guerre deviendra inévitable*.

On a mille fois répété la phrase de Jaurès : « *Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage.* » Cela renforce l'image *que peut se faire la classe* ouvrière de sa mission historique : elle est porteuse de paix face à un grand capitalisme dont il est « scientifiquement » démontré qu'il ne peut vouloir que la guerre. C'est le leitmotiv des résolutions votées par les congrès de la IIe Internationale à Stuttgart (1907), à Copenhague (1910), à Bâle (1912).

Il est repris avec une extrême insistance dans le Manifeste de Zimmerwald :

« *La guerre est le produit de l'impérialisme, c'est-à-dire le résultat des efforts des classes capitalistes de chaque nation pour satisfaire leur avidité au gain par l'accaparement du travail humain et des richesses naturelles du monde entier.* » (...) « *La conférence socialiste internationale envoie l'expression de sa sympathie la plus profonde aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, à tous les millions d'être humains qui se débattent dans des souffrances inouïes, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolés à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste.* »

Pareil texte ne peut qu'émouvoir. Les zimmerwaldiens dénoncent des atrocités dont bien peu d'Occidentaux ont à l'époque connaissance. Mais les pogroms tsaristes et le génocide des Arméniens ont-ils vraiment eu pour origine l'avidité de gain des capitalistes ? De telles abominations comportent-elles la moindre rationalité ou nécessité économique ? La théorie dite marxiste de l'impérialisme, en fait, escamote les vrais problèmes, se refuse à comprendre *la* nature véritable des passions qui ont précipité tant de peuples dans la fournaise et qui n'ont aucun lien avec l'intérêt que pouvait porter l'un ou l'autre groupe capitaliste au pétrole de l'Irak, au cuivre du Katanga ou à l'immense marché potentiel chinois.

La nouvelle « guerre juste »

Il ne risque pas de se heurter à beaucoup de contradicteurs celui qui proclame : « *Refusez de verser votre sang pour satisfaire la rapacité du capitalisme en Asie ou en Afrique !* » Il a toute chance, en revanche, d'être mal compris, du moins auprès des populations concernées, s'il affirme : « *Inutile de combattre pour reprendre l'Alsace-Lorraine, pour créer une Pologne indépendante, pour libérer les Slaves du Sud ou pour briser les volontés annexionnistes allemandes sur la Belgique.* »

C'est en Belgique que le Bureau socialiste international a son siège, Bruxelles, son président, Vandervelde, son secrétaire, Huysmans. Mais qui aurait osé inviter un Belge à la conférence de Zimmerwald, alors pourtant que ne manquent pas dans ce pays des dirigeants très internationalistes de sentiment, mais forcément engagés dans la politique de défense nationale, tels De Brouckère ou de Man ? C'est pourtant par la solution de ce type de problèmes que pourrait s'établir la paix et non par des considérations absconses et fort contestables sur les liens entre capitalisme et impérialisme.

Celles-ci développent une logique perverse. Alors que pour une Rosa Luxemburg la théorie doit fonder la paix par une solidarité ouvrière plus forte que toutes les rivalités nationales, elle va chez Lénine fournir une réponse nouvelle au vieux problème scolastique de la « guerre juste ». La guerre impérialiste est certes monstrueuse, « cannibale », *mais* la guerre serait totalement justifiée dès lors qu'elle serait dirigée contre l'impérialisme, qu'elle viserait le renversement du capitalisme certes, mais aussi la libération nationale. Le nationalisme, même bourgeois, pourrait trouver une pleine légitimité.

Lénine sera, sur ces points, fort explicite, dans un texte de 1916 : « *Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme de la part des colonies et des semi-colonies (...). Même en Europe, l'époque de l'impérialisme (...) n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits Etats (disons : annexés ou nationalement opprimés)* contre *les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux à grande échelle dans l'est de l'Europe (...). Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires* (1). »

Contre les « social-idiots »

Parmi ces pays dont l'action guerrière serait « *progressive et révolutionnaire* », Lénine cite la Chine, la Turquie, la Perse, mais il faudra au *moins implicitement* lui ajouter, en 1919, l'Allemagne, puisque aussi bien celle-ci sera présentée par le Komintern comme devenue, par le traité de Versailles, une colonie du capitalisme international, soumise à la plus affreuse des servitudes. *Le* chemin est court qui mène de la conception bolchevique de la lutte anti-impérialiste à l'opposition, chère aux fascistes, entre « nations capitalistes » et « nations prolétariennes ».

La conférence de Zimmerwald donne naissance à une Commission socialiste internationale, dont le *Bulletin* reste fort intéressant à lire. Mais d'emblée il y a affrontement entre deux *fractions* : ceux pour qui la CSI doit provoquer la résurrection de la IIe Internationale et ceux qui veulent la liquider, afin d'en instaurer une troisième. Il n'y va pas que d'un choix organisationnel.

Tous ont dénoncé l'impérialisme qu'ils tiennent pour un produit du capitalisme, tous on proclamé : « *Guerre à la guerre !* » Cela signifie-t-il, comme l'affirment les Italiens, que l'esprit internationaliste doit redevenir assez fort « *pour détruire la haine entre les peuples et imposer à tous les gouvernements la fin de la boucherie humaine* » ? Ou qu'il faut substituer à la guerre impérialiste la guerre civile révolutionnaire pour « *poser les bases réelles d'une paix durable et tranformer les prolétaires d'esclaves du capital en hommes libres !* » ?

L'Internationale nouvelle que veulent créer les minoritaires, c'est-à-dire avant tout Lénine, pourtant encore fort peu connu, doit être de type bolchevique, appliquant les principes du centralisme dit « *démocratique* », strictement sélectionnée, hiérarchisée, imposant une discipline rigoureuse non seulement sur l'action, mais aussi sur la pensée des militants. Rien d'étonnant donc que les assauts des léninistes, plus encore que contre les « *social-impérialistes* », les « *social-chauvins* », les « *social-patriotes* », se déchaînent contre les « *social-pacifistes* », les « *social-confusionnistes* », les « *social-idiots* », tous accusés d'opportunisme et de centrisme, parce qu'ils pensent que la révolution c'est bien, mais que l'exigence première c'est l'arrêt des massacres.

Or cette minorité ne cessera de marquer des points, et cela *apparaîtra nettement* à la *deuxième* réunion des zimmerwaldiens, qui se tient à Kienthal, dans l'Oberland bernois, du 24 au 30 avril 1916. Lénine a pour lui une *certaine logique. Si l'on tient pour* intouchable le postulat de la nature par essence belligène du capitalisme, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, ne pas abolir simultanément la guerre et toute cause possible de guerre dans l'avenir ?

« Le droit de qui ? »

Et il est vrai que ce que proposent les « social-pacifistes » peut paraître court et *illusoire* et ne diffère pas beaucoup du pacifisme « bourgeois » tel que l'exprime, au même moment, le président Wilson : arbitrage obligatoire, *abolition de la diplomatie* secrète, désarmement, et le plus confus, le plus indéfinissable de tous les principes, celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « *Le droit de qui à disposer de quoi ?* » demande justement Trotski. Il est vrai que la paix et la coopération entre les peuples est le plus difficile des problèmes *que l'humanité puisse et doive se* poser. Mais qui pourrait croire encore aujourd'hui qu'il puisse être résolu, et pour toujours, par la collectivisation des moyens de production ?

Le débat entre droite et gauche zimmerwaldiennes reste assez mal compris jusqu'au moment où l'idée de révolution socialiste, assez mythique jusque-là, prend corps et chair dans la conscience de vastes masses : les ouvriers de Pétrograd montrent alors comment on peut arrêter la guerre et en même temps donner une perspective de régénération à l'humanité entière. En Russie, la guerre *a provoqué, entre 1914 et 1918*, le nombre horrifiant de quatre millions de morts. C'est plus du double qui périra dans la guerre civile entre 1918 et 1920.

Grâce à la conférence de Zimmerwald et à ses suites, Lénine a réussi à faire connaître et, de plus en plus, à imposer sa vision de l'action révolutionnaire, à laquelle se rallient maintenant deux autres zimmerwaldiens, et de grand poids, Trotski et Rakovski. Le temps de la coexistence avec le « *confusionnisme pacifiste* » est révolu. Une des premières décisions de la IIIe Internationale sera de proclamer la liquidation de l'association de Zimmerwald : « *La lutte contre les éléments du centre, qui entravent le développement de la révolution sociale, est devenue une tâche urgente du prolétariat révolutionnaire.* » L'association de Zimmerwald a fait son temps.

GEORGES GORIELY.

(1) Lénine : *Œuvres*, tome 22, Moscou (édition française), pp. 328-343.

La déclaration d'indépendance du Vietnam

A la suite de l'article de M. Bui Xuân Quang, relatant la « déclaration d'indépendance » du Vietnam (le Monde *daté 1er-2 septembre*), *M. Nguyên Manh Ha, ministre de l'économie dans le premier gouvernement Ho Chi Minh (1945-1946), nous écrit une lettre dont voici l'essentiel :*

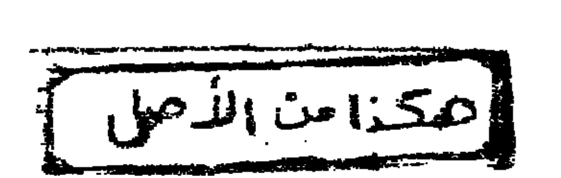
Concernant l'histoire récente de notre pays, il faut être très circonspect. On ne parle pas de sa mère en persiflant. Pourquoi dire que nous avons déclaré unilatéralement notre indépendance ? Fallait-il attendre que nos anciens maîtres fussent solidement réinstallés pour la leur mendier ? Pourquoi dire que cette déclaration était un acte formel ? Quand je récite le credo, je le récite avec mon cœur, ma tête, mon âme, signifiant que je suis prêt à mourir pour ce que je crois.

Combien de millions des nôtres sont morts pour qu'aujourd'hui nous – vous comme moi – puissions dire fièrement, à la face du monde, que nous sommes indépendants. Pourquoi parler de « larron) ? Nous n'avons pas volé notre indépendance. Pourquoi parler de « mandarin de la révolution » quand il s'agit de Nguyên Ai Quôc, alias Ho Chi Minh ?

En outre, M. Philippe Devillers, du Centre d'Etudes et de recherches internationales, nous écrit notamment :

En 1945, la France de de Gaulle n'est pas venue libérer l'Indochine, et elle n'a même rien compris du tout à ce qui s'y passait. Obsédée par le souci du rétablissement de sa « souveraineté », elle s'est trouvée confrontée à un peuple pratiquement unanime, rassemblé dans une volonté passionnée d'indépendance, qui entendait redevenir maître de son destin et s'affranchir définitivement de la domination de cette oligarchie de quelques milliers de bureaucrates et de colons qui depuis soixante ans avait totalement confisqué le pouvoir.

Pour qu'un parti (communiste) de cinq mille membres ait pu ainsi soulever un peuple de vingt-cinq millions d'âmes, il fallait bien que ce qu'il proposait répondît au vœu de tous. La république proclamée par Ho Chi Minh le 2 septembre 1945 a été l'incarnation, le symbole mais aussi l'instrument de la liberté à reconquérir.



Le tremblement de terre au Mexique

La situation est encore confuse à Mexico. Deux jours après la catastrophe sismique du 19 septembre, le nombre de victimes est toujours incertain. Selon le plus récent bilan provisoire, publié par les autorités vendredi dans la soirée, il y aurait deux mille morts et des milliers de blessés. A ces chiffres, il faudrait ajouter plus d'un millier de disparus.

Mexico en état de choc

(Suite de la première page.)

On a senti, en quelques instants, la tristesse sérieuse de ce peuple meurtri basculer dans la peur, l'énervement. Dans l'après-midi, bien avant la secousse, nous avions pu constater une montée quasi électrique de la nervosité, comme si s'annonçaient, à fleur de peau, les soubresauts de la terre. C'était sur le Paseo de la Reforma, qui n'est pas seulement l'artère principale de la ville mais celle du séisme lui-même... Soudain, une foule agitée, vociférante, une foule d'hommes à brassards, casques, képis, foulards qui agitaient des drapeaux et hurlaient qu'il ne fallait plus avancer mais partir en courant. *« La tour, elle va sauter ! »* Un autre : *« Lla tour, on va la faire sauter ! »* La tour de la loterie nationale : quelque chose comme 150 mètres de haut, un parallélépipède de verre et d'acier recouvert de haut en bas, sur chaque côté, d'un immense drapeau national du Mexique. Une tour qu'on vient à peine d'inaugurer. Mais une tour qui penche désormais et, semble-t-il aux plus anxieux, qui a tendance depuis vendredi matin à pencher de plus en plus. L'un des plus hauts gratte-ciel de Mexico allait-il exploser à cause d'une poche de gaz qui, criait-on, s'était formée sous lui et grandissait sans cesse ! Ou allait-il tout bêtement basculer vers le sol avec la majesté d'un arbre qui s'abat ? La tour tiendrait pour cette fois. Samedi, peut-être... Mais pendant des heures, vendredi, des centaines, des milliers d'hommes (on voit très peu de femmes dans les rues) avaient hurlé à des milliers d'autres qu'il ne fallait pas s'approcher.

Enervement, donc, à partir du milieu de l'après-midi, alors que la matinée avait été très calme dans le centre de Mexico. C'est que l'ampleur du bilan des destructions ne peut laisser personne indifférent. Officiellement on reconnaissait que deux cent cinquante immeubles s'étaient écroulés dans Mexico, qu'une cinquantaine d'autres allaient être démolis tandis qu'un millier d'autres feraient l'objet d'un examen sans complaisance.

Le gouvernement est très apparemment soucieux de rassurer son opinion publique. Les organes d'information officiels insistent sur l'ampleur des mesures prises et les diverses coordinations établies entre ministères. Dans Mexico, cinquante mille fonctionnaires fédéraux ont été réquisitionnés pour aider aux secours ou les diriger. Rassurer en montrant qu'on est près des soucis des gens : on a annoncé que l'Etat prendrait à sa charge certains frais d'obsèques... Il faut aussi rassurer l'étranger, qui a cru au pire et qui, peut-être, risquerait de rester sur une mauvaise impression d'ici à la Coupe du monde. Le secrétaire d'Etat à l'intérieur a insisté devant la presse étrangère pour dire que le gouvernement contrôlait parfaitement la situation. Quant à l'ampleur des destructions, il a relativisé : *« Il faut bien savoir et dire que, sur les seize arrondissements qui constituent la capitale, trois seulement ont été touchés. »*

L'aide de l'étranger

Le gouvernement a décidé de créer un fonds d'aide pour la reconstruction nationale. Il recueillera de l'argent venant du Mexique, bien sûr, mais aussi, nous a-t-il été précisé, de l'étranger. *« On pourra financer prioritairement, grâce à ce fonds, la reconstruction de deux hôpitaux, celle des vingt-cinq écoles détruites et des milliers de logements disparus ou inhabitables. Ce fonds aidera peut-être le pays à panser quelques-unes des plaies de sa capitale, mais Mexico n'est évidemment pas près de retrouver son visage normal. »*

Au sujet de l'aide de l'étranger, on sait le Mexique très à cheval sur son indépendance et soucieux de ne pas être traité en assisté, surtout par les Etats-Unis. Des journalistes américains ont affirmé ici que le Mexique venait de refuser, comme il l'avait fait l'an dernier pour une autre catastrophe, une aide que Washington s'apprêtait à lui fournir sous forme de matériel lourd. Le gouvernement ne commente pas ce genre d'informations, pas plus qu'il ne commente l'information selon laquelle trois avions Hercules envoyés par l'Espagne auraient été contraints de se détourner faute d'être autorisés à se poser sur l'aéroport de Mexico.

En revanche, l'aide française arrive à bon port et paraît bienvenue. Le secrétaire d'Etat à l'intérieur nous a indiqué qu'elle avait déjà pris la forme d'un envoi de plusieurs tonnes de médicaments.

A supposer que le séisme de vendredi soir soit le dernier avant longtemps à Mexico, la ville revivra-t-elle comme avant ? Tous les journaux de la capitale ont présenté l'événement comme *« la plus grande tragédie de l'histoire du Mexique »*.

Les habitants, on l'imagine, se soucient assez peu de faire la part des responsabilités historiques et contemporaines dans ce qui leur arrive. La plupart ont cessé le travail. Les hommes jeunes sont sur les chantiers qu'il faut bien appeler de démolition. L'essentiel des grands services fonctionne : eau, électricité et métro. Les difficultés les plus grandes viennent toujours des communications internationales et, surtout, d'un manque de médicaments. Les bureaux sont inaccessibles ou fermés pour cause d'incertitude sur la solidité des immeubles qui les abritent. Beaucoup d'usines tournent au ralenti (les ouvriers sont en ville). La nuit, le centre est plus triste que la plus triste banlieue. La fameuse zone rose s'appellerait plus justement zone grise. Désormais, on trouve des places de stationnement, de plus en plus.

BRUNO FRAPPAT.

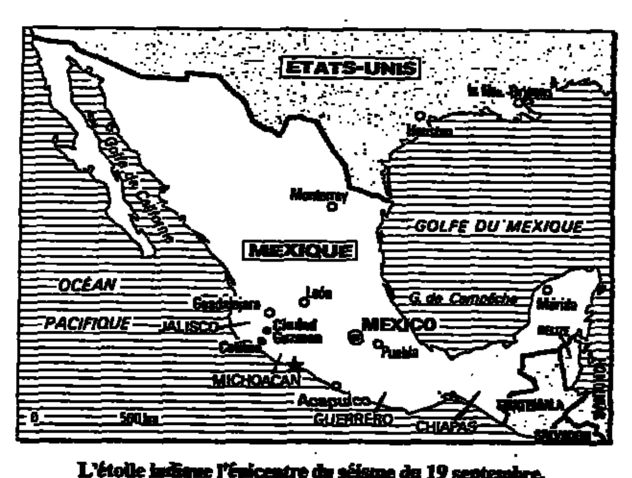
Prévu, situé mais non daté

La sismicité du Mexique vient du fait que tout le long de la côte pacifique la petite plaque des Cocos plonge sous sa voisine, la grande plaque des Amériques. Mais toute la plaque des Cocos ne plonge pas à un rythme uniforme. Une de ses portions glisse et est « avalée » dans la subduction alors que ses voisines sont bloquées. Les sismologues se fondent sur ces irrégularités de la « plongée » pour essayer de prévoir la région où se produira le prochain tremblement de terre qui affectera une zone sismique : la portion calme depuis le plus longtemps est, en principe, celle qui tremblera la première dans un avenir plus ou moins proche sans que l'on puisse préciser davantage la date du futur séisme.

Dès le printemps dernier, une équipe de sismologues de l'université de Californie à Santa-Cruz, dirigée par M[me] Karen McNally, avait ainsi annoncé que le prochain séisme mexicain se produirait dans la zone où est situé l'épicentre des secousses des 19 et 20 septembre.

De même trois géophysiciens, MM. Masakazu Ohtake, Tosimatu Maturnoto et Gary V. Latham avaient prévu en 1977 qu'un violent tremblement de terre, probablement de magnitude 7,5, surviendrait « bientôt » au Mexique aux alentours de 16,5 degrés nord et 96,5 degrés ouest. Le 29 novembre 1978, un séisme de magnitude 7,8 s'est effectivement produit par 16 degrés nord et 96,4 degrés ouest.

Y. R.



L'étoile indique l'épicentre du séisme du 19 septembre.

Plusieurs pays et organisations dépêchent sur place leur aide matérielle et des secouristes

Tandis que des messages de sympathie affluent vers le Mexique, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Jaime de Pinies, a lancé un appel à la communauté internationale, et le secrétaire général, M. Javiez Perez de Cuellar, a demandé au responsable des secours d'urgence de se rendre sur lace pour évaluer les besoins du pays.

Des pays scandinaves (Finlande, Suède et Norvège) ont décidé de donner au Mexique environ 500000 dollars et ont dépêché une aide matérielle et des équipes de secouristes. La CEE, de son côté, fait un don de 380000 dollars. La France a déjà fait parvenir la somme de 500000 francs et a affrété deux Boeing-707 qui se tenaient prêts à décoller samedi pour acheminer vers Mexico environ deux cents hommes (pompiers, médecins ou spécialistes accompagnés de chiens dressés pour chercher les hommes sous les décombres) et plusieurs tonnes de matériel. Un Boeing-747, dont le décollage avait été également retardé par la deuxième secousse tellurique, devait transporter d'autres matériels de secours et permettre le retour des ressortissants français.

M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a fait état, vendredi, de la mort de deux Français et de la disparition de deux autres. Dix mille Français sont immatriculés dans les différents consulats du Mexique, mais leur nombre total pourrait atteindre vingt mille, sans compter les touristes encore nombreux en cette saison. Pour obtenir d'éventuels renseignements, on peut appeler le ministère des relations extérieures au numéro 502-14-23 à Paris, en précisant à l'opératrice qu'il s'agit du Mexique.

Un collectif Mexique solidarité a été créé par le Comité catholique contre la faim et pour le développement, le Comité français contre la faim, la CIMASE, Frères des hommes, Terre des hommes, Emmaüs international. Dons : CCP 1908 909 G Paris. Déjà des équipes et du matériel ont été envoyés par la Croix-Rouge française (CCP 600 OO Y, mention Sinistrés du Mexique) et Médecins sans frontières (CCP 4060 U, mention Mexique).

Sur fond de crise économique

Le terrible tremblement de terre qui a dévasté la capitale mexicaine s'ajoute aux épreuves d'un pays durement frappé par une crise économique, financière et sociale d'une ampleur sans précédent. Chômage, sous-emploi affectant au moins la moitié de la population active, misère des masses paysannes sans terre et sans travail malgré une réforme agraire radicale décrétée par les héritiers de la révolution de 1910 à 1917, paupérisation des classes moyennes touchées par les mesures d'austérité décidées par le gouvernement de M. de la Madrid, recul général du niveau de vie moyen : le Mexique de 1985 est de nouveau en récession, après avoir connu une reprise spectaculaire, mais malheureusement brève, en 1983 et 1984.

La politique d'assainissement du gouvernement a eu quelques effets positifs. Recul sensible du taux d'inflation, ralentissement relatif de la hausse des prix, stabilisation autour de zéro du produit national brut (il a été de moins 5 % en 1983), excédent de la balance commerciale de l'ordre de 13 milliards de dollars en 1983. Le tourisme a connu une sensible expansion. Mais la macro-économie est une chose, la vie quotidienne en est une autre.

Cette rigueur avait permis l'important accord de rééchelonnement de la très lourde dette extérieure (96 milliards de dollars, la seconde d'Amérique latine, après celle du Brésil, 105 milliards de dollars). Les conditions de cet accord, patronné par le Fonds monétaire international, étaient très favorables et citées en exemple aux autres nations endettées de l'hémisphère. Hélas : le Mexique n'est plus le « bon élève », et c'est lui qui suscite aujourd'hui les plus grandes inquiétudes au sein de la communauté financière internationale. Signal d'alarme : le FMI a décidé de suspendre le versement des 900 millions de dollars restant sur un crédit *stand'by* de 3,4 milliards de dollars, accordé à la fin de 1982 (*le Monde* du 21 septembre). Cette information, donnée sous réserves par le *Wall Street Journal*, est confirmée, à Paris et à New-York, par les milieux informés. Le FMI estime que la politique économique du gouvernement mexicain ne répond plus aux normes et que ses effets sont insuffisants. Le FMI ne fait pas de sentiment et est devenu la bête noire des dirigeants et surtout des opinions publiques en Amérique latine. Le moment – c'est bien sûr pure coïncidence – est en tout cas bien mal choisi par les dirigeants du FMI pour accabler davantage une nation en voie de développement qui a fait des efforts méritoires, sans être à l'abri de certaines critiques (la fuite des capitaux a repris à un rythme impressionnant témoignant du peu de civisme de certains entrepreneurs et milieux d'affaires).

Autre handicap : les revenus pétroliers sont menacés par la baisse des prix du pétrole qui atteint le marché mondial du brut, alors que ce produit assure les deux tiers des revenus extérieurs du Mexique. Le pays a déjà dû réduire d'environ 10 % les prix de ses bruts depuis le début de l'année pour conserver ses clients.

Le Mexique a 78 millions d'habitants. C'est une nation de premier plan, à la fois forte et fragile, si proche des Etats-Unis que ceux-ci ne peuvent se désintéresser des risques d'explosion sociale au sud du rio Grande. Quelques chiffres encore : chaque année, huit cent mille personnes arrivent sur le marché du travail mexicain. La moitié seulement ont une faible chance de trouver un emploi. La hausse des prix, depuis le début de 1985, est de l'ordre de 250 %. Celle des salaires, seulement de 140 %. En 1982, un salarié dépensait 46 % de ses revenus pour se procurer les produits de base. En 1985, il en dépense 75 %. Le salaire minimum, théorique, est de 150 dollars par mois. Le pouvoir d'achat a diminué de 35 % au moins au cours des deux dernières années. Le séisme dramatique qui a frappé Mexico devrait inciter Washington et les organismes de financement internationaux à faire preuve d'imagination. Le temps presse. Pas seulement au Mexique.

MARCEL NIEDERGANG.

A travers le monde

Colombie

- **UN IMPORTANT TRAFIQUANT DE DROGUE SERAIT DANS LA GUÉRILLA.** – Carlos Ledher, l'un des principaux barons du trafic de drogue en Colombie, aurait rejoint un groupe de guérilla dans le sud-est du pays. Carlos Ledher, poursuivi depuis le meurtre du ministre de la justice, Lara Bonilla, a été photographié en tenue de combat au milieu d'un groupe d'insurgés liés au M-19. – *(Reuter.)*

Etats-Unis

- **M. REAGAN EST COMPLÈTEMENT RÉTABLI.** – Les médecins de M. Reagan se sont déclarés *« en extase »* après l'avoir, vendredi 20 septembre, examiné pour la première fois depuis son opération d'un cancer du côlon en juillet dernier. Un communiqué diffusé par la Maison Blanche conclut à une *« guérison complète à 100 % »*. C'est ce qu'a annoncé aux journalistes un Ronald Reagan souriant après une heure passée à l'hôpital militaire de Bethesda, dans la proche banlieue de Washington. les résultats de la radio des poumons et des tests sanguins auxquels le président américain a été soumis seront rendus publics la semaine prochaine. – *(Corresp.)*

URSS

- **UN SOVIÉTIQUE ARRÊTÉ POUR ESPIONNAGE.** – Le comité pour la sécurité d'Etat soviétique (KGB) a *« découvert et arrêté »* un agent des services secrets américains, A.- G. Tolkachev, *« membre du personnel de l'un des instituts de recherches de Moscou »*, alors qu'il s'apprêtait à fournir du *« matériel secret de défense à un agent de la CIA »*, annonce, vendredi 20 septembre, l'agence Tass.

  « Cet espion, précise Tass, *a été pris en flagrant délit alors qu'il tentait de remettre du matériel secret relevant de la défense à M. Paul Stombauch, un officier de la CIA qui agissait sous la couverture de deuxième secrétaire à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou. »*

  L'agence officielle soviétique ne précise pas quand a eu lieu l'arrestation de Tolkachev. Tass avait annoncé le 14 juin dernier l'expulsion de M. Stombaugh. – *(AFP.)*

Étranger

La fin du voyage de M. Alfonsin

M. Raul Alfonsin devait quitter la France samedi 21 septembre après un séjour officiel de quatre jours, qu'il a terminé par une visite des installations de l'aérospatiale de Toulouse. Vendredi, le président argentin s'était rendu à Boulogne-sur-Mer, sur la tombe du général San-Martin, et à Lille, pour saluer M. Pierre Mauroy. L'accord-cadre de coopération économique entre la France et l'Argentine, signé jeudi (*le Monde* du 20 septembre), est le principal résultat de la visite de M. Alfonsin.

Vendredi, au cours d'une conférence de presse, le président argentin a été interrogé sur le sort du capitaine Astiz, responsable de nombreuses violations des droits de l'homme, et directement lié, selon plusieurs témoignages, au meurtre de deux religieuses françaises. M. Alfonsin n'a pas apprécié cette question, alors qu'il a fait intenter un procès public aux anciens commandants en chef au pouvoir de 1976 à 1982. Il reste que les associations argentines de disparus estiment que le gouvernement de Buenos-Aires ne va pas assez loin dans l'épuration.

L'impossible oubli des mères de disparus

Le président Alfonsin a été élu démocratiquement après sept années de dictature militaire et son combat en faveur des droits de l'homme est ancien. Pourtant, au deuxième jour de sa visite en France, plusieurs organisations humanitaires ont manifesté, le jeudi 19 septembre, devant l'ambassade argentine à Paris, réclamant *« la réapparition des disparus et le jugement des coupables »*.

Organisées depuis octobre 1978, ces manifestations répondaient à celles organisées à Buenos-Aires par les mères de disparus surnommées *« les folles de la place de Mai »*. A Paris, de nombreuses personnalités avaient participé à ces protestations, parmi lesquelles M. François Mitterrand avant son élection à la présidence. Le document vidéo de ces manifestations a même été remis au président Alfonsin.

La période des *« années noires »* en Argentine, où plusieurs milliers de personnes ont été enlevées et assassinées, fait actuellement l'objet du « procès du siècle » à Buenos-Aires. Neuf anciens dirigeants sont jugés, des peines de prison à perpétuité ont été requises contre cinq d'entre eux.

Le cas Astiz

En décidant de juger les anciens dirigeants des juntes au pouvoir, le gouvernement entend distinguer les *« simples exécutants »* des hauts responsables. Un postulat qui a été suivi d'une campagne de réhabilitation discrète mais soutenue des forces armées. Il s'agit pour M. Alfonsin d'apaiser les craintes des militaires devant l'éventuel jugement de tous les responsables de violations des droits de l'homme et d'essayer de réunir les conditions d'une réconciliation entre l'armée et le pays.

C'est cette attitude que condamnent de plus en plus sévèrement les mères de disparus et les organisations humanitaires. Pour elles, mille trois cents tortionnaires en liberté, c'est trop. Le cas du capitaine Astiz, responsable de la disparition de centaines de personnes parmi lesquelles deux religieuses françaises, devient pour elles le symbole de ces tortionnaires qui poursuivent tranquillement leur carrière dans l'armée, ou dans la diplomatie, comme l'ancien responsable du camp du Vesubio, actuellement attaché militaire à l'ambassade d'Argentine à Mexico. *« La démocratie n'est pas l'oubli »*, déclare le président de l'une de ces associations. Amnesty International a, pour sa part, établi un rapport sur les enfants disparus durant ces années noires, et dénombre cent trente-sept cas non élucidés d'enfants nés en captivité ou enlevés lors de l'arrestation de leurs parents, dont on ne sait rien.

L'imposant travail de la commission d'enquête argentine sur les personnes disparues, dont le rapport était intitulé *« Nunca mas »* (jamais plus), est poursuivi par un secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, M. Rabosi, qui a reçu les organisations françaises, mercredi après-midi, pendant plus de deux heures. Dans un discours prononcé au mois de juillet, le président Alfonsin avait affiché son intention de clore ce *« chapitre néfaste »* de l'histoire du pays, mais en déclarant sans illusion qu'il ne croyait pas aux *« points finaux établis par décret »*.

Que répondre à la mère de l'un des quinze disparus français lorsqu'elle demande le jugement de tous les responsables de telles atrocités ? La raison du cœur n'a que faire de la raison d'Etat.

DENIS HAUTIN-GUIRAUT.

Cinq ans de conflit irano-irakien

(Suite de la première page.)

La polémique sur le fait de savoir qui a commencé la guerre n'a pas qu'un intérêt historique. Une définition claire sinon de l'*« agresseur »* du moins de l'Etat ayant ouvert les hostilités est essentielle dans la mesure où elle déterminera le cours des futures négociations de paix. Si l'Irak refuse ce rôle, on ne voit pas pourquoi il accepterait de payer des dommages de guerre à l'Iran, même si c'est ce pays qui a subi la plus grande partie des destructions. Le refus de Bagdad de reconnaître avoir engagé le conflit alimente l'intransigeance de l'iman Khomeiny, qui s'est assigné pour objectif immuable le *« châtiment »* du président Saddam Hussein et la chute du régime baasiste.

En fait, en refusant à la mi-1982 de mettre fin aux hostilités, alors qu'elle avait pratiquement récupéré — après la victoire de Khorramchahr — la quasi-totalité de ses territoires occupés par l'Irak, la République islamique a manqué une occasion unique de paix. Le régime de Bagdad était alors aux abois, et il est plus que probable que le président Saddam Hussein n'eût pas survécu politiquement à des négociations consacrant la déconfiture de sa folle équipée iranienne. L'intransigeance de l'imam Khomeiny lui a donc rendu un immense service : le vaincu de Khorramchahr est devenu, à la suite de la décision des Iraniens de porter la bataille en territoire irakien pour *« aider le peuple à se libérer du régime baasiste »*, le symbole de la lutte nationale contre *« l'envahisseur iranien »*.

La seconde erreur de l'imam a été de croire que ses forces armées pouvaient remporter la victoire sur le terrain en territoire irakien. Or, depuis l'échec de l'offensive iranienne contre le port de Bassorah, il y a près de trois ans, toutes les offensives de l'armée de Téhéran n'ont pas réussi — à quelques exceptions près — à entamer sérieusement le dispositif défensif irakien.

La « grande offensive finale »

L'armée iranienne a montré qu'elle n'était, pas plus que celle de Bagdad, en mesure de résoudre les immenses problèmes de logistique que pose l'occupation d'un territoire ennemi. Ne pouvant remporter la bataille sur le terrain, les Iraniens ont donc adopté la tactique de la guerre d'usure quasi permanente, dont l'objectif semble être de faire tomber le régime du président Saddam Hussein sous des coups de boutoir répétés.

Il est vrai que le régime de Bagdad, en butte aux mutiples difficultés économiques suscitées par une guerre fort impopulaire, demeure fragile, mais l'arme brandie par Téhéran est à double tranchant. La poursuite des hostilités coûte cher à l'économie iranienne et a contribué, en grande partie, à faire monter le mécontentement populaire face à la poursuite d'une guerre devenue inutile. Il a fallu cependant attendre les échecs des offensives iraniennes de février 1984 (Aurore VI) et de mars 1985 (Badr) dans les marais de Howeiza pour que les dirigeants iraniens commencent à comprendre que la tactique dite des *« vagues d'assaut humaines »* était aussi meurtrière que vaine.

La *« grande offensive finale »*, tant annoncée puis différée, censée mettre les Irakiens à genoux, semble avoir été renvoyée aux calendes grecques au profit d'une nouvelle tactique qui consiste à multiplier des *« opérations ponctuelles limitées »* tout le long de la frontière qui sépare l'Iran de l'Irak. Nul ne se fait trop d'illusions sur l'efficacité de cette nouvelle stratégie apparemment conçue pour entretenir la tension sur le front.

Le harcèlement de Kharg

Ce qui est plus significatif, c'est que, parallèlement à ce changement de tactique sur le plan militaire, les dirigeants iraniens ont commencé à tenir un nouveau langage dans lequel le culte du martyre n'est plus exalté d'une manière systématique. Il y est toujours question de poursuivre la guerre *« jusqu'à la défaite de l'ennemi »*, mais l'accent est mis sur la nécessité de *« limiter au minimum les pertes en vies humaines »*.

Pour la première fois depuis la victoire de Khorramchahr le doute semble s'être glissé dans l'esprit des dirigeants de Téhéran. Dans ses homélies consacrées à la guerre, l'imam Khomeiny va même jusqu'à envisager que son pays ne parvienne pas à ses fins. Parlant en mars dernier aux représentants des corps constitués, le guide de la révolution paraissait désabusé lorsqu'il affirma que *« même si nous n'arrivons pas à anéantir les oppresseurs, ainsi que Dieu nous l'a ordonné, nous aurons quand même accompli notre devoir »*. En avril, il était encore plus amer devant les combattants et les religieux de la ville sainte de Qom. *« Si par malheur,* avait-il dit, *les Etats-Unis sont victorieux et font triompher Saddam, l'Islam recevra une gifle dont il ne se remettra pas avant longtemps. »*

En réalité, tout semble indiquer que, tout en proclamant du bout des lèvres leur intention de poursuivre la guerre, les dirigeants iraniens s'accommoderaient d'une situation de *« ni paix ni guerre »* qui perpétuerait la tension à la frontière irakienne avec l'espoir que le régime de Bagdad s'effondrera tôt ou tard sous la pression conjuguée de facteurs internes et externes.

Or c'est précisément pour écarter ce danger de banalisation de la guerre, que l'Irak ne peut supporter, que Bagdad a déclenché en avril 1984 une nouvelle escalade militaire pour tenter de priver le régime de Téhéran de son unique source en devises étrangères, en asphyxiant graduellement le terminal iranien de l'île de Kharg, talon d'Achille de la République islamique.

Le but de cette nouvelle stratégie n'est pas seulement de réduire le volume des exportations pétrolières qui alimentent la machine de guerre de l'Iran, mais aussi de tenter d'étendre le conflit à l'ensemble du Golfe, quitte à provoquer un embrasement général qui, espère-t-on à Bagdad, conduirait tôt ou tard à une internationalisation du conflit, première étape d'une paix négociée.

Le harcèlement de l'île de Kharg constitue pour les dirigeants de Téhéran un redoutable défi. Nettement surclassé dans le domaine de l'aviation et des armements perfectionnés fournis à l'Irak par la France et l'URSS, et peut-être bientôt par les Etats-Unis, qui viennent de « normaliser » leurs relations avec Bagdad, l'Iran n'est plus à même de défendre efficacemment son espace aérien. Il ne peut donc répondre à la menace de destruction des installations de l'île de Kharg — plus réelle que jamais depuis le raid irakien du 15 août dernier — qu'en mettant à exécution ses menaces d'ouvrir un second front dans le Golfe contre les monarchies pétrolières qui appuient en sous-main l'Irak, et en particulier contre le Koweït, qui constitue aux yeux de Téhéran le maillon faible de la sainte alliance des émirs du Golfe.

Mais, ce faisant, Téhéran tomberait dans le piège des Irakiens, dont toute la stratégie à l'heure actuelle, tend à internationaliser le conflit. Le dilemme est de taille.

JEAN GUEYRAS.

EN QUITTANT AMMAN

Mme Thatcher annonce qu'elle recevra en octobre deux membres de l'OLP

Correspondance

Amman. — Après la Chine et la France, la Grande-Bretagne sera le prochain membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU à accueillir une délégation jordano-palestinienne en octobre. Le premier ministre britannique, Mme Thatcher, l'a annoncé vendredi 20 septembre, lors d'une conférence de presse à Aqaba, au terme de sa visite en Jordanie. Cette délégation, a-t-elle précisé, comprendra Mgr Elias Khoury et le maire palestinien en exil, M. Mohammed Melhem, tous deux membres du comité exécutif de l'OLP.

Mme Thatcher a tenu à déclarer qu'en acceptant de recevoir cette délégation elle entendait manifester son soutien aux efforts de paix du roi Hussein. Elle souhaite encourager Washington à prendre une décision similaire en ce qui concerne l'ouverture d'un dialogue jordano-palestino-américain. Elle a ainsi conforté le position du roi Hussein, à quelques jours du voyage que celui-ci va effectuer aux Etats-Unis, où il tentera de débloquer la relance des négociations au Proche-Orient, pratiquement paralysée depuis la dernière visite en Jordanie du secrétaire d'Etat adjoint, M. Robert Murphy, en août dernier.

La visite de Mme Thatcher à Amman avait été marquée jeudi par la signature d'un protocole financier portant sur 270 millions de livres sterling. Ce crédit est destiné à l'achat par la Jordanie de matériel militaire à la Grande-Bretagne.

E. J.

Suisse

SOUMISE A RÉFÉRENDUM

La révision du droit matrimonial devrait assurer une meilleure égalité des sexes

De notre correspondant

Lausanne. — Lentement, mais non sans quelques grincements, la Suisse avance vers la réalisation juridique de l'égalité des sexes. Il avait fallu attendre jusqu'en 1971 pour que les électeurs consentent enfin le droit de vote aux femmes sur la plan fédéral. Une nouvelle étape avait été franchie en 1981 avec l'inscription dans la Constitution du principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes. Ces dispositions devraient maintenant être complétées par la révision du droit matrimonial, qui sera soumise par référendum, dimanche 22 septembre, à l'approbation du corps électoral.

Sans se vouloir révolutionnaire, la nouvelle législation vise essentiellement à adapter le droit matrimonial, qui n'avait pas été modifié depuis 1907, à l'évolution des mœurs et de la société. Principale innovation, le mari ne sera plus le *« chef de l'union conjugale »*, mais les deux époux devraient dorénavant être considérés comme des *« partenaires égaux »*. Juridiquement, la femme ne sera plus subordonnée à son mari et les conjoints prendront ensemble les décisions importantes concerant la famille.

Selon le nouveau droit, les époux choisiront conjointement le lieu de résidence et chacun aura son mot à dire dans la résiliation du bail ou la vente du logement familial. La répartition des charges est laissée à l'appréciation du couple, et le conjoint au foyer aura droit à une certaine somme d'argent dont il pourra disposer à sa guise. Le nom de famille restera celui du mari, mais l'épouse pourra, si elle le désire, le faire précéder de son ancien patronyme. Le nouveau régime permettra à la femme d'administrer elle-même ses biens et de prétendre à la moitié des économies réalisées durant le mariage, de même qu'à la moitié de la succession.

JEAN-CLAUDE BUHRER.

M. Dumas au Maroc et en Tunisie

L'élargissement de la CEE au centre des entretiens

Venant de Tunis, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a été reçu dans la soirée du vendredi 20 septembre par le roi Hassan II au palais Skhirat. A son arrivée à Rabat, il avait indiqué que ses conversations porteraient notamment sur les relations du Maroc avec les pays de la CEE. Le roi Hassan II évoquera de nouveau ces questions lors d'une visite officielle en France le 12 novembre.

De notre correspondant

Tunis. — Des conversations que M. Dumas a eues avec les dirigeants tunisiens, on veut surtout retenir dans les sphères politiques l'attachement renouvelé de la France à la sécurité et à l'intégrité territoriale de la Tunisie, à un moment où aucun signe de détente n'apparaît dans la crise avec Tripoli. Toutefois, M. Dumas n'a fait aucune allusion publique à une éventuelle aide militaire, que les Tunisiens semblent considérer comme acquise en cas de besoin.

Evoquant la coopération économique, M. Dumas a rappelé que, lorsqu'il était ministre des affaires européennes, il avait été le premier à affirmer qu'il était indispensable que les problèmes concernant les pays tiers méditerranéens soient réglés parallèlement aux modalités d'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, et que des engagements avaient été pris dans ce sens.

La visite de M. Jospin

Le ministre a mis à profit cette brève *« visite d'information »* pour s'entretenir par téléphone avec M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, et le président de l'OLP, M. Yasser Arafat.

La visite du chef de la diplomatie française a coïncidé avec celle de M. Lionel Jospin, invité du premier ministre, M. Mzali, qui est également secrétaire général du Parti socialiste destourien.

Souvent distantes, quand elles n'étaient pas franchement mauvaises par le passé, les relations entre les deux partis se sont progressivement améliorées.

La visite de M. Jospin, qui a été reçu à Carthage par le président Bourguiba, couronne ce rapprochement qui doit maintenant se concrétiser par la création de groupes de travail, et la multiplication des échanges de délégations.

M. Jospin a expliqué que sa visite se justifiait d'autant plus que la Tunisie est désormais engagée, quelles que soient les difficultés rencontrées, dans la voie du pluralisme politique. Il n'a toutefois pas pu, son programme étant très chargé, rencontrer certains représentants de l'opposition comme il en avait l'intention.

En revanche, il s'est rendu au siège de la centrale ouvrière UGTT, où il s'est entretenu avec le secrétaire général, M. Habib Achour et les membres du comité exécutif, de la situation sociale dans le pays et de la profonde détérioration des rapports entre le gouvernement et les syndicats.

MICHEL DEURÉ.

APRÈS DE NOUVELLES ARRESTATIONS

Le mouvement de solidarité avec les détenus politiques en Algérie s'amplifie parmi les immigrés en France

Le mouvement de solidarité avec les détenus politiques en Algérie s'amplifie parmi l'immigration en France, et il est probable que cela ne va pas contribuer à améliorer les relations entre Alger et Paris soupçonné de « passivité » à l'égard de l'opposition en exil.

Un meeting est organisé, dimanche 29 septembre, à 14 heures, à la Mutualité, à Paris, par différentes associations, avec le concours de formations musicales et d'animateurs de radios libres maghrébines installées en France. Ce *« collectif contre la répression »* demande *« la libération de tous les détenus pour délit d'opinion, le libre exercice du droit d'association et la reconnaissance de la Ligue algérienne des droits de l'homme »*.

Emanation du FLN, l'Amicale des Algériens en Europe appelle les ressortissants algériens à *« faire preuve de la plus grande vigilance »*. Elle demande aux autorités françaises de *« veiller à ce que le droit d'asile ne devienne pas le fondement d'une action subversive dirigée contre un pays avec lequel on souhaite établir des relations d'amitié et de coopération »*. L'avertissement est on ne peut plus clair.

Agacée par l'écho donné en France à l'affaire de la Ligue des droits de l'homme et par les interventions d'associations étrangères en faveur des détenus, l'Algérie ne fait cependant rien pour améliorer son image. Une dixième arrestation parmi les animateurs de la Ligue, celle de son secrétaire général adjoint, le docteur Hachémi Naït Djoudi, a eu lieu cette semaine. Plus de vingt fondateurs et sympathisants de la Ligue sont actuellement détenus à la prison de Berrouaghia. Ils nous ont fait parvenir une déclaration dans laquelle ils précisent les chefs d'inculpation retenus contre eux : atteinte à l'autorité de l'Etat ; constitution d'associations illégales ; attroupement ; distribution de tracts.

Des espoirs déçus

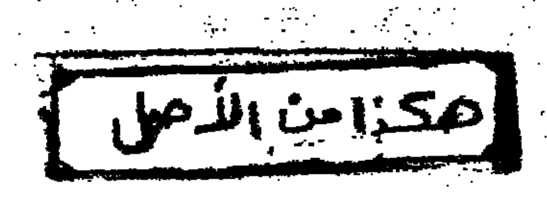
Le droit d'association étant reconnu par la Constitution, les fondateurs de la Ligue avaient déposé une demande, qui n'a pas obtenu l'agrément des autorités. Certains d'entre eux ont aggravé leur cas en jouant un rôle actif dans la création de comités des fils de *chahids* (martyrs), orphelins de guerre dont le plus connu est le fils du colonel Amirouche (un des principaux chef de maquis), actuellement incarcéré. Ces comités d'abord actifs en Kabylie commençaient à étendre leurs ramifications dans d'autres régions inquiétant les autorités, selon leurs sympathisants en France. Ceux-ci assurent que des renforts de police importants ont été envoyés récemment en Kabylie.

La population a été troublée par l'arrestation, le 5 septembre, du chanteur kabyle Lounis Aït Menguellet. Comme les autres, elle n'a pas été rendue publique, mais la nouvelle s'est très vite répandue. Le chanteur, très connu, ne faisait pas partie de la Ligue des droits de l'homme, mais, au début du mois d'août, il avait dédié publiquement un concert en Algérie à Ferhat Mehenni, autre chanteur et membre actif de la Ligue, arrêté.

A propos de l'invitation de personnalité politiques en exil, les organisateurs du meeting de dimanche ont estimé qu'il n'était pas souhaitable d'entendre M. Ben Bella parler de la défense des droits de l'homme. Un des chefs historiques du FLN, en exil en Europe depuis 1966, année de son évasion d'une prison algérienne, M. Hocine Aït-Ahmed, a finalement renoncé à venir pour ne pas avoir l'air de tirer la couverture à soi.

Il nous a indiqué toutefois les grandes lignes de la déclaration qu'il se proposait de faire. *« Les Algériens ont vraiment espéré que les successeurs de Boumediène engageraient leur pays sur la voie démocratique,* déclare-t-il. *Force est aujourd'hui de constater que les orientations autoritaires l'emportent sur les velléités d'ouverture ; les faits ont donné tort à ceux qui ont cru que les mesures de décrispation prises par le nouveau régime étaient l'annonce d'une ère nouvelle. »*

JEAN DE LA GUÉRIVIÈRE.



France

L'AFFAIRE GREENPEACE APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU

La vérité en marche

Officiellement, le gouvernement ne sait toujours pas la vérité sur l'affaire Greenpeace, mais il sait désormais que les informations du *Monde*, puis de *l'Express*, cernent de bien plus près la réalité que les démentis militaires. Il n'est pas d'autre explication de la journée du 20 septembre, marquée par la démission de M. Hernu et le limogeage de l'amiral Lacoste, ni d'autre lecture des lettres échangées par MM. Mitterrand, Fabius, Hernu et Lacoste qui les ont précédés.

Officiellement le gouvernement ne sait toujours pas : le premier ministre le dit dans sa missive au président de la République, assurant que le nouveau ministre de la défense *« devra poursuivre les investigations et aboutir dans les jours qui viennent »*. Mais le gouvernement, à la lecture de la presse, se doute de la vérité, et il est clair que les révélations sur l'existence d'une *« troisième équipe »* sont à l'origine des *« changements de personnes »* réclamés, jeudi soir, par M. Mitterrand.

« Y avait-il une autre équipe ou d'autres agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande ? » C'est à cette question, assure M. Fabius, que l'amiral Lacoste, patron de la DGSE, *« a refusé de répondre en invoquant sa conception de ses devoirs »*. Une *« situation »* qu'il était *« évidemment impossible d'accepter »*, ajoute le premier ministre. Celui-ci a même été plus insistant, demandant si *« les initiales telles qu'elles figurent dans certains articles de presse correspondent à celles d'agents »* de la DGSE. M. Fabius fait ici allusion aux initiales *« AT »* et *« BD »* données par l'hebdomadaire *VSD* du 19 septembre comme celles de *« deux mercenaires »* employés par la DGSE sur place, lors de l'attentat, et dont le premier ministre se demande implicitement si les noms ne recouvrent pas, en fait, ceux des membres de la troisième équipe.

Au-delà des identités, reste-t-il aujourd'hui vraiment un doute sur la nature de cette troisième équipe, dont nous avons dit, dans *le Monde*, qu'il s'agissait de deux nageurs de combat de la base d'Aspretto (Corse), membres de la division Action de la DGSE ? Non, si l'on en croit la lettre de l'amiral Lacoste à M. Charles Hernu. Car s'il ne donne aucune réponse précise, l'amiral reconnaît, en justifiant son silence, que celui-ci vise à couvrir des membres de son service : *« Si je répondais aux demandes,* écrit-il, *je mettrais en péril la vie de certains officiers et sous-officiers qui ont accompli récemment ou dans un passé plus lointain des missions particulièrement dangereuses. »* Il nuance, toutefois, son propos en ajoutant que *« la confirmation de ces rumeurs »* ne pourrait *« servir à établir la vérité »*.

On a donc menti, depuis le 10 juillet, date de l'attentat. Ce n'est plus une déduction, mais un fait, reconnu par M. Hernu lui-même : *« Je sais, depuis hier soir,* a-t-il écrit vendredi au premier ministre, *de manière incontestable, que des responsables de mon ministère m'ont caché la vérité. »* Comme il l'avait promis, M. Hernu en a *« tiré les conséquences »*. Mais, ce faisant, il apporte, à son tour, une contribution à la manifestation de la vérité.

D'autres responsables

Car si, maintenant, on sait, au sommet de l'Etat, que la DGSE est responsable de l'attentat, on sait aussi, grâce à l'ancien ministre de la défense, que les responsabilités ne se situent pas qu'à ce niveau. Qui lui a menti ? *« Des responsables de mon ministère »*, assure-t-il. Il n'écrit pas : d'un service ; il ne dit pas : le chef de la DGSE, et lui seul... Tombant en même temps que le patron de la DGSE, M. Hernu invite donc à chercher d'autres responsabilités. Quelle piste ouvre-t-il ainsi ? Désigne-t-il certains de ses collaborateurs ? En tout cas, le chef de l'état-major particulier du chef de l'Etat ne rentre pas dans cette catégorie.

C'est aujourd'hui toute la question. Les généraux Lacaze et Saulnier, respectivement chef d'état-major des armées et chef d'état-major particulier du chef de l'Etat avant l'attentat, ont assuré qu'ils n'avaient ni *« donné une instruction »*, ni *« reçu une information »* relatives au sabotage du navire de Greenpeace. Du côté de la DGSE, on assure, à l'inverse, que l'on a agi sur ordre, qu'il s'agissait bien d'enrayer la campagne du mouvement écologiste et que le devis très important de cette opération, impliquant, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Nouvelle-Calédonie, au moins une quinzaine de personnes, a été signé par le général Saulnier.

Bref, la DGSE se défend, faisant bloc derrière son directeur limogé. *« On veut nous faire porter le chapeau,* y confie-t-on. *« L'Etat-major a décidé de s'en sortir de cette manière, en assurant que nous avons désobéi, que nous avons agi comme des factieux complotant contre Mitterrand. »* De fait, à l'Elysée, la lettre de l'amiral Lacoste semble avoir été entendu comme l'aveu d'une indiscipline aux motivations politiques troubles... On peut très bien, à l'inverse, imaginer que l'amiral, sachant qu'il a obéi à un ordre supérieur, veut sombrer pavillon haut, sans, à son tour, désigner les auteurs d'autres mensonges.

La vérité officielle éclatera-t-elle ? M. Paul Quilès, le nouveau ministre de la défense, semble compter fortement sur les informations recueillies par les services policiers de M. Pierre Joxe pour l'établir. Au-delà de la contribution du ministre de l'intérieur, l'on peut aussi penser qu'au sein de la DGSE, aujourd'hui accablée, des bouches vont s'ouvrir. Cette vérité sera-t-elle publique ? Le premier ministre n'a, cette fois, rien promis de tel. Face à l'opinion, le gouvernement n'aura peut-être pas intérêt à la proclamertoute entière, surtout si elle se révèle accablante. Mais, inversement, la nécessité de sauver les « Turenge » exige, peut-être, que la France reconnaisse publiquement ses torts, en les assortissant de plates excuses.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL.

L'amiral Lacoste : « J'ai l'obligation de défendre la sécurité de la DGSE »

L'amiral Lacoste, « patron » de la DGSE jusqu'à vendredi, a refusé de parler, pour ne par compromettre *« l'honneur et la sécurité »* de son service.

Il le dit dans une lettre remise à M. Charles Hernu jeudi 19 septembre et rendue publique vendredi sur Europe 1 par Charles Villeneuve : *« En tant que directeur général, j'ai l'obligation morale absolue de défendre l'honneur et la sécurité de la DGSE. Si je répondais aux demandes, je mettrais en péril la vie de certains officiers et sous-officiers qui ont accompli récemment ou dans un passé plus lointain des missions particulièrement dangereuses. Le précédent d'une telle divulgation serait de nature à tarir tout recrutement ultérieur pour des missions secrètes et compromettrait l'ensemble de la sécurité du service, sans pour autant servir à établir la vérité. La confirmation de ces rumeurs ne profiterait qu'à une puissance étrangère et à ses enquêteurs. »*

DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE AUX EXPORTATIONS D'ARMES

Il avait fait sien l'héritage gaulliste

Le maire de Villeurbanne était trop sûr d'être aimé des militaires pour bien comprendre que certains commençaient à marquer leurs distances

En s'installant au ministère de la défense en mai 1981, M. Charles Hernu offre l'image d'un responsable ministériel assuré d'une longue continuité : sa fidélité au président de la République et sa compétence acquise dans l'opposition se conjuguent pour faire croire aux militaires, qui l'attendent en réalité depuis de nombreuses années à ce poste en cas de victoire électorale de la gauche, que M. Hernu restera ministre de la défense durant tout le septennat. Les circonstances en décideront autrement : aujourd'hui,un fils de gendarme est remplacé au ministère par un polytechnicien, fils d'officier.

De fait, le maire de Villeurbanne, par sa connaissance des dossiers, gagnera du temps dès ses premiers jours de fonction au ministère de la défense. Qu'il s'agisse de la conduite des essais nucléaires à Mururoa, retardés parce qu'il veut s'assurer sur place des conditions de leur sécurité, ou de la décision d'abandonner l'extension du camp militaire du Larzac, promise par le candidat Mitterrand aux agriculteurs aveyronnais, M. Hernu tranche et il le fait vite parce qu'il y avait réfléchi, lui-même et ses proches collaborateurs, du temps de leurs contacts clandestins, avant 1981, avec de nombreux cadres de l'armée.

Sans complexes et sans états d'âme particuliers, le premier ministre socialiste de la défense de la V[e] République fait sien l'héritage gaulliste : dissuasion nucléaire, exportations d'armes, protection des intérêts français outre-mer, alliance atlantique mais autonomie du dispositif national, tous ces dog mes de la politique française de sécurité sont repris, glorifiés même et, parfois, mis au goût du jour et adaptés.

Précurseur

La « grande muette » observe, approuve et elle est assez vite rassurée. De son attitude favorable au nouveau ministre, de nombreux socialistes hostiles à M. Hernu tireront la conclusion que, décidément, rien n'est changé et que le maire de Villeurbanne a vendu son âme aux militaires. Ce ne sera qu'une première réaction de leur part : les mois passant, les critiques socialistes baisseront de ton en constatant, en réalité, que tout se fait avec l'aval du président de la République. M. Hernu est un précurseur, qui avance lentement et prudemment, avec la bénédiction de M. Mitterrand. Pour autant, il n'hésite pas à heurter de front certains chefs militaires en place, à l'occasion de choix ou de grands débats qui dessinent, à petites touches précises, un nouveau « visage » des armées.

C'est le cas pour ce qui apparaîtra comme la pièce maîtresse de cette politique de défense, à savoir la loi de programmation militaire 1984-1988 approuvée par le Parlement en 1983. Il s'agit d'une véritable charte de la défense entre la nation et son armée, qui définit les grandes missions des forces, leur organisation et leur équipement dans les domaines classiques et nucléaire. Cette « charte » est assortie d'un échéancier de dépenses, de l'ordre de 830 milliards de francs en cinq ans, que le gouvernement s'engage à respecter contre vents et marée.

Priorité au nucléaire, stratégique et tactique, qui requiert le tiers des investissements prévus. Renforcement de la marine, avec la modernisation de son aéronavale. Diminution des effectifs de trente-cinq mille hommes. Création d'une force d'action rapide, censée intervenir en Europe et outre-mer, avec des éléments aéroportés et héliportés. Réorganisation de l'armée de terre, longtemps figée dans ses structures, que tout le monde s'accorde à trouver lourdes. Nouvelles missions de défense territoriale données à une gendarmerie qui, très vite, apparaît comme l'arme privilégiée du ministre de la défense.

M. Hernu insiste, dans le même temps, beaucoup sur la condition militaire : celle des appelés, d'abord, qui perdent peu à peu l'espoir d'un service militaire réduit à six mois, et celle des cadres de métier, ensuite, que ne heurte pas la perspective d'une professionnalisation accrue des unités pour les missions d'intervention outre-mer.

D'une manière générale, la hiérarchie ne récuse pas cette lente transformation du « format » de l'armée, comme l'appelle le premier ministre de l'époque, M. Pierre Mauroy. Un seul chef militaire fera grise mine : le général Jean Delaunay, chef d'état-major de l'armée de terre, qui donne sa démission en 1983 parce que, dit-il, il ne veut pas associer son nom à la préparation d'une armée appauvrie en matériels et squelettique dans ses effectifs. Les autres chefs militaires suivent. Le plus surprenant, pour de nombreux socialistes peu au fait des problèmes de défense, sera que le chef d'état-major des armées, le général Jeannou Lacaze, nommé par M. Valéry Giscard d'Estaing en 1980, restera aux côtés de M. Hernu jusqu'à cet été.

Continuité, donc, sur les orientations stratégiques à long terme parce que les intérêts de la France dans le monde n'ont pas changé brutalement en 1981. Aggiornamento, aussi, de l'appareil militaire pour répondre aux nouvelles menaces.

Un avertissement

Précisément, de nouvelles formes d'action sont apparues. L'armée française doit apprendre à y faire face. C'est au Liban et au Tchad que M. Hernu fait ses armes de *« soldat de la paix »* pour reprendre sa propre expression : l'armée française, qu'elle se mette au service de forces multinationales de sécurité chargées de séparer des frères ennemis au Proche-Orient ou qu'elle tente de dissuader l'agresseur libyen d'envahir le territoire de son voisin en Afrique, est appelée à jouer un rôle de « gendarme » ou d'« arbitre » qu'elle n'était pas préparée à tenir. L'arme au pied. Muscles bandés, mais force retenue. Maintenir la paix, en contenant son réflexe d'ouvrir le feu. Cette nouvelle mission, l'armée française l'exécutera au Liban comme au Tchad, sans broncher, en y perdant malheureusement des siens, trop des siens.

C'est sans doute ce qui explique la grogne de certains officiers, apparue ici ou là. Les pertes ont été jugées sans commune mesure avec l'effort demandé, et les gains politique sans réalité ou trop minces par rapport au travail exigé.

M. Hernu était probablement trop sûr, lui-même, d'être aimé des militaires pour bien comprendre, à ce moment-là, que certains d'entre eux ne le suivaient plus et commençaient, au contraire, à marquer leurs distances d'avec le ministre. Dans ce corps, comme l'armée, où tout résonne et se propage très vite, le livre du « colonel Spartacus » sur l'opération Manta au Tchad et ses échecs aurait dû sonner comme un avertissement aux oreilles d'un ministre de la défense trop assuré de lui.

Le départ, aujourd'hui, de M. Hernu survient alors que l'application du plan militaire quinquennal est à mi-parcours. De nombreux programmes ont été engagés. D'autres, à commencer par la modernisation de l'arsenal nucléaire ou par la présence de la France dans l'espace, devraient l'être : le lancement de ces projets ambitieux déterminera le visage des armées françaises jusqu'au début du siècle prochain et, avec lui, la place de la France dans le concert des nations européennes. En témoigne, comme le véritable symbole de cette unité européenne qui a tant de mal à se construire, le programme d'un nouvel avion de combat pour lequel la France demeure isolée.

On imagine pas que M. Mitterrand, qui a beaucoup appris de son ancien ministre de la défense, ait envie de changer de cap à mi-chemin. Sa dernière lettre à M. Hernu en fait foi. La tâche du successeur, M. Paul Quilès, sera probablement de faire en sorte que, la route étant tracée, l'intendance suive, avec des budgets de la défense conformes à la programmation.

JACQUES ISNARD.

« Soldat-citoyen »

Les militaires regretteront M. Charles Hernu. Nombre d'entre eux l'avouent, qui ne partagent pas ses opinions socialistes. Ce qui est une situation assez rare pour être relevée au moment où M. Hernu quitte le ministère de la défense après quatre ans et quatre mois de responsabilités à la tête des armées.

Pour beaucoup d'officiers et de sous-officiers, en effet, leur ministre était de ces hommes de gauche qui ne croient pas contradictoire leur engagement politique avec l'amour (dans le cas de M. Hernu, le terme n'est pas trop fort) de la chose militaire. L'homme s'y intéressait de longue date et il avait réussi, tant ses rapports de fidélité avec M. François Mitterrand étaient étroits, à convaincre progressivement, dès avant 1981, le futur chef de l'Etat de l'importance des problèmes de défense.

Ami de Pierre Mendès France et intime de François Mitterrand dès les premières heures du combat socialiste, M. Charles Hernu avait, pour parler de l'armée, les accents de Jean Jaurès, dont il se réclamait au demeurant, dans ses réflexions ministérielles.

L'homme a incontestablement du charme, et il sait en jouer, sans hésiter, parfois, à en abuser. Plus porté à enlever l'adhésion sentimentale que la conviction mathématique. Le plus curieux est, sans doute, que ce pouvoir affectif ait joué sur un milieu militaire qui se veut réfractaire à de tels entraînements. Pour autant, l'homme a des convictions qu'il exprime, quelquefois, avec passion ou avec des élans de colère lorsqu'il veut persuader.

Durant toute sa carrière de militant, ces convictions sont demeurées les mêmes, ancrées à gauche, définitivement, même si cette orientation avait pour effet de lui interdire toute promotion professionnelle ou politique. Il fut l'un des compagnons de M. Mitterrand à être ainsi restés à ses côtés au moment où d'autres, en revanche, désespéraient d'arriver au pouvoir.

Jovial, amateur de bonne chère et de champagne, mais aussi travailleur infatigable au ministère de la défense, où les gardes républicains qui le protègent savent qu'il était le dernier couché et le premier levé, M. Hernu est à la fois un homme politique rusé et naïf. Rusé, parce qu'il est un fin connaisseur des arcanes et des hommes de la vie politique, au point de se montrer parfois sans illusions sur les uns et sur les autres. Naïf, cependant, parce qu'il fait aussi spontanément confiance jusqu'à temps d'être déçu. Ses collaborateurs ne l'ignoraient pas, qui ont avec lui des liens profonds. Ses électeurs de Villeurbanne non plus, qui n'hésitent pas à lui demander des services.

Un homme de contact

Car M. Hernu n'est pas homme à se murer dans le silence (il sait néanmoins garder des secrets d'Etat) ou dans la distance (il n'apprécie cependant pas la familiarité). Il est, au contraire, un homme de contact, de rencontre : il va au-devant des autres, se plonge dans la réalité et le détail, se déplace beaucoup pour inspecter par lui-même, pour visiter sans grand cortège.

M. Hernu n'aime pas l'inactivité. Et pas davantage il ne manque de cette imagination qui lui a fait, jusqu'à présent, créer, inventer et animer cercle de réflexions, clubs divers, confréries ou centres d'études sur les sujets les plus divers.

Depuis plusieurs mois, il paraissait préoccupé par l'absence de flexibilité intellectuelle des milieux politiques en France, et cela lui semblait être un archaïsme national. Le parti socialiste n'échappe pas, selon lui, à cette menace d'une rigidité doctrinale qui lui ferait mal s'adapter à la situation nouvelle de n'être plus en majorité, en 1986, dans le pays. Le tempérammment de tolérance (malgré ses idées auxquelles il tient) et de communication de M. Hernu le portait naturellement à l'esprit de cohabitation avec autrui, y compris les adversaires politiques, dans un domaine, la défense nationale, où, précisemment, il avait réussi à établir un très large consensus. Par esprit de continuité, pour donner l'exemple, mais aussi par patriotisme.

Ce faisant, il n'avait pas que des amis au sein de son propre parti et il est réellement contrit de ne pas rencontrer leur adhésion en la circonstance. Les uns lui reprochaient ses faiblesses envers un milieu militaire, qui n'est pas sptontanément de gauche. Les autres le condamnent pour être, avec certains de ses amis, ce symbole d'une cohabitation qui est, d'abord, un refus de rallumer des guerres civiles longtemps si désastreuses.

« Soldat-citoyen », a-t-il, un jour, écrit. Plus qu'un simple slogan. M. Hernu l'a incarné. Comme une seconde identité.

J. I.

« DES RESPONSABLES DE MON MINISTÈRE M'ONT CACHÉ LA VÉRITÉ »

Dans sa lettre de démission, qu'il a remise lui-même au premier ministre, vendredi à 11 h, le ministre de la défense écrivait :

« Monsieur le premier ministre, cher ami.

» Ministre de la défense depuis le 22 mai 1981, j'ai exercé mes fonctions avec foi, patriotisme, et avec une conviction profonde de l'importance de la mission que M. le président de la République, M. Pierre Mauroy et vous-même m'aviez confiée.

» A l'issue des investigations que j'ai, personnellement, menées sans aucune complaisance et avec une détermination totale, je sais, depuis hier soir, de manière incontestable, que des responsables de mon ministère m'ont caché la vérité. Cela, je ne puis l'admettre.

» J'en tire toutes les conséquences, et je vous demande donc d'accepter ma démission et de la transmettre à M. le président de la République.

» Je puis vous confirmer, monsieur le premier ministre, que les personnels du ministère de la défense, militaires et civils, assurent leur mission essentielle de défense du pays avec un loyalisme, un dévouement et une compétence absolus, et sont dignes de la confiance que la nation leur porte.

» Je vous prie de croire, monsieur le premier ministre, en l'expression de mes sentiments amicaux. »

M. MITTERRAND : comme toujours, votre ami

Voici le texte de la lettre adressée vendredi soir 20 septembre par M. Mitterrand à M. Charles Hernu :

« Au moment où vous demandez à quitter vos fonctions, je tiens à vous exprimer ma peine, mes regrets et ma gratitude.

» Ma peine, car l'amitié qui nous unit depuis plus de trente ans m'a toujours rendu précieuse votre présence à mes côtés. Mes regrets pour un départ qui ne retire rien à vos mérites au service du pays. Ma gratitude pour avoir dirigé avec honneur et compétence le ministère de la défense.

» Votre sens du devoir vous conduit à prendre en charge les responsabilités qu'implique tout commandement. Je le comprends et je l'accepte.

» Vous gardez toute mon estime, vous gardez celle des Français qui savent reconnaître les bons serviteurs de la France.

» A l'heure de l'épreuve, je suis, comme toujours, votre ami. »

L'affaire Greenpeace

APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU

Avec M. Mitterrand l'amitié contrariée

« Je suis, comme toujours, votre ami » : ainsi M. Mitterrand conclut-il la lettre – ou plutôt le mot affectueux – qu'il a adressée à son ministre démissionnaire. Un compagnonnage d'opposition depuis le début de la Ve République suffisait à justifier le *« toujours »*.

L'« ami » Charles, pourtant, avait mal débuté du point de vue de *l'« ami »* François. Qui était donc ce jeune homme qui se permettait de réclamer sans plus de précaution le départ du garde des sceaux – M. François Mitterrand – du cabinet Guy Mollet ? Un proche de Pierre Mendès France, nommé Hernu, trublion du jeu politique de l'époque (1).

L'ami Charles a mal fini. Déjà, il avait proposé au chef de l'Etat sa démission, à Latche, au début du mois d'août, peu avant que M. Mitterrand, le 7 août, exige du premier ministre, par lettre, qu'une enquête soit rondement menée. Démission refusée, et dont M. Charles Hernu prévoyait, sans doute, qu'elle le serait.

Car M. Charles Hernu n'a perdu qu'*in extremis*, semble-t-il, le soutien du chef de l'Etat. D'une conversation téléphonique entre les deux hommes, mardi soir 17 septembre, quelques heures après la publication de l'enquête du *Monde*, le ministre de la défense avait retenu une consigne offensive ainsi résumée : *« Battez-vous ! »* Le lendemain matin, l'accusé était en effet décidé à se battre et à prononcer sans plus attendre un réquisitoire contre ses accusateurs. Il menaçait d'aller en *justice*.

L'après-midi, lorsqu'il s'est adressé aux journalistes pour défendre l'armée, Charles Hernu avait visiblement changé d'avis. Entre-temps, au conseil des ministres, le président de la République avait été sévère,et le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, implacable (*le Monde* des 19 et 20 septembre). Puis, sitôt terminé le conseil, MM. Mitterrand et Hernu s'étaient entretenus en tête à tête. Le chef de l'Etat considérait à ce moment-là que, dans la hiérarchie militaire on se moquait du ministre de la défense et de lui-même. Cela ne pouvait plus durer, selon les termes de la lettre qu'il adressera, dans la soirée, à M. Laurent Fabius. Mercredi soir, M. Charles Hernu, amer, a le sentiment d'avoir été abandonné par le chef de l'Etat. Et celui, plus irritant encore, d'être la victime d'un règlement de comptes entre socialistes, dont certains, le premier, M. Joxe, ne lui pardonneraient pas d'être la « tête de pont » vers la cohabitation, voire les compromis, de l'après-1986.

« Je n'ai pas mauvais moral », a dit M. Charles Hernu, pâle sourire, jeudi en fin d'après-midi à la sortie de l'Elysé, où il avait rencontré, une nouvelle fois, le président de la République. Pas mauvais, mais certainement pas bon pour autant. Pas meilleur en tout cas que celui de M. Mitterrand qui, depuis, confie à ses visiteurs combien il ressent l'injustice de la vie politique. *« Triste »*, le président de la République ajoute qu'il est certain de la loyauté de son ami et que celui-ci n'a pas donné l'ordre de couler le *Rainbow-Warrior*.

Séparation politique ne vaut pas rupture. Lorsque M. Mitterrand évoque, à l'intention du partant, *« l'amitié qui* [les] *unit depuis plus de trente ans »*, ce ne sont pas des mots de circonstance. Fondateur en 1954 du Club des jacobins, M. Charles Hernu a pris – pour ne plus jamais le quitter – le sillage de M. François Mitterrand à la Convention des institutions républicaines, à la FGDS et au PS. S'il s'en écartait, c'était seulement pour courir les dîners en ville aux périodes les plus noires de l'opposition afin d'y faire valoir son chef de file et de le tenir mieux informé. S'il paraissait prendre parfois un peu de distance, c'était celle d'un poisson-pilote. S'il est aujourd'hui écarté, c'est qu'il en va ainsi de la politique, toute *« peine »* et tous *« regrets »* que M. Mitterrand puisse en éprouver.

JEAN-YVES LHOMEAU.

(1) Dans *les Socialistes*, de Thierry Pfister, Albin Michel.

La crise politique n'est pas dénouée

Le sacrifice de M. Hernu et le limogeage du directeur des services secrets ne calment pas le jeu politique. Bien au contraire, l'opposition et les communistes s'en donnent à cœur joie, puisque la démission du ministre de la défense sanctionne un aveu d'impuissance dans le fonctionnement du pouvoir exécutif. Un leitmotiv revient sur toutes les lèvres : *« Aux suivants ! »*

Au nom de l'UDF, M. Lecanuet n'y va pas par quatre chemins : il somme M. Mitterrand de s'expliquer devant les Français et M. Fabius de se soumettre aux questions de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

Au nom du RPR, M. Toubon centre son tir sur le premier ministre, qu'il invite à faire lui aussi ses valises, et dédouane le chef des services secrets, en arguant de l'intérêt national.

La raison d'Etat ? C'est justement ce que le Parti communiste reproche à MM. Mitterrand et Fabius : *« 1981 portait l'espoir et l'engagement d'un rendez-vous de l'Etat avec la vérité, la transparence, le courage, en bref, d'un rendez-vous nouveau avec les citoyens,* écrit Claude Cabanes dans l'éditorial de *l'Humanité* du samedi 21 septembre. *Voilà que quatre ans après s'étalent et se mêlent la même violence d'Etat (contre un modeste mouvement pacifiste, ô droits de l'homme !...), le mensonge et les secrets d'Etat, la raison d'Etat qui hante les cabinets d'Etat, où de tout petits groupes d'hommes décident, dans la solitude, du destin de la nation. »*

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale réaffirme la nécessité de créer une commission d'enquête parlementaire et souhaite, lui aussi, que le chef du gouvernement vienne déposer devant la commission des affaires étrangères du Palais Bourbon.

M. Poperen et M. Jospin, au nom des socialistes, ont beau affirmer que *« le gouvernement fait preuve de responsabilité »* et de *« courage politique »*, dire que la droite ferait mieux de faire preuve de discrétion en se souvenant de l'affaire Ben Barka, du suicide de Robert Boulin et de l'assassinat de Jean de Broglie, qui virent certains ministres gaullistes ou giscardiens rester de marbre en conservant malgré tout leur portefeuille, la crise n'apparaît pas dénouée. M. Jospin le sait et invite le gouvernement à *« aller jusqu'au bout et vite »*. Ce qui revient à attendre de M. Quilès qu'il obtienne en quelques jours des services secrets ce que M. Hernu n'a pas réussi à apprendre en deux mois...

Les socialistes : dommage pour l'homme mais le ministre était condamné

Dommage pour l'homme, mais le ministre était condamné. Qu'ils s'expriment publiquement ou en privé, les dirigeants socialistes semblent tous d'accord sur ce jugement, comme ils s'accordent à rappeler les « affaires » du passé pour estimer que le comportement des hommes alors au pouvoir devrait les inciter aujourd'hui à plus de discrétion.

Il apparaît qu'aux yeux de tous il était déjà bien tard pour agir. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui rentrait d'un court voyage en Tunisie, a indiqué, vendredi 20 septembre à Orly, qu'avant son départ il avait dit au président de la République et au premier ministre que *« les blocages à la vérité qui se manifestaient devaient être surmontés (...) très vite »*.

M. Jospin, qui reconnaît la part qu'a prise la presse dans l'éclatement de la vérité, ajoute : *« On peut s'en étonner et on peut le regretter. (...) Cela aurait dû être fait plus vite, plus fort, et par nous. »* C'est aussi l'avis de M. Pierre Mauroy, consulté il y a quelques jours, à en croire ses amis, par MM. François Mitterrand et Laurent Fabius. L'ancien premier ministre leur a dit qu'on avait déjà trop attendu et qu'il ne jugeait plus possible de sortir de ce mauvais pas sans démissions.

De son côté, M. Jean Poperen, numéro deux du PS, affirmait, sur Europe 1 : *« Il y avait un grand désir chez tous les socialistes d'y voir plus clair (...). Il y avait un certain malaise. Je pense que, maintenant, nous allons être plus assurés de la démarche et suivre avec attention la façon dont seront menées les recherches qui avaient été demandées. »* Pour Mme Véronique Neiertz, porte-parole du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, il était *« urgent de réaffirmer (...) avec éclat l'exigence de vérité »* manifestée par le président de la République.

Reste à comprendre comment M. Hernu s'est enferré. Au-delà de l'hommage qu'ils rendent tous au ministre démissionnaire – *« Je le regrette pour lui »*, dit M. Jospin ; son départ est ressenti *« douloureusement par tous les socialistes »*, juge Mme Neiertz, – ses amis jugent incompréhensible l'attitude de M. Hernu, notamment dans les derniers jours.

« Il adorait l'armée au point d'en être dupe », résume un parlementaire. La formule est cruelle, mais l'avis est partagé par plusieurs dirigeants du PS. Victime de sa *« capacité d'identification »* avec les militaires et de son corollaire, *« son incapacité à se faire rendre compte »*, M. Hernu a fini par se placer dans l'imbroglio suivant : choisir entre la *« solidarité avec l'armée »* et la solidarité avec le gouvernement et la présidence de la République. Dès lors, le point de non-retour était atteint. Sa tête devait tomber, coupée par un François Mitterrand *« déterminé, et, sur ces affaires-là, extrêmement rigoureux »*.

A l'ami sacrifié pour avoir été trop proche des hommes qu'il devait commander, succède un « dur », M. Paul Quilès, *« autoritaire et polytechnicien, bref, très portrait-robot d'un ministre de la défense »*, selon la formule d'un député.

J.-L. A.

L'opposition : « Aux suivants ! »

L'opposition ne veut pas en rester là. Le président de l'UDF, M. Jean Lecanuet, estimait que *« le fait de désigner un « bouc émissaire » ne peut qu'apparaître comme une manœuvre de plus pour tenter de retarder l'établissement de la vérité et dissimuler les vraies responsabilités ». « La démission obligée de M. Hernu et celle imposée à l'amiral Lacoste laissent entier le problème de la vérité,* ajoutait-il. *En vertu de la Constitution, le président de la République est le* « chef des armées » *et le premier ministre est le* « responsable de la défense nationale ». *Dans ces conditions, il leur est impossible de se dégager de leurs responsabilités et il est invraisemblable qu'ils n'aient pas été informés. »*

M. Lecanuet demande que M. Mitterrand *« s'explique de façon complète devant les Français »*. En sa qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, M. Lecanuet a également adressé à M. Laurent Fabius une lettre lui demandant de venir répondre aux questions de cette commission. Au nom du RPR, M. Jacques Toubon estimait lui aussi, après la démission de M. Hernu, que *« la responsabilité du gouvernement reste engagée ». M. Fabius a, dans cette affaire, à prendre toutes ses responsabilités constitutionnelles et politiques,* ajoutait le secrétaire général du mouvement chiraquien. *Il a devant les Français à expliquer comment, en tant que chef du gouvernement, il est incapable de diriger les affaires de la France. Si j'étais dans cette situation je prendrais toutes mes responsabilités. »*

M. Toubon, qui s'exprimait au micro d'Europe 1, a déclaré, à propos du refus de l'amiral Lacoste de répondre aux questions de M. Hernu sur l'existence d'une troisième équipe d'agents secrets en juillet dernier à Auckland : *« Dans certaines circonstances l'intérêt national, l'intérêt de notre défense nationale et la protection de ceux qui se battent, y compris au péril de leur vie, pour défendre notre pays peuvent éventuellement conduire ceux qui sont leurs chefs à les protéger et à refuser de les livrer. » L'amiral Lacoste avait jusqu'à aujourd'hui toute la confiance du gouvernement,* a ajouté le secrétaire général du RPR, *et c'est bien brusquement qu'il l'a perdue. »*

Enfin, commentant la nomination de M. Quilès à la tête du ministère de la défense, M. Toubon a affirmé : *« Il va pouvoir se payer ses fantasmes, il va pouvoir couper les têtes comme il voulait le faire il y a quatre ans à Valence. »*

« Le mensonge et la division s'ajoutent à l'incompétence et à l'incohérence », estime, pour sa part, le président du Parti radical, M. André Rossinot. *La gangrène a atteint le régime socialiste. »*

Selon le président du CDS, M. Pierre Méhaignerie, *« dans cette affaire, qui demeure encore obscure, c'est le droit et le devoir du Parlement, à travers une commission d'enquête, de s'informer et ensuite d'informer le pays. » « Aux autres de suivre ! »* a dit M. Le Pen à l'annonce de la démission de M. Hernu. Aux yeux du président du Front national, *« l'affaire Greenpeace engage totalement la responsabilité du président de la République. A compétence totale, responsabilité totale,* déclare le chef de file de l'extrême droite. *Jobard ou complice, Mitterrand est le seul responsable* (et) *on peut légitimement penser que Laurent Fabius est en train, lui aussi, de préparer ses valises. »*

Pour les « verts », *« le pouvoir est mouillé, il est même dans le bain jusqu'au cou et c'est un bain de boue. Ce n'est pas en changeant l'eau de la piscine que le pouvoir va se blanchir »* affirme le mouvement écologiste.

De l'avis de M. Brice Lalonde, ancien candidat écologiste à la présidence de la République, *« pour éviter que la crise ouverte ne tourne à la débâcle, la classe politique doit avoir pour seul souci, loin de toute surenchère partisane, de rétablir l'autorité morale de la France »*.

Par la voix de son secrétaire national, M. Jean-Claude Le Scornet, le PSU fait savoir qu'il *« ne s'apitoiera pas sur le sort de ceux qui ont décidé, agi, menti et couvert l'attentat du* Rainbow-Warrior : *le ménage s'imposait depuis longtemps déjà ». « Pour autant,* ajoute le leader du PSU, *il ne faudrait pas oublier que cette bavure assassine n'est que la partie apparente de l'iceberg militaro-nucléaire. »*

Au nom du Parti communiste, M. Roland Leroy déclarait, quant à lui, sur France Inter que la vérité, *« étouffée par la volonté politique du pouvoir »*, n'avait pas *« avancé d'un pouce »* et il renouvelait sa demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire : *« C'est une exigence politique mais aussi une exigence morale. »*

Parmi les non-socialistes, seul M. Léo Hamon, ancien ministre, président de l'Initiative républicaine et socialiste (IRES) rendait hommage à M. Hernu, en soutenant notamment que celui-ci a *« rendu à la gauche le service de l'aider – grandement – à s'orienter dans les questions militaires, et à l'armée le service de lui faire connaître les possibilités d'aide et de soutien qu'elle pouvait et devait trouver dans la gauche »*.

La France se comporte de façon « autodestructrice » estime le premier ministre néo-zélandais

Wellington (AFP). – La France traite l'affaire du *Rainbow-Warrior* de la façon *« la plus autodestructrice possible »*, a affirmé le premier ministre néo-zélandais David Lange, en commentant samedi 21 septembre à Wellington la démission de M. Charles Hernu et l'éviction de l'amiral Pierre Lacoste. Malgré ces changements de responsables, a-t-il ajouté, l'affaire de l'attentat contre le bateau de Greenpeace *« n'est toujours pas résolue »*.

« S'ils [les Français] avaient fait ce qu'ils avaient l'occasion de faire il y a quelques semaines, c'est-à-dire faire front, regarder la réalité en face, s'attaquer aux problèmes, accepter l'injustice de ce qu'ils avaient fait, alors toute l'affaire aurait pu être résolue au moindre coût politique intérieur », a estimé le premier ministre néo-zélandais.

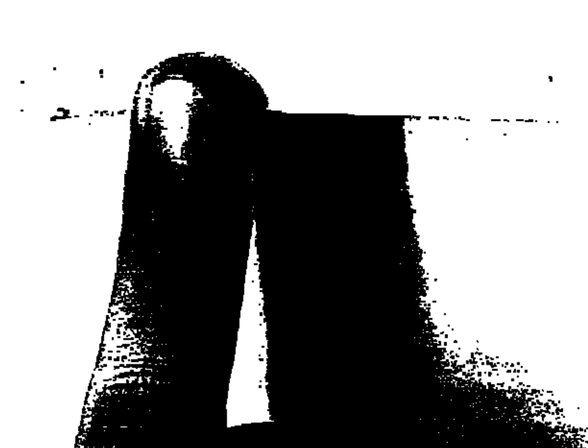
« Mais au lieu de cela, a-t-il poursuivi, *ils se sont comportés de façon inconciliante, arrogante, et ils récoltent maintenant la tempête qu'ils ont eux-mêmes fait naître. »*

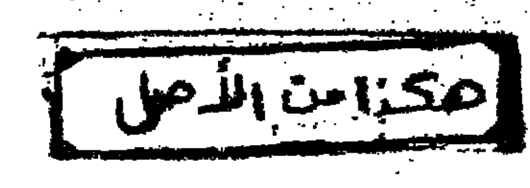
La démission de M. Hernu et l'éviction de l'amiral Lacoste, a-t-il toutefois indiqué, reflètent *« le sérieux avec lequel le président Mitterrand et le premier ministre Laurent Fabius poursuivent la recherche de la vérité dans cette affaire »*.

M. Lange a souligné qu'il laisserait les Français *« se tirer du problème qu'ils ont créé »*, mais qu'il comptait que des discussions aient lieu plus tard sur la question des compensations dues à la Nouvelle-Zélande pour cette affaire.

Le chef du gouvernement de Wellington a encore déclaré qu'il attendait toujours de la France *« des excuses en bonne et due forme »* pour les actions perpétrées contre Greenpeace sur le territoire néo-zélandais.

Il a enfin réitéré sa *« détermination à faire en sorte que le procès des deux agents secrets français détenus en Nouvelle-Zélande se déroule en conformité avec les principes légaux établis »*.





L'affaire Greenpeace

APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU

L'amiral Lacoste : le dernier réflexe d'un « pacha »

Jusqu'au bout, l'amiral Pierre Lacoste aura été fidèle à l'image de ce qu'on savait de lui : un homme discipliné, prudent et, pour tout dire, sensible et un peu effacé à force de gentillesse. Il faut des « durs à cuire » à la tête des services secrets et lui était un tendre que rien ne disposait à avoir de telles responsabilités, car il était destiné, à l'origine, à prendre les fonctions d'inspecteur général de la marine nationale avant 1981.

Le hasard aura voulu que le président de la République, nouvellement élu, ait eu à subir une série de conférences de ses chefs militaires. La causerie de l'amiral Lacoste, alors commandant l'escadre de la Méditerranée, sur la stratégie navale fut, à l'époque, si brillante et si convaincante que M. Mitterrand s'avoua séduit par le personnage, un habitué des conférences magistrales et didactiques à l'Ecole supérieure de guerre navale.

Dans le bureau du ministre de la défense, en tête à tête, l'amiral Lacoste, convoqué par M. Hernu sur l'affaire Greenpeace, s'est contenté de répéter ce qu'il avait déjà expliqué à l'enquêteur gouvernemental, M. Bernard Tricot, à savoir que la DGSE était en Nouvelle-Zélande pour une mission de renseignement. Combat d'arrière-garde ? Il a même refusé de répondre par écrit – procédure contraignante – sur le point de savoir si une troisième équipe avait ou non miné le bateau de Greenpeace en Nouvelle-Zélande.

Ceux qui ne l'ont jamais approché diront qu'il a menti. Par dissimulation. Par omission. Par manque de courage ou par intérêt. C'est mal le connaître. Ce grand chrétien républicain a un sens de l'honneur très accusé et une probité que personne ne conteste. Il a des scrupules. S'il a paru désobéir à la requête de son ministre, au risque de passer pour un serviteur de l'Etat qui ose défier le gouvernement, c'est sans doute qu'il a ses raisons : il n'est pas homme à faire de la délation. Soit qu'il ait choisi de couvrir ses subordonnés et, qui sait, ses supérieurs de la « chaîne » politique et militaire du commandement qui lui a donné ses consignes. Soit qu'il ait appris la véritable origine de l'attentat et qu'il ait préféré la taire par sécurité.

D'aucuns diront que l'amiral Lacoste a retrouvé ainsi les traditions d'un « pacha » de la marine, qui coule avec son bateau. C'est possible. D'autres ajouteront que son silence est celui d'un véritable « patron » des services secrets, le réflexe ultime d'un chef qui protège ses informateurs, ses agents et ses fonctionnaires parce que le service doit continuer de fonctionner en faisant le dos rond, en acceptant de tout prendre à son compte, au besoin en payant pour d'autres les pots cassés.

Pourtant, l'amiral Lacoste n'appartenait pas à la grande famille des fonctionnaires des services secrets et il ne semble pas qu'il y ait été aisément accueilli. Mais il y était depuis bientôt trois ans, un bail suffisant pour s'imposer à eux. La « boîte », comme l'appellent les fonctionnaires de la DGSE, eût mérité sans doute un homme ayant plus de poigne, capable par son autorité personnelle de dépasser les querelles internes à ce service.

J. I.

M. Quilès : la mission qui m'est confiée sera remplie comme il se doit

M. Paul Quilès, nommé ministre de la défense en remplacement de M. Charles Hernu, a affirmé que *« rien ne doit entamer la confiance que la nation et le gouvernement portent à l'armée »*. *« Croyez bien que j'y consacrerai tous mes efforts »*, a-t-il ajouté.

M. Quilès, qui prenait congé de M. Hernu, après une heure d'entretien à l'hôtel de Brienne, a déclaré aux journalistes à sa sortie du ministère de la défense : *« Le président de la République et le premier ministre, en me nommant à ce poste, m'ont confié une mission importante. Cette mission sera remplie comme il se doit. »* Après avoir rendu hommage à M. Hernu, M. Quilès a déclaré : *« Je veux vous dire à quel point le fils d'officier que je suis est fier de se voir confier une tâche que tous les Français s'accordent à reconnaître comme essentielle. »*

LE BILAN

Au logement : faire oublier la loi Quilliot

Rassurer : telle aura été la tâche de M. Paul Quilès dès son arrivée le 4 octobre 1983 au ministère de l'urbanisme et du logement dans le dernier gouvernement de M. Mauroy et avant même que M. Fabius n'y ajoute la responsabilité des transports. Précédé d'une réputation d'intransigeance, voire de brutalité dans l'expression, l'homme ne semblait guère prédisposé à cette tâche.

Les propriétaires bailleurs, totalement traumatisés par la loi Quilliot, même lorsqu'ils en connaissaient mal le détail, se montrèrent peu sensibles aux efforts – au demeurant couronnés de succès – de M. Paul Quilès en leur faveur. N'obtint-il pas de son collègue des finances qu'en 1984 et 1985 aucune *« circonstance économique grave »*, selon les termes de la loi, ne vînt réduire la hausse des loyers aux quatre-cinquièmes de la progression de l'indice du coût de la construction : il est vrai que celui-ci resta fort modéré et que, pour les propriétaires, seul le résultat comptait. Mieux encore, les négociations de la commission nationale des rapports locatifs aboutirent à donner la possibilité de mettre à niveau les loyers sous-évalués des logements devenus vacants...

Quant aux entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics, M. Quilès tenta – Fonds spécial de grands travaux et avantages fiscaux aux investisseurs aidant – de calmer leur angoisse en suscitant... des commandes.

Les facilités données aux travaux d'amélioration ou aux économies d'énergie allaient dans le même sens. L'ensemble n'a pas eu beaucoup de succès, il faut le reconnaître : les 40 000 logements que devaient construire, sans aide de l'Etat, des investisseurs privés, manquent toujours à l'appel malgré la baisse des taux d'intérêt. La rentabilité de l'investissement dans la pierre n'est pas pour demain.

Le dernier volet de l'action de M. Quilès – et c'est sans doute celui qui choque le plus les tenants de la politique socialiste la plus pure – fut d'encourager l'accession à la propriété tous azimuts. Celle des ménages aux revenus très faibles d'abord. Ceux qui peuvent prétendre par ailleurs aux prêts conventionnés, à qui on a grandement facilité les opérations. Ce qui n'a pas empêché la construction de logements locatifs sociaux de marquer le pas.

Enfin, avec le projet de budget pour 1986, le logement ne sera pas plus une priorité qu'il ne l'a été durant les deux ans de ministère de M. Quilès. M. Auroux continuera-t-il à jouer de la séduction comme a tenté de le faire M. Quilès ?

J. D.

Aux transports : un soin jaloux pour les automobilistes

La répartition des compétences entre MM. Quilès et Auroux avait été fixée sans ambiguïté en juillet 1984. Le ministre s'était taillé un domaine réservé, dans les attributions de son secrétaire d'Etat chargé des transports. Y figuraient notamment la sécurité routière, la RATP, ainsi qu'un droit de regard sur la SNCF.

L'insécurité routière, qui coûte à la France chaque année entre onze mille et douze mille morts, était apparue à M. Quilès comme un domaine très public. Triplement du budget consacré à la suppression des « points noirs routiers », réforme des permis de conduire, lancement d'un concours destiné à sélectionner des systèmes électroniques d'aide à la conduite, assise de la sécurité routière, création d'un contrôle technique des voitures d'occasion, se sont succédés à un rythme soutenu.

Elu parisien, M. Quilès ne pouvait pas non plus se désintéresser de la RATP. S'il n'est pas intervenu personnellement dans les affaires des autobus et du métro de la capitale, c'est qu'il avait, en la personne de M. Philippe Essig, directeur général de la RATP, un ami personnel et politique, ainsi que l'homme capable de surveiller le président communiste de la régie, M. Claude Quin.

C'est son flair politique qui a mené le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, à prendre en charge le dossier de la sécurité de la SNCF.

Les quatre-vingt-quatre morts des trois catastrophes ferroviaires de l'été, l'exaspération de l'Elysée et de Matignon devant le laisser-aller sensible à la SNCF, et la mollesse de M. Auroux dans ces affaires, l'ont poussé à réagir durement.

C'est à lui qu'André Chadeau, président du conseil d'administration de la SNCF, a remis sa démission, à titre expiatoire, le mardi 16 septembre.

Il n'est pas plus politique que ce polytechnicien, qui pressent sur-le-champ les conséquences politiques des décisions techniques qu'il a à prendre.

Il n'est pas plus sensible que ce « tueur », qui sait couper les têtes exigées par le président de la République, mais qui souffre de cette image où il ne retrouve pas le technicien qu'il souhaiterait être.

A. F.

UN MITTERRANDISTE

Né le 27 janvier 1942 à Saint-Denis-du-Sig (Algérie), M. Paul Quilès est un ancien élève de l'Ecole polytechnique (promotion 1961) et a été ingénieur à la Shell jusqu'en 1978. Membre du Conseil économique et social en 1974-1975, militant à la JEC, à la CGC puis à la CFDT, M. Quilès est entré au PS en 1972. Il appartient au courant A (mitterrandiste). Elu de la quatorzième circonscription de Paris en 1978, il entre en 1979 au secrétariat national du PS, où il est chargé de l'organisation, des fédérations et du contentieux, ce qui en fait le numéro trois du parti.

Conseiller régional, conseiller municipal dans le treizième arrondissement, il livre contre M. Jacques Chirac un combat perdu d'avance pour la mairie de Paris, mais il ne parvient pas non plus à empêcher les listes socialistes d'être battues dans tous les arrondissements, y compris le sien.

Il entre au gouvernement en octobre 1983, comme ministre de l'urbanisme et du logement. En juillet 1984, quand M. Charles Fiterman refuse, avec les autres ministres communistes, de participer au gouvernement formé par M. Laurent Fabius, il ajoute à ses attributions les transports, qu'avait en charge M. Fiterman.

M. Quilès devrait être le deuxième (derrière M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS) sur la liste socialiste de Paris pour les élections législatives de 1986. Cette position doit assurer sa réélection.

M. Jean Auroux : rattrapage

En l'espace d'à peine une législature, M. Jean Auroux aura occupé cinq postes ministériels différents. Une sorte de record d'autant plus méritoire qu'à chaque changement il a perdu un galon... Ministre du travail dans le premier gouvernement Mauroy, il se voit reléguer un an plus tard au poste de ministre délégué aux affaires sociales, toujours chargé du travail mais avec l'emploi en moins. Sa « descente » ministérielle ne s'arrête pas là : le 23 mars 1983, il n'est plus que secrétaire d'Etat à l'énergie, et le 23 juillet 1984 secrétaire d'Etat aux transports. Sa nomination au ministère des transports, de l'urbanisme et du logement le remet donc en selle avec un vrai poste ministériel.

Pour le maire socialiste de Roanne, réélu dès le premier tour lors d'élections municipales difficiles pour la gauche en 1983, cette promotion subite prend l'allure d'une « revanche » politique, même s'il n'a jamais fait preuve d'une ambition débordante dans ce domaine. De surcroît, c'est presque un cadeau d'anniversaire puisqu'il a eu quarante-trois ans le 19 septembre... Le cadeau est d'autant moins empoisonné que M. Auroux a des atouts dans le secteur qui lui est confié. Il était jusqu'à présent secrétaire d'Etat aux transports, et avant d'entrer dans le premier gouvernement de gauche de la Ve République, il occupait le poste de délégué national du PS pour le logement. Un retour aux sources.

La barbe en collier, le sourire accueillant, l'ancien chargé de mission pour le recyclage des professeurs de CET de l'académie de Lyon est un homme de dialogue. Il aime et il recherche les contacts. Courtois, attentif, il sait aussi bien convaincre ses interlocuteurs que s'incliner avec discipline devant un arbitrage du chef du gouvernement défavorable à ses positions. Au secrétariat d'Etat aux transports, sous la tutelle de M. Quilès, il a dû traiter des dossiers particulièrement difficiles : la négociation laborieuse du contrat de plan avec la SNCF et l'annulation de la création de ses 327 comités d'établissement par le conseil d'Etat. Même si son ministre, M. Paul Quilès, lui laissait peu de place.

L'opinion publique a certainement oublié l'image de ce ministre discret, mais son nom alimente encore bien des débats. Les quatre « lois Auroux » sur les nouveaux droits des travailleurs n'ont-elles pas modifié la moitié du code du travail, mettant en œuvre des changements dans les entreprises que ni l'opposition ni même le patronat, pourtant hostiles au départ, ne semblent décidés à vraiment mettre en cause ?

En quittant le ministère du travail, il avait laissé à ses successeurs le soin de gérer des réformes à peine nées. En arrivant au ministère des transports, de l'urbanisme et du logement, il gérera les réformes achevées de ses prédécesseurs. Avec M. Auroux, l'histoire ne manque décidément pas d'ironie.

M. N.

A BORD DE LEUR NAVIRE AMIRAL

Les écolos s'amusent

Après avoir doublé l'archipel des Galapagos, le 20 septembre le* Greenpeace *fait route vers les îles Marquises. Il y sera rejoint dans une quinzaine de jours par une flottille venue de Nouvelle-Zélande, qui comprendra notamment quatre voiliers : le* Breeze *(22 mètres), l'*Alliance *(14 mètres), le* Varangian *(11 mètres) et le* Vega*, ce fameux ketch sur lequel David McTaggart, l'actuel président de Greenpeace International, a mené les premières campagnes anti-nucléaires dans le Pacifique. Ce sera sa cinquième expédition à Mururoa.

A bord du *Greenpeace*. – La marine française pourrait s'imaginer que le navire-amiral de Greenpeace fait route vers Mururoa à marches forcées pour ne rater le premier tir. En fait, le remorqueur à l'arc-en-ciel aime à musarder en cour de route. A peine avait-il quitté Curaçao – avec une semaine de retard – qu'il commençait déjà à faire des boucles, voire des arrêts complets en plein océan. Il a d'abord fallu filmer le départ de Curaçao, ce qui a obligé le *Greenpeace* à faire un tour pour rien, puis à s'arrêter pour rembarquer le Zodiac des cameramen.

Le même jour, prétextant un exercice d'alerte, le « captain » Castle a mis son bateau en panne. Un Zodiac est reparti faire un tour pendant plus d'une heure pour faire de nouvelles images du *Greenpeace* en haute mer. Tous les passagers restants se sont jetés à l'eau, sous l'œil vigilant du « captain », monté au grand mât pour surveiller son monde et donner l'alerte au cas où quelque requin pointerait son museau dans les parages.

Après avoir franchi le canal de Panama, ce qui a pris une quinzaines d'heures au total pour quatre-vingts kilomètres, le *Greenpeace* s'est mis tout à coup à virer de bord. Le capitaine et son homme de quart venaient d'apercevoir un arbre flottant à la la dérive. Quoi ? un détour pour une simple épave ? Non : ils ont décidé de repêcher l'arbre ! Pour nettoyer l'océan ? Même pas. Pour le plaisir, la curiosité et le défi de l'exercice périlleux : manœuvrer le remorqueur, descendre des hommes sur l'arbre pour le haubanner dans la houle, puis le hisser sur le pont. Opération délicate, car l'arbre est entier, avec sa souche et ses trois troncs en bouquet d'une bonne quinzaine de mètres et le harnachement peut glisser sur le bois mouillé, rendu visqueux par son séjour dans l'eau...

Des haches d'abordage

Le soir même, le menuisier du bord, Hugh, un athlète anglais à lunettes et menton en galoche qui évoque étonnamment James Joyce, débitait l'arbre à la lumière des projecteurs. On imagine les réactions d'un avion-espion survolant la scène : pas de doute, les écolos de Greenpeace préparent un débarquement à Mururoa, en radeau, avec haches d'abordage ! Une version maritime de Mad Max, en somme : bûcherons de la mer contre artificiers en sous-sol. Un film délirant digne des *Monty Python !*

Mais on fantasme aussi à bord du *Greenpeace*. Le bateau ayant été suivi toute la nuit puis la journée du 19 septembre par un autre navire, le second de quart a pris la décision de virer cap sur cap. *« Il va bien falloir qu'il se découvre »*, dit-il l'œil rivé à l'écran radar. Le *Greenpeace* fonce donc à contresens pour aller à la rencontre du bateau suiveur, sous une pluie battante. Mais celui-ci semble à son tour s'éloigner : il fuit donc le contact. Ayant fait la preuve que le *Greenpeace* était filé – mais par qui ? – Le second ordonne de reprendre le cap.

Le soir encore, alors que le bateau longeait la petite île de Coco, appartenant au Costa-Rica, il fut décidé d'attendre le suiveur tapi en embuscade derrière l'île. S'il n'avait fait nuit, les militants écologistes auraient, une fois de plus, mis leurs Zodiac à la mer, l'un pour aller au devant de l'escorte, l'autre pour le filmer. Mais le bateau suiveur – qu'on ne voit par beau temps que du nid de pie, donc sans pouvoir l'identifier – et qui ne répond pas aux appels radio – a encore stoppé ses machines. Plus de doute cette fois : « Nous sommes filés ».

Convaincu d'avoir la Marine française aux trousses, le remorqueur a repris son cap à vitesse de croisière (onze nœuds). Au moins deux heures perdues pour cette filature.

Les gens de *Greenpeace* sont comme ça : un mélange de décontraction totale qui les fait s'arrêter en chemin sous le moindre prétexte, comme s'il s'agissait d'une balade à bicyclette, et une pointe de paranoïa, parfois, qui aboutit au même résultat. Depuis l'attentat d'Auckland, toutefois, l'espionnite n'est plus une fiction. Seul – ou presque – dans le grand océan, le petit remorqueur se sait entouré d'ennemis : heureusement, l'équipage prend encore le temps de s'amuser.

ROGER CANS.

« Hernu has resigned »

La démission de M. Charles Hernu, que tous les anglophones appellent ici « Harniou », n'a pas provoqué de cris de victoire ni d'explosion de joie. Apprenant la nouvelle le 20 septembre au matin par un telex de la maison mère (Lewes, en Angleterre, siège de Greenpeace International), le radio a simplement passé le message, qui a fini, griffonné en rouge, sur le panneau d'affichage de la salle à manger : « Hernu has resigned ». Les mécaniciens, ruisselants de sueur et de graisse, ont simplement opiné du chef en s'épongeant le front. Les matelots prenant leur quart ont simplement dit : *« Ça y est tout de même. »* C'est tout.

Même Gerd, le responsable de l'expédition, n'a pas manifesté de joie particulière – d'autant qu'il souffre du mal de mer depuis trois jours. *« Ce n'est pas notre victoire*, a-t-il observé, *mais plutôt celle de la presse française qui, pour une fois, semble avoir fait son travail. »* Il n'y aura pas de réjouissances à bord, où l'on est bien davantage obsédé par l'énigme du bateau suiveur (voir ci-contre). Ken, le second de quart, n'a qu'une réaction : *« Est-ce que la démission de leur ministre va rendre les militaires français plus agressifs ? »*

L'opposition cherche de nouvelles cibles

(Suite de la première page.)

Or, s'il est vrai que les barristes ont intérêt à précipiter la chute de M. Mitterrand pour obtenir une élection présidentielle, qui, pensent-ils, serait favorable à leur chef de file, personne ne tirerait avantage d'un malaise dans l'armée, ni d'un divorce entre celle-ci et le pouvoir civil. Quel pouvoir démocratique pourrait, en effet, accepter de se voir défié – fût-ce par le refus de répondre – par un amiral ?

Faire sauter un fusible, c'est tenter de calmer le jeu politique. Mais si, à brefs délais, le pouvoir ne parvenait pas à établir une vérité officielle et crédible – mission confiée dans un délai impératif de huit jours à M. Quilès, – alors nous n'en serions qu'au début de l'affaire Greenpeace.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

France

La préparation du congrès du PS

M. MAUROY VA PRÉCISER SES CRITIQUES A L'ENCONTRE DE M. ROCARD

Après son départ du gouvernement, en juillet 1984 – départ *« volontaire »*, tient-il à préciser, – M. Pierre Mauroy s'est tu pendant huit mois, afin, dit-il, de ne pas gêner l'action de M. Laurent Fabius, son successeur à l'hôtel Matignon. Soucieux, *après ce délai, de reprendre* progressivement *« toute sa place »* parmi les socialistes, l'ancien premier ministre a précisé le « créneau » qu'il entend occuper au sein du PS, dès la première étape de sa rentrée politique, la publication, en avril dernier, d'un livre au titre sans équivoque : *A gauche.*

Malgré l'attitude du PC – qui a fini par décourager même le CERES, – M. Mauroy s'en tient à son discours : alors que la plupart des socialistes estiment maintenant *que le PS a vocation à ramener sous* sa bannière l'électorat laissé en déshérence par le déclin du PC, l'ancien premier ministre affirme qu'il ne serait pas sain que le PS détienne le *monopole de la gauche.*

M. Mauroy sait qu'il rame à contre-courant, mais pense que son *heure reviendra. En attendant,* il s'est prononcé très vite pour une synthèse avec M. *Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS,* alors même que certains de ses amis se sentaient toujours proches des rocardiens, leurs alliés au congrès de Metz en 1979. Pour le maire de Lille et la plupart de ses amis, l'alliance *Mauroy-Jospin doit constituer un* « axe de gauche » au sein du PS.

En désaccord avec les orientations *de M. Rocard, M. Mauroy, qui s'est* toutefois encore peu exprimé publiquement, va porter ses critiques devant l'opinion.

J.-L. A.

Les mariniers lèvent les barrages

Il aura fallu des promesses vagues mais exprimées vigoureusement par M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports, pour que les artisans mariniers lèvent leurs barrages. Ils les avaient installés depuis le milieu du mois d'août en cinq ou six points du réseau fluvial français, ainsi que sur des voies de la SNCF.

Le secrétaire d'Etat, qui devait devenir ministre de l'urbanisme, du logement et des transports quelques heures plus tard, a déclaré, le vendredi 20 septembre, au cours de la « table ronde » où se trouvaient les représentants des transporteurs routiers, ferroviaires et fluviaux, qu'il croyait à la légitimité de la voie d'eau, *« un mode de transport qui doit garder sa place dans le domaine des transports terrestres ».* M. Auroux a affirmé qu'il disposait de possibilités nouvelles pour aider la voie d'eau à surmonter ses difficultés. Il a espéré parapher un jour un code de bonne conduite entre la batellerie et la SNCF et s'est engagé à demander à la SNCF et à l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) de confier des transports de céréales aux bateliers si ceux-ci acceptaient de lever leurs barrages et laissaient circuler les trains à destination de Rouen.

Une cinquantaine de millions de francs pourraient être débloqués pour faciliter l'exécution du plan social arrêté le 30 août par M. Auroux, les bateliers ayant expliqué à M. Fabius leurs revendications.

En fait, comme l'année dernière, l'action revendicative des artisans s'achève parce que les affrètements reprennent. Le mouvement repartira vraisemblablement l'été prochain, au moment de la soudure entre les deux campagnes céréalières. A moins que ne soit menée une politique fluviale affirmée dans trois domaines budgétaires :

● *Social :* la réduction indispensable du nombre des péniches suppose que l'administration les rachète – et les détruise – à leur juste prix alors que les propositions actuelles sont toujours de 100 000 F pour des bateaux valant le double.

● *Entretien.* Le budget d'entretien des voies navigables pour 1986 risque de ne pas atteindre les 100 millions de francs, alors que le schéma directeur en prévoyait 200. Comme l'a dit au secrétaire d'Etat un marinier : *« A quoi servirait-il d'acheter des pousseurs de 1 200 tonnes si les canaux mal entretenus ne permettent pas le passage de barges de plus de 400 tonnes ? »*

● *Investissements.* Il y a dix mois, le président de la République promettait, en Alsace, que la première section de la liaison Rhône-Rhin, entre Niffer et Mulhouse, serait financée incessamment. Le dossier n'est toujours pas bouclé. Faut-il s'étonner de la désaffection des clients de la voie d'eau devant la médiocrité des aménagements en grand gabarit réalisés chaque année ? A titre de comparaison, la République fédérale d'Allemagne consacre six fois plus de crédits que la France à l'extension et à la modernisation de ses voies navigables.

ALAIN FAUJAS.

APRÈS UNE VASTE OPÉRATION POLICIÈRE

Quinze membres du milieu écroués à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. – En lançant pendant la nuit du 16 au 17 septembre un vaste coup de filet dans le milieu grenoblois, qui a abouti à l'arrestation d'une trentaine de personnes dont quinze ont été inculpées jeudi soir et écrouées, les policiers et les magistrats grenoblois souhaitaient en premier lieu élucider les nombreuses *disparitions de malfaiteurs* et de truands intervenues au cours des cinq dernières années. Mais ils voulaient également mettre la main sur quelques-uns des chefs d'une nouvelle bande de malfaiteurs et de proxénètes qui, après le grand « nettoyage » opéré il y a quatre ans par un juge d'instruction, M. Paul Weisbuch – *actuellement procureur de* la République de Dijon – avait profité du terrain laissé « vierge » par les proxénètes.

Disparitions

C'est en filant, lors de ses permissions de sortie, Edmond Mistral, le principal chef de la nouvelle bande des Italo-Grenoblois, que les policiers ont pu mesurer l'importance des activités du groupe qu'il dirige, dont les membres, recrutés dans les quartiers populaires de la ville – Mistral, Teiserre et Berriat, – s'occupent de trafic de drogue, de proxénétisme, de racket et mènent des opérations de grand banditisme.

« Il y a actuellement à Grenoble un milieu probablement beaucoup moins organisé qu'autrefois, explique M. Gérard Palisse, substitut du procureur de la République. *Il réunissait des bandes de gamins qui, issus souvent d'un même quartier, avaient « mal grandi » alors que les malfaiteurs que nous venons d'arrêter ont généralement comme seul lien commun d'avoir fréquenté les mêmes prisons. »*

Edmond Mistral et Lahdar Allami ont été inculpés de tentative d'assassinat et d'homicide involontaire. Les policiers semblent en effet avoir élucidé la mystérieuse disparition le 20 juillet 1985 d'un jeune homme de vingt-quatre ans, Hervé Michel, qui était sorti récemment de prison après avoir purgé une peine de trois ans. Il avait en effet participé à l'incendie et au racket d'une boîte de nuit à Tullins (Isère) en décembre 1982.

Mais, à l'occasion de ces arrestations dans le milieu grenoblois, policiers et magistrats voulaient faire également la lumière sur une demi-douzaine d'autres disparitions intervenues ces dernières années, notamment celle de Jean-Louis d'Alessandro, dont on a perdu la trace depuis début juillet, ou encore expliquer celle de Marcel Drivet, qui fut l'« ange gardien » de Gavin Copolani, une grande figure du milieu corse, assassiné quelques jours après Drivet.

Autre disparition étrange, celle de Pascal Noisette (vingt ans), il y a cinq ans, qui, selon certaines hypothèses policières, aurait été enfermé vivant dans une voiture en cours de concassage.

CLAUDE FRANCILLON.

Dans la région parisienne

TRAFIC D'HÉROÏNE 118 INCULPATIONS

Après sept mois d'enquête, les gendarmes de Corbeil-Essonnes et ceux de Paris-Minimes, en collaboration avec l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, ont démantelé une nouvelle filière de trafic d'héroïne assurée par des Pakistanais et des réfugiés sri-lankais installés en région parisienne. Cent dix-huit personnes ont été interpellées et vingt-et-une écrouées à Fleury-Mérogis. Cinq cents grammes d'héroïne pure ont été saisis ainsi qu'une somme équivalente à 100 000 francs.

Le cerveau du réseau, M. Khan Sallem Tahir, un Pakistanais, a été arrêté à Saint-Mandé (Val-de-Marne). Cette filière avait des ramifications aux Pays-Bas et en Belgique. Ce coup de filet fait suite à d'autres opérations récentes visant des réseaux de trafiquants sri-lankais, chinois de Hongkong et militants turcs d'extrême-gauche. Au total, plus de 20 kilogrammes d'héroïne ont ainsi été saisis au cours des deux derniers mois en région parisienne.

● *Des juges d'instruction de Paris contre la réforme Badinter.* – Des juges d'instruction de Paris ont indiqué, vendredi 20 septembre, dans un communiqué qu'ils se prononcent *« contre le principe de l'introduction d'une collégialité au premier degré de la juridiction d'instruction ».* Ils précisent que ce sont les juges présents *« à l'exception de deux »* qui ont pris cette position. Ils notent *« avec satisfaction que l'assemblée générale du tribunal de grande instance de Paris où étaient convoqués l'ensemble des magistrats du siège et du parquet, vendredi matin, se sont également prononcés dans une quasi-unanimité contre le principe d'une collégialité ».*

Expliquant leur prise de position, les juges d'instruction estiment qu'il s'agit d'un projet de circonstance dont les motivations sont très discutables *et qui ne permettra pas d'éviter « les erreurs »* invoquées pour justifier cette réforme. Ils soulignent également que l'isolement des juges d'instruction n'est qu'apparent puisqu'ils travaillent aux côtés de la police, des avocats et sous le contrôle de la chambre d'accusation.

Carnet

Naissances

– Jean LABIB,
Catherine LAMOUR,
Samuel,
Louisa,
Jeanne,

ont la joie d'annoncer la naissance de

Pauline,

le 17 septembre 1985.

Mariages

– Catherine GONDOLF
et Jean MONTOIS

ont le plaisir de faire part de leur mariage.

Gisors, le 21 septembre 1985.

Décès

– Catherine et Jean-François Allard,
Julien et Justine,
Mme le docteur Paule Rémond et Pierre Jouve,
Thomas et Camille,
Laurence et Jean-Marc Baudy-Lefebvre,
Augustin,
Le docteur et Mme Albert Mialon,
ont la douleur de faire part du décès de

Jane ALBERT-HESSE,
écrivain, journaliste,
fonctionnaire international,

survenu le 12 septembre 1985.

– Paris.

L'architecte DPLG honoraire

Marcel BOURRIER,
chevalier de la Légion d'honneur,
médaille militaire,
croix de guerre 1914-1918,

est décédé le 9 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-treize ans.

Selon sa volonté, la cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 13 septembre, en l'église Notre-Dame d'Auteuil, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Malakoff (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part.
La famille ne reçoit pas.

– Castelnau d'Auzan.

La famille Creveaux
Et la famille Gintrand
ont la douleur de faire part du décès de

Raymond CREVEAUX,
architecte DPLG urbaniste,
équerre d'argent 1964,
lauréat du plus bel ouvrage métallique (1979),
architecte conseil du Pas-de-Calais,

survenu à l'âge de soixante et un ans, à Lamothe (32440).

– Jeanne et Pierre Berthelot,
sa fille et son gendre,
Paulien Berthelot,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

Madeleine GUINEAULT,
veuve du peintre Jean Schipman,

survenu le 11 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-unième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 13 septembre, à Draguignan.

Nous demandons à ses amis de s'unir en prière au trentin grégorien qui est célébré pour le repos de son âme.

Campagne Gravier,
Route de Grasse,
83300 Draguignan.

– Mme Grégoire Leffchenko,
née Elisabeth Maunier,
Le lieutenant-colonel (CR), J.-C. Fidel
et Mme, née Mady Leffchenko,
Mmes Véronique et Anne-Marie Fidel,
Les familles Maunier, Perlie,
Parents et alliés,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Grégoire LEFFCHENKO,

survenu le 13 septembre 1985, à Garéoult (Var), dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 14 septembre *en l'église Saint-*Etienne de Garéoult, suivie de l'inhumation dans le caveau de *famille.*

– Paris. Tel-Aviv. Ashdod. Fez. Lorient. San-Antonio. Douala. Nathania. Montréal.

Mme Makiouf Maman,
née Meriem Bensihmon,
son épouse,
Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants,
M. et Mme Charles Maman,
Jocelyne, Dyna, Gérard, Yves,
M. et Mme Prosper Maman,
Myriam, Philippe, Martine, Frédéric, Patricia, Stéphane, Sophie, Richard,
M. et Mme David Charbit,
José, Maurice, Gaby, Dany, Tsion, Arie,
M. et Mme Meyer Maman,
Mariane, Laurence, Nathalie, Michel,
M. et Mme Tsvi Amitai,
Mariane, Schirel, Yasmine,
M. et Mme Roger Gautho,
Manuel, Jérôme,
M. et Mme Albert Baruch,
Caroline, Raphaël, Muriel, Alexandra,
M. et Mme Henry Oppenheim,
Marc, Laurent,
Ses frères et sœurs,
M. et Mme Mardoché Maman,
Mme Rachel Riboh,
Gracia et Thomo, nées Maman,
M. et Mme Eli Bensihmon,
Mme Simy Azuelos,
Les familles Maman, Dresler, Nidam, Azuelos, Botbol, Gratsein, Cohen, Charbit,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Makiouf MAMAN,

survenu le 18 septembre 1985, *dans sa* quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont eu lieu en Terre sainte, dans l'intimité familiale, le *19 septembre.*

– M. et Mme Nathanaël Thonon,
leurs enfants et petits-enfants,
M. le pasteur
et Mme Etienne Mathiot,
leurs enfants et petits-enfants,
Ses amis d'Ailly-sur-Somme et de la paroisse de l'Eglise réformée d'Amiens,

ont la tristesse d'annoncer le décès de

Mlle Elisabeth MATHIOT,
ancienne assistante sociale
et directrice de la crèche
des établissements Carmichaël,

survenu à Amiens, le 13 septembre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le service religieux a été célébré le 17 septembre au temple d'Amiens, et l'inhumation a eu lieu au cimetière d'Ailly-sur-Somme.

« Aujourd'hui nous voyons au moyen d'un miroir, d'une manière confuse, mais alors, nous verrons face à face. »

(I. Cor. XIII-12.)

Le présent avis tient lieu de faire-part.

8, rue Alexis-Carrel,
29219 Le Relecq-Kerhuon.
35, boulevard Carnot,
14780 Lion-sur-Mer.

– Mme Jean Minet,
son épouse,
Ses enfants et ses petits-enfants,
Toute sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MINET,
magistrat retraité,

survenu le 10 septembre 1985, à l'âge de soixante-douze ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Paris, Père-Lachaise, le 12 *septembre 1985.*

42, rue Sibuet,
75012 Paris.

– *M. et Mme* Jean de Saint Affrique,
Antoine et Diane de Saint Affrique,
ont la *douleur de faire part du décès de*

Mme Roger de SAINT AFFRIQUE,

survenu le 18 septembre 1985 à Courbevoie.

La cérémonie religieuse a eu lieu, à Tonneins, le 21 septembre.

20 *ter*, rue de Bezons,
92400 Courbevoie.

– On nous prie d'annoncer le décès de

Mlle Renée SIMONET,

survenu à Saint-Cloud, le 19 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 24 septembre, à 14 heures, en l'église de Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud (centre ville), où l'on se réunira, suivies de l'inhumation au cimetière de Garches.

De la part des familles Simonet, Aladenise, Hagay, Patry, Briquet, le Père Georges Fournier, Louvier, Latellier, Tixier, Stohler, Videcoq.

Anniversaires

– *Simon Lewkowicz*

tient à rappeler à sa famille et à ses amis la disparition, le 22 septembre 1978, de sa mère

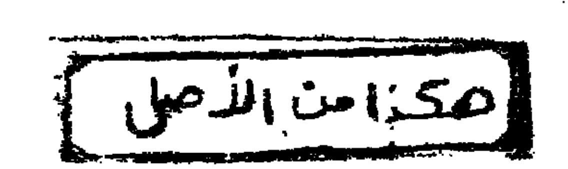
Perlea BLAU LEWKOWICZ.

– Il y a dix ans, le 22 septembre 1975, disparaissait la petite

Isabelle MARTIN-DAMI,

à l'âge de dix-huit ans.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient aujourd'hui une pensée pour elle.



Culture

RENTRÉE AU CASINO DE PARIS

Serge Gainsbourg sans esbroufe

Serge Gainsbourg est au Casino de Paris depuis vendredi 20 septembre. Les quatre premières semaines sont déjà louées. A l'annonce d'une cinquième semaine de concerts, les jeunes ont fait la queue rue de Clichy, dès 9 heures du matin.

« *J'ai vécu l'enfer depuis quatre mois*, dit Serge Gainsbourg. *J'ai dû donner à chacun des vérités, j'ai balancé des conneries à droite et à gauche, j'ai parfois été une putain de haut luxe qui prenait son pied.*

» *Jeudi soir, avant le premier spectacle, mon pouls a battu à la vitesse d'une Harley Davidson. Je me demandais comment les petits gars dans la salle allaient me recevoir. J'ai sauté sur la scène et j'ai repris ce que j'avais écrit de plus beau dans ma vie. Paroles et musiques. Sans esbroufe. J'ai été sublimé par mes musiciens américains. Chorus de sax. Puis solos de guitare, de synthé et de batterie et j'ai dit :* « Ne comptez pas les mesures, on va rouler sur l'émotion. » *Y a des moments où j'ai été au bord des larmes, par exemple quand j'ai chanté la ballade de Johnny Jane.* »

Il est dix-huit heures vendredi 21 septembre, et Serge Gainsbourg vient d'arriver au Casino après avoir fait un détour au bar du Ritz : « *Le toubib ne me permet que le daïquiri et le champagne pendant la période de concerts.* » Le chanteur a transformé l'ancienne loge de Mistinguett et de Maurice Chevalier en un luxueux wagon Pullman peuplé de son univers : des photos de Serge écolier, de Jane Birkin, de Charlotte sa fille, de Bambou, sa compagne, qui attend un bébé pour janvier, de Marylin Monroe, des pochettes de disques, des gadgets, la « Rolls du compact » et « la plus petite radio du monde » (10 × 5 centimètres), des livres sur Zoltan Kemeny, sur Hollywood, sur la violence de notre temps. Et encore un réfrigérateur, rouge comme la moquette, des verres offerts par le patron du Ritz, et beaucoup de fleurs.

Toujours en mouvement

Fils d'émigré, Serge Gainsbourg se sent d'ailleurs et de nulle part. Avec un attachement très fort à l'enfance à travers les livres, les musiques, à travers les gens qui ne changent pas, ne bougent pas. Avec cette volonté d'être toujours en mouvement. « *Sinon, je me fais péter la cervelle. Et je parle sérieusement. Pas d'arrêt image. Travelling avant.* »

Il y a vingt-sept ans, Gainsbourg se produisait pour la première fois en public, au cabaret Milord l'Arsouille, à l'époque de l'agonie du style rive gauche. Depuis, il y a eu *l'Eau à la bouche* et *la Javanaise* (qu'il chante au Casino dans un nouvel arrangement) *Melody Nelson, Je t'aime moi non plus* et *le Poinçonneur des Lilas, le Gars qu'on croise et qu'on ne regarde pas*, qui a dans sa poche des extraits de Reader's Digest, qui dit « *que des gars s'la coulent douce à Miami* » et pendant ce temps « *il fait le zouave au fond d'la cave* » avec dans la tête « *un carnaval de confetti* » et une envie de « *jouer la fille de l'air* ».

Il y a eu le dandysme décadent, l'ironie provocatrice, la voix travaillée par l'alcool, le tabac, les nuits blanches, les blessures grandioses et dérisoires, la mode qui s'est mise aux couleurs de Gainsbourg. Et il y a toujours l'artisan qui connaît son métier sur le bout des doigts, qui travaille patiemment les mots.

A présent, Serge Gainsbourg est sur la scène du Casino. Pour la deuxième fois. Décontracté, en pleine forme. Heureux du tour qu'il a joué aux spectateurs en faisant croire que lui-même descendait le fameux escalier lumineux et que, sans doute ivre, il manquait une marche et dégringolait en chute libre jusqu'au plateau. Il salue le cascadeur qui l'a doublé et ouvre avec humour les portes de son aventure. Il chante, dit, raconte *Serry Angel, Harley David son of a bitch. Aux armes et caetera* – l'interprétation reggaeisée de *la Marseillaise*, – des chansons plus anciennes aussi qu'il a habillées de neuf avec la complicité de musiciens new-yorkais en état de grâce (Billy Rush à la guitare, Gary Georgett aux claviers, Stan Harrison au saxophone, Tony « Thunder » Smith à la batterie, John K. à la basse et Steve et George Simms aux voix). Et le concert est à l'image de Gainsbourg : flamboyant.

CLAUDE FLÉOUTER.

★ Casino de Paris, 21 heures.

DES ENCHÈRES SAGES

De nombreux cinéphiles s'étaient donné rendez-vous à l'Hôtel Drouot, le 20 septembre, à l'occasion d'une vente aux enchères d'objets (1) – accessoires ou vêtements – liés de près au cinéma. Il y avait plus d'amateurs que d'acheteurs prêts à tout, et ces enchères avait un air de braderie. Un foulard signé par Jean Cocteau est tout de même parti à 18 000 francs, le record de la session.

Parmi les prix les plus élevés, un morceau de lave du Fuji-Yama ramassé lors du tournage de *Ran* (950 F), le premier manuscrit des *Deux anglaises* signé par Jean Gruault (4200 F), les lunettes noires portées par Yves Montand dans *l'Aveu* (6500 F), les chaussures de François Truffaut dans *la Chambre verte* (1 750 F), les gants de boxe de Belmondo dans *l'As des as* (3 200 F).

S. DS.

(1) Le produit de cette vente est destiné à aider la création d'une fondation pour le cinéma.

CONCERT-MARATHON POUR LES FERMIERS AMÉRICAINS

Cinquante chanteurs américains participeront le dimanche 22 septembre dans l'Illinois à un concert marathon destiné à venir en aide aux fermiers américains en difficulté.

Les organisateurs de ce « Farm Aid Concert » dont le chanteur Willie Nelson, espèrent recueillir le même succès que celui obtenu en juillet dernier par le concert « *Live Aid* » organisé à Londres et à Philadelphie pour la lutte contre la famine en Afrique. Ils attendent un bénéfice de 50 millions de dollars.

Pendant quatorze heures se succéderont sur une scène installée dans le stade de l'université de l'Illinois, à Champaign, les chanteurs « country » Merle Haggard, Kenny Rodgers, Loretta Lynn, Charlie Pride et John Denver ainsi que Bob Dylan, Neil Young, Billy Joel, Eddie Van Halen, les Beach Boys et B.B. King. Le concert sera présenté par les comédiennes Jessica Lance et Sissy Spacek, qui ont joué dans des films consacrés aux problèmes des paysans américains. Le spectacle sera retransmis par une chaîne de télévision par câble de Nashville.

CLAUDE NOUGARO A L'OLYMPIA

Sa majesté le jazz

Après quelques escapades au Palais des Sports, Claude Nougaro revient à l'Olympia, où il a construit peu à peu son aventure dans les années 70.

Nougaro, dans son nouveau spectacle, se présente à hauteur d'homme, à hauteur d'âme. En compagnie de trois superbes musiciens : un pianiste alchimiste (Maurice Vander), un tireur à l'arc du swing (Pierre Michelot à la contre-basse) et un batteur, joueur de mélodica et accordéoniste (Bernard Lubat) qui, dit Nougaro « *joue l'incandescence de sa vie sur un fond de feu d'artifice* ».

Dans les nouveaux espaces sonores qu'il se donne voluptueusement et qui sont comme autant de soleils, le jazz devient plus que jamais la vérité du chanteur. La voix de Nougaro, ciselé jusqu'à la syncope, recrée les vieilles chansons des années 60 (*le Rouge et le Noir, le Piano de mauvaise vie*), leur restitue les vibrations les plus secrètes. Les nouveaux poèmes arrachés à la vie, les dernières passions et délires mis en musique par Vander, Lubat et Michelot, sont swingués par un chanteur heureux, détendu, simple qui mène son spectacle en deux parties avec magnificence.

Dans la salle de l'Olympia qui a brusquement retrouvé le climat des grandes soirées, c'est une vraie fête, celle du jazz le plus ouvert, le plus généreux. Au cours du spectacle, Nougaro reprend un blues de Piaf (*l'Accordéoniste*) avec une émotion brûlante.

C. F.

★ Olympia, 20 h 30.

« BALISE DE TOI », de Jean-Pierre Bisson

T'avais qu'à être génial

Un journaliste chébran grimpe quatre à quatre cinq étages pour interviewer un auteur de chansons qui vient de faire un tube appelé *Retour*, qui passe sur toutes les radios libres et même les autres.

C'est un journaliste bafouilleur, d'un style assez répandu, qui n'en laisse pas placer une au bonhomme qu'il interviewe, qui lui raconte sa vie et la vie du journal, et qui au bout d'une heure, avant que l'« interviewé » ait pu caser un mot, le quitte en coup de vent, parce qu'il a juste le temps de rédiger son interview en temps voulu. C'est d'ailleurs une technique qui donne d'excellentes interviews, pour peu que le journaliste ait de l'imagination, une solide connaissance du sujet, et une plume à tout casser, parce que, bien souvent, les types qui ont réussi un coup fumant et qui sont dans l'actualité n'ont strictement rien à dire, que des banalités, tandis que le journaliste vous inventera de A à Z toute une histoire épatante, cinq minutes de bonheur de lecture. Et d'ailleurs dans ce cas-là l'interviewé lui téléphone le lendemain pour le remercier d'avoir rapporté si exactement ses propos dans leur intégralité, alors que si le journaliste a commis l'idiotie de marquer noir sur blanc l'une des niaiseries que le génial interviewé a prononcées effectivement, il se fait insulter comme un chien par l'interviewé qui hurle à la trahison, en tout cas, dans *Balise de toi*, la nouvelle pièce de Jean-Pierre Bisson, son petit frère Marco Bisson joue avec un talent fou le rôle de ce journaliste consciencieux et responsable qui prend sur lui d'inventer complètement la vérité au lieu de colporter paresseusement des mensonges.

Sauf qu'en l'occurrence, dans cette pièce de Jean-Pierre Bisson, le journaliste a un mal fou à meubler par sa parlote le vide et le silence de l'interviewé, l'auteur de la chanson-tube, parce que celui-ci est tellement démoli par l'alcool qu'il est incapable de percevoir, d'entendre, un mot. Alors le journaliste se transforme en secouriste, fait une bouillotte, descend acheter de l'aspirine et du café moulu arabica cent pour cent, c'est l'une des tâches les plus courantes du métier de journaliste, la petite infirmerie légère d'urgence.

Pas lavé, pas rasé

L'auteur de chansons, réduit à l'état de ruine, pas lavé, pas rasé, pas habillé, bourré d'alcools et vins divers et d'une armoire entière de tranquillisants, point n'est besoin d'être sorcier pour y déceler illico un autoportrait charmant de l'auteur de la pièce, Jean-Pierre Bisson soi-même. Du moins s'imagine-t-il comme ça, au cas où sa bien-aimée aurait pris la clé des champs.

L'abandonné tragique se réfugie chez sa sœur, ce n'est pas la première fois, elle lui fait couler des bains chauds, lui masse doucement les omoplates, Brigitte Roüan et très juste, drôle, émouvante, dans ce rôle de la sœur de charité qui flinguerait volontiers son frère pour en finir une bonne fois avec ces comédies et ces jérémiades, mais qui se dévoue quand même.

Il y a donc, comme d'habitude, de beaux moments, lyriques, brûlants, fous, d'un vérisme délirant très personnel, comme visionnaire, dans cette pièce de Jean-Pierre Bisson, si bien que Bisson exagère quelque peu lorsque dans le programme il écrit : « *L'état de grâce n'aura duré que sept-huit ans* », faisant allusion par là aux années 1968-1976 en gros, ces années où il écrivit et mit en scène et joua *Sarcelles-sur-Mer*, *Smoking*, *Ce que les femmes préfèrent*, *Barbe-Bleue*, et d'autres belles pièces. Après quoi il s'est remis à interpréter plutôt les pièces des autres, comme à ses tout débuts, se soignant un attachant profil de poète dramatique maudit.

« Comme me disait un jour Serge Ganzl : « *T'avais qu'à être génial. C'est vrai.* », écrit encore, drôlement, Bisson, dans le programme, alors qu'il n'a bien sûr pas oublié que dans ces années-là, de même qu'aujourd'hui, il avait au moins six ou dix éclairs de génie désordonné par soirée, ce qui n'est pas permis à tout le monde.

Brigitte Roüan en sœur-gâteau et Marco Bisson en journaliste-infirmier sont formidables dans *Balise de toi*, et Gabriel Le Doze dans le rôle du désespéré n'est pas mal non plus. Quant à Jean-Pierre Bisson, l'auteur, il échappe un peu aux normes du jeu, il serait plutôt comme ces parents, ces amis, qui vous bouffent l'air, vous usent les nerfs, avec les récits de leurs drames. Nous les enverrions volontiers aux enfers. Mais s'ils ne donnent pas signe de vie, nous décrochons le téléphone. Ils nous manquent.

MICHEL COURNOT.

★ Comédie de Paris, 20 h 30.

Communication

M. RAYMOND BARRE ET LES TV PRIVÉES

Dans le dernier numéro de sa lettre *Faits et arguments*, M. Raymond Barre qualifie de « *plan très politique* » les récentes décisions du gouvernement en matière de télévision privée. Selon lui, « *le gouvernement prétend protéger les concessionnaires* [des deux réseaux multivilles] *contre une privatisation éventuelle du service public en 1986* ». « *Il s'agit là*, dit-il alors, *d'une véritable provocation qui révèle une connivence d'intérêts entre le pouvoir et les dirigeants avec lesquels il s'apprête à contracter, mais qui constitue aussi un défi à l'Etat républicain.* »

L'ancien premier ministre ajoute : « *La négociation entre l'Etat et les candidats à la concession doit se faire au grand jour. Quant au contenu de ces clauses, et notamment celles d'un dédommagement très important en cas de modification du paysage audiovisuel, il conviendra d'en examiner la légitimité, voire la légalité, au regard des règles et de la jurisprudence de notre droit administratif.* »

M. Barre note cependant certaines « *décisions positives, et qui auront sans doute des effets au-delà de 1986 : le projet d'une chaîne culturelle publique, l'ouverture aux télévisions locales suivant une procédure comparable à celle suivie pour les radios, le maintien d'une chaîne de télévision payante* ».

Radio France internationale pourra être écoutée à Paris

Radio France internationale (RFI) émettra en ondes moyennes sur la région parisienne à partir du 29 septembre prochain, sur 406 mètres ou 738 KHz. Cette décision a été annoncée par M. Jean-Noël Jeanneney, P-DG de Radio France et de RFI, au cours d'une conférence de presse réunie le 20 septembre. Les programmes de RFI diffusés dans la capitale s'adressant « *d'abord aux voyageurs habitués à cette radio et au monde des diplomates étrangers en poste à Paris*, a indiqué M. Jeanneney. *Egalement aux décideurs de la métropole, qui doivent mieux connaître ce que fait RFI hors de France.* » Ces émissions, auparavant diffusées en ondes courtes et difficilement audibles à Paris, resteront donc spécifiques pour un auditoire bien « ciblé ».

D'autre part, le directeur général de la station, M. Fouad Benhalla, a souligné que « *des partenaires africains se plaignaient de ne pas avoir de place dans les médias occidentaux et qu'ainsi RFI leur offrirait désormais une petite vitrine* ». L'antenne s'ouvrira à partir de 5 heures chaque matin et jusqu'à minuit. Au programme de la grille de rentrée : des informations en français toutes les heures, des magazines d'actualité, de la musique du monde entier, ainsi que des émissions en anglais, en espagnol, et même en créole chaque dimanche à 15 h 30.

RFI diffuse actuellement 24 heures sur 24 dans sept directions différentes : Afrique et Océanie, Moyen et Proche-Orient, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest et Afrique du Nord, Amérique latine, Amérique du Nord, et Asie du Sud-Est. Au total, 530 heures d'émissions par semaine en français et 147 heures en neuf langues étrangères. Depuis 1981, l'audience de cette radio s'est élargie. De la 28e place au hit-parade des radios internationales, elle s'est hissée à la 12e, et tente d'étendre son réseau sur l'ensemble du territoire mondial. Ainsi, en novembre prochain, une nouvelle antenne sera adaptée à l'émetteur de Montsinery, en Guyane, afin d'améliorer la diffusion à destination de l'Afrique de l'Ouest.

A la même époque, le programme en langue française de RFI sera capté au Canada et dans le nord des Etats-Unis, sur les réseaux câblés d'Amérique du Nord.

● *Vingt-neuvième station décentralisée de Radio-France.* – Radio-France-Loire-Océan, la vingt-neuvième des stations décentralisées de Radio-France, a été officiellement inaugurée, jeudi 19 septembre, à Nantes, par le PDG de Radio-France, M. Jean-Noël Jeanneney. Issue de Radio-France-Pays-de-Loire, cette station émet depuis le 13 septembre entre 6 heures et 19 heures sur 101,8 MHz en Loire-Atlantique et sur une partie du Maine-et-Loire et de la Vendée. Elle emploie quarante personnes sous la responsabilité de Mme Christine Chadal. Son budget annuel s'élèvera à environ 8,5 millions de francs.

M. RUPERT MURDOCH ET LE GROUPE BRUXELLES LAMBERT VONT DÉVELOPPER DES PROJETS COMMUNS

News International, filiale européenne du groupe de M. Rupert Murdoch, et le holding belge Groupe Bruxelles Lambert (GBL) annoncent leur alliance sur le marché de la télévision européenne. Un communiqué commun, publié le 20 septembre, précise qu'une société commune sera constituée « *en vue d'étudier et de développer des projets dans le domaine de la télévision hertzienne ou par satellite, y compris le système de télévision directe* ».

Cette alliance risque, à terme, de bouleverser sensiblement le paysage audiovisuel européen. GBL est en effet, par l'intermédiaire d'Audiofina, le principal actionnaire de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (CLT), propriétaire de RTL. Quant au groupe de M. Rupert Murdoch, le magnat de la presse australienne, il est devenu en deux ans un acteur de tout premier plan sur le marché international de la presse et de l'audiovisuel. Outre Skychannel, chaîne par satellite à destination des réseaux câblés européens, M. Murdoch a récemment racheté la Twentieth Century Fox et six grandes stations de télévision américaines.

Paris / programmes

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

DIEU, SHAKESPEARE ET MOI : *Porte-Saint-Martin* (607-37-53), sam. 20 h 30 ; dim. 15 h.

VERY MIDSUMMER MADNESS : *Jardin Shakespeare* (254-34-04), sam. dim. 18 h 30.

NOS DÉSIRS FONT DÉSORDRE : *Point virgule* (278-67-03), sam. 22 h 30.

JULES CÉSAR : *Palais des Sports* (828-40-90), sam. 20 h 30 ; dim. 14 h 30 et 18 h 30.

LES HEURES BLANCHES : *Aquarium* (374-99-61), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

MARTHE : *Théâtre 13* (588-16-30), sam. 21 h ; dim. 15 h.

LA FLEUR DE PEAU : *Théâtre de la Porte de Gentilly* (580-20-20), sam. 20 h 30 ; dim. 16 h.

☞ Spectacles sélectionnés par le club du « Monde des spectacles »

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (296-06-11), sam. 19 h 30 : La Belle Hélène (Mise en scène : Jérôme Savary ; Dir. Musicale : Yan-Pascal Tortelier; Chorégraphie : P. Vincent).

☞ COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), dim. à 20 h 30 : le Misanthrope ; dim. à 14 h : Feydeau. Comédies en un acte; *sam.*, 20 h 30 : Rue de la Folie Courteline.

PETIT-ODÉON (325-70-32) sam., dim. 18 h 30 : l'Assassinat d'une renoncule, d'A. Döblin.

BEAUBOURG (277-12-33) *Cinéma-Vidéo* sam., dim. 13 h : Street wise, de M. Bell ; M.E. Mark ; C. Mc Call ; à 16 h : la Plaine aux busards, de L. Charbonnier ; A. Perthuis ; les Nuits de la dame blanche, de L. Charbonnier ; à 19 h : Bienvenue en Uruguay, de G. Auer ; *Vidéodisques Opéra* sam., dim. 13 h : les Lombards de Verdi, Dir. L. Gavazzeni ; à 16 h : Freischütz de Weber, Dir. D. Russel Davies ; 19 h : la Bohème de Puccini, Dir. L. Gardelli ; dim. 15 h : *Cinéma pour Raymond Mason*, Regard sur Giacometti et Balthus, sam. dim. 18 h : Charles Dekeukelaire : Combat de boxe ; Impatience ; *Théâtre/Danse : Cie Dansgroep Krisztina de Châtel* : dim. à 16 h : « Fold » ; sam. à 18 h 30 et 20 h 30 : Solo's ; *Cinéma* : Cycle Akira Kurosawa 1943-1963 : salle Garance (pour renseignements sur programmation, téléphoner : 278-37-29).

THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77) : *Festival de Poésie*, sam. à 20 h 30 : Galaxie André Breton.

Les autres salles

☞ A DEJAZET (887-97-34), sam. 21 h, dim. 16 h : le Dernier Voyage.

☞ ANTOINE-SIMONE BERRIAU (208-77-71), sam. 17 h et 21 h, dim. 15 h 30 : Lily et Lily.

☞ ATELIER (606-49-24), sam. 21 h, dim. 15 h : l'Arbre de mai.

☞ BASTILLE (357-42-14), sam. 19 h 30, dim. 17 h : Automne.

☞ BOUFFES-PARISIENS (296-60-24), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : *Tailleur pour dames*.

☞ BOURVIL (373-47-84), sam. 16 h et 21 h : Pas deux comme elle ; sam. 17 h 30 et 22 h 30 : Y'en à marr... ez vous ?

☞ CARTOUCHERIE : Théâtre de la Tempête (328-36-36), sam. 17 h et 21 h : spectacle commercial ; Théâtre du Soleil (374-24-08), sam. 18 h 30, dim. 15 h 30 : l'Histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge ; Aquarium (374-99-61), sam. 20 h 30, dim. 16 h : les Heures blanches.

COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Reviens dormir à l'Elysée.

COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h 30 : L'âge de monsieur est avancé.

☞ COMÉDIE ITALIENNE (321-22-22), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : *les Intrigues d'Arlequin et Colombine*.

☞ COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), sam. 20 h 30 : Balise de toi.

DAUNOU (261-69-14), sam. 21 h, dim. 15 h 30 : Au secours, elle me veut.

☞ DIX HEURES (606-07-48), sam. 20 h 30 : Femmes.

☞ EDOUARD VII (742-57-49), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Chapitre II.

☞ ESPACE KIRON (373-50-25), sam. *20 h 30 : Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme*.

☞ ESSAION (278-46-42), sam. 19 h : Une saison en enfer ; sam. 17 h et 21 h, dim., 17 h : Journal de Katherine Mansfield.

☞ FONTAINE (874-74-40), sam. 21 h : Riffifoin dans les labours.

☞ GAITÉ-MONTPARNASSE (322-16-18), sam. 18 h et 21 h 15, dim. 15 h : Love.

☞ GALERIE 55 (326-63-51), sam. 19 h : Sexual Perversity in Chicago.

HUCHETTE (326-38-99), sam. *19 h 30* : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Leçon.

JARDIN SHAKESPEARE (254-34-04), sam., dim. 18 h 30 : Very Midsummer Madness.

☞ LIERRE-THEATRE (586-55-83), sam. 20 h 30 : Abyo-Djessima.

☞ LUCERNAIRE (544-57-34), sam. : I. 18 h : Simone Weil 1909-1943 ; 20 h : Orgasme adulte échappé du zoo ; 21 h 45 : la Poudre d'intelligence ; II. 18 h : *Diabolo's 1929-1939* ; *20 h* : Chôme qui peut (dern.) ; 21 h 45 : Dodo-Ji.

☞ LYS-MONTPARNASSE (327-88-61), sam. 20 h 30 : Rêver, peut-être (dern.).

MADELEINE (265-07-09), sam. 18 h et 21 h, dim. 15 h : Comme de mal entendu.

☞ MARIE STUART (508-17-80), sam. 20 h 15, dim. 15 h 30 : Savage Love.

MARIGNY (256-04-41), sam. 20 h 30, dim. 14 h 15 et 18 h 30 : Napoléon.

☞ MATHURINS (265-90-00), Grande Salle, sam. 18 h, 20 h 45, dim. 15 h 30 : le Baiser de la veuve ; Petite Salle, sam. *21 h* : les Mystères du confessionnal.

MICHEL (265-90-00), sam. 18 h 45 et 21 h 40 : On dînera au lit.

MICHODIÈRE (742-95-22), dim. 15 h 30, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : le Bluffeur.

☞ MOGADOR (285-45-30), sam. 20 h 30, dim. 16 h 30 : la Femme du boulanger.

☞ MONTPARNASSE (320-89-90), Petite Salle, dim. 16 h, sam. 18 h 30 et 21 h 30 : Paso doble.

NOUVEAUTÉS (770-52-76), sam. 18 h 30 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : Gigi.

☞ PALAIS DES GLACES (607-49-93), sam. *20 h 30*, dim. *17 h* : le *Testament du* jour.

PALAIS-ROYAL (297-59-81), sam. 18 h 45 et 21 h 30, dim. 15 h 30 : le Dindon.

☞ PALAIS DES SPORTS (828-40-90), sam. 14 h 30 et 20 h 30, dim. 14 h 30 et 18 h 30 : Jules César.

☞ POCHE-MONTPARNASSE (548-92-87), sam. 20 h 30, dim. 15 h 30 : Ma femme.

☞ PORTE DE GENTILLY (580-20-20), sam. 20 h 30, dim. 16 h : la Fleur de peau.

☞ PORTE SAINT-MARTIN (607-37-53), sam. 20 h 30, dim. 15 h : Dieu, Shakespeare et moi.

POTINIÈRE (261-44-16), sam. 21 h, dim. 15 h : Double foyer.

☞ SAINT-GEORGES (878-63-47), sam. 19 h et 21 h 30, dim. 15 h : On m'appelle Emilie.

☞ THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), sam. 18 h 30 : Que faire de ces deux-là ; 20 h 15 : les Babas-cadres ; 22 h et 23 h 30 : Nous on fait où on nous dit de faire.

☞ THÉÂTRE GRÉVIN (246-84-47), sam. 20 h 45 : Sainte-Escroque.

☞ TH. 3 SUR 4 (327-09-16), sam. 20 h 15 : Chant de moi-même.

☞ TINTAMARRE (887-33-82), sam. 21 h 30 : Lime crève l'écran.

☞ TH. 13 (588-16-30), sam. 21 h, dim. 15 h : Marthe.

☞ TOURTOUR (887-82-48), sam. 20 h 30 : Fragments ; 22 h 30 : Classées X.

Les concerts

SAMEDI

La Table Verte, 22 h : Ensemble médiéval Isengrin.

Eglise N.-D.-des-Victoires, 20 h 30 : G. Morancon (Bach).

Eglise St-Merri, 21 h : S. Muller, P. Baur (Beethoven, Brahms, Strauss...).

Sainte-Chapelle, 19 h : Ensemble G. Binchois, dir. : D. Vellard.

Eglise évangélique allemande, 20 h 30 : G. Morancon (Bach).

Eglise-St-Julien-le-Pauvre, 21 h : Ensemble Indestructible (Haendel, Scarlatti, Schütz...).

DIMANCHE

Eglise St-Merri, *16 h* : *F. Haulet*, (Ravel, Serrette, Merlet...).

XVIIe Festival de Sceaux

(660-07-79)

☞ Orangerie, sam. à 17 h 30 : M.-Th. Chailley, J. Casterede (Bach, Brahms, Schubert) ; dim. à 11 h : J. Morata (Chopin, Scriabine, Debussy) ; à 17 h 30 : J.-P. Wallez, L. Wright, R. Loewenguth (Ravel).

Festival d'automne

(296-12-27)

☞ NANTERRE, Th. des Amandiers, sam. à 21 h : La Veillée.

☞ Th. du Rond-Point, Grande Salle, sam. à 20 h 30, dim. à 16 h : K. Mohapatra/K. *Mohanti*. *Petite Salle*, *sam.* à 16 h : Kshemavati.

☞ Bastille sam. à 19 h 30, D., 17 h : Automne.

Samedi 21 - Dimanche 22 septembre

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)

SAMEDI 21 SEPTEMBRE

Mode et cinéma : 17 h, Drôle de frimousse, de S. Donen ; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, la Femme aux chimères, de M. Curtiz ; 21 h, le Grand Alibi, de A. Hitchcock.

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

Mode et cinéma : 15 h, Falbalas, de J. Becker ; 17 h, Portrait d'une enfant déchue, de J. Schatzberg ; Rétrospective Warner Bros 1950-1985 : 19 h, la Flèche et *le Flambeau*, de *J. Tourneur* ; *21 h*, Trafic en haute mer, de M. Curtiz.

BEAUBOURG (278-35-57)

SAMEDI 21 SEPTEMBRE

Cinéma japonais contemporain : 17 h, Une femme nommée En, de T. Imai ; 21 h, Une fleur en hiver, de Y. Fluhurata ; ; *19 h*, *Dix ans de cinéma français à redécouvrir* : les Apprentis sorciers, de E. Cozarinsky.

DIMANCHE 22 SEPTEMBRE

15 h, Rétrospective du 7e Festival du court-métrage de Clermont-Ferrand : la Boiteuse, de P. Mazuy ; la Combine de la girafe, de T. Gilou ; Ragazzo, de V. Martorana ; Parfum de nuit, de V. Mouluc ; Moi j'en veux des baisers dans la sciure, de F. Tanguy ; Chicken-Kitchen ; de V. Hachet ; Cinéma japonais contemporain : 17 h, Appassionata, de S. Nakajima ; 21 h, l'Échec de la jeunesse, de T. Kumashiro ; 19 h, Dix ans de cinéma français à redécouvrir : le Chemin perdu, de P. Moraz.

Les exclusivités

AMADEUS (A., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; George-V, 8e (562-41-46).

AMAZONIA, LA JUNGLE BLANCHE (It., v.f.) (*) : Maxéville, 9e (770-72-86).

L'AMOUR PROPRE (Fr.) (*) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70), mer., jeu. ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

LES ANGES SE FENDENT LA GUEULE (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Impérial Pathé, 2e (742-72-52) ; Fauvette, 13e (331-56-86).

BABY (A., *v.f.*) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE BAISER DE LA FEMME ARAIGNÉE (Brés., v.o.) : Studio Cujas, 5e (359-89-22).

BIRDY (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; 7-Parnassiens, 14e (335-21-21).

BRAZIL (Brit., v.o.) : 7-Parnassiens, 14e (320-30-19).

BREAKFAST CLUB (A., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; UGC Rotonde, 6e (574-94-94) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Biarritz, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 8e (236-83-93) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40).

CARNÉ, L'HOMME A LA CAMÉRA (Sov.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36, h. sp.).

CHOOSE ME (A., v.o.) : Epée de Bois, *5e* (337-57-47) ; Rialto, *19e* (*607-87-61*).

CHRONOS (Fr.-A.) : La Géode, 19e (245-66-00).

CONTES CLANDESTINS (Fr.) : République, 11e (805-51-33)) ; Denfert, 14e (321-41-01).

COTTON CLUB (A., v.o.) : Studio de la Contrescarpe, *5e* (325-78-37).

DANCE WITH A STRANGER (Brit., v.o.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Rotonde, 6e (*574-94-94*) ; UGC Champs-Elysées, 8e (562-20-40) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) mer., jeu. – V.f. : UGC Boulevards, 9e (574-95-40) ; Nations, 12e (343-04-67).

DANGEREUSEMENT VOTRE (A., v.o.) : Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Normandie, 8e (563-16-16). – V.f. : Grand Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; *Fauvette*, 13e (331-56-86) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

LA DÉCHIRURE (A., v.f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DUST (Fr.-Belg.) (*) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Parnassiens, 14e (335-21-21).

EMMANUELLE IV (Fr.) (**) : George-V, 8e (562-41-46).

LES ENFANTS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

ESCALIER C (Fr.) : Saint-Germain Huchette, 5e (633-63-20) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

LE FLIC DE BEVERLY HILLS (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82), mer., jeu. ; UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

LA FORÊT D'ÉMERAUDE (A., v.o.) : Cinoches Saint-Germain, 6e (633-10-82) ; Marignan, 8e (359-92-82). – V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Paramount-Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27).

LE GAFFEUR (Fr.) : Paramount City, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

GOULAG (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76). – V.f. : Gaîté-Boulevards, 2e (233-67-06) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40).

GREYSTOKE, LA LÉGENDE DE TARZAN, SEIGNEUR DES SINGES (Ang., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94). – V.f. : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LES JOURS ET LES NUITS DE *CHINA BLUE* (A., v.o.) (**) UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

KAOS, CONTES SICILIENS (It., v.o.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47).

LEGEND (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50). – V.f. : Richelieu, 2e (233-56-70) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Images, 18e (522-47-94).

MARCHE A L'OMBRE (Fr.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

MASK (A. v.f.) : Impérial, 2e (742-72-52), mer., jeu. ; Arcades, 2e (233-54-58).

NINJA III (A., v.f.) : Lumière, 9e (246-49-07).

NOSTALGHIA (It., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA NUIT PORTE JARRETELLES (Fr.) (*) : Denfert, 14e (321-41-01) ; République, 11e (805-51-33).

NO MAN'S LAND (Fr.-suis.) : Ciné-Beaubourg, 3e (271-52-36) ; 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; 14-Juillet Racine, 6e (326-19-68) ; Pagode, 7e (705-12-15), mer., jeu. ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81).

NOTRE MARIAGE (Fr.-Port.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; 14-Juillet-Parnasse, 6e (326-58-00) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81), mer., jeu.

ORINOKO (Ven.) : Latina, 4e (278-47-86) ; Utopia Champollion, 5e (326-84-65).

PALE RIDER (A., v.o.) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; (v.f.) Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) mer., jeu. ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) mer., jeu.

PARIS, TEXAS (A., v.o.) : UGC Marbeuf, 8e (561-94-95).

PAROLE DE FLIC (Fr.) (*) : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; Gaumont Ambassade, 8e (359-19-08) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) mer., jeu. ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

POLICE (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain Village, *5e* (*633-63-20*) ; *Bretagne*, *6e* (222-57-97) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; La Pagode, 7e (705-12-15) ; George V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Français, 9e (770-33-88) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Nation, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Victor-Hugo, 16e (727-49-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

POLICE ACADEMY 2 : AU BOULOT (A., v.f.) : *Gaîté Boulevard*, 2e (233-67-06).

LE POUVOIR DU MAL (Fr.-It.) : PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42), mer., jeu.

LA PROMISE (A., v.o.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; *v.f.* : Paramount Opéra, 9e (742-56-31)) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

RENDEZ-VOUS (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30).

RECHERCHE SUSAN, DÉSESPÉRÉMENT (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; v.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Nations, 12e (343-04-67), mer., jeu. ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01).

LES RIPOUX (Fr.) : UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; *Montparnos, 14e (327-52-37)*.

LA ROSE POURPRE DU CAIRE (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) mer., jeu. ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02) mer., jeu. – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

LA ROUTE DES INDES (A., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

RUNAWAY, L'ÉVADÉ DU FUTUR (A., v.o) : UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; v.f. : Gaîté Rochechouart, 8e (878-81-77) ; Lumière, 9e (246-49-07).

SANG POUR SANG (A., v.f.) (*) : Bergère, 9e (770-77-58).

SHOAH (Fr.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic, 14e (544-43-14).

LES SPÉCIALISTES (Fr.) : Arcades, 2e (233-54-58).

STOP MAKING SENSE (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04), mer., jeu.

STRANGER KISS (A., v.o.) : UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; UGC Marbeuf, 8e (561-95-94).

STRICTEMENT PERSONNEL (Fr.) : Cinoches St-Germain, 6e (633-10-82).

SUBWAY (Fr.) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Ambassade, 8e (359-19-08) mer., jeu. ; Miramar, 14e (320-89-52).

TERMINATOR (A., v.f.) : Arcades, 2e (233-54-58).

LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6e (633-10-82) (h. sp.) ; Rialto, 19e (607-87-61) (h. sp.).

UN DIMANCHE A LA CAMPAGNE (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

VISAGES DE FEMMES (Ivoirien, v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

WITNESS (A., v.o.) : Quintette, 5e (633-79-38) ; Bretagne, 6e (222-57-97) ; George-V, 8e (562-41-46). – V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Capri, 2e (508-11-69).

LES FILMS NOUVEAUX

ALAMO BAY, film américain de Louis Malle (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). – V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BRAS DE FER, film français de Gérard Vergez : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Publicis Saint-Germain, 6e (222-72-80) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; UGC Biarritz, 8e (562-20-40) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gaumont Gambetta, 20e (636-10-96).

L'HOMME AU CHAPEAU DE SOIE, *film français de Maud Linder* : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André des Arts, 6e (326-48-18).

LIFEFORCE (*), *film américain de* Tobe Hooper (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Rotonde, *6e* (574-94-94) ; Ermitage, 8e (*563-16-16*) ; *Biarritz*, 8e (562-20-40). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevards, 9e (*574-95-40*) ; *UGC Gare de Lyon*, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

LE NEVEU DE BEETHOVEN, film franco-allemand de Paul Morrissey (v.angl.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; George V, 8e (562-41-46). – V.f. : Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00).

PERFECT, *film américain de James* Bridges (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; UGC Danton, 6e (225-10-30) ; UGC Ermitage, 8e (563-16-16) ; UGC Normandie, 8e (563-16-16) ; Parnassiens, 14e (335-21-21). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Montparnasse, 6e (574-94-94) ; UGC Boulevard, 9e (574-95-40) ; UGC Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Images, 18e (522-47-94).

P.R.O.F.S., film français de Patrick Schulman : Forum, 1er (297-53-74) ; Rex, 2e (236-83-93) ; UGC Odéon, 6e (225-10-30) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Biarritz, 8e (562-20-40) ; Français, 9e (770-33-88) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; UGC Gobelins, 13e (336-23-44) ; Gaumont-Sud, 14e (327-84-50) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; UGC Convention, 15e (574-93-40) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

TOUCHE ! film américain de Jeff Kanew (v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-42-26) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City, 8e (562-45-76) ; George V, 8e (562-41-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19). – V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; Paramount Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount Montparnasse, 14e (335-30-40) ; Bastille, 11e (307-54-40) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

TROIS HOMMES ET UN COUFFIN, film français de Coline Serreau : Forum, 1er (297-53-74) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; George V, 8e (562-41-46) ; Français, 9e (770-33-88) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Parnassiens, 14e (335-21-21) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Mayfair, 16e (525-27-06) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

RAN, film japonais d'Akira Kurosawa (v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; 14 Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Escurial, 13e (707-28-04) ; PLM Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14 Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). – V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; *Montparnasse Pathé*, 14e (320-12-06) ; Gaumont Convention, 15e (828-42-27) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

Les grandes reprises

AMERIKA/RAPPORTS DE CLASSES (All., v.o.) : République-Cinéma, 11e (805-51-33).

APOCALYPSE NOW (A., v.o.) (*) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LE BAL DES VAMPIRES (A., v.o.) : Epée de bois, 5e (337-57-47).

LA BELLE ET LE CLOCHARD (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Boîte à films, 17e (622-44-21) ; Rialto, 19e (607-87-61).

LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC *Marbeuf*, 8e (*561-94-95*).

LE CHATEAU DU DRAGON (A., v.o.) : Action Christine Bis, 6e (329-11-30)

LES CHEFS-D'ŒUVRE DE WALT DISNEY (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LA DIAGONALE DU FOU (Fr.-It., v.o.) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52).

LES DEUX ANGLAISES ET LE CONTINENT (Fr.) : Rialto, 19e (607-87-61).

2001 : ODYSSÉE DE L'ESPACE (A., v.o.) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

DOUX OISEAUX DE JEUNESSE (A., v.o.) : Reflet Médicis, 5e (633-25-97).

EASY RIDER (A., v.o.) (*) : Templiers, 3e (272-94-56).

FELLINI-ROMA (It., v.o.) : Reflet-Logos, 5e (354-42-34).

LA FEMME ET LE PANTIN (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30).

GEORGIA (A., v.o.) : Rialto, 19e (607-87-61).

HAROLD ET MAUDE (A., v.o.) : Reflet Logos, 5e (354-42-34).

L'HOMME AUX PISTOLETS D'OR (A., v.f.) : Maxéville, 9e (770-72-86).

LA 8e FEMME DE BARBE BLEUE (A., v.o.) : Action Christine, 6e (329-11-30) (2 salles) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

IL ETAIT UNE FOIS LA RÉVOLUTION, (A., v.o.) : Panthéon, 5e (354-15-04).

JÉSUS DE NAZARETH (It.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

LAURA (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Elysées-Lincoln, 8e (359-36-14).

LE MARIAGE DE MARIA BRAUN (All.) : Rialto, 19e (607-87-61).

METROPOLIS (All.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

LA MOMIE (A., v.o.), St-Germain Studio, 5e (633-63-20).

OPÉRATION JUPONS (A., v.o.) : *Champo, 5e (354-51-60)*.

ORFEU NEGRO (Fr.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85).

PINK FLOYD THE WALL (A., v.o.) : Bienvenüe Montparnasse, 15e (544-25-02). Mer., Jeu. ; Calypso, 17e (380-30-11).

QU'EST-IL ARRIVÉ A BABY JANE ? (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Entrepôt, 14e (544-43-14).

ROBIN DES BOIS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (267-63-42).

LE ROI LEAR (Sov., v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80).

TO BE OR NOT TO BE (A., v.o.) (Lubitsch) : Action La Fayette, 9e (329-79-89).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Reflet Balzac, 8e (561-10-60).

UN FAUTEUIL POUR DEUX (A., v.o.) : George-V, 8e (562-41-46).

LA VIE PASSIONNÉE DE VINCENT VAN GOGH (A., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23), Mer., Jeu. à partir de ven. ; Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

PARIS EN VISITES

LUNDI 23 SEPTEMBRE

« Le vieux Belleville », 15 heures, métro Belleville, terre-plein de La Villette (Mlle Leblanc).

« La cathédrale russe Saint-Alexandre-Nevsky », 15 heures, 12, rue Daru (E. Romann).

« La Bourgogne romane », 15 heures, Musée des monuments français (M. Boulo).

« L'hôtel de Lauzun et ses boiseries dorées », 15 heures, 17, quai d'Anjou (A. Ferrand).

« *Les salons du Palais du Luxembourg* », 14 h 30, 15-19, rue de Vaugirard (S. Rojon).

« Christo emballe le Pont-Neuf : problèmes techniques et conception artistique », 10 h 30 devant la statue Henri IV. Tél. : 549-25-81.

« Passy, le cimetière le plus « chic » de Paris », 15 heures, 2, avenue Paul-Doumer et « découvertes autour de l'église *Saint-Philippe* : l'ancien village du Bas-Roule », 15 heures, métro Saint-Philippe-du-Roule (Paris et son histoire).

« Histoire de la franc-maçonnerie au siège du Grand Orient », 15 heures, devant l'entrée, 16, rue Cadet (*M. Ragueneau*).

« Un quartier de roture : Auteuil et son cimetière », 14 h 45, métro Eglise-d'Auteuil (V. de Langlade).

« Mystérieuse Egypte au Louvre. Vie quotidienne et symbolique des pharaons. Rituel des prêtres et embaumement », 14 h 30, métro Louvre (I. Hauller).

« Chez un doreur- argenteur », 14 h 30, métro Arts-et-Métiers (P.-Y. Jaslet).

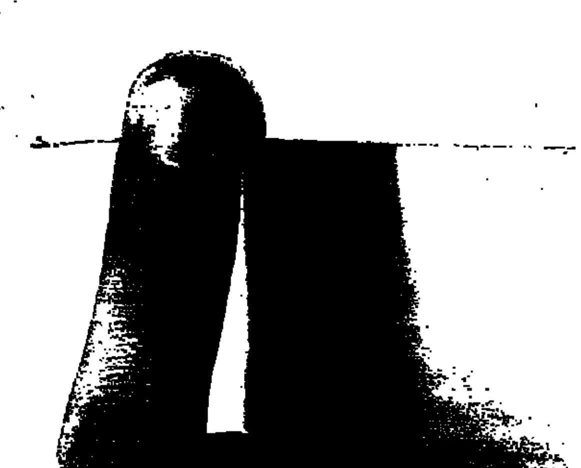
« La haute bourgeoisie du dix-neuvième siècle sous le règne de Napoléon III et de l'impératrice Eugénie, décor des salons de l'Opéra », 13 heures et 15 h 30, hall d'entrée (C.-A. Messer).

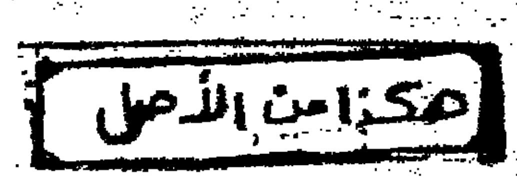
« Cours et passages du Faubourg-Saint-Antoine », 15 heures, métro Faidherbe-Chaligny, sortie escalator (*G. Botteau*).

CONFÉRENCES

LUNDI 23 SEPTEMBRE

20 h 45, centre culturel du Panthéon, nouveau théâtre Mouffetard, 73, rue Mouffetard, « l'histoire du cinquième arrondissement ou la naissance de l'esprit français » par Claude Dufresne, historien.





RADIO-TÉLÉVISION

Samedi 21 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 40 Au théâtre ce soir : Dom Juan ou le Festin de pierre.
De Molière, mise en scène de Robert Manuel, avec A. Le Fol, J.-C. Arnaud, J.-N. Sissia...

22 h 35 Droit de réponse : la vie quotidienne en URSS.
L'esprit de contradiction est une fois de plus confirmé ce soir par la présentation avant le débat d'un extrait du film Alamo Bay, *de Louis Malle, et qui est un regard sur les Etats-Unis. Avec E. Limonov* (l'Histoire de son serviteur), *P. Meney* (les Mains coupées de la taïga), *L. Martinez, professeur de littérature russe à l'université de Provence...*

0 h 5 Journal.

0 h 25 Canal tropical.
En direct de la Défense. TF1 s'associe à la fête «Nord-Sud/Salut les jeunes», qui propose toute la nuit des «tubes» de l'hémisphère Sud : Manu Di Bango, Zao, Alpha Blondy...

DEUXIÈME CHAINE : A 2



20 h 35 Variétés : Demain c'est dimanche.
Avec Johnny Hallyday, France Gall, Christophe...



21 h 55 Les histoires d'Onc' Willy.
Ivanhoé : deuxième épisode.

22 h 25 Les enfants du rock : David Lee Roth, vidéo star.

23 h 30 Journal.

23 h 55 L'écran devant soi.
José Maria Berzosa a filmé ceux qui ont la passion du cinéma. Des interviews attachantes, des images originales et de grande qualité.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.
21 h 55 Journal.
22 h 15 Feuilleton : Dynastie.
23 h 5 Cinéma : Une partie de campagne.
Film de J. Renoir (1936), avec S. Bataille, G. Darnoux, Gabriello, J. Marken, J. Borel (N. rediff.).
Au cours d'une partie de campagne, un dimanche, au bord de la Marne, la fille d'un boutiquier parisien cède aux avances d'un canotier.
23 h 45 Musiclub.

FR 3 PARIS ILE-DE-FRANCE

17 h 35, Paris-kiosque, ou sept jours à Paris ; 18 h 55, Dessin animé : Hello Moineau ; 19 h 5, Atout PIC ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, De vous à vous.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Le mariage en jeu ; 22 h 5, Hill street blues ; 22 h 50, Martin, film de G.-A. Romero ; 0 h 25, Descente aux enfers, film de G.-A. Sherman ; 2 h, Et la tendresse bordel !, film de P. Schulman ; 3 h 35, les K.O. de Canal Plus ; 5 h 35, Série rock ; 6 h 10, L'homme au katana.

FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveau répertoire dramatique : Double commande, de Madeleine Laïk.
22 h 10 Démarches avec... Bernard Vignot (Saint-Just).
22 h 30 Musique d'en France, musique d'ailleurs : Mali et Pays basque.
0 h 5 Clair de nuit : Jacques Bernadou.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (XXIe fêtes musicales en Touraine) : *Deuxième sonate*, de Hindemith ; *Variations pour piano*, de Webern ; *Lachrymae pour alto et piano*, de Britten ; *Sonate pour piano n° 6 en la majeur*, de Prokofiev, par Sviatoslav Richter, piano, Youri Bashmet, alto.
23 h Les soirées de France-Musique : le zodiaque bien tempéré - la balance ; à 1 h, L'arbre à chansons.

Dimanche 22 septembre

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

8 h Bonjour la France.
9 h Emission islamique.
9 h 15 A Bible ouverte.
9 h 30 Orthodoxie.
10 h Présence protestante.
10 h 30 Le jour du Seigneur.
11 h Messe à l'abbaye Sainte-Marie-de-la-Pierre-qui-Vire (Yonne), par le Père Pierre Talec.
12 h Télé-foot 1.
13 h Journal.
13 h 25 Série : Agence tous risques.
14 h 20 Les habits du dimanche.
15 h Alice au pays des merveilles.
15 h 30 Tiercé à Longchamp.
15 h 45 Série : Salut, champion.
16 h 45 Scoop à la Une.
Nouveau jeu proposé par Catherine Barma et présenté par Thierry Ardisson (voir *le Monde* du 18 septembre).
17 h 30 Animal infos Une.
18 h Feuilleton : Dallas.
19 h Sept sur sept.
Emission de Jean Lanzi et Anne Sinclair. Invité : Lucien Bodard pour son nouveau roman, *la Chasse à l'ours*.
20 h Journal, suivi d'une page spéciale pour la Fête du cinéma.
21 h Cinéma : le Dernier Métro.
Film de F. Truffaut (1980), avec C. Deneuve, G. Depardieu, J. Poiret, H. Bennent, A. Ferreol (rediff.).
Sous l'Occupation, la vie d'un théâtre parisien, dont le directeur, juif qu'on croit hors de France, est caché par sa femme.
22 h 55 Sports dimanche soir.
23 h 45 Journal.
0 h C'est à lire.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

9 h 30 Informations et météo.
9 h 35 Les chevaux du tiercé.
10 h Récré A 2.
10 h 30 Série : Les amours romantiques.
11 h 30 Entrez les artistes.
12 h 45 Journal.
13 h 20 Tout le monde le sait.
14 h 30 Les enquêtes de Remington Steele.
15 h 20 L'école des fans.
16 h 10 Dessin animé.
16 h 15 Kiosque à musique.
17 h Le polar du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret.
Maigret et la dame d'Etretat.
18 h 30 Feuilleton : Maguy.
19 h Stade 2.
20 h Journal.



20 h 35 Le Grand Echiquier : Raymond Devos.
22 h 45 Document : le Métier d'écrire.
Emission en deux parties, d'A. Gallien et A. Dhenaut.
23 h 30 Journal.
23 h 55 Bonsoir les clips.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

9 h Debout les enfants.
12 h D'un soleil à l'autre.
13 h Emissions en langues régionales.
14 h 30 Espace 3 : Magazine 85.
17 h Emissions pour les jeunes.
17 h 30 Décibels.
18 h Culture Clap.
18 h 30 Jeu : Documents secrets.
19 h 30 RFO Hebdo.
20 h Benny Hill.
20 h 35 Variétés : Macadam.
21 h 30 Aspects du court métrage français.
22 h Journal.
22 h 30 Cinéma de minuit : Pour une nuit d'amour.
Film français d'E. T. Gréville (1946), avec O. Joyeux, R. Blin, Alerme, Sylvie, R. Galle, J. Castelot (N.).
Une jeune aristocrate de province, qui a tué son amant, s'offre à un employé des postes, amoureux d'elle, pour qu'il la débarrasse du cadavre.
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h 15, Document : le fêtes de la mode ; 8 h, Cabou Cadin (et à 13 h 5) ; 8 h 25, Série : Sherlock Holmes ; 8 h 50, Les Trolldings ; 9 h 25 Fog, film de J. Carpenter ; 10 h 50, l'Africain, film de P. De Broca ; 13 h 25, T'as l'bonjour d'Albert ; 13 h 50, Téléfilm : Maître du jeu ; 16 h 50, Série : Soyez bon si vous le pouvez ; 17 h 45, Détective comme Bogart, film de R. Day ; 19 h 45, Club de la presse, avec Mme Georgina Dufoix, ministre des affaires sociales ; 21 h, Stress, film de J.-L. Bertuccelli ; 22 h 35, Les Implacables, film de R. Walsh ; 0 h 35, Meurtres sous contrôle, film de L. Cohen ; 2 h, Le radeau d'olicier ; 2 h 35, Surprises.

FRANCE-CULTURE

1 h, Les nuits de France-Culture ; 7 h 3, Chasseurs de son ; 7 h 15, Horizon, magazine religieux ; 7 h 25, La fenêtre ouverte ; 7 h 30, Littérature pour tous ; 7 h 45, Dits et récits : le Corbeau de Grimm ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 30, Protestantisme ; 9 h 5, Ecoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union rationaliste ; 10 h, Messe, chez les Bénédictines de Vanves ; 11 h, Pierre Chaunu raconte l'histoire : la bataille pour la vaccination ; 12 h, Des papous dans la tête ; 13 h 40, Les arts du récit ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Le Dieu foudroyé ; 16 h 25, La tasse de thé : rencontre avec... Henri Verneuil ; histoire-actualité : Jean-Paul Sartre et le n° 1 des Temps modernes ; 19 h 10, Le cinéma des cinéastes ; 20 h, Le son de chose : Portrait d'un invité, Muriel Cerf.
20 h 30 Atelier de création radiophonique : l'Irréductible Monsieur Kantor (redif.).
22 h 30 Libre-parcours variétés : Anne Sylvestre à l'Eldorado.
0 h Clair de nuit : l'utilisation des enfants dans la guerre Iran-Irak ; chasse au Snark.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les nuits de France-Musique ; 7 h 2, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 10, Cantate : BWV 148 de Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Burney : « Où le docteur Burney apprend que la vie est difficile au pays de Bohême » ; œuvres de Dvorak, Ryba, Pascha, Zelenka, Salieri ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Disques compacts : Œuvres de Vivaldi, Berlioz, Schumann, R. Strauss, Mozart ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? : « Diriger », par Sylvain Cambreling, chef d'orchestre : œuvres de Bach, Verdi, Beethoven, Mozart, Mahler, Messiaen ; 19 h 5, Jazz vivant : le New Jungle Orchestra du guitariste Pierre Dorge ; 20 h 4, Avant-concert.
20 h 30 Concert : *Concerto de chambre*, de Ligeti ; *Corale pour violon, deux cors et cordes*, de Berio ; *Eclats/Multiples*, de Boulez, par l'Ensemble intercontemporain et l'Ensemble orchestral de Paris, dir. P. Boulez, sol. M. Le Dizes-Richard, violon.
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Cinéma : *Terre brûlée*, de Cornel Wilde ; 22 h 5, Débat : Halte au désert ; 23 h 20, Journal ; 23 h 35, C'est à lire.

A2 20 h 35, Série : « *V* » ; 22 h 5, Série documentaire : Le Japon ; 22 h 55, Journal ; 23 h 20, Bonsoir les clips.

FR3 20 h 35, Cinéma : *les Grandes Gueules*, de Robert Enrico ; 22 h 45, Journal ; 23 h 10, Thalassa ; 23 h 55, Coup de cœur ; 0 h, Prélude à la nuit.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21.9.85 A 0 h G.M.T.

PRÉVISIONS POUR LE 22-9-85 DÉBUT DE MATINÉE

≡ Brouillard ∼ Verglas dans la région

Evolution probable du temps en France, entre le samedi 21 septembre à 0 heure et le dimanche 22 septembre à 24 heures.

Persistance de conditions anticycloniques sur la France.

Dimanche : Près des côtes de la Manche et de la Bretagne au Pays basque, de nombreuses brumes ou brouillards parfois denses se formeront au lever du jour ainsi que des nuages bas. Ils se dissiperont lentement pour la fin de matinée ou le début de l'après-midi puis laisseront place à de belles éclaircies prédominantes l'après-midi. Partout ailleurs, après dissipation rapide des brumes matinales, très belle journée chaude et ensoleillée.

Les vents seront faibles en général, sauf près de la Manche, où il souffleront de sud-ouest et seront modérés.

Les températures maximales atteindront 20 à 30 degrés du nord au sud du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 20 septembre, le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 septembre) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 27 et 18 ; Bordeaux, 30 et 13 ; Bréhat, 20 et 13 ; Brest, 21 et 14 ; Cannes, 30 et 16 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 30 et 16 ; Dijon, 28 et 13 ; Dinard, 20 et 13 ; Embrun, 26 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 13 ; Grenoble-St-Geoirs, 28 et 14 ; La Rochelle, 27 et 16 ; Lille, 22 et 13 ; Limoges, 27 et 14 ; Lorient, 23 et 14 ; Lyon, 29 et 13 ; Marseille-Marignane, 29 et 16 ; Menton, 30 et 20 ; Nancy, 27 et 15 ; Nantes, 27 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 20 ; Nice-Ville, 31 (maxi) ; Paris-Montsouris, 26 et 16 ; Paris-Orly, 27 et 15 ; Pau, 30 et 13 ; Perpignan, 28 et 14 ; Rennes, 25 et 15 ; Rouen, 23 et 14 ; Saint-Etienne, 29 et 14 ; Strasbourg, 30 et 14 ; Toulouse, 31 et 11 ; Tours, 28 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17 degrés ; Genève, 26 et 11 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 19 et 14 ; Madrid, 29 et 13 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

EXPOSITION

OBJETS EXTRAORDINAIRES. — Plutôt que de détourner des avions, Carelman, ainsi qu'il le dit lui-même, préfère détourner les objets usuels de leur usage courant. Présentée en avril 1972 au Musée des arts décoratifs de Paris, sa collection d'objets introuvables ne comportait qu'une soixantaine de pièces. Elle en compte maintenant près de deux cents et a parcouru le monde, de Tokyo à Montréal en passant par Bruxelles, Jérusalem et Hambourg. Les œuvres de Carelman sont inspirées d'objets de la vie quotidienne : cuisine, sports, jeux, toilette, habillement, outillage... L'exposition « Objets introuvables » que présentera le Centre des arts et loisirs, du 27 septembre au 3 novembre, se propose d'accueillir aussi des œuvres originales d'enfants ou d'adultes. Il suffit de dessiner (sur format 21×29) ou de réaliser (en modèle réduit) son objet introuvable en faisant preuve d'humour et d'invention et de le déposer avant le 24 septembre.

★ **Centre des arts et loisirs, 59, boulevard Carnot, 78110 Le Vésinet. Tél. : (1) 976-32-75. Tous les jours de 14 heures à 19 heures, mercredi, samedi et dimanche, de 10 à 21 heures et de 14 à 19 heures. Entrée libre.**

PARIS

LES ARCHIVES DE LA CAPITALE. — Les archives de Paris reçoivent des documents provenant des divers services administratifs, mais aussi de sources extérieures (testaments par exemple). Les renseignements d'ordre général, généalogiques ou biographiques ainsi recueillis sont répertoriés dans un fichier central que des recherches effectuées par le sercive alimentent régulièrement. Les documents très anciens sont assez peu nombreux, une grande partie d'entre eux ayant été détruits par l'incendie de l'Hôtel de Ville de Paris le 24 mai 1871. On peut consulter les documents en les demandant au plus tard la veille avant 12 heures.

★ **Pour aider les personnes qui ont des recherches à effectuer, un dépliant publié par la préfecture de Paris est à leur disposition au service des archives, 30, quai Henri-IV, Paris-4e, ou à la préfecture de Paris, service de l'information et des relations extérieures, 17, boulevard Morland, 75915 Paris Cedex 04. Tél. : (1) 277-15-50, p. 38.54.**

SOLIDARITÉ

LES YEUX DE SON MAITRE. — La demande de chiens d'aveugle dépasse très largement les disponibilités ; de plus, le prix d'achat de ces animaux avoisine 50 000 F. La société Royal Canin, pour résoudre ce problème, organise une campagne du 30 septembre au 30 novembre 1985. Sur tous les sacs (15, 20 ou 25 kilos) de leurs produits seront imprimés des bons de 25 F. Les acheteurs pourront se les faire rembourser ou participer à la campagne en les renvoyant à un huissier de Montpellier qui les collecters. Fin décembre, un chèque correspondant à la somme recueillie sera remise à la Fédération nationale des chiens guides d'aveugles.

Les associations d'aveugles, d'autre part, organisent, le 6 octobre, une journée nationale sous le signe de la jeunesse. On peut adresser ses dons au comité d'entente des associations agréé par le ministère chargé de la solidarité, 103, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 225-16-76 ; CCP : 8044-03 G Paris.

JOURNAL OFFICIEL

Sont parus au *Journal officiel* du samedi 21 septembre :

UN ARRÊTÉ

● Relatif à l'organisation et à l'indemnisation des gardes médicales dans les services de réanimation des hôpitaux publics.

UNE ORDONNANCE

● Relative à l'organisation et au fonctionnement des régions en Nouvelle-Calédonie et dépendances, et portant adaptation du statut du territoire.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4058

HORIZONTALEMENT

I. Cherche à conjurer le mauvais sort. Est habitué à crier victoire. — II. Reine des prés. Règle des comptes. Nombreux sont ceux auxquels il fait tendre la « perche ». — III. Ensemble de lustres. Cours étranger. Fait entendre un léger murmure. Il arrive qu'il soit couvert de plaques. — IV. Récompense celui qui n'a pas craint d'aller sur le terrain. A une valeur supérieure à celle de l'Argus. — V. Au « menu » de celui qui aime bien « manger ». Conjonction. — VI. Des copies qui ne valent certes pas l'original. Peut tout de même parler avec hauteur. — VII. D'aucuns trouveront toujours à dire sur leurs goûts et leurs couleurs. Ressemble aussi bien à l'huître qu'à la moule. Note. — VIII. Personnel. Capable de faire naître la jalousie. On en a pincé pour eux ! — IX. Parasite d'une « plante ». Avait tout du maître chanteur. De quoi avoir soif. — X. Tirés de la hotte. Etoile qui ne brille pas. Est plate comme une limande. — XI. Partie d'île. Collé. Interjection. — XII. Où se déroule la chasse aux trésors. Personnel. Espèces de sauterelles. — XIII. Pronom. Pour une entrée en matière. Un qui a l'habitude de jaser. — XIV. Est en déviation. Dans une suite logique. — XV. Grecque. Réservées à de futurs gendarmes. Aussi nuisible que la gale et le choléra.

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
I													■		
II			■						■						
III				■				■			■				
IV					■	■								■	
V													■		
VI									■		■				
VII							■				■		■		
VIII			■				■		■						
IX				■						■			■	■	
X			■								■				
XI					■							■			■
XII	■				■			■							
XIII			■			■								■	
XIV		■									■				
XV				■						■					

VERTICALEMENT

1. A un profil tout indiqué pour les « tête à tête ». Ancien combattant. — 2. Un truc au poil qui met de mauvais poil ! — 3. Terre de poètes. Coupe le bois. Contracté. — 4. Note. Ne craint pas la compagnie des loups. Plus salubre. — 5. « Mignonne » à croquer. Les salamandres appartiennent à leur famille. Sigle. — 6. Tel le navet. A les entendre, l'envie de vomir peut nous prendre. Participe. — 7. Petit ensemble. Vieille moustache. — 8. Interjection. Ressemble plus ou moins à un Chinois. Infime partie d'édifice. — 9. Expulsion sans préavis. Pour le repos du voyageur (pluriel). — 10. Met fin à certains troubles. C'était l'homme à tout faire. — 11. Grecque. Saint. Tête de pont. Grande surface chez des voisins. — 12. Finissent toujours par se faire mouiller. Pinçait des cordes. — 13. Un homme et une femme. Sont volontiers acceptées en règle générale. — 14. Elément d'une chaîne. Eau douce. Reste au fond. Note. — 15. Maladie professionnelle. Crée des distinctions.

Solution du problème n° 4057

Horizontalement

I. Pantomime. — II. Aveu. Es. — III. Maçon. Arp. — IV. Prénommer. — V. Hesse. — VI. Vent. — VII. Egalée. — VIII. Taie. Iéna. — IX. Sirventès. — X. Nerveuse. — XI. Pesée.

Verticalement

1. Pamphlets. — 2. Avare. Gaine. — 3. Nécessaires. — 4. Tuons ! Lèvre. — 5. Noé. Eve. — 6. Mi. Veine. — 7. Amie. Etui. — 8. Mère. Nones. — 9. Esprit. Aser.

GUY BROUTY.

Économie

REPÈRES

Importations : l'Afrique du Sud applique une surtaxe de 10 % sur la moitié des produits...

L'Afrique du Sud imposera, dès lundi 23 septembre, une surtaxe de 10 % sur les produits d'importation non couverts par le GATT, soit 55 % de ses achats à l'étranger. Selon le ministre des finances, M. Barend du Plessis, cette taxe servira à aider les groupes de population les plus frappés par la récession et à stimuler l'économie. Elle devrait rapporter 400 millions de rands (1 200 millions de francs). Le Trésor dégagera, par ailleurs, 500 millions de rands (1 500 millions de francs) qui serviront à financer des programmes de créations d'emplois et d'assistance aux petites entreprises. – *(AFP).*

... le Japon libéralise ses tarifs pour le cuir

Le Japon a décidé d'adopter un système de tarifs douaniers progressifs sur les importations de cuir et de chaussures en cuir, à partir d'avril 1986, a indiqué le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie). Cette décision suit la récente requête du président américain Ronald Reagan demandant au Japon de modifier les restrictions sur les importations de cuir et de chaussures en cuir. Ces quotas avaient également été condamnés par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

Transports : achat définitif de vingt-deux Airbus par Lufthansa

La compagnie ouest-allemande Lufthansa a signé, le 20 septembre à Munich, avec le consortium européen Airbus Industrie, un contrat d'achat définitif de vingt-deux Airbus, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars (de l'ordre de 11,5 milliards de francs). Le pré-contrat avait été signé le 29 juin à Francfort. Le contrat comporte l'achat de quinze nouveaux moyen-courriers Airbus A-320 et de sept gros-porteurs A-300-600, qui seront respectivement mis en service en 1990 et 1987. Le contrat prévoit également vingt-cinq options pour l'A-320 et trois options pour l'A-300-600. – *(AFP.)*

CONCURRENCE BANCAIRE

Tir croisé sur l'accord PTT-Sofinco

La concurrence... Au moment où l'accord conclu entre les PTT et Sofinco, prévoyant l'octroi de prêts au personnel de cette administration mais aussi aux détenteurs de comptes chèques postaux (*le Monde* du 18 septembre), provoque de sérieux remous dans la profession bancaire, celle-ci a mis à profit son rendez-vous bi-annuel avec la presse pour traiter de ce thème. En l'élargissant, il est vrai, à la vaste entreprise de déréglementation que connaît actuellement ce secteur (*le Monde* du 21 septembre).

Déjà, le 17 septembre, à l'occasion du dîner annuel de l'Association française des banques (AFB), qui regroupe l'ensemble des « *banques inscrites* », hors établissements mutualistes et financiers, M. Jean Dromer, le président de l'organisation patronale, avait estimé qu' « *une véritable politique de la concurrence devait être engagée et poursuivie* ». Sur le point plus particulier de l'accord PTT-Sofinco, le parterre de banquiers réunis autour de leur ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy, ne pouvait que savourer ce soir-là les *propos du ministre* de l'économie, des finances et du budget. « *Cette concurrence doit se développer à armes égales*, avait dit le ministre, *et c'est pour cette raison que je ne saurais accepter la transformation d'un service public en établissement de crédit, ni la captation, au profit d'un banque déterminée, de la clientèle d'un service public.* »

Ce « non » catégorique à l'accord précédemment évoqué – qui devait conduire aussitôt Mme Christiane Doré, présidente de la banque Sofinco, à quitter la table en signe de mécontentement – signifie-t-il que l'affaire est close ? Rien n'est moins sûr, si l'on *en juge par les déclarations faites* trois jours plus tard par le ministre des PTT, M. Louis Mexandeau, soucieux d'assurer l'avenir des services financiers de son administration.

« Un boxeur qui aurait une main dans le dos »

Le rapprochement conclu entre les PTT et Sofinco, numéro deux français du crédit à la consommation, « *ne fait certainement pas plaisir au réseau bancaire, mais le mouvement est lancé du côté des PTT, et il ne s'arrêtera pas* », devait-il affirmer le 20 septembre à l'issue de sa visite au SICOB. Dans le domaine financier, la poste se trouve actuellement réduite à l'état d'« *un boxeur qui aurait une main dans le dos* », expliquait le ministre, ajoutant que *son objectif* était simplement de donner à ses *services financiers « les moyens de résister à la concurrence du réseau bancaire dans des conditions de moindre inégalité »*.

Rue La Fayette, au siège de l'AFB, on se contente de compter les points en espérant que M. Pierre Bérégovoy l'emportera sur son collègue des PTT par jet de l'éponge sur intervention de l'arbitre Matignon. Comme si de rien n'était, on continue à enfoncer le clou en jetant, au nom d'une concurrence aux règles sainement établies, quelques bâtons dans les roues des autres établissements.

« *Seul réseau en totale concurrence avec le monde extérieur, sans privilège et sans rente de l'histoire, les banques AFB sont favorables à la concurrence ; elles souhaitent son développement et feront des propositions à cet égard qui supposent la volonté d'une politique à moyen terme.* » Ce sont ces propositions que M. Dromer, investi, entre-temps de la présidence de l'AFEC (Association française des établissements de crédit), précédemment assurée par le président du Crédit Coopératif, M. Jacques Moreau, devait développer dans un argumentaire en sept points :

● **La banalisation en matière de contact avec le public** : préconisant la liberté d'ouverture des guichets « *dans un système concurrentiel* », l'AFB réclame la suppression du décret de 1937 fixant les horaires des banques et la « *banalisation* » du livret bleu délivré par le seul Crédit mutuel ;

● **La réforme du marché financier** : il faudrait faire jouer la concurrence sur les conditions d'émission d'emprunts (taux, durée, amortissement, en fonction du marché, du montant et de l'émetteur) ;

● **La banalisation du Crédit agricole** : suppression de son monopole pour les prêts bonifiés à l'agriculture et abandon de ses autres privilèges ;

● **La déontologie bancaire** : afin de développer le contrôle de la concurrence, il faut s'assurer que les progrès de l'information sur les produits et leurs prix sont suffisants ;

● **La politique à l'égard des caisses d'épargne** : réduire les avantages dont elles disposent (monopole du livret A, règles fiscales et en matière de contrôle du crédit) ;

● ***Le développement du contrôle du crédit*** : il faut concevoir « *un contrôle monétaire global* » qui ne pèse pas de manière particulière sur les banques et rendre leur place à la politique des taux ainsi qu'à l'action sur le marché monétaire ;

● **La sélectivité du crédit** : réexaminer, afin d'en supprimer la plus grande partie, les quelque deux cents procédures de prêts aidés.

SERGE MARTI.

Faits et chiffres

● **Tourisme et Travail autorisé à poursuivre temporairement ses activités.** – Pour la deuxième fois depuis le dépôt de bilan, l'association Tourisme et Travail a obtenu la prorogation, par le tribunal de grande instance de Paris, de la mission de son administrateur judiciaire. En conséquence, l'organisme de tourisme social, lié à la CGT, pourra poursuivre ses activités jusqu'au 30 octobre, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la saison touristique. La direction de Tourisme et Travail déclare toutefois ne pas être « *complètement rassurée sur son avenir* ».

● **Les sénateurs RPR et le projet de budget.** – Pour M. Christian Poncelet, sénateur RPR des Vosges, ancien secrétaire d'Etat au budget, le projet de loi de finances pour 1986 « *ne peut recueillir l'adhésion en l'état, malgré ses apparences séduisantes sur le plan fiscal et rigoureuses sur le plan des dépenses* ». Ce projet, « *voué à l'éphémère, en raison des échéances électorales* », est « *irréaliste* » sur le plan strictement financier, « *non sincère* » dans la mesure où « *le montant du déficit est camouflé* » et constitue « *un budget de reniement* », affirme M. Poncelet. L'un de ses collègues du RPR, M. Roger Husson (Moselle), s'inquiète plus précisément de la « *diminution désastreuse du budget du redéploiement industriel* », qui, estime-t-il, « *va continuer d'achever l'industrie lorraine et de démanteler notre tissu industriel et social* ».

GRANDE-BRETAGNE

● **PIB : + 4 % de janvier à juin.** – Le produit intérieur brut (PIB) britannique s'est accru de près de 4 % au premier semestre de 1985 par rapport à la période correspondante de 1984. Toutefois, l'activité a continué de bénéficier d'un rattrapage à la suite de la longue grève des charbonnages et un petit ralentissement est prévu pour la seconde moitié de l'année. – *(AFP.)*

La fermeture de l'usine sidérurgique est confirmée

INCIDENTS À TRITH-SAINT-LÉGER

Des manifestations se sont achevées par des affrontements entre sidérurgistes et forces de l'ordre, vendredi 20 septembre, à Trith-Saint-Léger (Nord). Un manifestant et deux CRS ont été légèrement blessés.

Pour protester contre le projet de fermeture de leur usine, qui emploie 500 salariés, les sidérurgistes ont bloqué pendant plusieurs heures la circulation sur les autoroutes Paris-Bruxelles (A 2) et Lille-Valenciennes (A 23), arrêté le train Bâle-Calais et empêché la navigation sur le canal de l'Escaut.

Pendant le même temps, une séance du comité central d'entreprise d'Unimétal, filiale commune de Sacilor et d'Usinor, se tenait à Metz. La direction y précisait les décisions arrêtées le 25 juillet et qui prévoient, d'ici à la fin de décembre 1985, la suppression de 4 600 emplois sur un effectif total, pour le groupe, de 14 900 personnes.

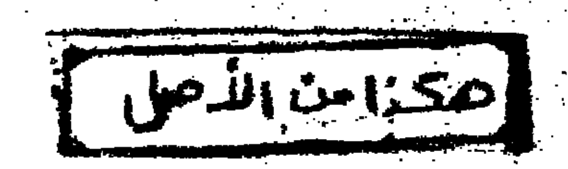
Dans un communiqué publié l'après-midi, le ministère du redéploiement industriel réaffirmait que « *les engagements pris par le premier ministre (...) seront intégralement tenus* », le site ne devant pas fermer avant que des emplois industriels viennent compenser les suppressions.

A Lyon

LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL MENACÉ PAR DES MANIFESTANTS

Pour protester contre le plan de 2 400 suppressions d'emplois sur deux ans dans l'ensemble des établissements de Renault-Véhicules industriels (RVI), une centaine de militants cégétistes de RVI ont retenu dans son bureau pendant une heure vendredi 20 septembre M. Guyon, directeur départemental du travail du Rhône. Aux cris de « *Guyon démission* », ils ont envahi son bureau et ont menacé de le jeter par la fenêtre, mais ne l'ont pas molesté, a-t-il indiqué.

La préfecture du Rhône a annoncé dans un communiqué qu' « *aucune forme d'occupation de bâtiments administratifs ne sera tolérée* ». De son côté, M. Delebarre, ministre du travail et de l'emploi, s'est élevé contre cette action « *injustifiable et scandaleuse* ». Il a demandé un rapport à l'inspection du travail pour examiner les suites à donner à l'affaire.



BOURSE DE PARIS

Semaine du 16 au 20 septembre

Basses eaux

TOMBÉ du cocotier fortement secoué par la tempête Greenpeace, M. Charles Hernu n'aura pas été la seule victime des remous provoqués par cette affaire à rebondissements. Dès lors que ce scandale pouvait éclabousser les hautes sphères de l'Etat, la Bourse de Paris, légitimiste dans l'âme, même si elle n'en pense pas moins – surtout face à un gouvernement de gauche, – a manifesté son malaise. Ce qui n'était jusqu'à présent qu'un simple clapotis venu mourir sur les marches du palais Brongniart s'est transformé cette semaine en rouleaux.

Comme chacun le sait, « *la Bourse a horreur du vide* », allusion aux échéances électorales de mars 1986, qui ont pour effet de neutraliser certaines initiatives d'investissement même si, chacun en convient, la nouvelle majorité qui sortira des urnes n'aura guère d'autre choix qu'entre le maintien de la rigueur et la poursuite de l'austérité. Cette semaine, le marché parisien a montré qu'il répugnait aussi à nager en eaux troubles à un moment où un certain nombre d'éléments techniques (avalanche d'« appels au peuple » et d'introductions en Bourse), venus s'ajouter aux incertitudes politiques, lui permettent difficilement de maintenir la tête hors de l'eau.

Si la baisse de ces cinq séances est restée raisonnable (– 1,2 %) en cette période de liquidation mensuelle, ponctuée vendredi par un repli de 1,09 % de l'indicateur de liquidation (l'indice marquant lui une hausse de 22,9 % par rapport au début de l'année), on le doit au fond de résistance que connaît malgré tout la Bourse de Paris. « *Ce marché ne me plaît pas du tout*, affirme, d'emblée, ce familier de la rue Vivienne. *Certes, le volume des transactions s'est sensiblement étoffé, puisque l'on est passé allègrement de 250 à plus de 400 millions de francs sur les valeurs négociées au marché à règlement mensuel, mais c'est là la preuve que les opérateurs trouvent aisément ce qu'ils recherchent comme titres à vendre.* »

Comme il faut se constituer des munitions dans la perspective des augmentations de capital, introductions diverses à la cote officielle, au second marché – et du « papier » qui ne manquera pas d'être généreusement distribué en Bourse lors des éventuelles « *reprivatisations* », un montant que l'on évalue d'ores et déjà à plus de 100 milliards de francs, – les ventes prédominent. Ce qui est plus préoccupant, c'est que « *l'étranger est vendeur* », ainsi qu'on peut le constater en observant discrètement les mouvements de titres effectués par certaines charges travaillant traditionnellement pour compte britannique ou américain.

En face, on ne trouve qu'une catégorie d'acheteurs : les SICAV Monory et quelques clients qui se rabattent sur des titres *défensifs* Sicomi, sociétés holdings, compagnies d'assurances... A propos de ces dernières, on remarquera que si leurs activités « dommages » peut souffrir de la série de catastrophes naturelles (tremblement de terre au Mexique), d'accidents (ferroviaires et aériens) ou d'échecs spatiaux (le dernier en date, celui de la fusée Ariane survenu le 12 septembre coûtera plus de 11 millions de francs aux seules AGF), le secteur assurance-vie et produits de capitalisation continue, lui, à afficher de confortables bénéfices.

Pour clore ce chapitre « assurances », signalons une nouvelle qui semble avoir échappé à un certain nombre de boursiers, dissimulée qu'elle était dans un – dense – commentaire à propos du budget 1986 paru dans le quotidien vespéral de la rue des Italiens et, selon laquelle, « *l'Etat va revendre – sans droit de vote – à des compagnies d'assurances, ragaillardies par de récents bénéfices, une petite partie du capital de quelques entreprises nouvellement nationalisées* » (*le Monde* du 20 septembre). Oh ! rien de bien important... tout au plus 4 % ou 5 % de quelques grands groupes (CGE, Thomson, semble-t-il), dont le produit viendra conforter des recettes budgétaires encore insuffisantes.

Parmi les rares valeurs à avoir échappé cette semaine à la morosité ambiante, on relèvera Maisons Phénix (+ 14 %), qui a bien besoin d'un coup de pouce, Poclain (+ 6 %), qui a vu ses pertes du premier semestre 1985 ramenées à 39 millions de francs contre 184 millions pour les six premiers mois de 1984, Vallourec, Télémécanique, Schneider, Euromarché, avec des gains de 6 % à 10 %. Mais c'est sans doute la très bonne tenue de Dassault qui aura retenu l'attention.

Lundi, le titre piquait pourtant du nez après la décision des Saoudiens de préférer les quarante appareils britanniques Tornado aux Mirage-2000 proposés par la firme française. Mais la société des Avions Marcel Dassault opérait mercredi un décollage vertical (+ 12 %) après la prise en compte d'un certain nombre d'éléments favorables : l'inscription au budget de la défense d'une ligne portant commande de trente-cinq Mirage-2000, des espoirs raisonnables placés dans la navette spatiale européenne Hermès et, enfin, des commentaires favorables publiés par un cabinet d'analyse spécialisé. Entraînant dans son sillage la firme du « *fiston* », Electronique Serge Dassault, cotée sur le second marché, Avions Dassault a également donné une impulsion à CSF (Thomson). Cette dernière place aussi quelques espoirs dans son système de transmission RITA, qu'elle s'efforce de placer auprès du Pentagone en essayant d'évincer le Britannique Plessey de ce contrat évalué à plus de 40 milliards de francs.

Sur le marché à règlement mensuel (RM), où se poursuit l'opération de maintien de cours du groupe Mimran sur les titres Olida et Caby, dont il détient à présent près de 30 %, ce dernier titre clôturait la séance de vendredi à 170 F, nettement au-dessus du cours de reprise proposé (160 F). Ce qui semble indiquer que peu de porteurs présentent leurs titres à l'offre, préférant garder le « papier » dans l'espoir d'un énergique redressement du numéro un français de charcuterie-salaison.

SERGE MARTI.

MILAN

Vague d'achats sans précédent

La Bourse des valeurs de Milan connaît, depuis le début de l'année, une vague d'achats sans précédent, entraînant une hausse de 71 % de l'indice, tandis que le volume quotidien d'affaires a triplé. Marché traditionnellement étroit, la Bourse de Milan est méconnaissable, et les analystes du marché financier doivent remonter à 1975 pour trouver un exemple comparable sur le Stock Exchange de Londres. La capitalisation boursière a dépassé cette semaine 82 000 milliards de lires (410 milliards de francs) : elle atteignait tout juste 35 000 milliards de lires (175 milliards de francs) fin 1983, et 10 000 milliards de lires (50 milliards de francs) en 1979.

Le volume quotidien d'affaires se situe entre 150 et 200 milliards de lires, trois fois plus qu'à l'automne 1984. La moitié au moins des transactions sont effectuées par les fonds d'investissement de droit italien, autorisés depuis septembre 1984 et qui sont l'objet d'un véritable engouement du public. Toutes les valeurs bénéficient de cette hausse, les « locomotives » étant les valeurs sûres, comme Fiat, Montedison, Pirelli et la SIP (Compagnie du téléphone), dont l'émission de 70 millions d'actions, lundi dernier sur le marché italien, a été souscrite en une seule journée, dans l'enthousiasme général.

Non sans quelque perplexité, une publication spécialisée : *la Lettre financière*, relève que la Bourse a totalisé, l'an dernier, 2 650 milliards de lires (13 milliards de francs) de bénéfices. « *La place financière multiplie le bénéfice par trente* », écrit-elle. C'est ainsi que le sidérurgiste privé Falck capitalise soixante-dix fois ses pertes, et qu'une modeste compagnie d'assurances, la Latina, capitalise sans raison apparente cent fois son bénéfice. Le titre du premier assureur italien, les Generali, approche les 65 000 lires, alors que ceux qui le donnaient à 50 000 lires au début de l'année passaient pour des illuminés.

Trois facteurs, selon les experts, expliquent cette flambée : l'argent est facile et abondant. La plupart des groupes se sont inscrits en bénéfice en 1985 ou ont réduit leurs pertes. Enfin, plusieurs groupes procèdent à des augmentations de capital et à des émissions d'emprunts obligataires qui attirent de nombreux investisseurs. Ce mouvement de hausse a été accentué par la privatisation partielle de l'industrie et du crédit publics.

Deux échéances devraient contribuer à maintenir ce rythme de croissance : une importante augmentation de capital de l'Agricola Finanziaria, holding financier du groupe Ferruzzi, et l'accord conclu entre Fiat et Ford-Europe, donné pour probable avant la fin de l'année et attendu avec impatience par le marché. – *(AFP.)*

LONDRES

Des valeurs mobilières au rayon des chaussettes...

Un pas important vers la diffusion de l'actionnariat dans le grand public a été franchi en Grande-Bretagne avec l'ouverture d'un rayon de vente d'actions dans un grand magasin londonien par les agents de change Quilter Goodison. « *Il est maintenant aussi facile d'acheter des valeurs mobilières que des chaussettes ou des chaussures* », selon la publicité de Quilter Goodison, qui a installé un rayon de vente de titres, relié par téléphone à son bureau du Stock Exchange, dans le grand magasin Debenhams d'Oxford Street, l'une des grandes rues commerçantes de la capitale. Les clients, reliés à la Bourse par radio et par des systèmes télématiques, pourront acheter et vendre des titres, tout en recevant gratuitement divers renseignements financiers. Les opérations auront quand même un coût : une commission de 1,65 %, sur une transaction minimale de 15 livres.

Quilter Goodison veut essayer de détruire l'image traditionnelle de l'agent de change – « *col blanc, montre de gousset, pépin et attaché-case* » – pour en faire un conseiller accessible au grand public et capable de rendre toute une série de conseils financiers, a déclaré un représentant de la firme, M. Tony Richards. « *Nous entendons répondre à la question : « Que dois-je faire de mon argent ? »* », a souligné Sir Nicholas Goodison, président du Stock Exchange et de Quilter Goodison, au cours de la cérémonie d'ouverture du nouveau rayon. – *(AFP.)*

Valeurs à revenu fixe ou indexé

	20-9-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 592	– 9
7 % 1973	8 248	– 142
10,30 % 1975	97,58	– 0,02
PME 10,6 % 1976	98	inch.
8,80 % 1977	122,09	+ 0,09
10 % 1978	98	– 0,30
9,80 % 1978	97	+ 0,10
8,80 % 1978	98,40	– 0,05
9 % 1979	94,30	– 0,05
10,80 % 1979	99,92	– 0,13
12 % 1980	100,46	– 0,09
13,80 % 1980	105,71	+ 0,10
16,75 % 1981	118,90	+ 0,13
16,20 % 1982	117,35	– 0,06
16 % 1982	118,15	– 0,08
15,75 % 1982 (1)	115,27	+ 0,18
CNE 3 %	4 079	– 79
CNB bq. 5 000 F	101,70	– 0,45
CNB Paribas 5 000 F	101,70	– 0,45
CNB Suez 5 000 F	102,90	inch.
CNI 5 000 F	101,70	– 0,35

(1) Compte tenu d'un coupon de 315 F.

Filatures, textiles, magasins

	20-9-85	Diff.
André Roudière	295	+ 10
BHV	301	inch.
CFAO	1 060	+ 25
Damart-Serviposte	1 820	– 15
Darty	1 399	– 21
DMC	238,50	+ 5,50
Galeries Lafayette	710	+ 2
La Redoute	1 406	– 95
Nouvelles Galeries	165	– 1
Printemps	297,50	+ 10,5
SCOA	108,50	– 1

Valeurs diverses

	20-9-85	Diff.
Accor	263 50	– 6,50
Agence Havas	829	+ 49
Arjomari	915	– 21
Bic	478	– 40
Bis	604	+ 1
CGIP	735	– 3
Club Méditerranée	483	– 28
Essilor	2 160	– 40
Europe 1	739	– 5
Hachette	1 400	– 30
L'Air Liquide	554	– 26
L'Oréal	2 400	+ 45
Navigation Mixte	417	– 8,80
Nord-Est	104 40	+ 2,8
Pr. de la Cité (1)	1 890	+ 75
Sanofi	626	– 8
Skis Rossignol	1 302	– 98

(1) Compte tenu d'un coupon de 11 F.

Produits chimiques

	20-9-85	Diff.
BASF (1)	721	+ 43,55
Bayer	710	+ 20
Hoechst	694	+ 10
Imp. Chemical	77,90	– 4,60
Institut Mérieux	1 898	+ 3
Laboratoire Bellon	1 280	– 23
Norsk Hydro	119	– 5,30
Roussel-Uclaf	1 471	– 27

(1) Compte tenu d'un droit de 6,55.

Matériel électrique services publics

	20-9-85	Diff.
Alsthom-Atlantique	315	+ 14,9
CIT-Alcatel	1 198	– 12
Crouzet	214	– 17
Générale des Eaux	619	– 15
IBM	1 120	– 32
Intertechnique	1 997	– 133
ITT	288,50	– 5,5
Legrand	2 120	+ 35
Lyonnaise des Eaux	813	– 12
Matra	1 715	– 3
Merlin-Gérin	2 018	– 52
Moteurs Leroy-Somer	645	– 16
Moulinex	74	– 3,20
Philips	135,50	+ 0,5
PM Labinal	461	+ 6
Radiotechnique	311	+ 10
SEB	372	– 18
Signaux	549	– 13
Télémec. Electrique	2 685	+ 160
Thomson-CSF	543	+ 13
Schlumberger	303,50	– 10,5
Siemens	1 865	+ 80

Bâtiment, travaux publics

	20-9-85	Diff.
Auxil. d'entreprises	1 040	+ 5
Bouygues (1)	720	– 20
Ciments Français	309	– 11
Dumez (2)	765	– 29
GTM	281,50	– 5,5
J. Lefebvre	317	– 7
Lafarge	502	– 17
Maisons Phénix	178	+ 22
Poliet et Chausson	583	– 12
SCREG	115	– 1
SGE-SB	60,20	+ 2,2

(1) Compte tenu d'un droit de 126 F.
(2) Compte tenu d'un droit de 99,30 F.

Banques, assurances sociétés d'investissement

	20-9-85	Diff.
Bail Équipement	350	+ 1
Bancaire (Cie)	630	– 7
Cetelem	637	– 3
Chargeurs SA	710	+ 17
CFF	805	– 20
CFI	286	+ 1
Eurafrance	1 628	+ 30
Hénin (La)	465	– 10
Imm. Pl.-Monceau	458	+ 15
Locafrance	388	– 44
Locindus	839	+ 19
Midi	3 109	+ 39
Midland Bank	299	+ 5
O F P (Omn. Fin. Paris)	1 093	– 2
Parisienne de résc.	1 005	– 68
Prétabail	1 170	– 20
Schneider	240	+ 15
UCB	294	– 22

Mines d'or, diamants

	20-9-85	Diff.
Amgold	601	– 14
Anglo-American	106,50	+ 0,60
Buf. Gold M.	236	– 11,5
De Beers	38,05	– 1,95
Drief. Cons.	161,50	– 7,60
Free State	186,50	– 3,70
Gencor	87,50	– 4,5
Gold Field	52,40	+ 1,5
Harmony	90,05	– 5,65
President Brand	170,50	– 2,5
Randfontein	685	– 21
Saint-Helena	105	– 9,6
Western Deep	295	+ 2,5
Western Holding	228	+ 2,70

Alimentation

	20-9-85	Diff.
Béghin-Say	260	+ 6,10
Bongrain	1595	inch.
BSN G.-Danone	2130	– 95
Carrefour	2255	– 70
Casino	898	+ 3
Cédis	671	– 29
Euromarché	1200	+ 125
Guyenne et Gasc.	390	+ 7
Lesieur	591	– 14
Martell	1510	– 110
Moët-Hennessy	1931	– 10
Nestlé	28410	+ 360
Occidentale (Gle)	709	– 12
Olida-Caby	170	– 4,5
Pernod-Ricard	700	– 4
Promodès	1060	– 90
Source Perrier	446,50	– 27,5
St-Louis-Bouchon	303	– 2
C.S. Saupiquet	506	– 29
Veuve Clicquot	2720	– 15

Pétroles

	20-9-85	Diff.
Elf-Aquitaine	193	– 6,90
Esso	460	– 26,9
Exxon	439	– 22
Francarep	319	– 12
Petrofina	924	+ 13
Pétroles B.P.	93,80	– 4,70
Primagaz	301	– 24
Raffinage	78	+ 0,10
Royal Dutch (1)	519	– 8
Sogerap	430	– 25

(1) Compte-tenu d'un coupon de 1 F.

Métallurgie construction mécanique

	20-9-85	Diff.
Alspi	141,10	– 7,10
Avions Dassault-B.	1 205	+ 1,04
Chiers-Châtillon	50,95	+ 0,55
De Dietrich	599	+ 39
FACOM	1 160	– 22
Fives-Lille	336	– 15
Fonderie (Générale)	62,80	+ 0,90
Marine Wendel	281,10	– 11,90
Penhoët	897	+ 6
Peugeot SA	392	– 4
Poclain	74 75	+ 4,05
Pompey	180	– 8
Sagem	1 820	– 13
Valéo	241	– 8,40
Vallourec	133,60	+ 12,6

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Or fin (kilo en barre)	92 050	90 750
– (kilo en lingot)	91 850	90 900
Pièce française (20 fr.)	547	535
Pièce française (10 fr.)	405	391
Pièce suisse (20 fr.)	566	546
Pièce latine (20 fr.)	538	529
● Pièce tunisienne (20 fr.)	575	565
Souverain	678	668
Souverain Elizabeth II	665	655
● Demi-souverain	375	381
Pièce de 20 dollars	3 705	3 570
– 10 dollars	2 000	2 030
● – 5 dollars	1 300	1 400
– 50 pesos	3 435	3 370
● – 20 marks	650	643
– 10 florins	556	545
● – 5 roubles	405	406

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM (*)

	Nbre de titres	Val. en cap. (F)
Michelin B	85 865	94 612 970
Thomson CSF	123 838	58 229 025
Carnaud SA	70 654	51 333 663
Olida et Caby	258 650	46 609 440
Télémécanique	16 491	43 290 100
BSN	19 738	43 217 080
L'Air liquide	68 217	38 817 964
Carrefour	16 713	38 532 922
Agence Havas	45 994	36 784 025
Midi (Cie)	11 757	36 057 281

(*) Du 12 au 19 septembre.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	16 sept.	17 sept.	18 sept.	19 sept.	20 sept.
RM	309 489	316 467	458 116	518 052	593 538
Comptant					
R. et obl.	2 608 969	3 051 817	4 387 787	4 249 560	2 747 237
Actions	54 979	90 832	104 220	129 073	143 030
Total	2 973 437	3 549 116	4 952 123	4 896 685	3 483 805
INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 28 décembre 1984)					
Françaises	117,1	116,5	116,5	116,8	–
Étrangères	94,2	93,9	93,3	93	–
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 31 décembre 1982)					
Tendance	123,7	123,3	123	123,1	122,9
(base 100, 31 décembre 1982)					
Indice gén.	218,8	217,8	218	218,3	218

BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

En baisse

L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des déclins de 9,74 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 297,93. Selon les analystes, les investisseurs qui espéraient pouvoir dégager une évolution de l'économie à la lumière des statistiques publiées cette semaine ont à nouveau été déçus et la Bourse a principalement fluctué en fonction de considérations d'ordre technique.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Alcoa	38 3/4	33 1/4
ATT	21	21 1/4
Boeing	46 1/2	47 1/3
Chase Man. Bank	51 7/8	51 5/8
Du Pont de Nemours	56 1/8	56 7/8
Eastman Kodak	43 1/4	43 1/8
Exxon	51 1/4	49 7/8
Ford	44 1/4	43
General Electric	60	58 7/8
General Foods	83 3/8	83
General Motors	68 1/4	67 3/8
Goodyear	27 1/4	27 7/8
IBM	127 1/2	126 3/4
ITT	32 3/4	32 7/8
Mobil Oil	29	28 3/8
Pfizer	45 5/8	45 1/4
Schlumberger	34	33 3/4
Texaco	35 3/8	35 1/4
UAL Inc.	52 1/8	49 1/2
Union Carbide	53	52 3/4
US Steel	29 7/8	30 1/4
Westinghouse	38 3/8	38
Xerox Corp	50 1/2	51 1/4

LONDRES

En repli

Les résultats de sociétés et les rumeurs et contre-rumeurs d'OPA ont à nouveau dominé la tendance cette semaine au Stock Exchange de Londres, où l'indice des valeurs industrielles a fluctué de part et d'autre de la barre des 1 000 points avant de clôturer en baisse de 9,7 points sur la semaine, à 1 002,2. Les résultats trimestriels supérieurs aux prévisions de British Telecom ont apporté un soutien tardif au secteur électrique-électronique. Mais Plessey a été déprimé par un rapport défavorable d'analystes boursiers et par des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis adopteraient le système français de radiotransmission RITA de préférence au sien (Ptarmigan).

Ailleurs, la spéculation selon laquelle une réforme fiscale en Australie mettrait fin à l'OPA de Elders sur Allied-Lyons a entraîné une baisse des brasseries, alors que Argyll Group (alimentation) a rebondi sous l'effet des rumeurs selon lesquelles Distillers pourrait lancer une contre-OPA sur elle.

Indices « FT » ; industrielles : 1 002,2 contre 1 011,9 ; mines d'or : 310,6 contre 317,3 ; fonds d'Etat : 83,39 contre 82,94.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Beecham	331	333
Bowater	341	336
Brit. Petroleum	543	536
Charter	185	190
Courtaulds	147	147
De Beers (*)	440	438
Free State Ged. (*)	21 3/8	21 3/8
Glaxo	13 17/64	13
Gt. Univ. Stores	858	863
Imp. Chemical	664	647
Shell	706	675
Unilever	10 45/64	10 1/2
Vickers	280	290
War Loan	36	36 1/8

(*) En dollars.

TOKYO

Nette hausse

La Bourse de Tokyo a connu une évolution irrégulière cette semaine, avec un fort gain de l'indice Dow Jones des 225 valeurs vedette et une moindre performance de l'indice général du marché de Tokyo. L'indice Dow Jones, qui s'était adjugé 131,85 yens la semaine précédente, a progressé de 147,31 yens depuis à 12 733,01 yens samedi, tandis que l'indice général gagnait 3,61 points à 1 012,99 après son avance de 16,77 points la semaine précédente.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Akaï	390	361
Bridgestone	548	555
Canon	1 010	1 020
Fuji Bank	1 590	1 590
Honda Motors	1 330	1 310
Matsushita Electric	1 250	1 220
Mitsubishi Heavy	419	437
Sony Corp.	3 720	3 630
Toyota Motors	1 150	1 170

FRANCFORT

Nouveau progrès

La tendance a été très ferme cette semaine sur le marché des actions de Francfort qui a enregistré vendredi un nouveau niveau record. L'indice de Commerzbank a atteint 1 552,8 points, soit 45,2 de plus que vendredi dernier.

La demande de la clientèle allemande et étrangère s'est concentrée sur les électrotechniques, chimiques et bancaires.

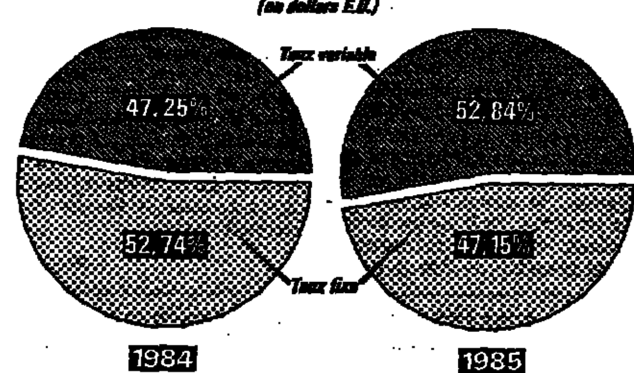
	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
AEG	141,50	145,40
BASF	223,80	238,90
Bayer	222	229,70
Commerzbank	214	225,30
Deutschebank	586,50	612,80
Hoechst	219	222,60
Karstadt	262,50	275
Mannesman	219,50	230,50
Siemens	573,50	614,50
Volkswagen	342	342,50

L'euromarché

Suprématie incontestée des émissions à taux variable

Au cours d'une semaine où l'activité primaire a battu tous ses précédents records puisque, toutes monnaies confondues, c'est le formidable équivalent de près de 5 milliards de dollars qui a vu le jour en l'espace de cinq journées, les émissions à taux d'intérêt variable se sont particulièrement mises en vedette. Du coup, et pour la première fois dans l'histoire du marché international des capitaux, les euro-émissions à taux variable auront été, cette année, plus importantes que celles à taux fixes dans le seul secteur libellé dans la devise américaine. Ces dernières se sont élevées depuis le 1er janvier dernier à 31 milliards de dollars tandis celles à taux flottant ont atteint 35 milliards, soit près de 53 % du total, ainsi que l'illustre le graphique ci-dessous.





L'irrésistible expansion du marché des euro-obligations à taux variable est la conséquence de trois principaux facteurs. Premièrement, les eurobanques ont refinancé un nombre important d'opérations antérieures parce qu'elles ont bénéficié de conditions plus avantageuses cette année. Deuxièmement, les banques internationales ont découvert que cet instrument pouvait être utilisé pour générer des fonds propres et en ont fait grand usage. Troisièmement, parce que moins chères et plus souples que les prêts bancaires traditionnels, les émissions à taux variable se sont en grande partie substituées au marché des eurocrédits dont le déclin s'est accéléré.

Ce troisième point a été mis en évidence cette semaine avec un euroemprunt à taux flottant de 2,5 milliards de dollars offert par le Trésor de Sa Très Gracieuse Majesté britannique. C'est de loin la plus grande transaction internationale jamais proposée en une seule tranche. Au vu de son succès, on peut d'ores et déjà affirmer que c'est là l'émission vedette de toute l'année 1985. D'une durée de sept ans, l'emprunt sera émis au pair et portera un intérêt semestriel qui sera le taux interbancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars à trois mois (Libid). Le tout, qui est assorti d'une commission pour les banques totalisant 0,60 %, représente pour l'emprunteur un coût annuel de quelque 4 points de base inférieur au Libor. Compte tenu de la qualité exceptionnelle du débiteur, les conditions demeurent avantageuses pour les prêteurs. Ils l'ont du reste bien fait voir. Le montant de l'émission qui n'était initialement que de 2 milliards de dollars a pu être, dans les heures suivant son lancement, augmenté de 500 millions. Vendredi les euro-obligations se traitaient avec une modeste décote de 0,15, c'est-à-dire bien en dessous de la seule commission de ventes de 0,30 %.

L'opération britannique appelle plusieurs commentaires. Tout d'abord, elle est dirigée par une banque non britannique, le Crédit suisse-First Boston. Alors que Mme Thatcher s'époumone pour convaincre ses concitoyens et le monde d'acheter *British*, il est piquant de constater que la banque d'investissement helvético-américaine, basée à Londres, l'a emporté sur Warburg, la banque d'affaires britannique. Celle-ci aura quand même la consolation de se partager avec le Crédit Suisse-First Boston les quelque 2 millions de dollars de *préciput* réservé aux deux chefs de file. Deuxièmement, la relative générosité des conditions paraît préparer d'autres euro-émissions obligataires du Royaume-Uni : il faut, en effet, toujours laisser un bon souvenir derrière soi lorsqu'on a l'intention de revenir solliciter le marché dans un avenir plus ou moins proche. Or le Trésor britannique, qui a procédé à la présente transaction pour regarnir ses réserves en devises tombées à 6,5 milliards de dollars, pourrait faire face à des jours encore plus sombres avec la perspective d'une chute supplémentaire du prix du pétrole au cours des mois à venir. Enfin, l'aisance et la rapidité avec lesquelles une opération d'une telle ampleur a pu être montée démontrent l'efficacité sans pareil des euro-emprunts obligataires à taux variable et expliquent leur suprématie actuelle.

Taux synthétiques

Le Crédit national a également lancé une euro-émission à taux flottant mais en choisissant comme support la devise de la CEE. Garantie par la République française et d'un montant de 175 millions d'ECU, elle s'étendra sur dix ans et portera un intérêt semestriel de 0,0625 % au-dessus du Libor à trois mois. Son originalité a été d'avoir été offerte non pas au pair comme il en va traditionnellement dans ce domaine, mais à un prix de 100,05 bien que l'emprunteur se réserve le droit de rembourser par anticipation son emprunt à 100 après un an. En compensation, la commission bancaire qui, sur un prix au pair, n'aurait été que de 8 points de base (0,08 %) a été fixée à 13 points (0,13 %).

Le marché monétaire de l'ECU souffre encore d'un manque de liquidités. Néanmoins, le Crédit national et Paribas, qui dirige l'émission, sont persuadés que, dans la foulée de la croissance phénoménale qu'a connue le marché des capitaux en ECU au cours des deux dernières années, il est nécessaire de développer maintenant le marché monétaire. Pour ce faire, les euro-obligations à taux variable paraissent l'instrument le mieux adapté pour attirer, non pas le dentiste belge, mais trois types de prêteurs : la multitude des banques disposant dorénavant de dépôts en ECU, les SICAV et autres fonds de gestion destinés à être revendus à la clientèle privée et les directeurs financiers d'entreprises qui disposent de plus en plus d'ECU à placer à court terme.

L'absence de liquidités oblige les emprunteurs à payer davantage pour drainer des capitaux à taux variable en ECU que sur des emprunts de même type libellés en dollars. Il est, par conséquent, encore plus difficile de lever sur le marché euro-obligataire des fonds en ECU à un coût inférieur au Libor. Pour pallier cet inconvénient, la BNP a décidé de lancer un emprunt de 150 millions d'ECU et d'une durée de dix ans à New-York basé sur une formule entièrement nouvelle. Le taux d'intérêt variable nominal sera celui du Libor sur les dépôts en ECU à trois mois sans l'addition d'aucune marge. Mais la BNP, à l'issue d'opérations contractuelles avec des investisseurs américains spécifiques, recevra en fin de compte des ECU dont le coût sera inférieur de 30 points de base au taux du Libor sur les ECU à trois mois.

Ce sont les prêteurs américains qui, par le jeu de transformations ECU/dollars sur les marchés des changes au comptant et à terme, permettront de parvenir à cet objectif. La BNP ne sera, pour sa part, impliquée dans aucune opération de change. Elle se contentera de passer avec les investisseurs concernés un contrat définissant un taux synthétique sur les dépôts en ECU à trois mois. Pour ce faire, la BNP s'adressera aux spéculateurs d'outre-Atlantique qui recherchent des ECU afin de réaliser éventuellement un gain de change sur la parité ECU/dollar. Pour y parvenir, ils sont disposés à prêter, en échange, à un taux inférieur au Libor. Au travers de cette première, la BNP entend tirer parti du vif appétit qui existe aux Etats-Unis pour des actifs libellés en devises autres que le dollar. L'emprunt BNP est dirigé par la banque américaine d'investissement Salomon Brothers.

CHRISTOPHER HUGHES.

Les devises et l'or

Rechute du dollar et fermeté du franc

Encore une semaine agitée sur les marchés des changes, où le dollar, après quelques oscillations assez brutales, a fini par fléchir assez sensiblement, revenant, à la veille du week-end, à près de 8,70 F et 2,85 DM. Tout au long de ces cinq jours, les cours du « billet vert » ont été suspendus aux nouvelles en provenance de l'économie des Etats-Unis, bonnes ou moins bonnes, avec, en bouquet, pour la fin de la semaine, l'annonce de l'« estimation avancée » pour la progression du PNB au troisième trimestre. Quant au franc, il se porte à merveille, grâce à un regain dans les entrées de capitaux, et la Banque de France peut recommencer à empiler les ECU.

Le métier d'opérateur sur les changes (cambiste) devient fatigant : tous ces derniers jours, il a fallu à ces spécialistes réviser chaque jour leur position, sans fil directeur véritable, si ce n'est des « impressions » plus ou moins vagues, en provenance du monde entier. Qu'on en juge : si lundi le dollar se contentait de glisser légèrement (des chiffres moins « bons » que prévu pour l'économie américaine), mardi, il « plongeait » littéralement à 8,75 F et 2,87 DM. Motif : le taux d'utilisation des capacités industrielles outre Atlantique n'avait que très faiblement augmenté en août (80,5 % contre 80,4 % en juillet et 80,6 % en mai et juin). Pas convaincant ! En outre, les opérateurs, attendant la publication, le vendredi à 14 h 30 (heure européenne) de l'« estimation avancée » sur la croissance du PNB américain au troisième trimestre, ne prévoyaient plus que 2,5 % de plus, contre 3,5 % huit jours auparavant.

Mercredi, puis jeudi, changement à vue. Outre une sensible augmentation des mises en chantier de logements en août (+ 6,2 %), les « gourous » rehaussaient leurs chiffres pour le PNB : 3 % à 4 % de progression.

Vendredi matin, en revanche, le « billet vert » retombait lourdement : les « gourous » révisaient en baisse le PNB à 2,5 %. Les dépenses des ménages avaient beau bondir de 1,2 % pour le mois d'août (contre 0,4 % en juillet), on voulait tenir davantage compte de la chute record du taux d'épargne desdits ménages, au plus bas depuis 1959, et du gonflement de leur endettement, mauvais présages pour la croissance à venir.

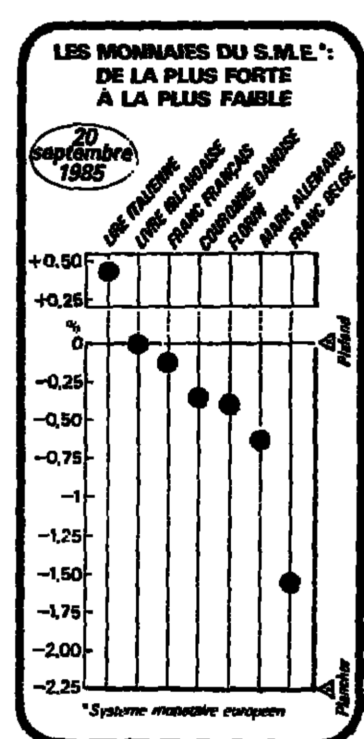
Vendredi à 14 h 30, heure d'Europe, le verdict tombait : + 2,80 % pour le PNB américain. Une déception, qui faisait chuter modérément le dollar de 8,80 F à 8,70 F environ et de 2,89 DM à 2,85 DM. Du coup, s'éloignait la perspective d'un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, malgré le nouveau gonflement de la masse monétaire (+ 3,6 milliards de dollars), ce qui la porte à plus de 16 milliards de dollars au-dessus des objectifs officiels. Si un durcissement de la politique de la Réserve fédérale paraît inéluctable à M. Albert Wosnilower, économiste en chef de la First Boston, en liaison avec une progression de 3 % à 4 % sur une longue période, M. Preston Martin, vice-président de la Fed, ne s'inquiète guère du gonflement de la masse monétaire, puisque la vitesse de la circulation de la monnaie a diminué, ce qui, selon lui, retire tout caractère explosif et inflationniste au gonflement en question.

Les spécialistes en graphiques qui font état d'une forte résistance du dollar à 2,85 DM (8,70 F) –, « *ou un peu plus bas : s'il ne casse pas les 2,83 DM, il peut tenir* », ne voient guère de possibilités de hausse si le « billet vert » ne réussit pas à franchir 2,87 DM.

Le franc français a fait preuve d'une fermeté remarquée, notamment vis-à-vis du mark, sans être autrement influencé par les palinodies politiques de l'affaire Greenpeace. L'annonce d'un quasi-équilibre de la balance commerciale en août et la publication d'un projet de budget très bien accueilli à l'extérieur de nos frontières ont provoqué un nouvel afflux de capitaux étrangers. Bien plus, la durée de placement de ces capitaux, qui, pendant l'été, était revenue à un mois, voire au jour le jour, s'est nettement allongée, à deux ou trois mois.

La Banque de France a dû intervenir en achetant du mark pour l'empêcher de descendre en dessous de 3,0475 F. La baisse d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France, répercutée immédiatement sur l'eurofranc, n'a, en rien, refroidi l'enthousiasme. Il est vrai qu'à 9 1/4 %-9 1/2 % sur ces durées l'eurofranc offre la meilleure rémunération d'Europe en taux réel. Beaucoup diront que c'est trop cher, nuisible à l'économie, et que le franc artificiellement tenu ne cesse de se réévaluer par rapport au mark depuis plus de deux ans : passe encore de l'empêcher de glisser, mais le pousser à la réévaluation, c'est contre nature...

FRANÇOIS RENARD.



COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 SEPTEMBRE AU 20 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Livre	$ E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	–	–	–	–	–	–	–	–
	–	–	–	–	–	–	–	–
New-York	1,3640	–	11,4613	42,5895	34,9895	1,7295	31,1139	0,0519
	1,3400	–	11,2866	41,6666	34,3878	1,7064	30,6748	0,0514
Paris	11,9089	8,7250	–	371,99	305,28	15,0900	271,47	4,5301
	11,8724	8,8600	–	369,16	304,68	15,1194	271,77	4,5599
Zurich	3,2877	2,3480	26,9117	–	82,1554	4,0609	73,0554	1,2191
	3,2160	2,4000	27,0885	–	82,5309	4,0955	73,6196	1,2352
Francfort	3,8983	2,8580	32,7564	121,72	–	4,9429	88,9234	1,4839
	3,8967	2,9080	32,8213	121,16	–	4,9624	89,2034	1,4966
Bruxelles	78,8665	57,82	6,6269	24,6252	20,2309	–	17,9980	3,0021
	78,5240	58,60	6,6140	24,4166	20,1513	–	17,9754	3,0159
Amsterdam	4,3839	3,2140	36,8367	136,88	112,46	5,5586	–	1,6687
	4,3684	3,2600	36,7958	135,83	112,10	5,5631	–	1,6778
Milan	2627,86	1926	220,74	820,27	673,98	33,3103	599,25	–
	2603,62	1943	219,30	809,58	668,15	33,1569	596,01	–
Tokyo	328,99	241,20	27,6447	102,73	84,3947	4,1716	75,0467	0,1252
	324,95	242,50	27,3702	101,04	83,3986	4,1382	74,3865	0,1248

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 20 septembre 3,6173 F contre 3,6536 F le vendredi 13 septembre.

Les matières premières

Baisse des métaux, hausse des denrées

En général, le volume d'affaires sur les marchés commerciaux a été peu étoffé cette semaine, ce qui a pu accentuer un certain nombre de mouvements. Toutefois, le climat est resté indécis, et les écarts irréguliers du dollar se sont reportés sur les cours. En même temps, une pression s'est exercée sur la plupart des métaux sensibles à l'évolution de l'économie américaine.

MÉTAUX. – *La situation des stocks de cuivre tant à Londres qu'à New-York a déprimé les marchés du métal rouge. A l'exception de l'étain, soutenu par le directeur du stock du Conseil international de l'étain et en raison de l'état de siège instauré en Bolivie, tous les autres métaux ont été ternes à faibles : plomb, zinc et aluminium. Le gonflement des stocks de nickel a accentué la tendance déjà faible de ce marché, qui a retrouvé ses plus bas niveaux depuis dix-huit mois. La cessation d'achats de soutien aurait également suscité des ventes spéculatives.*

DENRÉES. – *Situation inverse à celle des métaux sur les marchés de produits agricoles. Le café s'est nettement raffermi. Le cacao est resté soutenu à ferme en raison de la crainte d'une extension de la maladie du « pod rot » dans certaines régions cacaoyères. La fermeté de la livre sterling contre le dollar a également servi le cacao, au plus haut à Londres depuis quatre mois.*

Ferme à Londres pour des raisons de taux de change par rapport à New-York, le sucre a été quelque peu ébranlé par la réduction du quota d'importation américain.

LES COURS DU 20 SEPTEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente)

MÉTAUX. – Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 978 (1 051) ; à trois mois, 1 002,5 (1 068) ; étain comptant, 9 137 (9 145) ; à trois mois, 9 111 (9 165) ; plomb, 289,25 (301) ; zinc, 502 (525) ; aluminium, 731,5 (767) ; nickel, 3 265 (3 550) ; argent (en pence par once troy), 456,5 (465). – New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 58,05 (59,70) ; argent (en dollars par once), 6,030 (6,026) ; platine (en dollars par once), 301,50 (312,80). – Penang : étain (en ringgit par kilo), 30,03 (29,67).

TEXTILES. – New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 60,20 (58,63) ; décembre, 59,50 (58,45). – Sydney (en cents par kilo), laine (peignée à sec), octobre, 613 (615). – Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 52 (53,70).

CAOUTCHOUC. – Kuala-Lumpur (en cents par kilo) : R.S.S. (comptant), 183 (183).

DENRÉES. – New-York (en cents par lb ; sauf pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 248 (2 158) ; mars, 2 308 (2 206) ; sucre, octobre, 5,17 (5,17) ; janvier, 5,31 (5,34) ; café, décembre, 138 (133,70) ; mars, 139,65 (135,70). – Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, octobre, 140,03 (134,80) ; décembre, 144 (138,80) ; café, novembre, 1 674 (1 647) ; janvier, 1 715 (1 684) ; cacao, décembre, 1 813 (1 785) ; mars, 1 836 (1 804). – Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 2 125 (2 085)) ; mars, 2 145 (2 115) ; café, novembre, 1 940 (1 895) ; janvier, 1 995 (1 960) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 520 (1 555) ; mars, 1 535 (1 565). Tourteaux de soja : Chicago (en dollars par tonne), décembre, 135,90 (133,50) ; janvier, 137,30 (135,10). – Londres (en livres par tonne), octobre, 125 (122) ; décembre, 126,50 (122,10).

CÉRÉALES. – Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 289,25 (293) ; mars, 295,75 (301) ; maïs, décembre, 218,25 (218,75) ; mars, 228,25 (229).

INDICES. – Moody's, 880,30 (879,60) ; Reuter, 1 726,50 (1 740,70).

Marché monétaire et obligataire

Inquiétude

Que se passe-t-il sur le marché financier français ? Pour la première fois depuis de nombreuses années, on a vu cette semaine les rendements des obligations monter et les cours baisser, à l'annonce d'une réduction du taux d'intervention de la Banque de France, ramené, jeudi, de 9 5/8 % à 9 3/8 %, en diminution d'un quart de point. C'est dire qu'une telle mesure, normalement accueillie par une baisse des rendements et une hausse des cours, n'a pas reçu l'accueil prévu, et ceci pour plusieurs raisons.

La première est qu'elle avait été largement anticipée, « téléphonée » comme on dit en argot de boxe, et ceci, dès le début de la semaine. Tout s'y prêtait. Comme nous le disions la semaine dernière, les taux sont trop élevés en France (à cause du franc), et les rendements avaient monté en août, alors que la désinflation bat son plein, + 0,1 % de hausse des prix en août.

Les pouvoirs publics n'attendaient qu'un signe pour reprendre le processus de détente des taux interrompu provisoirement en juillet dernier, et ce signal fut donné par l'annonce d'une balance commerciale équilibrée en août. Ce fut donc la réduction du taux d'intervention de la Banque de France, ramené à son niveau le plus bas depuis le 18 juillet 1979. Comme tout le monde le prévoyait sur la place de Paris, même la presse (*le Monde* du 19 septembre), son effet avait été largement escompté. En outre, beaucoup jugeaient cette réduction trop timide, et auraient souhaité 3/8 % de baisse, voire un demi-point.

La deuxième raison est que l'inquiétude a gagné certains acteurs du marché, notamment les gérants et responsables de SICAV court terme. Une fois de plus, comme en décembre de l'année dernière, avec l'annonce ministérielle et inopinée du projet de création de certificats de dépôts, une telle inquiétude, beaucoup moins brutale et tout à fait diffuse, entraîne une sorte de « gel » de liquidités, bien que ces dernières soient redevenues plus abondantes que fin juillet, grâce à la « diète » du mois d'août, au versement des coupons et au flux constant en provenance des SICAV court terme. Ce que redoute le marché, en fait, ce sont les nouveaux projets de la Rue de Rivoli sur l'élargissement du marché monétaire et l'introduction du papier commercial.

S'il est douteux que le papier commercial puisse être mis en place le 15 octobre prochain, comme on l'envisage rue de Rivoli, en revanche, l'accès de tous au marché de bons du Trésor en compte courant serait susceptible d'apporter quelques bouleversements, plus ou moins importants, ce qui inhibe les initiatives et incite à rester l'arme au pied, avec des placements très liquides.

Sans doute certains exagèrent-ils l'importance de ces bouleversements : sur les 20 milliards de francs de certificats de dépôts émis par les banques à ce jour, 350 millions de francs seulement ont été souscrits par les entreprises, le reste étant du papier entre banques. Il n'y avait donc pas de quoi en faire un épouvantail, comme le fit la Bourse en ce jour noir du 6 décembre 1984 : les entreprises allaient quitter en masse le SICAV de trésorerie pour se ruer sur les certificats...

Mais le malaise demeure, comme en témoigne le niveau élevé de rendements en fin de semaine, 10,84 % contre 10,90 % pour les emprunts à plus de sept ans, 10,49 % contre 10,57 % pour ceux à moins de sept ans, et 12,07 % contre 12,10 % pour le secteur pulic, selon l'indice Paribas.

Dans ces conditions, l'emprunt d'Etat de 15 milliards de francs lancé à la fin de la semaine dernière a été une vraie « glu » dans le sens où un emprunt qui se place est réputé « coller aux doigts » des réseaux de placement. A la veille du week-end, certains courtiers avouaient que la tranche à taux fixe n'était souscrite qu'à 40 % (80 % selon le co-chef de file, le Crédit agricole) et que le Trésor allait accorder des délais de paiement (en principe au 30 septembre). Nouveau démenti. Certes, cette tranche, souscrite essentiellement par les particuliers (75 %) contre 25 % pour les investisseurs institutionnels, se placera, mais elle « marche » beaucoup moins bien que celle à taux variable, destinée à 90 % aux SICAV et FCP de court terme.

Dans l'immédiat, on n'entrevoit guère de signe d'amélioration, et on irait plutôt vers un « gel » à l'approche des élections. Sur le tard, les propos de M. Lebegue, directeur du Trésor, faisant état de 90 à 100 milliards de besoins de l'Etat pour l'année, ont jeté un froid, puisque cela suppose une ponction d'une trentaine de milliards d'ici la fin de l'année. Ajoutons que le remboursement de l'emprunt obligatoire de juin 1983 avancé de juin 1986 à janvier 1986 va obliger le Trésor à emprunter lui-même les 18 milliards correspondants (intérêts compris). C'est beaucoup, tout cela...

F. R.

Le Monde

Croissance décevante aux États-Unis...

Selon l'estimation *« flash »* publiée vendredi 20 septembre, le produit national brut des Etats-Unis augmenterait de 2,8 % en rythme annuel au troisième trimestre. Ce chiffre, s'il est confirmé par les multiples révisions qui ont lieu à mesure que sont réunies les statistiques, indiquerait une reprise de l'activité depuis le second trimestre. Le taux de croissance atteignait alors 1,9 % selon la dernière révision à la baisse du chiffre (2 % précédemment) également publié vendredi.

Les performances de l'économie américaine restent pourtant inférieures aux espoirs de l'administration américaine, qui prévoit officiellement un taux de croissance annuelle de 3 %. Sur la base des données actuelles, le PNB ne progresserait que de 2 % cette année.

Pour le secrétaire au commerce, M. Malcom Baldrige, cette première estimation, *« si elle se confirmait, signifierait que l'économie émerge du marasme du début de l'année »*. Il a précisé que la forte progression de l'assemblage automobile a contribué pour un point à l'augmentation au troisième trimestre.

De la poursuite de la consommation privée dépend, dans une large mesure, la poursuite de la croissance. Les dépenses des Américains ont augmenté de 1,2 % en août, soit leur plus forte augmentation mensuelle depuis un an. Mais, pendant le même mois, les revenus des Américains ont cru de 0,3 % seulement, contre 0,4 % au cours de chacun des deux mois précédents.

... mais forte au Japon

Le produit national brut japonais (PNB) a augmenté de 7,9 % en rythme annuel et en termes réels au cours du deuxième trimestre de 1985. Dynamisée par les exportations de voitures vers les Etats-Unis et de postes de télévision couleur à destination de la Chine, l'activité a progressé de 1,9 % par rapport au premier trimestre de l'année, au cours duquel la croissance n'avait été que de 0,2 %.

Concernant la demande intérieure d'avril à juin, l'investissement dans le secteur du bâtiment industriel et de l'équipement a fait un bond de 5,3 % par rapport au premier trimestre et de 12,6 % par rapport à la même période de l'an dernier. D'autre part, les dépenses des ménages ont enregistré une légère hausse de 0,7 % par rapport au premier trimestre, qui avait connu une augmentation de 0,9 %.

La demande intérieure japonaise a été au cœur des discussions commerciales avec ses partenaires, notamment avec les Etats-Unis, qui ont pressé le Japon de stimuler son marché intérieur pour réduire leur déficit commercial.

● *Les familles des diplomates français détenus au Liban reçues par M. Mitterrand.* – La fille de M. Marcel Carton et l'épouse de M. Marcel Fontaine, les deux diplomates enlevés le 22 mars dernier, ont été reçues vendredi par le président de la République. En quittant l'Elysée, Mme Carton El Khoury, a indiqué que le chef de l'Etat n'avait *« pas de nouvelles »* des détenus.

EN VISITE A WASHINGTON

Le cardinal Glemp souhaite la levée des sanctions économiques contre la Pologne

De notre correspondant

Washington. – En « visite pastorale » aux Etats-Unis depuis mardi dernier, le cardinal Glemp y a implicitement défendu, vendredi 20 septembre, le droit de Solidarité à une existence légale. Reprenant un thème longuement développé par le pape en *juin 1983, lors de sa* deuxième visite dans sa patrie, le primat de Pologne a en effet vu dans la diversité et l'unité des disciples du Christ le fondement biblique d'une *« loi de la vie sociale dont le bénéfice ne peut être refusé à quiconque »* : le droit d'association.

Ce droit, a-t-il dit dans l'homélie qu'il prononçait à la cathédrale St-Matthhem, à Washington, *« a ses racines dans chaque famille »* et *« habilite ceux qui veulent se réunir pour de bonnes raisons à rejoindre différentes organisations sociales »*. Au cours d'une conférence de presse tenue quelques heures plus tard, le cardinal a également rendu un hommage personnel à M. Walesa, décrit comme la personnalité *« la plus compétente et la plus responsable »* du syndicat dissous.

Opposant une ecclésiastique langue de bois à toutes les tentatives pour lui arracher de véritables déclarations politiques, le primat n'est pas allé plus loin dans l'audace, respectant ainsi la tradition qui interdit aux dignitaires de l'Eglise polonaise de critiquer de l'étranger les autorités officielles. Le gouvernement de Varsovie pourra même trouver consolation à l'homélie de St-Matthem dans la réitération par le cardinal Glemp de sa critique des *« injustes »* sanctions économiques américaines dont la levée complète devrait, a-t-il souhaité, *« marquer le début d'une période de bonne collaboration »* entre les deux peuples. Autre motif de satisfaction pour le régime polonais : le primat n'a pas hésité à évoquer avec désapprobation *« le petit nombre de prêtres* [polonais] *qui préfèrent prononcer des sermons politiques plutôt que de prêcher l'Evangile »*.

Sans indiquer les raisons de son optimisme, le chef de l'Eglise polonaise a enfin affirmé que les discussions en cours depuis deux ans et demi sur la création – à partir de capitaux réunis par les épiscopats des pays de l'Ouest – d'un fonds d'aide à l'agriculture polonaise privé aboutiraient *« à une issue positive dans les prochaines semaines »*. Le cardinal a néanmoins nié tout lien direct entre sa visite et ce projet et refusé aussi de commenter l'idée, étudiée par Rockfeller Foundation, d'une fondation internationale pour l'agriculture de son pays : les deux choses, s'est-il contenté de dire, ne sont pas contradictoires.

Invité par la Conférence épiscopale américaine, le cardinal Glemp a confirmé qu'il ne recontrerait, durant son séjour d'une semaine, aucun dirigeant des Etats-Unis. Cela tiendrait, à l'entendre, au fait qu'il est *« un homme d'Eglise, sans compétence pour mener des conversations politiques »*. En réalité, cette anomalie s'explique premièrement par l'exposé du désaccord sur la question des sanctions auquel aurait donné lieu une rencontre avec M. Reagan, et deuxièmement par l'impossibilité pour le primat d'être officiellement reçu par les autorités américaines, alors que le général Jaruzelski – qui viendra aux Nations unies la semaine prochaine, ne le sera pas.

Après ses escales de Philadelphie et de Washington, le cardinal Glemp devait se rendre, ce samedi, à Detroit avant de regagner, mardi, la Pologne.

BERNARD GUETTA.

En Corée

PREMIÈRES RÉUNIONS DE FAMILLES DEPUIS QUARANTE ANS

Séoul. – Des familles séparées des deux Corées sont arrivées vendredi 20 septembre à Séoul et à Pyongyang pour retrouver les leurs après avoir franchi une frontière hermétiquement fermée depuis quarante ans par les régimes ennemis du Nord et du Sud.

Cent cinquante et un Nord-Coréens et Coréennes, arborant sans exception l'effigie du « grand leader », Kim il Sung, à la boutonnière, sont passés au Sud en traversant la zone démilitarisée. A Pammunjom, en milieu de matinée. Au même moment, un nombre égal de Sudistes, parmi lesquels figure un évêque catholique, gagnaient l'autre côté de la ligne de démarcation.

« C'est un moment historique », a déclaré le chef de la délégation nord-coréenne et président de la Croix-Rouge, M. Son Sung Pil. Son homologue du Sud, M. Kim Sang Hyup, a indiqué qu'il se rendait à Pyongyang porteur d'un espoir partagé par les soixante millions de Coréens du Nord et du Sud.

Les présidents des deux Croix-Rouges conduisent des délégations composées de cinquante membres de familles séparées, de cinquante artistes, de trente journalistes et de vingt personnes d'encadrement.

Ce premier échange, bien que modeste et très limité dans le temps (quatre jours seulement), est l'aboutissement des négociations qui avaient repris il y a un an entre les deux régimes antagonistes de la péninsule. Il constitue les premières retrouvailles entre familles séparées et privées de tout contact, même épistolaire, depuis la guerre et la partition de la Corée au début des années 50. – *(AFP., UPI., Reuter).*

En URSS

« Les traditions du mouvement stakhanoviste correspondent aux exigences de notre temps » estime M. Gorbatchev

De notre correspondant

Moscou. – M. Gorbatchev a invité ses compatriotes à faire autant en matière de croissance industrielle dans les quinze années qui viennent que ce qui a été accompli depuis l'instauration du pouvoir soviétique en 1917. Le secrétaire général a lancé ce défi, qui rappelle ceux qu'affectionnait jadis Nikita Khrouchtchev, en recevant vendredi 20 septembre au siège du comité central *« un groupe de vétérans du mouvement stakhanoviste »*. M. Gorbatchev était flanqué pour l'occasion de la quasi-totalité des membres du secrétariat du Comité central.

« Les traditions du mouvement stakhanoviste ne sont pas révolues (...), mais correspondent aux exigences de notre temps », a affirmé M. Gorbatchev. Le secrétaire général avait déjà célébré à la fin du mois dernier le cinquantième anniversaire de l'exploit d'Alexis Stakhanov, un mineur ukrainien qui, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, aurait, à lui seul, extrait 102 tonnes de charbon en moins de six heures. Stakhanov, qui avait vingt-neuf ans, à l'époque, était devenu l'objet d'un véritable culte pendant les années staliniennes. Il avait été érigé en modèle pour la classe ouvrière tout entière.

L'« exploit » même de Stakhanov est controversé. Ses camarades de travail auraient révélé après la mort de Staline qu'ils lui facilitaient la tâche en pratiquant à l'avance de larges entailles dans la veine de charbon que Stakhanov débitait ensuite à vive allure. Ces doutes, de même que les réticences des ouvriers soviétiques, qui ont gardé le souvenir des cadences infernales imposées sous Staline grâce à Stakhanov, n'effleurent visiblement pas l'esprit de M. Gorbatchev.

Le secrétaire général multiplie les discours dans lesquels il ne cesse d'exhorter ses concitoyens à travailler mieux et encore davantage. Il perçoit même déjà un changement. *« On assiste à un accroissement de l'activité des gens*, a-t-il dit vendredi (...). *Ils recherchent des solutions novatrices aux problèmes, des modes plus performants d'organisation de l'émulation socialiste. Bref, ça bouge et nous avons des résultats. »*

DOMINIQUE DHOMBRES.

LES AUTORITÉS SUD-AFRICAINES RECONNAISSENT QU'ELLES AIDENT L'UNITA EN ANGOLA

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné à l'unanimité, vendredi 20 septembre, le raid sud-africain en Angola. Il a prévu l'envoi d'une mission de trois membres dans ce pays pour évaluer les dommages causés par l'opération.

Au cours des débats, le représentant de l'Afrique du Sud a répété la thèse officielle selon laquelle le raid visait les bases de la SWAPO afin de prévenir des incursions en Namibie. Toutefois, le ministre sud-africian de la défense, M. Magnus Malan, a déclaré, vendredi dans un communiqué, que Pretoria considérait l'UNITA, dirigée par M. Jonas Savinbi, comme un allié important dans la lutte contre l'*« agression communiste »* dans la région et lui accordait une *« aide humanitaire, matérielle et morale »*. Jusqu'alors l'Afrique du sud n'avait jamais démenti qu'elle aidait l'UNITA mais ne l'avait pas reconnu officiellement.

M. Malan a ajouté que Pretoria cesserait d'aider l'UNITA si toutes les forces étrangères quittaient l'Angola, allusion aux quelque vingt-cinq mille soldats cubains qui prêtent main forte aux troupes du président Dos Santos.

Le pasteur Allan Boesak, dirigeant de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, arrêté le 27 août, a été libéré sous caution vendredi. Il demeure inculpé de « subversion » et comparaîtra devant un tribunal en novembre. – *(AFP, AP.)*

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1985 a été tiré à 537 013 exemplaires

A B C D E F G

Aux Philippines

La police tire sur des manifestants : vingt morts

La police de la ville d'Escalante, dans l'île sucrière de Negros, au centre des Philippines, a ouvert le feu, vendredi 20 septembre, sur une foule d'agriculteurs manifestant contre le régime du président Marcos. Selon les sources officielles, vingt civils ont été tués et une quinzaine d'autres blessés. L'archevêque de Negros, Mgr Fortich, a qualifié cette action de *« massacre de sang froid »*.

Ce drame, le plus sanglant depuis les affrontements survenus, en septembre 1983, aux abords du palais présidentiel de M. Marcos, entre policiers et manifestants (onze morts), a eu lieu à la veille du treizième anniversaire de l'imposition de la loi martiale, après qu'un large front d'opposition eut appelé aux manifestations et grèves « populaires » dans tout le pays et alors que les forces armées sont en état d'alerte maximale.

Il s'est produit dans une région qui comptait, hier, parmi les plus prospères, mais qui est, aujourd'hui, très appauvrie par la crise économique, l'effondrement des cours du sucre et la gabegie.

M. Marcos avait imposé la loi martiale en 1972. Il l'avait formellement levée en 1981. Il n'en garde pas moins *de facto* des pouvoirs d'exception discrétionnaires. *(AFP., UPI., Reuter).*

● *Un nouveau type de mine soviétique.* – Un navire britannique qui participait, durant l'été 1984, à la campagne de déminage du golfe de Suez et du détroit de Bab-El-Mandeb, a repêché une mine soviétique d'un type nouveau, dont le démontage par les experts de la Royal Navy s'est révélé *« très riche d'enseignements »*, a-t-on appris vendredi 20 septembre à l'OTAN. Il s'agirait d'un tube de 3 mètres de long et de 50 centimètres de diamètre, pouvant être éjecté par un tube lance-torpilles ou largué d'un avion, voire mouillé par un simple cargo.

« RAN » SOUS LES ÉTOILES

Les hooligans au cinéma

Pour l'hommage qui lui est rendu depuis plusieurs jours en France, le cinéaste japonais Akira Kurosawa a offert, vendredi soir, son travail des trois dernières années : les images grandioses de *Ran*, projetées sur l'écran géant que la fête du cinéma avait tendu, face au parvis de Beaubourg, aux charpentes du Centre Georges-Pompidou.

On n'aurait pas pu rêver mieux pour la première mondiale – hors Japon – que cette cette salle en plein air, que cette fosse en pente douce encadrée par les immeubles des Halles qui allaient buter sur le front de scène du temple culturel, toutes lumières éteintes.

Ran sous les étoiles a pris, vendredi soir, encore un peu plus de force. L'espace donné par le cinéaste aux déchirements guerriers d'une lutte fratricide dans le Japon médiéval s'est approfondi des dimensions du cadre à ciel ouvert et de la remarquable qualité technique de la projection.

Mais c'était aussi courir le risque de la rue, permettre à une des composantes de la vie du quartier, la « zone » gouailleuse et agressive, de jouer les perturbations. Pour ne pas donner à cette première de *Ran* le caractère d'un rassemblement de privilégiés, on avait laissé, malgré la présence de plus de quatre cents policiers, l'accès à peu près libre aux abords du parvis. Sans doute a-t-on eu tort, car quelques dizaines de « hooligans », en manque des parfums forts des stade, ont entraîné quelque deux ou trois centaines de gogos envieux dans un déprimant concert de sifflets et de vociférations. Rien n'y a fait, pas même les tentatives de médiation du ministère de la culture. Il a fallu la musique de Toru Takemitsu au plus fort et la fureur de la bande-son lors des combats de *Ran* pour imposer silence.

Cette foule sur la gauche du parvis, ce son additionnel de la rue n'ont pas ému Akira Kurosawa. Le cinéaste, à qui Louis Malle, devant un parterre d'acteurs, a remis un trophée du festival de Cannes pour l'ensemble de son œuvre, avait surtout à cœur ce soir-là de remercier les Français pour leur part prise dans la création de *Ran*. Et principalement, a expliqué le cinéaste, *« du fond du cœur, Serge Silbermann, qui a accepté de devenir le producteur du film »*.

Ph. Bg.

LA POLITIQUE DE M. MEXANDEAU

● Le projet d'accord CGE-ATT n'a rien de pressant
● La poste veut concurrencer les coursiers internationaux

« Il est normal que la CGE cherche des alliances. » Commentant le projet d'accord élaboré par M. Pebereau, PDG de la Compagnie générale d'électricité, avec le géant américain ATT, M. Louis Mexandeau a estimé, le vendredi 20 septembre, à l'occasion du SICOB, que cette recherche n'avait *« rien de nouveau ni de pressant »*.

Le ministre délégué aux PTT confirmait ainsi que le gouvernement s'était donné un délai de réflexion sur ce projet, qui permettrait à la CGE de vendre certains matériels de télécommunications aux Etats-Unis en échange de 15 % du marché des PTT françaises, laissés à ATT (*le Monde* du 12 septembre). Pour M. Mexandeau, l'accord sera examiné à la lumière de quatre critères : le volume attendu des ventes de la CGE outre-Atlantique (un flou demeure en effet à ce sujet), l'impact de cet accord sur les exportations vers les autres pays (si les PTT achètent des centraux ATT, cela risque de nuire à l'image de marque de la CGE elle-même), la cohérence d'un accord américain avec la politique européenne de la France, et, enfin, le sort de la CGCT – autre société nationalisée – qui fabriquerait sous licence les centraux ATT (impact sur l'emploi). *« Il n'y a pas encore de réponse »* à ces questions, a précisé le ministre, qui a indiqué que des discussions étaient ouvertes avec d'autres *« partenaires possibles »*.

On a appris, d'autre part, que M. Goury, directeur du cabinet de Mme Cresson, et M. Hirel, directeur du cabinet de M. Mexandeau, avaient été chargés, jeudi, de suivre ce dossier. Décision bien utile, puisque les imprécises responsabilités des ministères dans cette affaire avaient, précédemment, conduit à une confusion regrettable.

D'autre part, M. Mexandeau a répliqué à M. Bérégovoy à propos de l'accord avec SOFINCO *(lire, par ailleurs, l'article de Serge Marti)* et indiqué que cette administration allait créer une filiale de droit privé destinée à concurrencer les coursiers internationaux. La poste répond aussi à la *« déréglementation »* du transport de courrier. M. Mexandeau estime, plus généralement, que la création de filiales des PTT *« donne de la souplesse »* au service public, et lui permet de faire la preuve qu'il est à la fois *« efficace et juste »*. Le ministre a reconnu toutefois qu'il y avait *« un débat »* sur les structures des PTT et que des décisions seraient prises à ce sujet.

E.L.B.

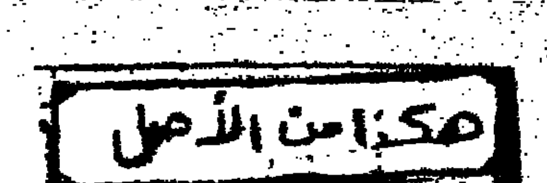
Football

DIXIÈME VICTOIRE DU PSG EN CHAMPIONNAT

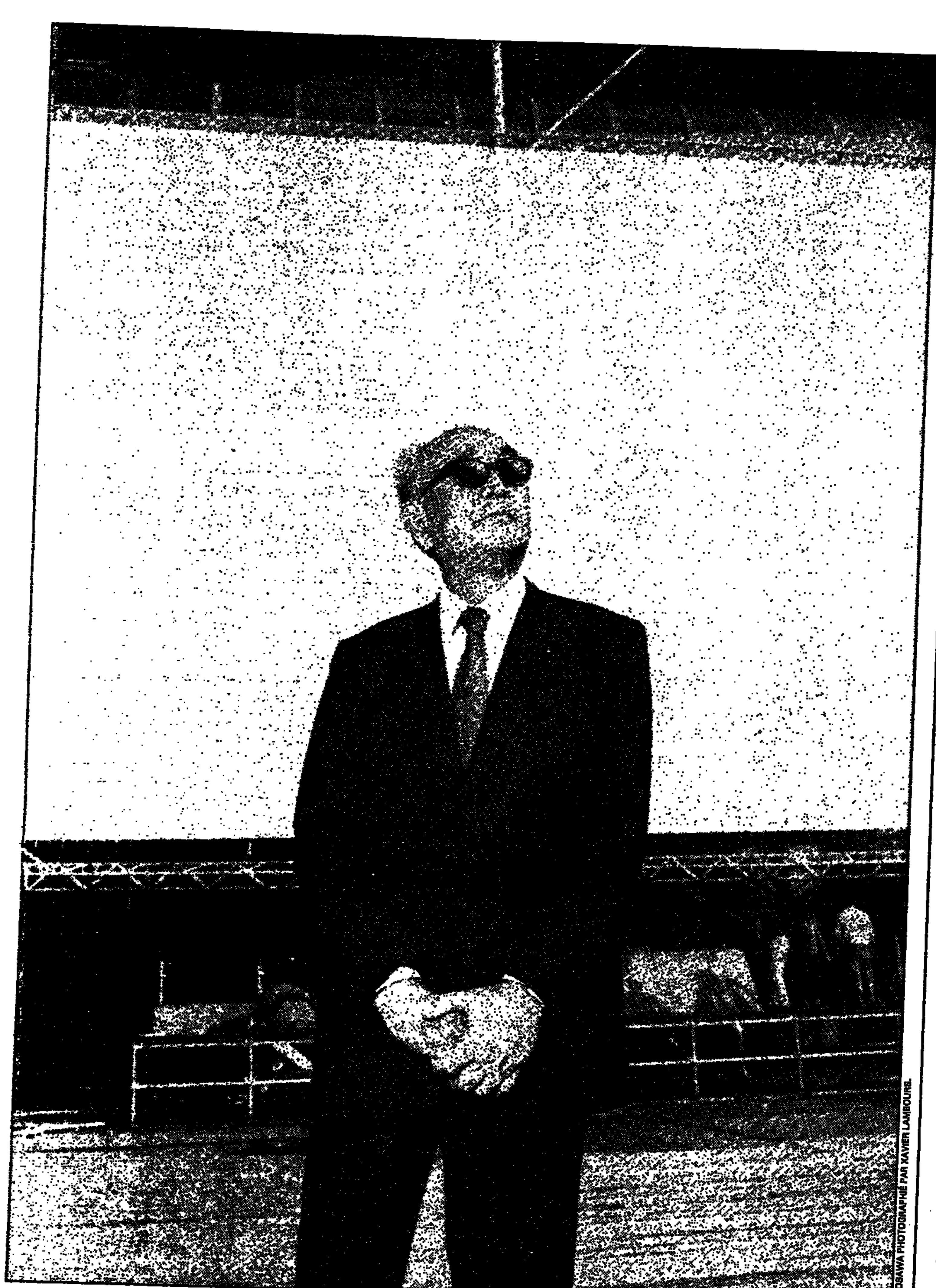
Nouvel exploit du Paris-SG : à l'occasion de la douzième journée (matches avancés) du championnat de France de première division, l'équipe de Gérard Houiller, qui était menée 0-2 par les joueurs de Lens opérant sur leur terrain, a réussi à s'imposer 3-2, pour la dixième fois depuis le début de la saison grâce à un penalty de Rocheteau (62e min.) puis deux buts de Jeannol (71e min.) et Susic (81e min.). Les autres résultats du 20 septembre sont les suivants :

* Sochaux et Nancy, 1-1 ; * Toulouse b. Le Havre, 1-0 ; Brest b. * Rennes, 4-0 ; * Bastia b. Lille, 2-0 ; * Strasbourg et Marseille 0-0.

● TENNIS : *tournois de Genève et de Bordeaux.* – Thierry Tulasne et Henri Leconte se sont qualifiés, le 20 septembre, respectivement pour les demi-finales des tournois de Bordeaux et de Genève en battant les Tchécoslovaques Pimek (6-1, 6-1) et Vajda (7-5, 6-1). Leurs prochains adversaires devraient être l'Uruguayen Perez pour Tulasne et le Suédois Wilander pour Leconte.



Le Monde
AUJOURD'HUI


KUROSAWA PHOTOGRAPHIE PAR XAVIER LAMBOURS.

KUROSAWA LE 8e SAMOURAI

Le cinéaste japonais honoré à Paris (page III).

Du premier Lion d'or du Festival de Venise en 1951 à la sortie de «Ran», sommet jumeau de «Kagemusha».

Deux personnages, deux destins.

Dame Kaede, sainte et succube. Hidetora, le tueur rassasié (page IV).

Productuer de «Ran», Serge Silberman a vécu l'histoire du cinéma de l'après-guerre en compagnie de Melville, Jacques Becker, Bunuel. Il raconte dans une large «cinémascopie» son aventure, et les difficultés de la création dans un monde livré aux pressions de l'argent et soumis à la tyrannie du succès (pages V à VII).

CHRISTO S'EST EMPARÉ DU PONT-NEUF

Projet qui scintillait dans ses cartons depuis près de dix ans, la mise sous toiles du Pont-Neuf à Paris vient d'être réalisée ces jours-ci par Christo, artiste d'origine bulgare installé aux Etats-Unis.
Les Parisiens auront quinze jours pour juger de la réussite ou non de la nouvelle œuvre de celui qui en 1974, à Rome, empaquetait le mur de Marc-Aurèle.


LE DIASCORN/VIVA



Supplément au nº 12643. Ne peut être vendu séparément. Dimanche 22- Lundi 23 septembre 1985.

COURRIER

DÉCORS D'ÉTAT

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du dossier que *le Monde* a consacré aux studios de cinéma. Les études réalisées et les analyses développées m'ont semblé globalement très élaborées et conformes à la réalité actuelle de ce secteur d'activité.

Je suis toutefois très surpris de constater que cet ensemble d'activités a été mis au point sans que les rédacteurs aient éprouvé le besoin de consulter le ministère de la culture ou le CNC. Cette omission entraîne un certain nombre de lacunes graves et parfois d'appréciations erronées.

En effet, si les studios de prises de vues sont des entreprises privées, on ne doit pas ignorer que, comme toutes les activités liées au cinéma, ils entretiennent avec l'Etat, à travers le CNC, des relations privilégiées qui ont connu un réel renouveau ces dernières années.

En 1984, a été mis au point un plan de trois ans de modernisation des studios auquel l'Etat a apporté une aide financière globale d'environ 15 MF. Cette aide a bénéficié aux quatre studios agréés : Eclair, les Studios de Boulogne, Paris studios Billancourt, la Victorine.

Dans le cas de la Victorine, l'aide a été de 6,5 MF, et a joué un rôle déterminant dans le redémarrage de ces studios, qui ont d'ailleurs été inaugurés par M. Jack Lang, ministre de la culture.

Dans les trois autres cas, les programmes d'investissement ont été subventionnés à hauteur de 30 % et ont permis la rénovation des équipements électriques (Eclair, Boulogne, Billancourt) ou le réaménagement des plateaux (Boulogne, Billancourt).

De plus, en liaison avec la profession, le CNC a entrepris une réflexion d'ensemble sur « l'avenir des studios de cinéma en France » (rapport de M. Antoine Schwarz). Cet important rapport donne lieu actuellement à une large concertation entre les pouvoirs publics et les professionnels sur des questions aussi essentielles pour l'avenir que : les rapports entre la SFP et les studios de cinéma ; l'adaptation des studios à une nouvelle demande (films publicitaires, effets spéciaux) ; la modernisation des règles de gestion (tarification, parc de matériels, etc.).

JÉROME CLÉMENT,
directeur général du CNC.



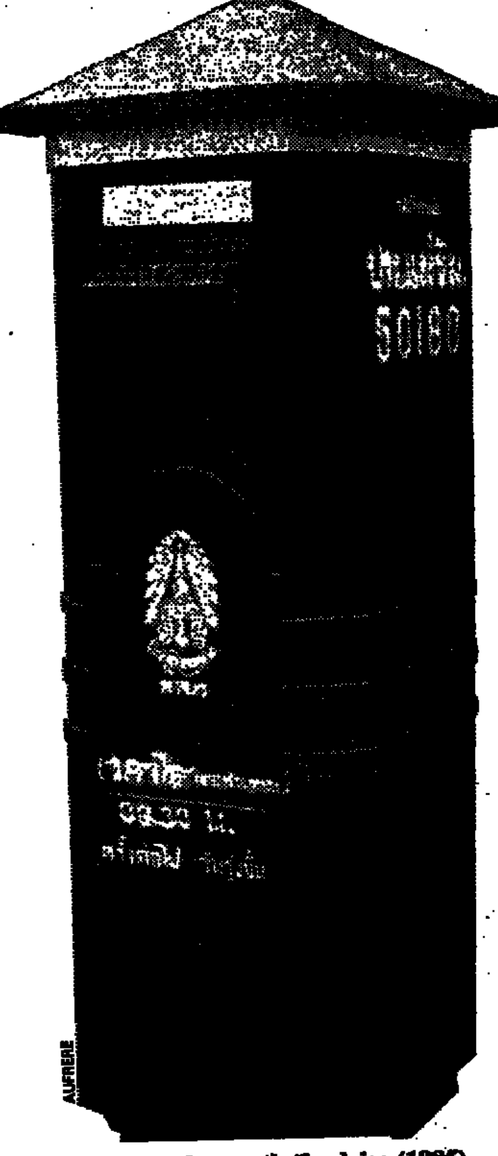
LES ÉCRANS DE L'IRE

Si, au moment opportun, M. Hersant fait main basse sur des réseaux tout prêts, il paiera pour cela et il sera très difficile de dire que les millions de Français rançonnés par l'ORTF sont spoliés.

M. Jean-Jacques Ledos, dans *le Monde* daté 8-9 septembre 1985 (courrier du supplément « Demain la privatisation »), dit fort justement que la finalité du service public n'est pas d'assurer le confort des personnels ; c'est pourtant ce qui se passe, causant l'effarement de ceux qui ont la malchance de s'égarer devant un écran. Par un processus que l'on ne peut que qualifier de miraculeux, tout est mauvais dans l'ORTF, y compris la météo. Il y a peu, la TV en grève a recueilli son audience habituelle pour la mire. Cette bouffonnerie en dit long.

M. Ledos est mal venu, pour ne pas dire malhonnête, d'appliquer le label de démagogue à Alain Madelin, alors que quelques centaines de nécessiteux politiques le justifient bien mieux, et il discrédite la « morale » en lui accolant un adjectif réservé jadis aux filles de mauvaises mœurs, d'autant que l'ORTF n'a pas même l'utilité indécente mais réelle d'un lupanar. L'ORTF est la suite facultative et payante de la crétinisation gratuite et obligatoire de l'éducation nationale ; la privatisation aura le mérite de supprimer la complicité involontaire du contribuable.

DANIEL GAUTHIER
(Lorient.)



AUFRERE

Boîte aux lettres thaïlandaise (1985).

PROBLÈME D'HOMMES

Les accidents de train se succèdent sans entamer la superbe assurance des dirigeants de la SNCF. Ce sont en effet presque tous des polytechniciens, et comme tels ils sont plus proches de la théorie que de la pratique.

La théorie, ce sont les procédés techniques de sécurité sensés fonctionner à coup sûr.

La pratique, c'est l'organisme humain qui, lui, ne fonctionne jamais à coup sûr. Un homme qui conduit seul de nuit un train à grande vitesse pendant plusieurs heures de suite est toujours à la merci d'un instant de fatigue et d'assoupissement susceptible de provoquer un accident.

C'est pour éviter ce risque que la plupart des autocars qui effectuent de longs parcours de nuit ont deux conducteurs qui se relaient. Alors pourquoi pas les trains ?

G. LAVARDE
(Paris.)

GREENPEACE A TORT OU A RAISON

A la suite des déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing à propos de l'affaire Greenpeace (*« Qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays », le Monde* du 29 août) et de la lettre de M. Philippe Monnier (*« Recht oder unrecht, mein Vaterland », le Monde* daté 8-9 septembre), on pourrait ajouter un texte de John Somerville, auteur du chapitre « Patriotism and War » dans le livre *Nuclear Weapons and Nuclear War* (Praeger Publishers, New York, 1984).

Il écrit : *« George Bernard Shaw a autrefois exprimé sous une autre forme la devise « right or wrong, my country », à savoir : « my mother, drunk or sober » (ma mère, ivre ou lucide). Mais, à la réflexion, il aurait dû dire : my mother's lawyer, drunk or sober (l'avocat de ma mère, ivre ou lucide) car le gouvernement n'est pas la nation elle-même mais simplement son représentant, autorisé temporairement à agir en son nom, sous certaines conditions et dans certaines limites... Et il est évident que la loyauté envers sa patrie, comme l'amour que l'on porte à sa mère, ne nous dispensent pas de critiquer, voire de désobéir, lorsque le gouvernement, ou notre mère, se comportent d'une façon déraisonnable ou en dépit du bon sens. »*

Docteur G. NINANE
(Tohogne, Belgique.)

LES « VERTS » AVEC LES « ROUGES »

Ne faut-il pas être paranoïaque accompli pour considérer que la campagne d'une poignée d'écologistes pacifistes est de nature à menacer l'avenir des armements nucléaires dont l'Etat français s'enorgueillit, parce qu'ils sont réputés assurer la paix en préparant ce qui risquerait, en tout état de cause, d'être la « der des der » ? Ou pour croire, comme on l'a suggéré ici ou là, que le bateau coulé s'apprêtait à espionner « nos » installations polynésiennes, que ces « verts » travaillaient en somme pour les « rouges » ? Et surtout pour décider de le couler au risque de tuer, ce qui fut le cas ?

Au demeurant, l'exemple, si l'on peut dire, d'un tel comportement vient de loin et de haut. N'est-ce pas Charles Hernu lui-même qui déclarait, la gauche à peine installée au pouvoir, que les pacifistes menaçaient l'avenir de la sécurité en Europe (interview au *Monde* du 2 juin 1981) ? N'a-t-on pas vu Mitterrand lui-même intervenir en janvier 1983, en pleine campagne électorale allemande, pour tancer une opinion publique peu encline outre-Rhin à se rendre à la déraison d'Etat ? Et n'est-ce pas encore lui qui vient d'enjoindre la marine française d'ouvrir le feu, le cas échéant, sur les mêmes pacifistes qui s'aventureraient dans « nos » eaux territoriales pour s'opposer à « nos » expériences nucléaires ?

Lorsque les plus hautes autorités de l'Etat, censées garder la tête froide en toutes circonstances, sont amenées à traiter des opposants démocratiques comme des ennemis à abattre, pourquoi voulez-vous que de simples « barbouzes » ne se sentent pas autorisées, qu'elles l'aient été réellement ou non, à passer aux actes ? Dans son discours d'intronisation à l'Elysée, Mitterrand se recommandait de l'enseignement de Jaurès, auquel son pacifisme a été fatal, comme on le sait. Aujourd'hui, c'est son héritier présumé, ex-premier secrétaire d'un parti qui n'a plus de socialiste que le nom, qui arme moralement le bras des assassins antipacifistes.

ALAIN BIHR
professeur de philosophie
(Strasbourg.)

Chronique

LEÇONS D'IMMIGRATION

par Robert Solé

ON ne consulte pas assez les historiens et on a tort. Sur un sujet comme l'immigration, qui suscite tant de passions en France, ils peuvent utilement nous rafraîchir la mémoire. *« Notre époque n'a pas inventé la xénophobie, elle n'a pas le monopole des assimilations difficiles »*, souligne un numéro spécial de *Vingtième siècle*, revue éditée par la Fondation nationale des sciences politiques, qui survole cent ans de *« melting pot à la française »* (1).

Au milieu du dix-neuvième siècle, la question ne se pose pratiquement pas. Si des Belges sont implantés dans le Nord, des Suisses et des Allemands dans l'Est et des Italiens plus au sud, il ne s'agit encore que d'un simple débordement de frontières. Les étrangers ne commenceront à faire peur qu'une trentaine d'années plus tard, lorsque, plus nombreux et plus solidement implantés, ils auront transformé un voisinage physique en *« un mécanisme de reproduction sociale »* (Hervé Le Bras).

En 1914, les Italiens représentent à eux seuls 20 % des habitants de Marseille. S'y ajouteront, un peu partout en France, des Polonais, des Arméniens, des Espagnols, des Arabes... perçus à tour de rôle comme des *« envahisseurs »* et des ennemis de l'intérieur. M. Le Pen n'était pas encore né qu'on criait déjà : *« La France aux Français ! »* Et sur quel ton, parfois ! Pierre Milza relève, dans les années 30, *« des sommets que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui »*.

« Nuées de sauterelles »

L'intégration des étrangers en France n'a jamais été une partie de plaisir. Tous d'ailleurs ne se sont pas intégrés. On oublie la partie immergée de l'iceberg : ces millions d'immigrés, déçus, découragés, qui ont fini par retourner chez eux. Décrits comme des *« hordes barbares »* ou des *« nuées de sauterelles »*, les *« Ritals »* donnèrent lieu, à la fin du siècle dernier, à de véritables émeutes xénophobes.

Quant aux *« Polaks »*, rappelle Janine Ponty, ils étaient arrivés par trains entiers après la première guerre mondiale, *« dans des conditions à peine imaginables : sélectionnés, douchés, vaccinés, photographiés, enregistrés, parfois même pourvus d'une pancarte accrochée sur la poitrine afin d'éviter qu'ils ne se perdent »*. Nombre de ces paysans, appelés à devenir mineurs de fond, ne tiennent pas sous le choc : *« Fréquemment, ils rompent leur contrat et s'enfuient sans papiers ni argent, ramassés sur les chemins par les gendarmes et traités en vagabonds. »*

L'immigration maghrébine n'a pas pas attendu les années 1970 pour être perçue par les Français comme un facteur d'insécurité dans les grandes villes. Charles-Robert Ageron rappelle qu'à la veille de la première guerre mondiale *« la grande peur des Parisiens face aux « Sidis » devint un thème familier de la presse populaire »*.

En 1934, un dirigeant de la CGT pouvait constater dans *le Peuple* : *« Vague xénophobe dans tous les milieux ou à peu près... Dans tous les endroits où les gens se rencontrent par hasard, train, autobus, métro, le sujet dominant de conversation est celui des étrangers. »*

« Le Polonais a toujours tort »

Dans cette France des années 30, touchée de plein fouet par le chômage, sévissait ce que Pierre Guillaume appelle *« la xénophobie légale »*. La plupart des professions se défendaient contre *« l'invasion »* : on avait même fixé des quotas pour les musiciens non français employés dans les restaurants et les hôtels. *« Le Polonais a toujours tort*, raconte Janine Ponty. *On l'accuse en phase de plein-emploi de faire baisser les salaires, en période de récession de prendre le travail aux mineurs du pays, et, lors de la mobilisation de 1939, d'entraîner le pays dans la guerre. »*

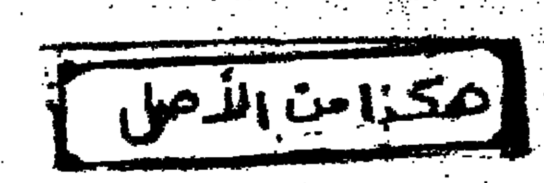
Relativisant les difficultés actuelles, Pierre Milza remarque que, depuis un siècle, à chaque vague migratoire, les nouveaux venus ont été perçus comme des gens dangereux, trop différents des Français : on les opposait aux vagues précédentes, désormais intégrées et réputées *« bonnes »*. Si aucune communauté étrangère ou presque n'a échappé aux difficultés, constate l'historien, ces difficultés ont *« toujours fini par se résoudre »*. Les Italiens qui passaient pour *« inassimilables »* à la fin du siècle dernier ne sont-ils pas aujourd'hui le modèle d'une intégration réussie ?

Les Italiens, comme les Polonais – et, plus près de nous, les Espagnols et les Portugais – viennent de pays catholiques d'Europe. On peut penser que le facteur religieux a facilité leur intégration. Ce n'est pas si simple, nous expliquent Ralph Schor et Gérard Noiriel : le catholicisme a été parfois un frein à l'assimilation, provoquant une concurrence entre clergés français et immigré. Chez les Polonais, par exemple, la religion a pu entretenir un sentiment nationaliste. Nombre de leurs prêtres ne cherchaient-ils pas à leur éviter d'être *« contaminés »* par des ouvriers français déchristianisés ?

A l'inverse, le facteur religieux n'a pas empêché les juifs de devenir des Français comme les autres malgré toute la force de l'antisémitisme. Mais cette intégration a demandé des siècles et ne s'est réalisée qu'après un holocauste.

Aujourd'hui, l'appartenance des Maghrébins à la culture arabe et à l'islam constitue, qu'on le veuille ou non, une difficulté. Sans doute finira-t-elle par être tournée, mais les vrais problèmes se posent dans le court terme. Regarder cette difficulté en face n'interdit pas de tirer les enseignements d'une histoire qui ne se répète jamais tout à fait... ■

(1) *Vingtième siècle*, n° 7, 1985 : « Etrangers, immigrés, Français », 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07.



KUROSAWA LE 8e SAMOURAI



Le cinéma est en fête et Akira Kurosawa est son héros. Paris l'accueille pour la sortie de son film-épopée Ran, produit avec l'aide de la France. Avant d'être célébré, le vendredi 20 septembre, devant Beaubourg, en plein-air et en foule, le maître japonais a reçu, jeudi soir, l'hommage des autorités politiques et du monde du spectacle.

DE MARBRE SOUS LE FEU DES ÉLOGES

par Philippe Boggio

MAIS à quoi peut-il bien penser ? Impossible de dépasser, malgré deux journées d'attention, cette simple et obsédante question : sur quelle montagne inspirée, sur quel sommet éternellement enneigé, galope la pensée d'Akira Kurosawa ? Pourquoi cette impression de distance fondamentale, cette profonde inaccessibilité, compensées il est vrai par une gentillesse de chaque instant devant tous les honneurs rendus par la France au vieux maître japonais à l'occasion de la Fête du cinéma et de la première mondiale – hors Japon – de *Ran ?* Aucun autre grand créateur n'aurait pu supporter sans réagir ces hommages à la chaîne, entendre sans gêne ces témoignages d'admiration, ces souvenirs du bonheur pris à la vision de tant de ses films. Au fil des heures et des preuves bafouillantes d'émotion se dégageraient un comportement, une sorte de ligne de défense chez l'heureux récipiendaire. On imagine comment quelques-uns des derniers monstres vivants du cinéma pourraient encaisser le choc de la résonance à leur œuvre quand Paris décide de battre le tambour de la reconnaissance, l'appétit goguenard d'un John Huston ou l'ironie d'un Orson Welles...

« Akira est plus insondable que le plus hermétique des Japonais », explique l'un des Français qui ont approché Kurosawa pendant les trois années de la préparation de *Ran.* Impénétrable, absent, mais par élévation, même quand son humour ravageur, ses brusques fous rires, trahissent la vitalité de cet homme de soixante-quinze ans. Le maître s'offre totalement au marathon de l'hommage, mais d'une attitude minimum, sourire lumineux et inclinaison rapide du buste, masque de cire, toujours protégé par ses lunettes sombres et le temps de la traduction. Quand il répond avec intelligence aux questions, c'est sur un fond d'automatisme, toujours dans le cadre étroit d'une matière, sans intimité, sans confidence, comme depuis longtemps préparé.

Depuis son arrivée en France, mercredi, Akira Kurosawa répète à qui veut l'entendre qu'il n'avait jamais reçu auparavant pareil accueil. Qu'il savait, mais pas à ce point, les Occidentaux plus fidèles à ses œuvres que les spectateurs japonais. Que les festivités préparées en son honneur, la projection de *Ran* sur écran géant sur le parvis de Beaubourg, la parution d'un livre spécial par l'équipe des *Cahiers du Cinéma* (1), l'exposition de ses dessins et des costumes du film au Centre Pompidou, sont *« disproportionnées par rapport à une œuvre plus élaborée que la précédente,* Kagemusha, *mais encore très imparfaite ».*

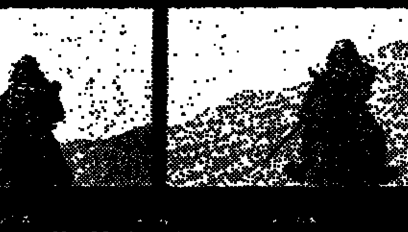
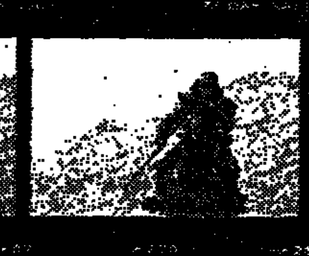
Bref, le maître dit ce qu'il doit à la France qui lui a permis, après l'URSS *(Dersou Ouzala)*, les Américains Francis Coppola et George Lucas *(Kagemusha)*, d'avoir pu bénéficier d'une aide que le Japon ne lui a jamais offerte.

Mais tout est dit très uniformément, du ton d'une étrange modestie, avec une banalité très appliquée. *« Votre film sera le plus grand tableau jamais exposé à Beaubourg »*, lui avoue, avec la fierté d'un inconditionnel, le directeur du Centre Pompidou, M. Jean Maheu. Kurosawa remercie, sourit, incline encore la buste. Il confie brièvement que, du temps de sa jeunesse, alors qu'il se destinait à la peinture, il rêvait d'être un jour exposé à Paris. *« Mon vœu est indirectement réalisé grâce à vous. »* Puis il se retranche dans la forteresse de son mètre quatre-vingts, dans la tour d'ivoire d'une sérénité lisse et indéchiffrable. Aldo Tassone, l'auteur italien d'un livre sur son travail (2), le poursuit dans les couloirs pour l'autographe de son exemplaire personnel. Le maître complimente, comme il se déclarera impressionné un peu plus tard par l'importance de la bibliographie sur son œuvre exposée à Beaubourg. Puis il retourne, malgré la meute des photographes, à des secrets jamais publiés, à cette autobiographie d'une vie de Kurosawa, s'obstine à ne plus rien dévoiler depuis sa *« période des années 50 ».*



XAVIER LAMBOURS

Matignon, le 19 septembre.




La visite du parvis, la piazza Beaubourg où les cavaliers féodaux de *Ran*, au cœur des Halles, doivent se déchaîner vendredi comme dans aucune salle au monde ? Cette première en plein-air ? *« Ça me fait penser à un terrain de base-ball »*, confie simplement le maître devant les grues qui dressent pourtant le plus impressionnant des écrans kurosawiens.

Plus insondable que le plus hermétique des Japonais... Et, finalement, ce n'est qu'au moment le plus attendu, le plus institutionnel, que le cinéaste nippon offrira quelque prise à notre besoin occidental d'émotion pour l'émotion, un peu de retour de tendresse, à l'attendrissement général. Très exactement, comme M. Laurent Fabius faisait, jeudi, dans les salons d'honneur de Matignon, de Kurosawa un commandeur de l'ordre des Arts et Lettres nationaux, la joie du vieux cinéaste, alors, a été un peu plus marquée, l'inclinaison du buste légèrement plus appuyée. Non pour la traduction des propos du premier ministre pourtant des plus chaleureux : *« Vous voici à la tête d'une œuvre cinématographique essentielle de notre temps (...). Vous êtes de ceux, très rares, qui ont su hausser le cinéma à la dignité de moyen d'expression total et universel. »* Non pour ces phrases, ni encore pour celle-ci : *« Vous êtes l'honneur de ce métier, vous appartenez au patrimoine de tous, donc au nôtre également. »* Mais pour le geste, le ruban, le baiser d'un homme politique à un artiste.

« A ce moment-là – nous confiera-t-il plus tard – *j'ai pensé aux hommes politiques de mon pays, et j'ai éprouvé un sentiment de honte pour leur indifférence à la culture. »* Il y avait à Matignon, fait rarissime – et sans oublier M. Jack Lang, – tout le box-office du cinéma français. Alain Resnais et Catherine Deneuve, les jeunes, Malavoy, Christophe Lambert et Robin Renucci, Philippe Noiret et Serge Reggiani, Gérard Oury et Carole Bouquet... Kurosawa remonté sur son olympe ne voyait déjà plus que du monde devant un buffet. Tout le cinéma français est là pour vous, savez-vous, lui répétait-on. Le maître souriait encore, s'inclinait. Bernard Giraudeau, Jane Birkin, s'avançaient, gauches, comme des premiers communiants. Kurosawa souriait toujours, un peu perdu, un peu dépassé. Ailleurs. Après enquête, le maître n'aurait vraiment retenu, avec un vif plaisir, de cet hommage collectif, que le récit du film sur le vent que Joris Ivens doit tourner en Chine, et la coluchérie de Coluche : *« Il paraît que vous avez du talent. »*

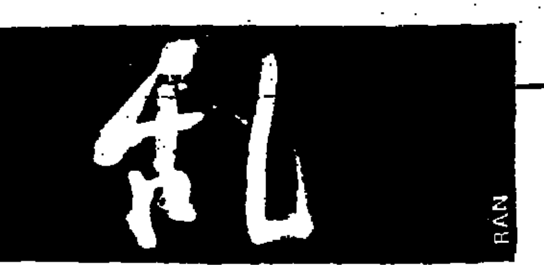
Soyons justes. Akira Kurosawa a pu, deux jours durant, conserver sans déplaire cette énigmatique façon d'être absent, par sa présence. Car il avait toujours à ses côtés, devant ou derrière lui, son producteur français Serge Silberman, artisan obstiné du monstre *Ran.* Son complice, très exactement son contraire. Et c'est sans doute le vrai bonheur de ces journées que cette association étrange mais réelle du samouraï silencieux et du Slave sentimental, ce duo de l'obscurité orientale et de l'exubérance juivo-polonaise.

A lui seul, Serge Silberman aurait largement réchauffé la qualité de l'accueil national si celle-ci était par malheur restée fraîche. La prévenance du vieux producteur français pour le maître, son attention empressée, sa générosité – *« Reprenez donc du caviar, encore un peu de vodka ».* – attiraient sur le visage de marbre de Kurosawa un tout autre sourire. *« La page est maintenant tournée pour nous deux après ces trois années*, nous expliquait Serge Silberman, presque les larmes aux yeux. *Restent maintenant les souvenirs, ces costumes exposés. Plus que cela encore : une page de la vie, de la sienne et de la mienne. Un grand chapitre. »*

Kurosawa était, c'était visible, plus attentif à cette sensibilité-là, et sans tout en comprendre sans doute, sans en prendre tout, la rangeait-il dans la partie interdite d'accès de sa vie. ■

(1) Le livre de *Ran* (Seuil, *Cahiers du cinéma*).

(2) Edité en 1982 chez Edilig.



RAN SOMMET JUMEAU DE KAGEMUSHA

par Jacques Siclier

Le nouveau film de Kurosawa fera penser à cette autre grande œuvre qu'était Kagemusha. Elle est pourtant différente et ne lui ressemble qu'en surface. Jumelle tout de même, elle s'inscrit dans la ligne de pensée d'un artiste en quête d'une vérité que lui révèlent les plus noirs tourments de l'âme de ses héros.



AU Festival de Venise 1951, la présentation de *Rashomon* (film tourné l'année précédente), qui devait remporter le Lion d'or, révéla Akira Kurosawa, alors âgé de quarante et un ans, et ouvrit le marché occidental au cinéma japonais, très peu connu. Au Festival de Venise 1955, *les Sept Samouraïs* valut, avec un Lion d'argent, une nouvelle consécration à Kurosawa. Il avait conquis sur la lagune la célébrité internationale. Saut dans le temps. Nous sommes au Festival de Cannes 1980. Celui que l'on considère comme le grand maître du cinéma japonais (Mizoguchi et Ozu, découverts tardivement en France, sont morts depuis longtemps) a soixante-dix ans. Son dernier film, splendide, *Kagemusha*, reçoit la Palme d'or. Même s'il la partage avec *Que le spectacle commence*, de l'Américain Bob Fosse, c'est le couronnement suprême. Car, au Japon, Kurosawa est tenu à l'écart.

Après *Barberousse* (1965), histoire d'un médecin des pauvres au dix-neuvième siècle, il est resté cinq ans sans tourner. L'échec cuisant de son premier film en couleurs, *Dodes'Kaden* (1970), a fait chuter sa carrière et l'a conduit à une tentative de suicide. En 1975, il est revenu au cinéma grâce à une coproduction avec les Soviétiques. Il a tourné un de ses plus beaux films, *Dersou Ouzala* dans la taïga de l'Oussouri. Ensuite, *Kagemusha* a été réalisé grâce à Francis Ford Coppola et George Lucas, qui ont obtenu une contribution financière de la 20th Century Fox. Les producteurs japonais n'en avaient pas voulu.

On ne peut pourtant pas faire de Kurosawa un cinéaste maudit en son propre pays et célèbre partout ailleurs. De 1943 *(la Légende du grand judo)* à 1965 *(Barberousse)*, il a tourné vingt-cinq films. Les tout premiers sont mal connus ou inconnus en Europe. Les autres l'ont rendu universel, après avoir été bien accueillis au Japon. Universel, voilà le grand mot lâché. Il va de pair, quand on parle de Kurosawa, avec humanisme. Pour celui-ci, le destin de l'homme, dans les temps reculés ou aujourd'hui, est la préoccupation essentielle, presque mystique.

L'influence du néo-réalisme italien a marqué les chroniques sociales du Japon contemporain, *le Chien enragé* (1949) et *Vivre* (1952) par exemple. Mais il y avait quelque chose en plus : le *dépassement du mal et de la souffrance*, une idée de rédemption. Sans négliger les auteurs et les sujets japonais *(Rashomon, les Sept Samouraïs, la Forteresse cachée, Yojimbo, Sanjuro*, parcourent les siècles), Kurosawa s'est souvent tourné vers la littérature occidentale : Dostoïevski, Shakespeare, Gorki. Les transpositions japonaises de *l'Idiot* (1951), de Macbeth sous le titre *le Château de l'araignée* (1957), des *Bas-fonds* (1957), s'adressaient au monde entier, l'esthétique étant toujours, chez Kurosawa, affaire de morale, qu'elle emprunte au réalisme, à la stylisation des estampes, ou à l'effervescence baroque : par les décors, les costumes, les éclairages, la mise en scène, le montage, son écriture cinématographique a dépassé le simple orientalisme.

Il n'aurait peut-être pas connu d'années noires si la production japonaise, standardisée à l'extrême, n'avait été régie par le seul souci de plaire au public, d'où l'importance de *Kagemusha* sur laquelle les jurés de Cannes ne se sont pas trompés. Le film est apparu comme une fusion parfaite (tant pour le sujet que pour les recherches picturales) de la culture japonaise et de la culture occidentale. *Maux de civilisation*, la guerre en particulier, respect de la personne humaine, de l'identité de l'être, valeurs spirituelles écloses sur *les ruines* de la tragédie, batailles du seizième siècle qui, le mouvement en plus, correspondent aux peintures italiennes de la Renaissance. On disait, alors, « c'est le sommet », pour ne pas prononcer le mot « testament » qui, même artistique, sentait la fin. Tant mieux puisque ce n'était pas la fin.

Aujourd'hui, il y a *Ran* (le Chaos), qui, par bien des côtés, plastiques surtout, ressemble à *Kagemusha*. Mais ce n'est pas *Kagemusha* en mieux ou en moins bien, évitons la comparaison, c'est un sommet jumeau en quelque sorte de l'œuvre de Kurosawa. Il maintient avec flamme cette *immense préoccupation humaniste* qui lui fait voir en l'orgueil et l'autorité tyrannique l'anéantissement de la sagesse et, par voie de conséquence, le glissement vers *la catastrophe*, l'anéantissement des liens familiaux et sociaux, la guerre, massacre des innocents, destruction des cultures. Malgré toute l'horreur du mal contaminant jusqu'à cette « femme-renarde » qui joue des rivalités des deux frères, sacri*fiant une épouse délaissée, figure* féminine qui, soudain, nous ramène à Dostoïevski (c'est vrai, aussi, de l'adolescent aveugle), le cinéaste penché sur le cloaque du monde espère malgré tout, contre tout. Au-delà de la mort, l'humanisme renaît de ses cendres.

Est-il hasardeux de dire que, *sans cela, le cinéma* de Kurosawa n'existerait pas ? ■

DAME KAEDE, SAINTE ET SUCCUBE

SES pas sont silencieux. Elle ne marche pas, elle glisse, figurine blanche, tout entière de soie lourde. Le blanc de la *soie ne « prend » pas la lumière*, il enferme l'immesurable profondeur des glaciers. Ce ne sont pas des reflets qui jouent sur le précieux tissu lisse. Une luminosité suave et crue s'en dégage, se propage et danse.

Elle. Les traits de son visage sont épurés par un maquillage blanc. Masque translucide, dont *le contour* parfait est cerné par une tache noire en forme de chevelure. On ne se souvient pas des lèvres, mais du dessin à l'emplacement des lèvres et qui manquerait s'il n'était pas. On se souvient de l'emplacement des sourcils rasés, juste perceptibles comme une cicatrice ancienne et, au-dessus, haut sur le front, il y a deux signes, deux rectangles sombres. Et, au-dessous, deux brûlots noirs dans l'ovale sans cils aux paupières estompées : les yeux.

Les yeux, on ne sait pas ce qu'ils regardent, d'où ils regardent. Quoi, derrière le masque translucide ? Certainement pas une chair vulnérable à la merci du temps. La perfection est inaltérable. Quoi, sous les plis de la soie ? Un corps peut-être, mais plutôt une absence, une imagination de corps dont l'intérieur du kimono retient la chaleur, la douce brûlure. *Quand elle marche, quand* elle glisse, c'est le kimono qui avance, reptilien, sans autre son que le chuintement du tissu qui effleure le sol. On devine le cou. On voit les mains se couler hors des manches pour menacer d'un *couteau ou bien* d'une caresse.

Sans aucun doute, cette main sait faire désirer la mort et sait la donner.

Dame Kaede *est* la femme de Taro, le fils aîné, tué au cours d'une bataille par son cadet Jiro, qu'elle séduit, subjugue, oblige à assassiner sa première épouse. Elle. Sa vie est consacrée à la destruction de la famille.

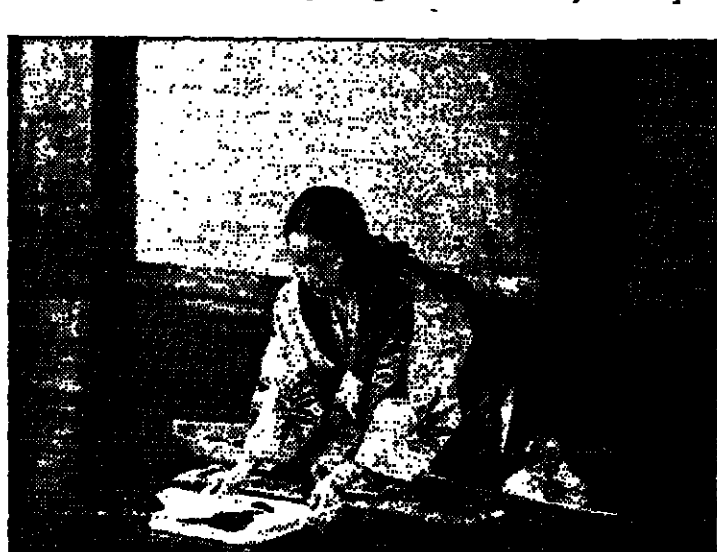
Dame Kaede symbolise la vengeance et tout ce que cette passion froide a de vertigineux. Fascination d'un jeu érotique avec la *mort, dont seule* la mort *établit* et connaît les règles. L'histoire de *Ran* et celle du *Roi Lear* se rejoignent en quelques points, mais les impulsions des personnages et leurs comportements sont trop différents pour que la comparaison soit *intéressante*. Et il manque au vieux roi dépossédé un partenaire essentiel, le comte de Gloucester, son double aux yeux crevés qu'il a chassé et qu'il retrouve *dans la solitude beckettienne de la* lande. Dans *Ran*, l'aveugle est un jeune homme sans visage, il n'y a pas de dialogue entre lui et le vieillard.

Le bâtard de Gloucester, Edmond, pourrait paraître le modèle de Dame Kaede. Lui aussi est *porté* par la vengeance, *lui aussi* pour la satisfaire utilise son pouvoir de séduction et l'exerce sur les filles mauvaises de Lear. Mais il est un homme. Aux femmes politiquement mariées, il apporte l'attrait direct de la sexualité.

Dame Kaede, femme sans corps, *enflamme les fantasmes*. Son pouvoir se situe au-delà du sexe, de la sensualité, des sentiments humains. Son érotisme est d'autant plus violent, « incontournable » qu'il est asexué, sans faille ni faiblesse. Il a la puissance des choses de religion. On pourrait dire que Dame Kaede est une sainte dans un univers où tendresse et morale sont totalement ignorés. Où le mot amour n'a pas sa place.

Cinq siècles et un gouffre entre deux cultures séparent Shakespeare de Kurosawa. Dame Kaede, la nature *même* de l'érotisme, Dame Kaede, succube.

COLETTE GODARD.



HIDETORA, LE TUEUR RASSASIÉ

UN homme prend le prétexte de l'âge pour vivre *la tentation* de l'abdication, du dénuement. Il précipite la loi de l'héritage. En fait de sagesse, de conciliation et de transmission, c'est un enfer qu'il *trouve et qu'il propage, feu et* sang tourbillonnent sur sa couronne abandonnée.

Quand il tente de le purifier en le passant à la jeune génération, il n'a pas oublié la dette et le spectre moral du pouvoir : que c'est au prix de la guerre, d'assauts san*glants, d'enfants aux yeux crevés*, de femmes qui ont sauté des donjons avec des poignards dans la gorge, d'éventrations mutuelles à un seul sabre et quatre mains, qu'il est devenu cet homme magnanime, un peu lassé de tuer, *qui peut relâcher au dernier* moment la pression de son arc, tannant du haut de son alezan une meute de phacochères en fuite, pour céder à un seigneur voisin la primeur d'une chasse. L'animal ou le dieu épargné dans le cochon *sauvage augure la perdition. Le* vieil homme a-t-il bien fait de ne plus cibler la bête, de faire croire à une défaillance de sa main comme à un signe, pour pouvoir se délester de la *tension du pouvoir* ? Il doit souhaiter qu'on en fasse un usage serein, et effacer sa maléfique provenance en l'offrant à une descendance qui ne s'est pas *salie dans ses affres, qui ne l'a pas* gagné ni mérité. Est-ce un beau cadeau à faire à des fils ce pouvoir apaisé débarrassé de sa rage ? Pourra-t-il justement *se survivre sans la rage* ?

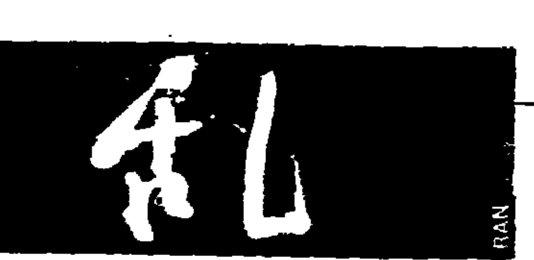


Hidetora *doit imaginer un pouvoir* neuf, qui ne serait pas hanté de faute et de rachat, qui se contenterait de collecter la bonne volonté des serfs. Lui-même *souffre que ses victimes soient si bien* disposées à lui pardonner. Kurosawa *nous* présente un grand tueur rassasié, au bord de la bonté comme d'un précipice. Si ce n'était pas lui qui avait commis le mal, un autre l'aurait fait à sa place. Et il l'a perpétré suffisamment proprement, c'est-à-dire avec *suffisamment de dégoût*, pour mériter peut-être de rêver à de plus grandes choses que la fatalité du pouvoir : par exemple, en compagnie d'un fou-folle qu'il serait enclin à battre sur son propre terrain en battant la campagne, à la vérité et à ses illusions. Les vieilles alternatives du bien et du mal ne sont plus que des figures inéluctables, les cartes à jouer d'un autre vertige, d'une autre fiction : la vérité.

Faut-il dire la vérité, bonne et *mauvaise*, et faut-il, comme Saburo à Hidetora ou Cordelia à Lear, dire ses quatre vérités à celui qu'on est persuadé d'aimer : les vérités éternelles ou inimaginables, *mirages ou concrétions*, entrelacs profond de la fidélité et de sa *défaillance, séduction en* spirale de la trahison, vaillance et fragilité des cœurs dans lesquels peuvent tout à coup se lover d'hargneux renards, puissances de la faiblesse, splendeurs des parjures, piteuses obsessions des vengeances. Un des soins de Kurosawa est de mettre sur la toile les teintes de ces faux-semblants : le jaune est la franche couleur de la traîtrise, le bleu ciel, celle de la pureté et de l'indéfectibilité, *mais* à l'intérieur de cette teinture ne manque pas de serpenter la cassure d'un filet jaune.

Si Hidetora n'avait pas fait ce faux pas d'une démission prématurée, comme pour pouvoir être juge et témoin de ses funérailles et voir flamber toutes valeurs, *Kurosawa n'aurait pu filmer* la beauté du « ran », du chaos, d'un roi déchu paré d'un casque d'orties.

HERVÉ GUIBERT.



SERGE SILBERMAN, CINÉMASCOPIE

par Yvonne Baby

GRANDS CRÉATEURS

La vie, la passion du producteur Serge Silberman, c'est le cinéma. Son histoire est faite d'histoires qui traversent, jalonnent et créent le cinéma. Une vie, une passion, une histoire, dont il fait lui-même le récit, avec la gravité d'un sage plein d'énergie et de sagacité, avec un regard et des sourires où passent des éclairs d'ingénuité, de tendresse, et souvent de malice. Le récit de Serge Silberman se découpe tout naturellement en épisodes, en temps forts. Ainsi l'adolescent polonais de Lodz, étudiant et polyglotte, fera-t-il le « voyage touristique » des camps de concentration en Allemagne, avant de se retrouver, par chance et par hasard, jeune producteur indépendant à Paris, sur le chemin de Melville et de Becker, qui le mènera à Bunuel, et ces trois dernières années vers *Ran* de Kurosawa. Chaque rencontre sera un film (et une amitié), chaque film une aventure, et chaque aventure une création, et une date pour le cinéma.



Serge Silberman photographié par Chris Marker, au pied du Fuji Yama.



MON goût pour un certain cinéma est lié au goût tout court. Le goût peut être inné, il peut naître dans la *kinderzimmer* (chambre d'enfant) ou en famille, ou à l'école, ou à l'université. Le goût se développe par comparaison, par contact, et peut n'avoir rien de commun avec la création. Mais tous les grands créateurs ont du goût. Bon ? Mauvais ? C'est l'histoire qui juge. Chez moi, le goût vient de tout un mélange de passé, de vécu, de rencontres.

Je suis né un 1er mai en Pologne, à Lodz. Les Russes venaient de se retirer, les Allemands arrivaient.

Mon père était industriel, ma mère une mère, très intelligente. J'ai une sœur plus âgée. Mes parents ont tout fait pour notre éducation. Nous sommes allés au lycée de Lodz, mais ensuite ce n'était presque plus possible de continuer nos études, à cause du *numerus clausus* et des pogroms, qui avaient lieu chaque vendredi dans les facultés. Je voulais faire des mathématiques, je savais le latin, et j'ai suivi quelques cours d'italien pour entrer sans concours dans une école polytechnique, à Milan. J'étais dans la section des mines, je suis resté là jusqu'en 1937, jusqu'à la parution de la loi anti-juifs (après le pacte Hitler-Mussolini).

Où aller ? me suis-je dit. Où pourra-t-on tenir compte de mes études en Italie ? Alors, j'ai choisi Liège, et je me suis mis au français. Une nouvelle langue, essentielle, qui s'ajoutait à l'allemand, au latin, de ma jeunesse à Lodz. Vous savez, le lycée de Lodz était une de ces écoles créées par des communautés juives laïques. Une école agnostique, où les professeurs appartenaient à un courant de gauche.

La Bible, comme la littérature hébraïque ancienne et moderne, je les ai étudiées en hébreu, bien sûr, mais d'un point de vue social, poétique. Je les ai abordées en termes d'éthique, et non en termes religieux. Mes professeurs étaient formidables. Ah oui ! j'ai appris beaucoup de choses. Mon professeur d'allemand me disait que c'était toujours plus beau d'écrire en phrases principales, et c'est ainsi depuis que j'écris. Allemand, polonais, hébreu ou français, anglais, dans n'importe quelle langue, je cherchais l'expression directe, simple. Avec des phrases principales, on peut tout dire. L'élégance, c'est la sobriété.

Je me trouve à Liège quand la guerre éclate et je décide de retourner voir mes parents en Pologne et de demeurer auprès d'eux. Je croyais pouvoir les sauver, mais tout s'est terminé très mal. Ils sont morts à Auschwitz. J'étais avec eux, puis séparé d'eux – au moment de la sélection – et j'ai participé à ce voyage touristique des camps, en Allemagne.

Des Russes, des Français résistants, des Luxembourgeois, des Italiens m'ont aidé à survivre. Parmi eux, il y avait aussi des gens soumis aux travaux obligatoires, qui habitaient en dehors des camps, et qui nous apportaient quelque chose de chez eux ou ce qu'ils avaient pu voler. Le commandant de l'avant-dernier camp, trop vieux pour le front, nous a fait un discours à l'occasion de Noël : « *Je souhaite,* a-t-il » dit, *que vous teniez jusqu'à* » *l'instant où vous serez libres.* » Mais, un mois plus tard, on nous évacuait vers d'autres camps. Nous allions d'Ouest en Est, à pied ou en train. On avait besoin de nous comme main-d'œuvre.

On est arrivé enfin au camp de Ludwigslust où nos lits étaient les trous que nous creusions dans la terre. Un matin, on nous a dit : « *Vous partez* », et nous sommes montés dans le wagon à bestiaux de l'un des deux trains qui entraient dans le camp. Un long temps s'est écoulé, notre train n'avait pas bougé, les canonnades se sont tues, le soir tombait. On avait l'impression que les kapos et les SS avaient disparu. Puis le soleil s'est levé, on a ouvert les portes, à part les mourants et les morts, le camp était vide. Dix minutes plus tard, trois soldats américains coupaient les barbelés et annonçaient par radio qu'ils venaient de trouver un camp. Que ceux qui peuvent, nous ont dit les soldats, essaient d'aller dans la ville proche, les autres seront transportés dans des camions-ambulances. C'était le 1er mai 1945, le jour de mon anniversaire.

A Lodz, je croise des gens qui disent : « Tiens, encore un survivant. »

La ville était à 8 kilomètres et, sur six cents, nous étions à peu près la moitié de valides. Je me souviens d'une scène mélodramatique : les soldats américains continuaient d'avancer sur les côtés de la route, et nous, au milieu, nous marchions de notre mieux en sens inverse. Je me rappelle très bien que les soldats pleuraient. Non, pas nous. Eux.

J'atteins la ville, l'armée me nourrit, je pesais peu, à l'époque. Des Américains nous prêtent une villa abandonnée, nous nous installons, deux jours plus tard, d'autres Américains nous secouent : « *D'où êtes-vous ?* » Certains d'entre nous, Belges, Luxembourgeois, Français, sont rapatriés. Nous, les Polonais, on nous remet à l'armée soviétique pour qu'on puisse revenir à Lodz. Cela prendra trois mois.

De 10 kilomètres en 10 kilomètres, en passant d'un camion à une voiture, et à un cheval, nous changeons de région militaire autant que de conditions de vie. Dans notre groupe, il y a un horloger, et nous habitons le village jusqu'à ce que toutes les montres des officiers et sous-officiers soient réparées.

Nous obtenons un laissez-passer, afin de poursuivre notre route, nous traversons toutes sortes d'endroits, réparant des montres. Et c'est Berlin, et ce sera Lodz. Là, en automne 1945, je ne retrouve plus personne de ma famille, ni oncles, ni tantes, ni cousins, ni cousines. Ma maison a été transformée en école, il faut que je cherche où m'abriter. Je croise des gens qui disent : « *Tiens, encore un survivant.* » Je comprends que je dois m'exiler.

Je quitte Lodz avec de faux papiers. Je suis un juif grec, mon laissez-passer est rédigé en russe. Je prends le train gratuitement, jusqu'à la frontière tchèque. Sur ma valise, j'ai une bouteille de vodka , si on me parle russe ou polonais, je fais semblant de ne rien comprendre et je réponds en hébreu. Tout le monde pense que c'est du grec.

Benès (1) vivant, je sais que je peux me faire ensuite rapatrier à Prague. Je fais comme si je voulais partir pour l'Amérique, car je veux (grâce à la Croix-Rouge) obtenir un visa de transit en France. Oui, je tiens à la France. Je me débrouille pour me faufiler dans un avion, me voilà à Paris, et bientôt avec une carte de séjour.

Nous sommes en avril 1946, j'ai vingt-neuf ans. Je me suis bien rétabli. Je pourrais rejoindre ma sœur, qui habite en Angleterre, mais je préfère à tout mon indépendance. Avec le peu d'argent qui me reste de Prague, je vais dans un petit hôtel en face de la Sorbonne, pour y vivre quelques jours.

Déjà, à Prague, je m'occupais de la fuite clandestine des juifs de l'Est et de l'Europe centrale vers Israël. A cette époque, je croyais qu'un peuple victime de tant d'oppressions, de massacres, devait retrouver sa terre et son indépendance, d'autant que renaissait alors un horrible nationalisme dans des pays où il aurait dû à jamais disparaître. Nous, juifs de Pologne et de Russie, nous avions les premiers découvert, après la guerre, ce qui allait être rendu public beaucoup plus tard : la résurgence du racisme et de l'antisémitisme.

Partisan d'Israël, je continue à Paris ce que j'avais commencé à Prague et je rencontre une jeune fille de dix-sept ans qui s'était cachée pendant la guerre dans le Vercors. Elle veut prolonger son aventure de la Résistance, elle devient ma collaboratrice, et sera ma femme. En 1947, L'Etat juif est reconnu indépendant par toutes les nations de l'ONU, et je cesse mes activités.

Je vivais de façon très simple. Je faisais toutes sortes de travaux – par exemple, j'organisais des transports, – et dès que j'avais de quoi pour trois ou quatre mois, je m'arrêtais. Je flânais dans les rues, j'explorais Paris, je trouvais des amis. L'argent n'avait pour moi aucune valeur. Quand j'en avais un peu, j'allais dans des hôtels modestes, quand j'en avais davantage, dans les meilleurs. J'avais peur de posséder quelque chose, car je me souvenais de mes parents. Peut-être ont-ils disparu, pensais-je, parce qu'ils ne voulaient rien abandonner, ni leurs objets, ni leur appartement, à quoi ils étaient beaucoup trop attachés.

Je découvre combien c'est difficile de jouer avec le talent des autres

Je mène à Paris une vie de bohème. Puis, à la fois, je me marie et je me rends compte que les parents de ma femme sont dans le cinéma. Marié, je dois songer à un travail sérieux, et mon beau-père m'envoie comme garçon à tout faire chez des amis à lui, qui ont une petite maison d'exportation de films. Je gagne le minimum vital – le salaire d'un poinçonneur de métro – mais je touche bientôt un supplément, en tant qu'associé aux bénéfices de l'entreprise. En fait, c'est mon beau-père qui nous aide, sans me le dire – il connaît bien mon souci farouche d'indépendance – en reversant le montant de cette participation à ses amis. Il faudra des années avant que je découvre ce geste, d'une rare élégance. Mon beau-père, lui, n'en parlera jamais. Dans cette entreprise – où je tape à la machine avec un doigt – j'apprends beaucoup et je rencontre beaucoup de monde.

Bientôt j'ai un enfant, puis un second. Je n'aime pas tellement le commerce, je change de direction et j'entre dans la production. Il n'est pas question encore de production indépendante – bien que j'essaie, en vain, de former une coopérative regroupant réalisateurs, auteurs, techniciens. Je veux faire des films *debout*, et trouver de l'argent *dehors*.

(Lire la suite page VI.)

SERGE SILBERMAN, CINEMASCOPIE

(Suite de la page V.)

Puis le hasard me mêle à la production et à la coproduction de deux films espagnols *Mort d'un cycliste* et *Calle Mayor* de Juan Bardem. Parce que Bardem fut arrêté dans l'Espagne de Franco (et libéré grâce à l'intervention de personnalités françaises), les négatifs et les rushes de *Calle Mayor* ont été envoyés par la valise diplomatique en France. Le montage et le mixage du film ont donc lieu dans un studio à Paris. Là, je fais mon apprentissage technique, là je rencontre Jean-Pierre Melville.

Voilà deux ans que Jean-Pierre Melville se promène avec un sujet : *Bob le Flambeur*. Il n'a pas un sou, moi non plus, mais comme le patron d'un grand laboratoire de Paris accepte de me prêter un peu d'argent liquide, nous décidons de faire un film en coproduction, lui étant le réalisateur. Nous tournons dans un hangar construit de nos mains, Henri Decae (2) qui se trouvait sans travail, est à la fois cadreur et directeur de la photo ; nous avons un électricien et, pour bouger la caméra, un machiniste qui, la nuit, installe les décors. Bien entendu, tous les acteurs sont des inconnus, et le film coûtera, en 1956, 16 millions d'anciens francs. Ainsi sommes-nous les précurseurs de la *nouvelle vague*.

Toujours le hasard, je fais la connaissance de Jacques Becker, au moment où, depuis deux ans lui aussi, il cherche à réaliser *le Trou*. Jacques Becker demande qui je suis à Georges Lourau, grand distributeur de l'époque, familier de Clair, de Clouzot, et soutien courageux des producteurs indépendants. Lourau sait peu de moi, pourtant il dit à Jacques Becker : *« Si Silberman est votre producteur, je rentre aussitôt dans le coup. »* Et je produis *le Trou*.

En travaillant avec Melville, je suis devenu son ami, en vivant avec Jacques Becker, je deviens le sien. Je l'aime beaucoup, c'est un choc d'apprendre qu'il est malade et qu'il ne pourra probablement pas achever son film. A cause de cette maladie, je dois passer un accord avec l'assurance pour que Jean Becker, son fils, alors très jeune assistant, puisse le remplacer. Ainsi, pendant quinze jours, je vais avec Jean chez Jacques, qui dessine et indique chaque angle, chaque objectif des scènes à tourner. Melville m'a préparé, de plus en plus je me familiarise avec tous les problèmes techniques et professionnels, je comprends mieux ce qu'est un objectif, ce que signifie un cadrage. Je commence à savoir comment mettre en images les paroles écrites sur le papier.

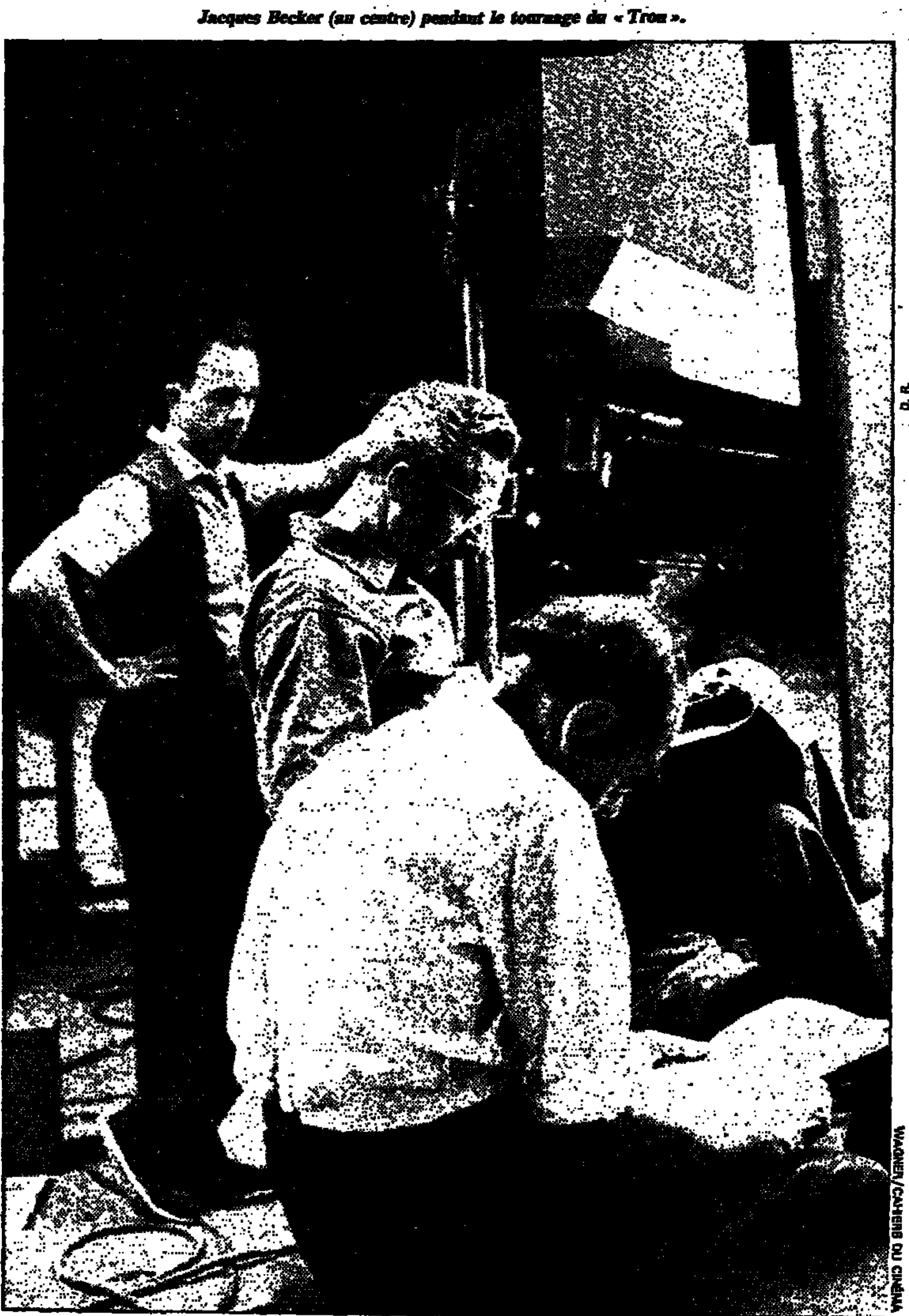
Dès le début du film, j'ai participé aux décors, contrôlant leur exécution, vérifiant les factures. A ce propos, il y a une histoire assez célèbre dans les milieux du cinéma. Il s'agit justement des décors (en studio) du *Trou* pour lesquels j'ai reçu des factures qui ne me semblent pas très honnêtes. La première semaine, je signe un chèque, la deuxième, je paie encore, ensuite j'accours un matin, très tôt, au studio et je découvre le pot aux roses : aucun décor facturé n'a été construit. Déjà, avec Melville, j'avais constaté que, dans le cinéma, beaucoup d'argent s'en va ou par malhonnêteté ou par gaspillage, ce qui parfois marche ensemble. Soyez volés et regardez autour de vous tous les gens qui seront tentés de gaspiller. C'est un cercle vicieux. Et c'est pareil partout.

Jacques Becker malade, le tournage se prolonge et, grâce à Melville, nous transportons les décors du *Trou* dans le hangar-studio de *Bob le Flambeur*. Là, nous terminons le film. Jacques Becker était trop souffrant pour achever le mixage, c'est à moi que revient cette tâche délicate — j'ai été heureusement formé par Melville. En présence de Jean Becker, je vais jusqu'au bout, et je découvre combien c'est difficile de jouer avec le talent des autres. Puis Jacques Becker meurt, et je reste tout seul pour la sortie du *Trou*. Le soir de la première, j'invite trente personnes pour dîner et des gens viennent me dire : *« Le film est trop long. » Serge, on va vous aider à le » couper. »* Je leur réponds : *« Si » vous étiez mort, accepteriez-» vous que quiconque y touche, à » votre film, sauf peut-être votre » fils ou un ami très cher. »*

LA MUSIQUE SANS SOUS-TITRES

Quand j'ai le temps de penser, de lire, je me réfugie dans la musique ou dans des livres d'histoire. J'aime la musique classique — Liszt, Chopin, Mozart, Beethoven, Brahms, — et moderne, si Gershwin, c'est moderne. Jeune, j'aimais l'opéra italien, puis Wagner m'a touché de plus en plus, comme une explosion un peu spéciale de romantisme allemand. Tchaïkovski me plaisait lorsque j'avais vingt ans, aujourd'hui je lui préfère Moussorgski, surtout *Boris Godounov*. C'est formidable la musique, et on n'a pas besoin de la sous-titrer, ni de la doubler.

Jacques Becker (au centre) pendant le tournage du « Trou ».



D.R.

WAGNER/CAHIERS DU CINEMA

On parlait de tout ensemble avec Jacques Becker et il m'appelait « mon petit Serge »

Qui était Jacques Becker ? Un homme élégant, qui avait une immense patience pour écouter les autres, ce qui ne l'a pas empêché de faire le cinéma à sa manière. Notre amitié a commencé pendant l'écriture du script, Jacques Becker écrivait tous ses scénarios à la main, au crayon, et je me battais avec lui pour qu'il me remette au moins *chaque semaine quelques pages* définitives. Nous passions des soirées entières, buvant et riant. Oui, c'était un homme courtois et simple, très attachant, plein de pudeur et de générosité à l'égard de sa famille, de ses proches. Il *poussait loin l'élégance*, par exemple, il tenait à ce que le nom de celui avec qui il avait seulement travaillé une heure ou deux apparaisse au générique.

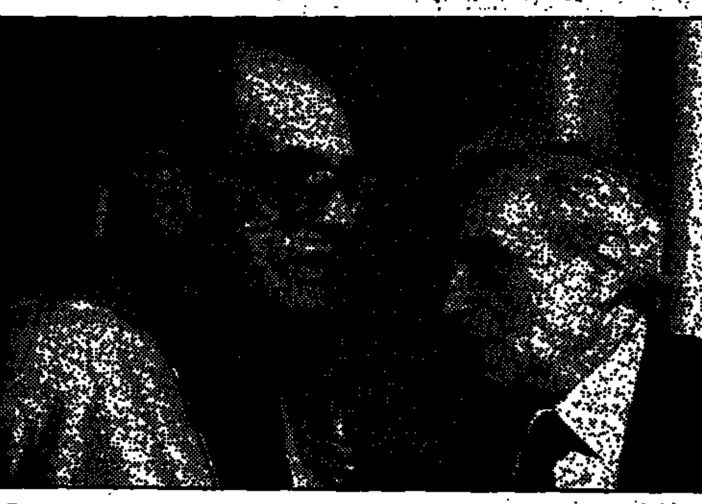
De tout cela, Melville m'avait donné un avant-goût. Jacques Becker, lui, m'a montré à quel point il est plus facile de discuter avec des gens de talent, même s'ils ont tort. J'ai eu cette expérience beaucoup plus tard avec Bunuel, lui et Becker éprouvaient un doute quotidien pour tout ce qui relevait de leur création. Au lieu de me dire : *« On fait ça » parce que c'est comme ça »*, l'un et l'autre m'associaient à leur travail, m'expliquaient, me renseignaient, voulaient que je sois leur complice plutôt que leur adversaire.

Jacques Becker, dans sa vie, dans ses films, s'intéressait avant tout aux êtres humains. On parlait de tout ensemble, et bien sûr des films futurs. Il m'appelait *« mon petit Serge »*, peu avant sa mort je l'ai emmené en voiture au bois de Boulogne et il m'a dit : *« Nous deux, on va faire* le Journal d'une femme de chambre. *Renoir l'a raté aux Etats-Unis, mais nous on va le réussir et on va bien s'amuser. »*

J'ai revu plusieurs fois *Goupi mains rouges*, et aussi *Casque d'or*, ce sont des films qui n'ont pas bougé. Je crois que Jacques Becker est le plus grand réalisateur français d'après-guerre. Sans esbroufe, sans mouvements de caméra inutiles, Jacques Becker, curieux des autres, portait toute son attention à ses personnages, et par conséquent aux acteurs. Ses récits étaient toujours sobres, ses caractères vivants, et il reste moderne après quarante ans. Je suis content que le Festival d'automne lui consacre une rétrospective, qui va effacer une injustice, combler un oubli.

Environ un an après la mort de Jacques Becker, je me retrouve avec Gene Moskowitz, le correspondant à Paris de *Variety*, qui me dit : *« Serge, je ne comprends pas que tu ne fasses pas un film avec Luis Bunuel. »* Et moi, tout naturellement, je réponds : *« Je suis petit, il est grand, il me mettra peut-être à la porte. »* « *Mais non,* dit Gene Moskovitz, *c'est un homme extraordinairement gentil, tu devrais le rencontrer.* »

« J'adore « le Trou », me dit Bunuel, c'est pour moi un film surréaliste »



D.R.

Luis Bunuel *Serge Silberman*

Une semaine passe, j'apprends que Bunuel est arrivé à Madrid, de Mexico. Aussitôt, j'attrape un avion, et je réserve une chambre à l'hôtel Torre de Madrid, au vingt-sixième étage. Je téléphone pour qu'un producteur espagnol m'arrange une rencontre, et le rendez-vous avec Bunuel est pris pour le lendemain dans ma chambre à 5 heures. A l'heure tapante, il est devant moi, et en ouvrant ma porte je vois celle d'en face qui se ferme : Bunuel habite juste là, à deux pas. Bunuel boit avec moi le whisky que je viens d'acheter — ne sachant pas encore son goût pour le Martini dry — et me demande : *« Quels sont les films que vous avez faits ? »* Je réponds : *le Trou*, et Bunuel me dit : *« J'adore* le Trou, *c'est pour moi un film surréaliste. Il fallait du culot pour le faire. »* A la demi-bouteille de whisky, Bunuel me demande : *« Quel film me proposez-vous ? » « Parlez-moi de vos projets de films,* dis-je, *et je pourrai choisir. » « Au-dessous du volcan »*, me répond-il *du tac au tac, mais je crois que le scénario est infaisable. »* Puis il est question du marquis de Sade, de Gilles de Rais, et Bunuel mentionne *le Journal d'une femme de chambre*. A ce moment, je saute à pieds joints : *« C'est le film que je voulais faire avec Jacques Becker »*, dis-je. Il est 6 heures et on se quitte. Nous avons terminé la bouteille de whisky.

Dès le lendemain, Bunuel m'invite à dîner, nous allons dans un restaurant de la vieille ville. Il y a un très bon Martini dry et de très bons vins, nous passons une soirée magnifique. C'est décidé ; nous ferons ensemble *le Journal d'une femme de chambre*. Nous mettons au point un commun accord, se réservant à chacun la liberté d'abandonner le film. De son côté, Bunuel insiste pour se retirer au cas où il n'aimerait pas son propre script. On s'est donné la main ce soir-là, en direct on a établi un contrat fixant toutes les conditions financières.

Bunuel était trop élégant pour tenir à l'écart son agent à Paris, Paulette Dorisse, de CIMURA. Il me conseille de lui téléphoner. *« Demandez-lui de nous présenter l'un à l'autre,* dit-il, *il n'y aura pas de problème, puisque nous avons tout réglé d'avance. » « Ça va être difficile de rencontrer Bunuel »*, me dit Paulette Dorisse, mais très vite, bien sûr, elle me convie à un déjeuner avec lui, au Royal-Monceau. Nous jouons le jeu, Luis et moi, on fait comme si on ne se connaissait pas, et ainsi débute notre collaboration : *le Journal d'une femme de chambre*, d'abord, ensuite *la Voie lactée*, *le Charme discret de la bourgeoisie*, *le Fantôme de la liberté*, *Cet obscur objet du désir*. Et il y aurait eu sûrement *la Somptueuse Cérémonie*, si je n'avais eu un grave accident de voiture qui m'a immobilisé des mois, des années.

La Somptueuse Cérémonie aurait été un film encore plus fou que *la Voie lactée*, que *le Fantôme*. De la cave à la salle à manger, vous auriez croisé Gilles de Rais, le marquis de Sade, Ulrike Meinhof, avec ses amis de la bande à Baader. Pendant ma convalescence, nous avons reparlé de ce projet. C'était à Honfleur, vers 6 heures de l'après-midi, avec

POUR UN CINÉMA ARTISAN

Le plus beau cinéma français a commencé après la guerre, quand toute une génération d'auteurs, de réalisateurs, de producteurs, voulait faire du cinéma et tenait à exprimer ses idées, ses élans, ses soucis, ses rêves, son époque en termes de spectacle. L'esprit d'indépendance était au sein de ce mouvement, et non le souci de passer ou de réaliser une commande.

Aujourd'hui, malheureusement, on s'efforce de réduire tout le cinéma à une industrie, le dépossédant de son domaine d'élection : l'artisanat. Car je crois que le cinéma est plutôt, de nature, artisan, c'est-à-dire créateur, même s'il s'agit de création collective. Quand Fellini fait un film, ça ne le gêne pas d'écrire le nom de tous les auteurs qui ont collaboré avec lui. Jacques Becker procédait de la même manière. Et Bunuel. Et Kurosawa. Quant au producteur, s'il a, lui, un talent, c'est de provoquer celui des autres et de le pousser jusqu'au plus haut point.

Il existe, bien sûr, l'IDHEC et des instituts de cinéma. Pourtant, c'est la télévision qui devrait accueillir les élèves cinéastes, afin de devenir pour eux ce qu'est l'hôpital pour les médecins, externes et internes.

Comment un nouveau cinéaste peut-il travailler s'il doit soumettre son projet au fonctionnaire d'une grande société ? Comment pourra-t-il avoir un échange ? Comment trouvera-t-il un minimum de compréhension, de complicité ? Pour moi, producteur indépendant, c'est pareil, je dois également parler aux sociétés, aux interlocuteurs anonymes. C'est dommage, enfin, qu'il n'y ait pas d'endroit, pas d'école où l'on puisse apprendre notre métier. Mais, même si cela était, qui serait capable d'injecter aux futurs producteurs le goût de l'aventure ?

乱

RAN

par Yvonne Baby

Jean-Claude Carrière, on buvait, complices, un cocktail façon Luis, le « Bunneloni ». On se racontait des blagues, des souvenirs, des choses intimes, et Bunuel disait : *« Je suis trop vieux pour faire ce film. »*

L'été 83, je savais Luis très malade. Je me trouvais à Tokyo, ayant déjà commencé *Ran*, et je suis venu le voir à Mexico. Quelques jours avant sa mort, il m'a demandé de partir. Il voulait se rendre seul à l'hôpital pour achever sa vie. Il est mort le 29 juillet, et je suis revenu à Paris. Mais j'avais tant de chagrin que j'ai fui à la campagne pour me cacher.

Robert Badinter a déjà ce caractère de justicier qui me plaît tellement

Quand Bunuel tournait, il travaillait d'une manière simple, car sa vision était là, et le film monté dans sa tête comme dans la caméra. Parfois, certains ont pris son humour à l'envers, lui ont reproché sa cruauté à l'égard des êtres humains et des bêtes. Mais s'il la montrait, cette cruauté, c'est qu'il en était remué, choqué. Il était si généreux dans la réalité... Savez-vous qu'il ne pleurait que de joie, par tendresse.

De cette amitié avec Bunuel, l'un de mes associés, soi-disant producteur très riche, a été terriblement jaloux. C'est sans doute ce qui l'a amené à m'escroquer au moment du *Journal d'une femme de chambre*. Pourtant, j'ai réussi à terminer le film mais je me suis retrouvé bientôt à quarante-neuf ans, avec trois enfants, ruiné. Dans cette période, un homme va beaucoup m'aider de ses conseils, de son amitié. Cet homme, c'est Robert Badinter, un jeune avocat de trente-trois ans, que je viens consulter sans le connaître. Il a déjà ce caractère de justicier — qui me plaît tellement — et il démêle merveilleusement mes affaires compliquées. Il m'encourage à recommencer à zéro, et me présente à l'un de ses clients Harry Salzman, producteur des *James Bond*. Salzman me prête de l'argent pour vivre, pour reprendre ma carrière. A nouveau, je peux ouvrir un petit bureau.

Robert Badinter refuse tout honoraire. *« Tu me paieras quand tu pourras »*, me dit-il. Quelques années après, je lui apporte une somme d'argent. Il rit : *« Le passé, c'est le passé. Paye-moi chaque année un cinquième de cette somme, pour les services à venir. »* Il est devenu mon avocat, il est resté mon ami, même s'il ne peut plus être mon avocat, je pense qu'il est toujours mon ami. Regardez la veine que j'ai dans la vie...

L'aventure *Ran ?* Encore une fois, veine et hasard, Daniel Toscan du Plantier me pousse à rencontrer Akira Kurosawa qui, assure-t-il, accepte que je sois son producteur pour *Ran*. Au départ, l'affaire devait être Gaumont-Serge Silberman, ou Serge Silberman-Gaumont, mais rapidement, je m'aperçois qu'entre moi, producteur indépendant, et Gaumont, grande société anonyme, le mariage sera délicat. Je décide donc de me lancer tout seul.

Le Japon, évidemment, ne ressemble en rien à mes pays familiers mais, depuis longtemps, je connais le cinéma japonais, j'aime les films de Kurosawa et le sujet de *Ran* me touche infiniment. D'ailleurs, après des semaines de discussion avec Kurosawa, j'ai mesuré combien lui, le Japonais, et moi, l'Européen peut-être venu de nulle part, nous nous comprenions et ressentions *Ran* de la même façon. Une fois de plus, je me trouvais en état de coup de tête et de coup de cœur.



XAVIER LAMBOURS

Dans les jardins de Matignon.

« Ran » s'est passé il y a deux mille ans et pourra encore se passer dans deux mille ans

Ce ne sont pas les difficultés qui manquent. Mais je m'accroche, essayant de surmonter cette sensation, qui m'envahit parfois, d'être au creux de la vague. Je voudrais nommer ceux qui m'ont accompagné de leur appui moral : pour le Japon, Mme Kawakita (3), M. Shirazu (4), et bien entendu Akira Kurosawa ; pour la France, Jack Lang lui-même, qui tenait à la réalisation de *Ran*. Sans parler de Ully Pickardt, mon collaborateur depuis vingt-cinq ans, qui a fait tous les métiers dans le cinéma, et qui a été l'assistant de Jacques Becker dans *Casque d'or* et celui de Max Ophuls dans *Lola Montès*. Dans ma solitude, c'était bien d'avoir Ully, et de pouvoir quelquefois réfléchir avec lui. Comme c'était important, pendant toute une période commune, d'avoir près de moi Irène, ma femme.

J'avais surtout des difficultés avec le langage professionnel que je devais tenir à ceux qui m'apportaient un supplément financier au Japon. Et je me sentais dans une situation complexe, voyant qu'on tentait parfois d'élever un mur entre Kurosawa et moi. Mais, sitôt tous les deux, nous retrouvions notre complicité, et nous avons quand même partagé quelques pages de la vie — dont certaines ont été heureuses, — scellant une aventure qui a commencé à Tokyo le 18 septembre 1982, et qui s'achève, juste trois ans après, avec la sortie de *Ran* en France.

J'ai été le premier à comprendre que Kurosawa avait besoin de moyens pour s'exprimer et, au bout du compte, je crois que je lui ai permis de réaliser *Ran* tel qu'il l'avait rêvé. Avec qui peut-il discuter et se disputer au Japon ? Là-bas, les grandes sociétés lui délèguent un de leurs employés, comme producteur. Quel contact peut-il donc avoir avec une personne détachée, un fonctionnaire ? Si vous voulez calculer le prix d'un film avec son réalisateur, il faut que vous l'aimiez autant que lui, et si possible de la même façon.

Malgré deux ou trois accrochages, à cause de tiers, je crois que Kurosawa a apprécié ma présence. Il s'est toujours montré très courtois, très gentil, il m'a emmené dans les meilleurs endroits. Grâce à lui ma chambre à Tokyo a toujours été pleine de fleurs, et quand nous étions ensemble à manger et à boire, je crois qu'il se dégageait une chaleur. Et cette chaleur, j'espère qu'elle passe en partie dans le film. A travers *Ran*, je voudrais que l'on sente que Kurosawa n'a pas été seul.

Kurosawa a un talent personnel, frappant. Il dessine et peint ses films, et chaque dessin, chaque aquarelle, immédiatement, donne aussi bien l'angle des prises de vues que l'expression des acteurs, la couleur de leurs costumes. Pour *Ran*, Kurosawa a tout imaginé, tout prévu, les visages comme les paysages. Je le savais d'expérience, mais il me l'a confirmé, autant de cinéastes, autant de films. Et de toutes les techniques, on ne peut dire laquelle est la plus juste, la meilleure.

Kurosawa a préparé son film pendant un an bien sonné. Les derniers six mois étaient fascinants : Kurosawa réunissait dans une pièce toute l'équipe — même le plus petit exécutant — et expliquait le film scène par scène, détail par détail. Lui-même veillait aux séances de maquillage, choisissait les costumes, ajustait les décors. Il n'était pas « l'empereur K » de la légende, il prenait l'avis de tout le monde, mais, une fois l'instant décisif, plus d'hésitation. Sans parler de sa vision, je dois dire que toute cette méticuleuse préparation relevait d'un splendide savoir-faire.

Avec *Ran*, Kurosawa n'adapte pas Shakespeare, même s'il s'en inspire. Il raconte une histoire de son pays, et il aurait pu tout aussi bien la tourner ailleurs. Un père abandonne une part de son pouvoir à ses fils, qui veulent en avoir chacun la totalité. *Ran* s'est passé il y a deux mille ans, et pourra encore se passer dans deux mille ans. L'envie de pouvoir, cela arrive souvent dans la vie de famille, ou dans la vie de la société, ou dans la vie du monde. Et cette envie, ce désir, cela se paie parfois très cher, même par d'horribles massacres.

Voyez-vous, de quoi ont besoin les vieux, c'est ça le sujet de « Ran »

J'ai vu beaucoup de choses, j'ai été le témoin de beaucoup d'événements, j'ai souffert de beaucoup d'épreuves et de crises, dues à la lutte pour le pouvoir. Kurosawa du Japon et moi d'Europe, et si éloignés que nous soyons l'un de l'autre, nous pouvions comprendre cette lutte et nous pouvions nous comprendre. Au-delà de sa propre culture, Kurosawa connaît l'histoire occidentale et la littérature étrangère, et j'ai découvert avec surprise l'étendue de ses connaissances lorsqu'il m'a remis un projet pour l'Europe sur la peste noire au Moyen Age. C'est peut-être pour toutes ces raisons que je ressens si vivement l'histoire de *Ran*, bien que le film soit cent pour cent japonais.

Un jour, où je me promenais avec Bunuel au bord du lac Léman, je lui ai dit : *« N'est-ce pas drôle que vous* (oui, il arrive qu'on ne tutoie pas ses amis les plus tendres), *que vous, Luis, né en Aragon, formé par les Jésuites, ayant vécu la révolution en Espagne, puis l'exil en Amérique et au Mexique, et que moi, né à l'Est, avec mon éducation plutôt agnostique, et mon voyage touristique des camps en Allemagne, nous soyons là ensemble en train de se comprendre, de rire, de se regarder dans les yeux, de se transmettre l'essentiel par petites phrases courtes ? » « C'est le hasard de la vie »*, m'a répondu simplement Bunuel. Il avait raison, mais je songeais tout de même qu'il en avait fallu des hasards, des « miracles » pour qu'on tombe l'un sur l'autre. *« Serge*, a ajouté Bunuel, *on fera un de ces jours un film construit sur le hasard : il s'appellera* le Fantôme de la liberté. »

Je ne suis pas très jeune, je n'ai pas une santé terrible. Pourtant, *Ran* me donne envie de poursuivre, et, dans mon bureau, aujourd'hui, il y a une peinture sur soie que Kurosawa m'a faite et m'a remise à la veille du tournage, avec cette inscription : *« To Serge, from A.K. and crew »*. C'est comme une chaîne qui continue, à Tokyo, j'ai rencontré Nagisa Oshima par hasard, et je l'ai ramené en France, où il tourne actuellement un film pour moi. Et j'espère, malgré mon âge, qu'il y aura d'autres hasards, d'autres rencontres. Mais qui dit hasard, dit risque, et c'est toujours un risque de rencontrer un être humain, de le comprendre, de tenter une aventure avec lui. Peut-être vais-je rencontrer quelqu'un qui aura besoin de moi, mais, à ce moment-là, il faudra que, moi aussi, j'éprouve le plaisir de donner. Et l'aventure alors deviendra possible, on se trouvera suffisamment armé pour affronter l'inconnu.

C'est vrai qu'il faut prendre le risque de connaître de nouvelles personnes, sinon où est la communication, où est la création ? Mais il faut avoir du temps, il faut capturer le temps. Dans le cinéma, comme dans n'importe quel métier, on ne peut pas travailler comme des machines. Même une source tarit, se dessèche, si on ne lui donne pas le temps de se remplir. Il y a vingt-cinq ans, on se retrouvait plus souvent, on s'arrêtait pour vivre, pour parler, pour s'aimer. Le chocolat, quand j'étais jeune, paraissait meilleur. Mais, après tout, il est peut-être meilleur aujourd'hui. Nos enfants, nos petits-enfants ne diront-ils pas de même ?

Voyez-vous, de quoi ont besoin les vieux, c'est ça le sujet de *Ran*. Quand un homme renonce à lui-même et donne trop, les autres lui en veulent. Si vous voulez vous respecter, donnez vivant. Vos enfants, pour rester propres, indépendants, ne doivent jamais attendre l'héritage. Vos enfants, éduquez-les, contribuez à leur formation, à leurs études, et soignez-les. Aidez-les à arranger leur vie, autant que vous le pouvez. Mais laissez très peu derrière, pourquoi une troisième, une quatrième génération aurait-elle le pouvoir hérité du talent de ceux qui auront créé et construit une fortune ? Je n'ai jamais privé les êtres que j'aime de quoi que ce soit, mais, chaque fois que j'ai fini un film, je réinvestis tout ce que j'ai gagné dans le prochain.

Il n'y a qu'une leçon dans la vie : chacun doit se débrouiller. Mais moi-même je sais que je dois tant à tant de gens, et que sans eux je n'en serais pas là. Je vous l'ai dit, c'est une chaîne, et aujourd'hui encore, je me sens tout aussi naïf, tout aussi romantique. ■

---

(1) Président de la République de Tchécoslovaquie de 1945 à 1948.

(2) Chef opérateur français, qui débuta en 1945, avec *le Silence de la mer*, de Jean-Pierre Melville. Son nom reste attaché à la nouvelle vague (François Truffaut, Louis Malle, Claude Chabrol).

(3) Figure célèbre et ambassadrice du cinéma japonais, Mme Kawakita a non seulement aidé à faire connaître les films produits dans son propre pays, mais contribué avec son mari Nagamasa Kawakita, président de la société import-export Toho Towa, à introduire le cinéma européen (et en particulier français) au Japon. Mme Kawakita dirige depuis trente ans la cinémathèque japonaise (Japan Film Library Council).

(4) Disciple de Nagamasa Kawakita, il dirige actuellement la Toho Towa.

L'ARGENT ET LA CRÉATION

La première règle d'économie, c'est de faire circuler l'argent — et il faut donc le prendre où on peut... La réalisation d'un film exige des moyens : le talent et la connaissance du métier ne suffisent pas, et l'argent est bien entendu nécessaire. Mais, en aucun cas, cet argent ne doit entrer en contact avec le créateur. Sinon, on risque le désastre, et il arrive que, sous trop de richesses, un film perde son âme.

A mes yeux, une chose compte avant tout : dès lors qu'il a réussi son film, un producteur indépendant doit avoir le courage et le caractère de passer aussitôt à une nouvelle production.

LES PRINCIPAUX FILMS DE SERGE SILBERMAN

1954 : *Mort d'un cycliste*, de Juan Bardem.
1955 : *Bob le Flambeur*, de Jean-Pierre Melville ; *Grand-Rue (Calle Mayor)*, de Juan Bardem.
1960 : *le Trou*, de Jacques Becker.
1963 : *le Journal d'une femme de chambre*, de Luis Bunuel.
1968 : *Adieu l'ami*, de Jean Herman ; *la Voie lactée*, de Luis Bunuel.
1969-1970 : *le Passager de la pluie*, de René Clément.
1971 : *la Course du lièvre à travers les champs*, de René Clément.
1972 : *le Charme discret de la bourgeoisie*, de Luis Bunuel.
1973 : *le Fantôme de la liberté*, de Luis Bunuel.
1976-1977 : *Cet obscur objet du désir*, de Luis Bunuel.
1984-1985 : *Ran*, d'Akira Kurosawa ; *A.K.*, de Chris Marker.
1986 : *Max mon amour*, de Nagisa Oshima (en tournage).

NOUVELLE

UN AMOUR D'ÉTRANGER

par Georges Ferdinandy

Il y a des pays où l'homme blanc se met souvent en ménage avec les femmes indigènes. Elles sont douces et simples : une bonne affaire pour le voyageur étranger.

Dans l'île où je vis, les races se mélangent aussi. Les femmes sont belles. Pourtant, personne n'aurait l'idée de les épouser.

Ce n'est pas qu'elles soient *méchantes* ; elles sont gentilles, au contraire, mais d'une gentillesse plutôt exagérée. On dit qu'elle vous tirent vers le bas, comme les méduses. Et puis, c'est connu, elles sont accessibles sans passer devant M. le curé. Aussi l'étranger prudent s'en sert-il pendant son séjour, sans toutefois se marier.

Pourquoi, alors, épousai-je la mienne ? Peut-être parce qu'elle était si fragile, si abandonnée. Je ne pouvais pas l'imaginer me tirant vers le bas. Et puis me tirer où ? En ce temps-là, personne ne pouvait se trouver plus au fond de l'abîme que moi.

Cependant, les mauvais présages ne manquaient pas. Ma fille, par exemple – quand je parle tout seul, je l'appelle ainsi, – ma fille était intelligente, et une femme intelligente est toujours imprévisible, même douce et fragile. Il y avait encore ceci : tous les gens de sa famille étaient déjà morts. Les morts sont imparables : impossible de les persuader.

Mais moi, j'avais fermement décidé de refaire ma vie. J'étais amoureux, dans la mesure où l'on peut l'être chargé de l'expérience de cinq décennies. Les présages ne m'inquiétèrent pas.

J'admirai la bibliothèque de Blanche-Neige, ému par la dévotion avec laquelle elle achetait, rangeait, conservait ses livres jamais lus. Je mis à son actif qu'elle assistait à chaque conférence à l'université. Je me dis qu'elle, au moins, respecterait mon métier, par ailleurs passablement méprisé.

J'étais saisi de pitié chaque fois qu'elle me racontait sa fuite, à l'âge de dix ans. Même son nom ne me fit pas sourire. Ses parents, dont elle gardait l'image dans un cadre doré, n'avaient pas manqué d'humour en baptisant ma mouna *du nom* d'une héroïne de conte de fées.

∴

En ces temps-là, je croyais connaître le monde et les gens, *mes fils avaient grandi, j'étais* resté seul. Je vivais, pour la première fois de ma vie. C'était bon. Je me laissais bercer par les vagues, le vent chaud me donnait des frissons, et tout cela ne me rappelait pas le passé.

L'eau salée, le soleil, m'avaient lessivé : je n'avais plus d'habitudes, plus de retenue. Dans la fraternité du jus de la canne, j'avais découvert les autochtones, jusqu'alors ignorées.

Elles étaient douces et simples, en effet. Elles m'enduisaient d'huiles parfumées, massaient mes articulations fatiguées. Et moi, pour les distraire, je n'avais rien à inventer. Il leur suffisait, elles en riaient à pleine gorge, que sous mon maillot de bain, ma peau soit blanche comme la farine.

Blanche-Neige apparut dans mon horizon au moment où cette grande fainéantise commençait à m'ennuyer. Je me ressaisis : les années passaient, et moi, si je ne changeais pas ma vie, j'allais rester comme un poisson échoué sur la côte, seul et *impuissant*.

Elle n'était pas belle ; dans ce climat, passé vingt ans, seul le bonheur embellit les gens. Elle se *recroquevillait*, c'était son habitude. Comme quelqu'un qu'on vient de frapper. Dans son regard, il y avait plus d'inquiétude que de gaieté.



Je l'invitai quand même chez moi. Il était temps de partager mon oreiller avec quelqu'un qui avait de la conversation. Et elle, elle me suivait, obéissante, ses livres sous le bras. *« Tu as peur ? »*, lui demandai-je, tandis *que je tripotais mes clefs.*

Elle avait trente ans. La poche de silence qui l'entourait sentait la solitude. Elle leva les yeux : *« De toi ? », me dit-elle avec un rire* blessé.

∴

Je partageais ma chambre avec un lézard tropical, mon seul compagnon. Une petite bête sans prétentions. Il m'observait, blotti contre mes livres, à longueur de journée.

Il ne s'approchait de moi que la nuit : il se nourrissait alors des moustiques qui grésillaient autour du lit. Il avait un don curieux : il prenait la couleur de son environnement. Il devenait vert sur la couverture de mes dictionnaires, rouge sur le dos du Larousse. Je m'étais habitué à ce qu'il soit toujours quelque part à proximité, qu'il penche légèrement la tête, et m'observe, religieusement.

Sur l'île, de temps à autre, la vapeur se lève. Je reprends alors mes esprits, j'époussette mes livres jaunis. Je pulvérise un insecticide dans la chambre, je tue les cafards et les fourmis. C'est après l'un de ces remue-ménage que je vis mon ami pour *la dernière fois. Il était accroupi* en bordure du lit, et me regardait, *interrogatif*. Un lobe transparent palpitait à son cou ; il vivait, il avait donc un cœur, lui aussi.

Et puis il disparut. Ce n'est que *plusieurs mois plus tard que je* retrouvai son corps sec sous les lexiques. Je voulais mettre de l'ordre dans ma vie, et j'avais tué mon seul ami.

Peu après, Blanche-Neige s'installa chez moi. J'avais déjà l'habitude de sa présence, ce changement ne m'inquiéta pas. Ma fille se fondait dans son milieu aussi parfaitement que son prédécesseur. Auparavant, j'étais *différent, mais les années avaient* passé, et mon travail m'avait habitué à l'isolement. Il était agréable d'avoir quelqu'un à portée de la main, et que, de jour comme de nuit, on observe ses moindres mouvements.

Blanche-Neige embellit : elle ne rentrait plus le cou, et quand je levais les yeux de mon travail, un sourire éclatant illuminait ses traits ; une confiance si naïve que je ne pouvais soutenir son regard. *Elle avait de longues cuisses galbées*, capables de vous faire perdre le fil de vos idées.

Mais nous ne parlions pas beaucoup, et même de moins en moins, si je peux me fier à mes souvenirs. C'était en vain que ma fille était intelligente : nous vivions dans deux mondes différents, elle, l'autochtone, et moi, l'étranger.

∴

A ce point du récit, il serait bon que je passe aux faits. Mais Blanche-Neige détestait agir : *pendant notre vie commune, rien* de concret ne nous est arrivé.

Les premiers temps, j'essayais encore de lui parler. *« Si au moins nous avions un fils ! »*, lui dis-je plus d'une fois. *« Blond, comme toi »*, rêvait-elle, car les cheveux châtains sont blonds aux Caraïbes.

Nous n'en eûmes pas. C'est en vain que nous allumâmes des bougies devant les Vierges de toutes les couleurs. Blanche-Neige était croyante, bien que je ne l'aurais pas qualifiée de chrétienne. Il aurait fallu de temps à autre qu'elle fasse quelque chose pour cela.

Les indigènes sont passives : un peu contemplatives, un peu indifférentes. Quand je l'encourageais à aller voir un médecin, à *réagir*, enfin à faire quelque chose, ma fille déboutonnait *sa jupe* et attendait que je la féconde, comme la terre rompue attend la pluie.

Moi, ce grand calme végétal commençait à m'irriter. Je m'aperçus que l'indifférence et la passivité étaient en train de me contaminer.

J'ai lu quelque part que dans le désert on n'arrive pas à guérir les maladies respiratoires. L'équipement médical le plus moderne ne remplace pas la simple habitude de se moucher. L'auteur de l'article, un médecin arabe, prétendait que, à moins de s'y exercer depuis la *première enfance*, l'homme adulte est incapable de vider ses fosses nasales.

Blanche-Neige ne savait pas se moucher. Quand *elle* était émue ou enrhumée, elle reniflait, avalait sa salive, s'épongeait le nez avec des mouchoirs en papier. Elle observait avec une méfiance à peine déguisée mes manœuvres bruyantes. Elle les tenait de toute évidence pour une coutume barbare, et quant à mes mouchoirs, elle ne les *touchait* jamais, même lavés et repassés.

Ce qui était plus grave, c'est qu'elle avait beau collectionner les livres, *elle* ne comprenait rien à mon travail.

« Que fais-tu ? me demanda-t-elle un jour d'oisiveté.

– *J'écris.*

– *Tu écris ?*

– *Qu'est-ce que ça a d'étrange ?*

– *Rien*, me dit-elle. *Je croyais que ton livre était terminé. »*

Pour elle, on écrivait un livre comme on plante un arbre pour *s'étendre sous son ombre et se* reposer.

Pourtant, je ne pouvais plus imaginer la vie sans elle. J'avais peur de me retrouver seul. J'acceptai sans réagir quand elle me proposa de louer ma chambre et de déménager chez elle, parmi *ses livres jamais ouverts*.

∴

La nouvelle vie était tonifiante, comme toutes les nouveautés. Pourtant, là, chez ma fille, les choses se gâtèrent. Dans le bruit de la radio, au milieu des voisins accoudés à leur fenêtre, entre la sonnerie de la porte et celle du téléphone. Je n'y étais pas préparé : j'avais oublié depuis longtemps comment on vit chez soi, là où l'on n'est ni seul ni étranger. Même les morts de Blanche-Neige se mirent à proliférer. Ils prirent possession de la place *réduite que j'avais encore dans* sa vie. *« Tu ne m'aimes plus »*, me dit-elle tristement, lorsque, exaspéré, je me mis à organiser mon intimité.

Elle me récita alors quelque sagesse apprise à l'école. *« Je suis moi*, me dit-elle, *moi et ce qui m'a fait. »* Mais c'était elle que j'avais épousée, moi, pas son entourage.

Ce soir-là, nous fîmes la paix une fois de plus. Je ne me révoltai qu'à la vue des premiers signes de décomposition. Dans ma tête, bien sûr, non pas sur ma peau : c'était comme un relâchement à peine perceptible aux jointures des idées.

J'ai dit des indigènes qu'elles vous tirent vers le bas comme des méduses. Mais les méduses ne tirent pas vers le bas. C'est plutôt de sables mouvants que j'aurais dû parler.

Chez moi, la révolte consiste à pulvériser de l'insecticide et à aller voir le dentiste. Il était temps : mes molaires avaient déjà pourri dans ma bouche et mes *yeux étaient enflammés*. Des parasites poussaient sur mon cuir *chevelu, entre mes doigts de pied.*

Elle voyait bien mes manœuvres. Je me préparais, j'allais bientôt reprendre la route. Elle m'observait, les yeux grands ouverts, comme mon lézard agonisant, et moi, je ne me rendis pas compte qu'elle était un être *humain*, elle aussi, et que, en tant que tel, elle avait un cœur, un cœur et des sentiments.

Mes nouvelles lunettes me firent croire que je voyais plus clair. Je me suis dit : je vais être plus ferme, je vais à nouveau travailler. *« J'aurais préféré que tu deviennes plus souple »*, me dit-elle quand je lui expliquai ce qui m'arrivait.

Je me rappelle, ce soir-là, j'hésitai. Blanche-Neige tremblait dans mes bras, elle était devenue maigre et toute faible. Ma volonté crispée, mon obstination, n'étaient-elles pas maladives ? Toujours faire barrage à la vie, toujours vouloir transformer en énergie l'amour et l'amitié...

Non, impossible – décidai-je à la fin de cette longue nuit blanche. *C'est la faute de ma fille.* Celui qui a dit qu'elles vous *tiraient* vers le bas *savait* de quoi il parlait. Elle a failli me détruire, avec ces deux bras fragiles !

L'aube pointait quand je m'endormis. C'est ainsi que cet amour prit fin. Cet étrange amour d'étranger.

∴

Je retournai dans ma chambre. J'arrosai le palmier nain planté par cette autre femme, la mère de mes enfants, je posai sur la table mes souvenirs jaunis.

Blanche-Neige disparut, telle *qu'elle était venue* : sur la pointe des pieds. Je garde d'elle une photographie retrouvée sous les lexiques. La confiance enfantine qui m'avait mis tant en colère s'était déjà effacée de ses traits. J'avais voulu mettre de l'ordre dans ma vie, et j'avais tué ma seule amie.

Les années passent, je me suis habitué à la solitude. Je vis, je me sers des indigènes, sans toutefois les épouser. Je suis redevenu ce que j'ai toujours été, un étranger.

Après le coucher du soleil, je m'arrête encore, comme autrefois, *sur le balcon. Le ciel devient* tendre à ces moments-là, comme le souvenir. L'île est inondée d'une lumière orange. Autrefois, dans ce silence jaune, j'écoutais mes disques. Je les remets maintenant sur le pick-up, mais il me faut faire un effort pour entendre la musique.

J'essaie alors de penser à ma fille, à son sourire éclatant, à son expression, la tête légèrement penchée. Tout était différent quand elle était là. Je ne travaille plus comme à l'époque. Mes idées *font des ricochets et les mots grin*cent dans ma bouche. J'ai terminé mon livre, j'ai le temps, je pourrais continuer, et pourtant je ne fais rien. Qu'il est pénible de traîner un rôle dont on s'est lassé !

Quelquefois, je me dis que de nous deux c'était moi qui manquait de courage. Chacun nettoie son nez à sa façon : au lieu de me moquer d'elle, j'aurais pu par exemple *lui avouer que mes pau*vres livres n'avaient jamais fait assez d'ombre pour qu'on puisse s'y reposer. Je devais continuer, tant que c'était la saison.

Maintenant, je pourrais m'arrêter. Mais maintenant, il est tard : le passé n'est qu'un rêve à moitié oublié. Notre fils aux cheveux châtains a disparu, *lui aussi*, dans les eaux de l'oubli.

Il serait déjà parti de toute façon ! Je me durcis, là, sur le balcon. Derrière mon dos, le ciel vire au lilas ; dans la chambre, le disque s'est arrêté. Je ne me suis pas laissé détruire. Je travaille, je vis. Rien de grave n'est arrivé : un relâchement à peine perceptible aux jointures des idées.

Mais ici, dans les mers chaudes, il vaut encore mieux parler de méduses que des sables mouvants d'un passé oublié.

[Né en 1935 à Budapest, Georges Ferdinandy enseigne à l'université de Porto-Rico. Il a publié plusieurs recueils de nouvelles, en particulier *Famines au paradis, Fantômes magnétiques, Youri* (Denoël). Une de ses nouvelles, *Boundy*, est parue dans les *40 Nouvelles du Monde* (IV) (1985).]

COLLOQUE

ACTUALITÉS DE L'HISTOIRE

par François Bédarida

Plus de deux mille historiens venus de cinquante-neuf pays ont participé, à Stuttgart, au XVIe Congrès international des sciences historiques. Cette rencontre a montré l'intérêt de plus en plus vif des historiens pour les grands sujets du temps présent. Une oubliée de marque devait en outre faire sa rentrée et reprendre des couleurs : l'historiographie.

SIGNE de la vitalité de l'histoire comme discipline d'enseignement et de recherche, comme instrument de culture et comme science sociale, le congrès a brassé les temps et les lieux, avec sa mécanique bien huilée, ses centaines de rapports, son architecture savante étageant, de la cave au grenier, thèmes, périodes, et travaux de commissions spécialisées (celles-ci, au nombre de trente, couvrent tout le domaine de l'histoire universelle, allant des études byzantines à l'histoire maritime, de la démographie historique à l'histoire ecclésiastique, de l'histoire de la Révolution française à celle de la seconde guerre mondiale, de la métrologie à la numismatique).

Comme il était normal, le groupe national le mieux représenté était celui du pays invitant, puisque les historiens de la République fédérale d'Allemagne fournissaient près du quart de l'effectif du congrès – beau témoignage de la renaissance de l'école historique allemande, – mais la RDA avait délégué une soixantaine d'historiens et les autres pays de l'Est étaient présents en nombre : quatre-vingt-dix Hongrois, soixante-quinze Polonais, soixante Roumains, sans parler de soixante-douze Soviétiques.

Malheureusement, l'arbitraire d'Etat n'avait point manqué de frapper, puisque le grand historien polonais Bronislaw Geremek, opposant notoire et coauteur d'un des rapports majeurs, avait été empêché, malgré les promesses faites, de venir à Stuttgart et qu'un texte de protestation contre les conditions de travail faites aux historiens tchécoslovaques circulait dans les couloirs du congrès, recueillant nombre de signatures (il convient aussi de signaler l'absence forcée d'un historien réputé d'Afrique noire, J. Ki-Zerbo, en butte aux tracasseries du gouvernement du Bourkina.

L'arrivée du Chinois

Parmi les autres délégations nationales, ce qui frappait le plus, c'était la présence en force de l'Extrême-Orient : plus d'une centaine de Japonais, une trentaine de Coréens du Sud, et, événement plus important encore, l'arrivée de la Chine populaire, qui avait sollicité son admission dans la communauté scientifique internationale et était représentée par quelque vingt-cinq historiens friands de contacts et d'échanges.

Toutefois, même si la mondialisation progresse (le nouveau président du Comité international des sciences historiques est un Mexicain), le poids de l'Europe occidentale reste considérable, par le nombre et la qualité : Britanniques, Italiens, Espagnols, Néerlandais, Belges, les Français occupant quant à eux une forte position grâce au renom de leur école historique, tandis que le secrétariat général du Comité international des sciences historiques se trouve assuré par l'un des leurs sans discontinuer depuis la création de cet organisme en 1926 (la titulaire actuelle, Mme Hélène Ahrweiler, a été brillamment réélue à Stuttgart).

Il convient aussi de souligner une donnée réconfortante : à l'heure où l'on déplore non sans raison le recul de la langue française dans les assemblées scientifiques internationales, au sein de ces états généraux de l'histoire que constituent les congrès quinquennaux, le français continue envers et contre tout à tenir une place privilégiée, reflétant bien le rayonnement de l'historiographie française.

Avec humour, l'un des organisateurs allemands comparait le congrès à une foire où les producteurs viennent exposer leurs produits en essayant de les placer auprès de la clientèle... De fait, l'on constate que le délai est fort court entre le mouvement de la production historique de pointe et son apparition dans le circuit des thèmes et des débats des congrès internationaux. Loin d'être un conservatoire d'une histoire en voie de fossilisation, ceux-ci sont un laboratoire où se façonnent et se communiquent certaines des recherches les plus vivantes et les plus neuves. Certes, les pesanteurs ne manquent point, en particulier quand les idéologies et les considérations politiques tiennent lieu de savoir et de raisonnement, comme c'est trop souvent le cas avec les apparatchiks appointés de la discipline historique (l'histoire n'est-elle point un enjeu privilégié de pouvoir pour les Etats totalitaires ?) ; mais au total la confrontation des approches et des méthodes ne peut pas ne pas être féconde, du moins dans le moyen et dans le long terme.

Preuve que les historiens, même spécialistes de périodes reculées, ressentent et expriment les interrogations du temps présent, plusieurs des thèmes adoptés étaient directement commandés par l'actualité. Ainsi, à l'occasion du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes, Emmanuel Le Roy Ladurie avait organisé une « table ronde » sur la tolérance. D'autres débats eurent trait à l'attitude des citoyens face à l'administration, à la relation entre culture des élites et culture des masses, aux formes anciennes et nouvelles de la diplomatie.

Le quarantième anniversaire de la victoire de 1945 a fourni au congrès l'un de ses trois thèmes majeurs, avec une journée entière consacrée à la résistance contre le fascisme, le nazisme et le militarisme japonais : cinq cents participants, une cinquantaine d'orateurs, voilà qui témoignait de l'intérêt passionné pour un passé proche et encore brûlant dans lequel la résistance allemande à Hitler a pu retrouver sa vraie place et sa vraie dimension en étant intégrée et située par rapport à la résistance européenne dans son ensemble.

Mais Stuttgart n'est pas seulement la patrie de Hegel et la ville où s'est déroulée la jeunesse de Stauffenberg, âme du complot du 20 juillet 1944 contre le Führer. C'est aussi la capitale allemande de l'automobile, la ville sur laquelle chaque nuit brille l'étoile de Mercedes. Aussi un ensemble fort pénétrant a-t-il été consacré à la motorisation depuis un siècle et à ses effets économiques, sociaux et culturels : échanges auxquels la présence de représentants du tiers-monde et des mouvements écologistes a donné une tonalité stimulante.

Incontestablement, l'un des sujets les plus originaux du congrès a été consacré à un thème neuf relevant de l'histoire des mentalités et de la culture : *« l'image de l'autre : étrangers, minoritaires, marginaux »*. Il s'agit là d'une démarche concernant la quête d'identité de ceux qui furent privés d'histoire, soit qu'ils en aient été exclus soit qu'ils n'y soient pas encore entrés. Un monde du silence, monde universel et ancien comme l'humanité elle-même, où l'altérité se trouve source tantôt de sacralisation, tantôt de diabolisation. De là a découlé une riche réflexion, à la fois diachronique et transculturelle, qui a nourri des échanges animés.

Recul du marxisme

Autre signe des temps : le regain d'intérêt pour l'historiographie. Jadis domaine favori de la recherche historique, puis largement délaissée, l'« histoire de l'histoire » (qui fait l'objet d'une commission internationale spécialisée) a tenu une sorte de « congrès dans le congrès ». Plus de cent historiens ont débattu, deux jours durant, sur le sujet *« histoire narrative et histoire structurelle »* : discussions vigoureuses où se sont affrontés d'un côté les tenants d'une historiographie résolument explicative et « savante » et de l'autre côté ceux qui défendaient la part inévitable et même souhaitable du plaisir d'écrire et de lire.

Deux enseignements enfin sont à retenir du congrès de Stuttgart. D'abord le recul du marxisme sur la scène intellectuelle. Ce n'est pas seulement le choix d'une réflexion sur Max Weber et la méthodologie de l'histoire qui en témoigne. Presque partout le matérialisme dialectique comme instrument d'analyse historique est en recul. Si l'on peut dire que Marx est déjà mort à l'Est, le marxisme n'apparaît plus guère opératoire dans l'historiographie occidentale : c'est là une leçon d'importance de cette rencontre, en contraste complet avec la situation voici trente ans, par exemple au congrès international des sciences historiques à Rome en 1955.

D'autre part, le traumatisme infligé par le nazisme à la nation allemande, à son identité nationale, à son école historique, n'a pas manqué de laisser des traces profondes. Certes, la tenue du congrès à Stuttgart constituait une sorte de réhabilitation pour la science historique allemande, convalescente après la tourmente qui l'avait détruite – à preuve l'ouverture du congrès à la fois par le président de la République fédérale, par le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, et par le maire de Stuttgart, M. Erwin Rommel, le propre fils du maréchal. Néanmoins, tout complexe de culpabilité est loin d'avoir disparu, cependant que la division de l'Allemagne entretient les blessures.

Le discours inaugural du professeur Christian Meier, président du Verband der Historiker Deutschlands, discours d'une grande élévation et d'une grande densité, en même temps qu'il affirmait la place de la discipline historique dans la vie de l'esprit et de la société, a rappelé opportunément comment c'est en assumant le passé qu'on le dépasse et à quel point l'expérience même de l'histoire se trouve insérée dans l'écriture de l'histoire. ■



Révocation de l'édit de Nantes : une « table ronde » organisé par E. Le Roy Ladurie sur la tolérance.



Au colloque de Stuttgart : études et exposés sur la motorisation depuis un siècle et ses effets économiques et sociaux.


Quarantième anniversaire de la victoire de 1945 : journée consacrée à la résistance contre le fascisme, le nazisme et le militarisme.

PONT AU SUAIRE

par Stéphane Durand-Souffland

Quelle histoire ! Un Pont-Neuf tout neuf avec, collée sur sa peau de pierre, une autre peau, celle de Christo, grand emballeur devant l'Eternel et maître en transformation de paysages et de monuments. Les Parisiens hésitent entre les applaudissements et l'envie de balancer l'artiste par-dessus bord.

CHRISTO JAVACHEFF est né en Bulgarie en 1935. Après des études à l'académie des beaux-arts de Sofia et un court séjour à celle de Vienne, il s'établit à Paris en 1958. En 1962, il entasse des barils de pétrole en travers de la rue Visconti : son *Rideau de fer*. A Londres, il emballe une femme. En 1964, il part s'installer à New-York.

Il va dorénavant se consacrer à des manifestations de plus en plus démesurées. Il emballe tour à tour une moto, de l'air, un arbre, une fontaine, une tour médiévale, des devantures de magasin, deux tonnes de foin, le Musée d'art contemporain de Chicago, des côtes australiennes, des îles au large de la Floride. En 1976, il avait fait courir sa *Clôture en fuite (Running Fence)* sur 40 kilomètres, en Californie.

Christo rêvait depuis 1965 d'empaqueter quelque chose de grand à Paris. Il avait d'abord songé aux arbres des Champs-Elysées, sans obtenir l'autorisation de la préfecture. Le projet du Pont-Neuf naît en 1975. Christo avait des vues sur le pont Alexandre-III, mais il a soudain ressenti l'évidence de s'attaquer aux plus vieilles arches de la capitale. Il lance dans le quartier une campagne d'information et de séduction : porte-à-porte, conférences dans les écoles, de la maternelle à Polytechnique. La Samaritaine lui prête un de ses ateliers, dans lequel il réalise la maquette actuellement présentée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

Quand il est certain que les riverains ne lui seront pas hostiles, il se présente à la mairie de Paris et obtient en 1984 la permission – confirmée en juillet 1985 – de masquer l'édifice durant quinze jours.

Le créateur s'efface alors devant les ingénieurs. A eux de déterminer tout d'abord si le projet est réalisable, puis de le chiffrer. En l'occurrence, ce sera l'affaire d'environ 40 000 m² de toile, tissée en Allemagne, taillée et piquée à Armentières, dans le Nord, 11 kilomètres de cordages divers, 2 millions de dollars. La toile doit être par la suite renvoyée en Allemagne et brûlée devant huissier.

Le 13 septembre, l'équipe de Christo a pris possession des lieux. L'artiste est descendu à l'hôtel, mais peut surveiller le déroulement des opérations de la fenêtre d'un observatoire loué sur le quai des Grands-Augustins. Quelque mille personnes ont pris part activement à l'élaboration du projet, certaines bénévolement. Sur place, ils sont quatre cents au travail. Pour fixer les supports, tendre cordes et toiles, Christo a fait appel à un maître d'œuvre, les Charpentiers de Paris, et à des voltigeurs : hommes-grenouilles, alpinistes-guides de Chamonix, mais aussi une entreprise de la région parisienne, les Forêts d'Ile-de-France.

Francis Dejonghe et ses hommes sont descendus des arbres pour se suspendre aux arches, installer les supports – par serrage, sans rien planter dans la pierre – et appliquer la toile. *« En montant et en descendant le long de notre fil*, raconte Francis Dejonghe, *nous devenons le crayon de l'artiste. »*

Pour informer les nombreux badauds, Christo embauche trois cents jeunes, étudiants ou chômeurs, rémunérés au SMIC. Habillés (emballés ?) de vastes salopettes et de tuniques griffées par le maître, ils expliquent aux passants le pourquoi de l'œuvre en mettant le propos de Christo à la portée de tous : *« Je veux offrir un autre regard et d'autres habitudes au public, accoutumé à un espace immuable depuis des siècles. Il s'agit de redécouvrir l'architecture du pont en soulignant les reliefs grâce à des cordes et une toile couleur de pierre, mais aussi en créant de nouvelles habitudes physiques telles que marcher sur du tissu au lieu de sentir l'asphalte sous ses pieds. Il sera même possible de se coucher sur la toile pour bronzer. »*

Pas question d'interrompre la circulation sur ou sous le monument : *« Je reste fidèle à la vocation du pont, le seul exempt de péage en 1606, qui fut conçu comme un lieu de passage libre et hospitalier. »* En bref, l'empaqueter, c'est *« provoquer un impact conceptuel et sensoriel nouveau, mais également accueillant pour le public »*.

Une question revient sur toutes les lèvres : le prix. Les cicérones amateurs ont bien du mal à faire admettre que Christo, royalement, prélève sur sa cassette personnelle les deniers nécessaires à ses réalisations. Le Parisien n'y croit pas. *« On ferait mieux de construire des logements avec cet argent. »* Ou bien : *« C'est un Américain ? Oui, d'origine bulgare. Ça ne m'étonne pas. »* Et encore : *« Si Henri IV revenait, il en tomberait de cheval... »* Certains, plus exaltés, voudraient détruire l'assemblage. Ainsi un homme a-t-il été appréhendé – puis relâché – alors qu'il se ruait sur les câbles, une hache et une scie à la main, excédé par l'utilisation abusive que l'on ferait « de ses impôts ». Une centaine de jeunes supplémentaires vont être engagés pour renforcer la surveillance. Ils ne pourront, hélas ! pas éviter les accidents stupides, comme celui-ci : un curieux a été renversé par un autocar et grièvement blessé tandis qu'il observait la progression des travaux.

Au pied du pont, les bateaux-mouches devraient bénéficier de l'affluence permanente. Apparemment, il n'en est rien. Derrière son guichet, le vendeur de billets s'emporte : *« Ça nous emmerde ! les badauds, ça ne remplit pas les bateaux. C'est bon que pour les Amerloques. »* En effet, le commentaire sur le travail de Christo n'est dit, pendant la croisière, qu'en anglais.

Sans doute déjà exaspéré par le barrage de péniches qui oblige ses embarcations à modifier leur trajet, Jean Bruel, PDG des Bateaux-Mouches, précise sa position dans un communiqué rageur. Il exige notamment que *« les sommes absurdes programmées pour occulter le plus vieux et le plus beau des ponts de Paris* [soient] *immédiatement remises aux mariniers et à leurs familles en difficulté »*. *« On cherchera*, poursuit-il, *à qui profite le détournement de l'attention des Parisiens, taxés de niaiserie, et on punira la tentative d'affaiblissement de la vigilance publique (...). On recherchera les raisons d'une connivence objective liant diverses autorités dans un laxisme esthétique affligeant et provocateur. On restituera sans délai la jouissance publique d'un ensemble architectural et sculptural. »* Et de citer le vieux dicton selon lequel *« sur le Pont-Neuf, on trouve toujours un moine, un cheval blanc et une putain... »* Pour Jean Bruel, nul doute que l'appellation populaire du monument, due aux masques qui le décorent, est plus appropriée pour le moment : le « pont à la Grimace ».



LUC PERENOM/RUSH

Derrière Christo et ses idées fantasques (auxquels Flammarion a consacré, dans la collection « Art Press », un joli livre, *Christo*, écrit par Dominique G. Laporte et abondamment illustré), on trouve une équipe aux préoccupations plus terre à terre. A sa tête, la propre femme de l'artiste, Jeanne-Claude, qui tient sans doute de son père, le général de Guillebon, la rigueur et le sens de l'ordre indispensables. Pour l'opération Pont-Neuf, son état-major s'est installé sur le quai, quelques baraques de chantier au pied du pont des Arts. Jeanne-Claude surveille la presse, accorde les entretiens, établit l'emploi du temps de son époux, qui court dans tous les sens, casqué, le torse ceint d'un gilet de sauvetage. Elle lit les journaux, relève les erreurs et fait part de ses observations aux diverses rédactions. On dit même qu'elle écarte parfois *manu militari* les photographes pour se réserver l'exclusivité des premiers clichés.

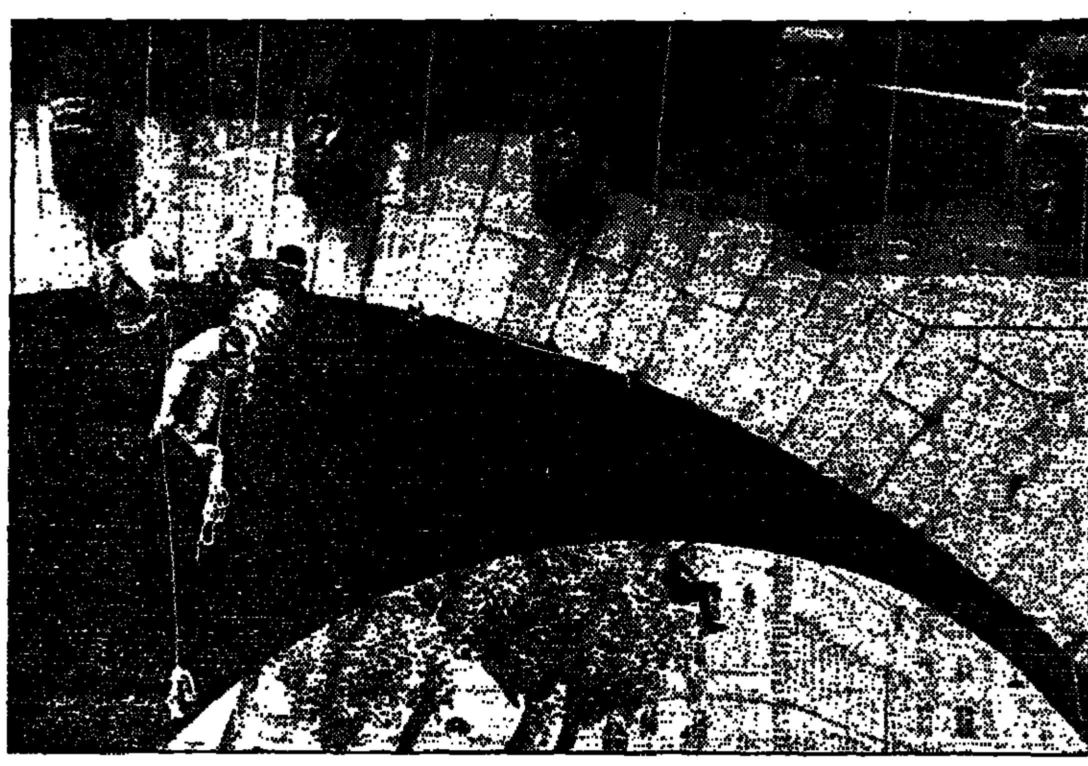
Une maîtresse femme, qui tient la caisse de l'entreprise. Elle explique que l'empaquetage ne coûte pas un sou à la Ville, ni à l'Etat : *« Christo est son propre mécène. Il ne finance ses projets que par la vente de ses dessins préparatoires. »* Les prix ? *« Ils varient selon la taille et le millésime. Un dessin « typique », de format 72 × 56 cm, se vend autour de 18 000 dollars. »*

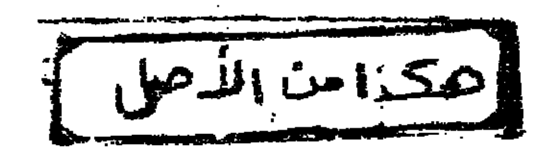
En dix ans, Christo a réalisé pour le Pont-Neuf de 400 à 450 dessins préparatoires. Pourtant, le produit des ventes n'a pas suffi à boucler le budget. Il a fallu emprunter aux banques. *« Je ne travaille pas sur commande*, précise l'artiste, *et je refuse le mécénat et l'aide officielle. »* Mais il est devenu une valeur sûre, et les banques lui accordent des crédits sans trop se faire prier. *« Nous avons un an pour rembourser*, dit Jeanne-Claude. *Tant pis si on perd de l'argent ; l'important, c'est la satisfaction d'avoir réalisé une œuvre... »*

Le pont sera empaqueté le 23 septembre. Quinze jours après, il reprendra son aspect habituel. Christo s'en ira alors au Japon aligner des milliers d'ombrelles géantes, avant de tenter d'arracher aux autorités berlinoises la permission de réaliser un autre de ses vieux rêves : emballer le Reichstag. ■



ISABELLE WATERNAUX







L'ŒUVRE SUR L'ŒUVRE

par Mathilde La Bardonnie

L'homme qui a fait courir des murailles souples dans les collines de Californie, l'artiste qui a peint en rose le bleu de la mer de Floride, s'est emparé de la clé de pierre qui attache Paris à son fleuve. Christo rêve tout haut, si fort qu'il ébranle les administrations. Pour se mettre en œuvre, en direct.

TENDU et débonnaire en même temps. Une dégaine tenant à la fois de l'éternel étudiant fauché, plutôt maigre, et de l'entrepreneur en travaux publics à la fin d'une journée dans la poussière : Christo.

Mercredi soir, le 18 septembre, le soleil finissait de se coucher, donnant à la toile sur la pierre du pont, du Pont-Neuf, des teintes mordorées, des reflets de vermeil. Caméra sous le bras, aux côtés du cinéaste Albert Mayles, son ami, témoin complice de longue date, Christo, parmi tout un petit équipage occupé à débarquer d'un rafiot accostant à la large cantine, était le seul à porter un gilet de sauvetage rouge et un casque de chantier bleu vif. Précautionneux de sa sécurité ? Ou désireux de montrer à ses troupes le bon exemple ?

Gilet ou non, casque ou pas, on reconnaît de loin l'artiste, à sa silhouette dégingandée de nerveux très calme. Les cheveux bouclés sont poivre et sel, et derrière les lunettes à monture noire bon marché les petits yeux noirs, tour à tour ironiques ou graves, sont à tout le moins aigus. En outre, il est toujours précédé ou suivi de près par sa femme Jeanne-Claude, l'indispensable, présidente (et trésorière) de la corporation C.V.J., une société qui tourne rond, sise à leur domicile dans Soho, ancienne usine désaffectée où ils s'installèrent peu après leur arrivée à Manhattan en 1964.

Lui et elle – un peu fatigués de ne dormir que quelques heures par jour ces temps-ci, les traits tirés mais somme toute heureux, elle et lui, couple indissociable et déjà légendaire. Elle, fille d'un militaire français qui dirigea longtemps l'École polytechnique, lui se déclarant « nomade », inlassablement : bien que citoyen américain depuis 1973, il tient à garder sur son passeport la mention « réfugié politique ».

Il n'est jamais retourné dans son pays, la Bulgarie, quittée à l'âge de vingt et un ans. Il en a cinquante aujourd'hui et ça le fait un peu sourire que Sofia lui ait fait récemment des avances : « *Ils auraient bien voulu que je réalise quelque chose là bas ; mais je ne travaille jamais sur commande, jamais.* »

De la même façon, il a refusé d'emballer la statue de la Liberté à New-York. Il ne « voit » pour cette ville que son projet de portique et de bannières pour Central Park. Cela, ou rien. Un point. Christo est son propre patron, son seul commanditaire, et ce tenace, ce têtu, ce charmant opiniâtre sait attendre.

Voilà dix ans déjà, il parlait avec un certain Pontus Hulten, qui ensuite dirigerait le Centre Pompidou, de son projet d'envelopper le pont, où Molière petit s'amusait : « *Ce sera très facile* », lui répondit-on alors. Tellement aisé en somme que le 1er avril dernier encore, après moult déjeuners (« en France tout se passe au restaurant ») et interventions et tergiversations et hésitations, et – qui sait pourquoi – finalement acceptation en cette veille de campagne électorale, la « chose » était soudain à nouveau interdite.

Ce n'est que le 25 juillet que le feu vert définitif a été accordé par le ministère de l'intérieur, après intervention de M. Mitterrand. « *C'était un cauchemar, ce suspense, car déjà nous avions à payer 90 000 dollars de salaires pour les travaux préliminaires,* dit Christo. *Aujourd'hui, tout redevient très simple.* » (Paradoxe !) « *Comme au début de l'idée, un processus pas terriblement technologique, voire très schématique ; empaqueter ce pont-là, entre le Louvre et Notre-Dame, un des plus piétonniers et chargés d'histoire qui soit dans Paris où la Seine est vraiment un fleuve – comme le Tibre à Rome ou l'Arno à Florence. Concevoir une œuvre dénuée de toute agressivité ; ne rien construire d'arrogant, mais s'inscrire dans un site déjà regardé et peint par des centaines d'artistes. Car Paris n'est une ville ni militaire, ni bancaire, ni ecclésiastique, mais culturelle.* »

« *C'est la plus urbaine de mes œuvres,* souligne-t-il. *Toute l'organisation, les matériaux, les centaines de personnes travaillant à l'affaire sont ramassés dans un périmètre de 300 mètres, sans troubler aucune circulation. A Miami, pour les* « Iles entourées », *l'espace était immense.* » Christo insiste sur le côté peinture abstraite, en à-plat, de son travail là-bas où la toile rose sur l'eau turquoise changeait de couleur aussi avec les heures.

« *Ici, il est davantage question de sculpture. D'une sculpture gigantesque. Le pont reste le Pont. Je reviens à ma vieille idée, à cette étrangeté de la toile dans l'histoire de l'art ; je repense à l'importance des drapés depuis l'Antiquité, à tous ces voiles sculptés par des anonymes et pour tout le monde dans le bois, le marbre, le bronze...*

» *J'essaie de donner à l'étrange une autre dimension, en cultivant l'analogie. On ne voit plus le pont, et on le voit davantage. Le voile fait disparaître les détails, les traces de la pollution ou de l'eau sur la pierre, les moellons cassés et, du coup, les proportions sont plus évidentes ; leur aérodynamique se révèle. La tour du quai des Orfèvres paraît plus haute, car le mur sous la statue d'Henri IV est d'habitude tout noir.* »

Il répète ce mot : « *révélation* », et on le sent prêt à partir vers les mystères, le sacré, les madones aux corps dissimulés et désirables. Il s'en tient aux tons du tissu qui varient selon le temps, la lumière. « *Parfois la toile semble être du bronze ou bien, les jours où le ciel est gris, elle est pareille à une peau. La matière est insensée, c'est flagrant sur les photos, cet aspect tactile, sensuel.* »

Il est certain que les gens auront « *envie de toucher, voire de marcher pieds nus sur les trottoirs enrobés.* »

La fragilité intrinsèque de l'ouvrage est essentiel. C'est son principe. « *Demain, ce sera fini. C'est ainsi que je vois le monde : précaire. Que le tissu bouge, et le pont semble bouger.* »

Affaire fugace, histoire d'urgence ; c'est pour communiquer à tous ceux qui se sont embarqués dans l'aventure ce sentiment-là de « plus jamais », « à faire vite », que Christo se lève à 2 heures du matin et reste dans les parages, attentif à tout, aux riens. Dévisageant le Pont sous toutes ses coutures, l'envisageant dans ses replis.

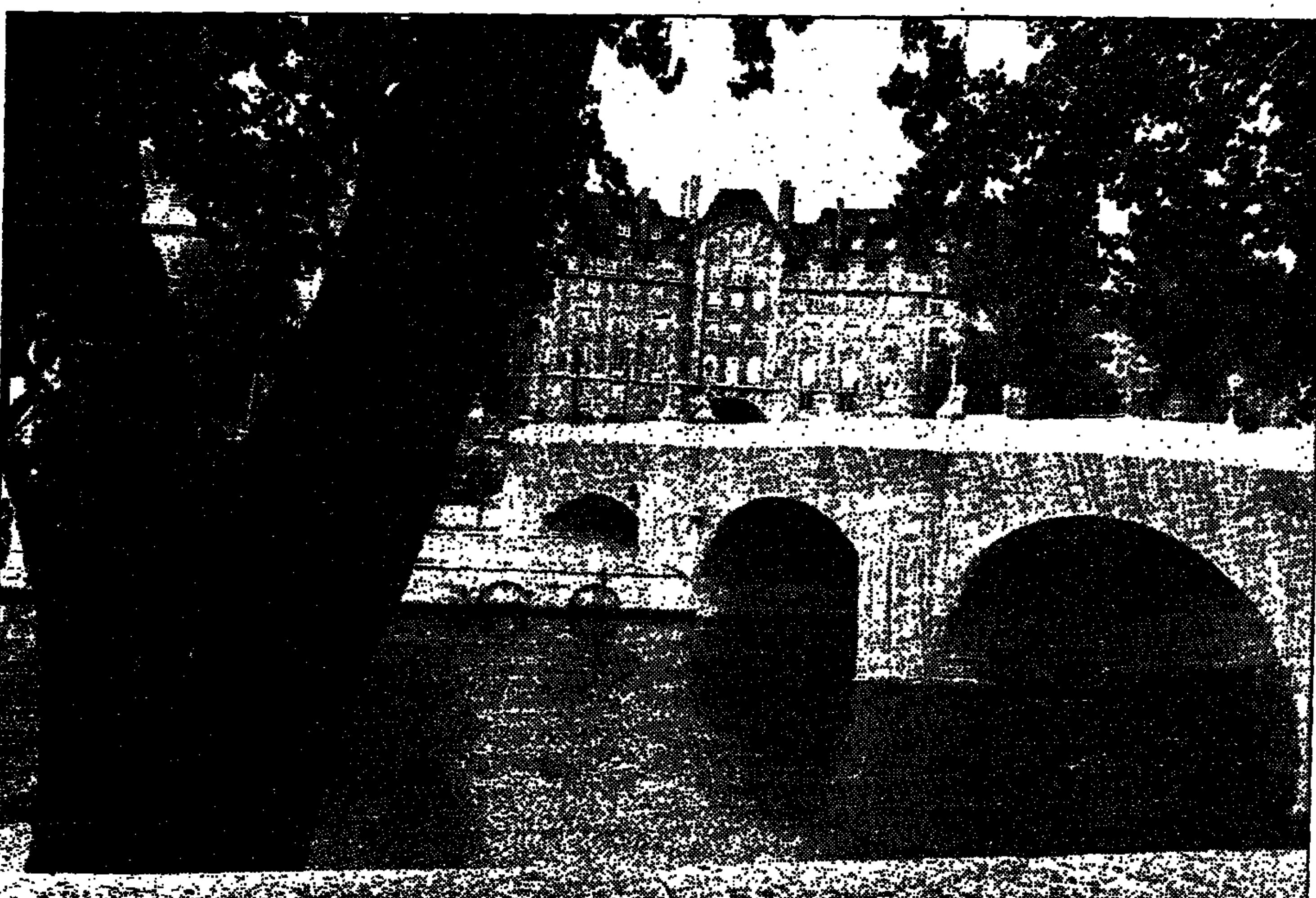
Pont momifié ? Non, plutôt pont revivifié : le Pont-Neuf a soudain l'air d'un pont tout neuf de béton avant décoffrage. Dans sa solidité mythique.

Derrière, la place Dauphine ; dessous, le Vert-Galant ; et la rue Visconti non loin, où en 1962 déjà, songeant douloureusement au mur de Berlin et à la guerre d'Algérie, il entassait des barils de pétrole vides. Retour à la case départ, au quartier d'origine ou presque. A l'époque, l'exilé vivait rue Saint-Louis-en-l'Ile, et avait du mal à convaincre les galeries parisiennes avec ses premiers empaquetages.

Aujourd'hui collectionneur de ses propres œuvres – qu'il achète tant qu'elles sont bon marché pour les vendre en temps voulu, – il finance lui-même un art que l'on n'acquiert ni ne vend, qui s'offre sans ticket d'entrée, à l'air libre et même pas le temps d'une lunaison. Pour le plaisir du geste. Dans son studio, il ne lui reste presque plus de maquettes ou de croquis de son « empaquetage ». Il a dû tout écouler pour avoir du « liquide vert »...

Coule la Seine, et beaucoup d'encre. ■

LUC PERENOM/RUSH





LUC PERENOM/RUSH

RENCONTRE

C'EST LOIN, MONTMARTRE ?

Entretien avec Louis Chevalier

Depuis une dizaine d'années, depuis son* Assassinat de Paris*, condamnation sans équivoque des destructions qui ont bouleversé le centre de Paris, Louis Chevalier l'historien-démographe s'est attaché à la chronique, aux ragots qu'il a glanés çà et là dans la capitale. Sort aujourd'hui chez Laffont* les Ruines de Subure-Montmartre de 1939 aux années 80*, la suite et la fin du monumental* Montmartre du plaisir et du crime *(1980).

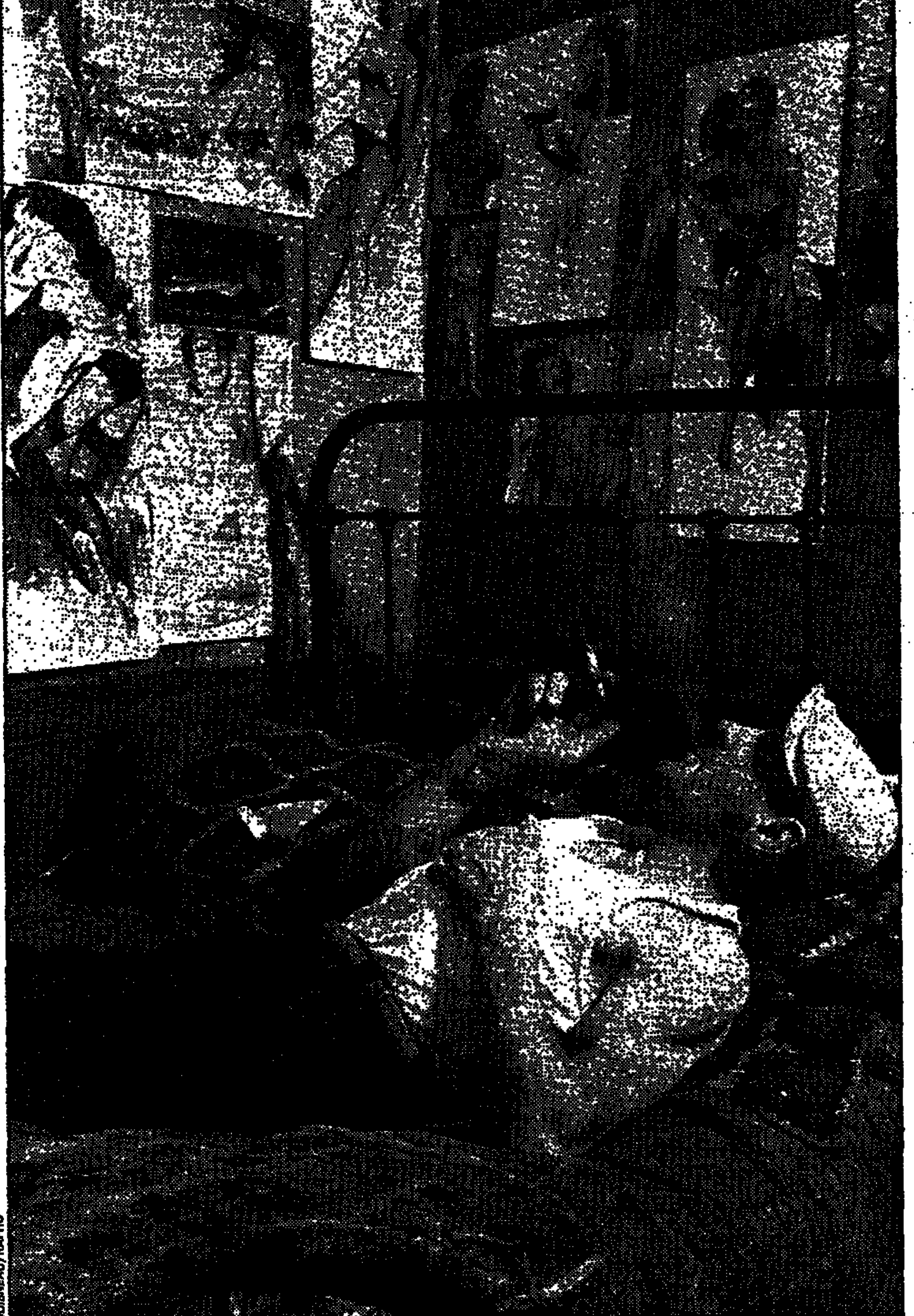
EN trente ans de carrière au Collège de France et ailleurs – à Sciences-Po notamment, – Louis Chevalier a étudié tous les sujets possibles sur Paris, du choléra à l'influence des naissances illégitimes sur la criminalité au dix-neuvième siècle – le thème de *Classes laborieuses et Classes dangereuses* (Pluriel), – en terminant par le fait divers Jour après jour, sur un demi-siècle, il a accumulé les notes, les témoignages de Parisiens, en général des petites gens – garçons de café, ouvreuses de cinéma, coiffeurs, – sur tel événement, incident, accident, survenu la veille ou l'avant-veille dans leur rue, leur quartier... Cette somme d'expériences vécues, par les autres ou par lui-même, est irremplaçable par sa densité, la preuve de cette « *surexistence* » qui faisait de Paris une ville unique, « *la ville merveilleuse* » pour La Bruyère, « *la ville des villes* » selon Hugo. Autant qu'un érudit, Louis Chevalier est un homme de terrain attentif au moindre ragot à fleur de caniveau.

L'intérêt majeur de Chevalier, c'est cette existence collective des Parisiens dans ses tressaillements. J'essaie de le pousser à réagir sur la notion de « culture parisienne ». « *Le mot que j'emploie toujours dans mes livres*, me répond-il, *est « civilisation ». La « culture » est un chapitre secondaire d'un fait essentiel, un tout, la « civilisation ». La « culture », c'est une notion germanique, anglo-saxonne... Mon ami Jean Stoetzel pourrait vous expliquer cela... C'est « civilisation parisienne » qu'il convient de dire, à l'intérieure de laquelle prend place l'« esprit », l'« esprit parisien » qu'à tort on dénomme aujourd'hui « culture ». N'en déplaise au ministre de la culture, la « culture », je ne sais pas ce que c'est !* »

« *La civilisation parisienne*, explique-t-il, *c'était un certain comportement amoureux différent selon les quartiers. A un moment, Montmartre a répondu à un besoin amoureux, moral et physique, qui, en d'autres époques, s'était épanoui ailleurs dans Paris : la place Royale – notre place des Vosges – au dix-septième, le Palais-Royal au dix-huitième, les Boulevards au dix-neuvième... Le plaisir, le drame d'amour : qu'est-ce que la culture a à faire là-dedans ? Ce besoin-là, abondamment décrit – Tallemant des Réaux, ses* Historiettes, *etc., – n'est pas différent de celui décrit par Carco, par Daudet dans* Sapho, *pour Montmartre..., ni de ce qu'on trouve dans Martial. C'est la même chose. Le plaisir d'amour, les drames d'amour, qui se sont chantés traditionnellement dans le monde ou à Paris, ont trouvé leur réponse, pour des raisons que j'ai données dans* Montmartre du plaisir et du crime *(Laffont, 1980), à Montmartre, au lendemain de la Commune. J'appelle « esprit » un certain esprit, un certain besoin d'amour et de plaisir d'amour dont on aurait aussi bien la description chez l'abbé Prévost, dans* Manon Lescaut, *que chez Carco. Je suis à mille lieues de la manière actuelle de prendre les choses, et je ne suis pas philosophe. J'ai tellement vu de systèmes philosophiques ! La philosophie fait partie de la culture, cela certainement : je la lui laisse ! Ce qui m'intéresse davantage, c'est l'esprit, l'amour, le plaisir des sens, la gourmandise.* » Ces flèches contre la culture, la philosophie, contre l'abstraction, s'expliqueraient par les origines « terriennes » de Louis Chevalier, natif de L'Aiguillon-sur-Mer, en Vendée, dont il a relaté l'histoire en même temps que ses souvenirs d'enfance dans *les Relais de mer* (Fayard, 1983), et, de manière plus exhaustive, par la lecture de son *Histoire anachronique des Français* (Plon, 1974). Dans ce livre, au fil d'une quête littéraire s'étendant sur deux millénaires, à partir des écrits de César – un « *exercice de culture* », c'est-à-dire d'érudition, – il tentait d'appréhender ce qui, dans le caractère collectif français, avait bien pu perdurer. La réponse était une certaine *vis comica*, la neutralité dans le domaine des passions, un goût prononcé pour la psychologie, un don affirmé pour l'imitation, autant de constantes qui permirent à l'esprit français d'atteindre sa plénitude au Grand Siècle et au dix-huitième. Un esprit à l'opposé de la lourdeur, sûrement d'influence germanique – à lire les pages des *Ruines de Subure* consacrées à l'Occupation à Montmartre, on se convainc du peu de sympathie que Chevalier a pour les Allemands, – dont est maintenant empâtée la culture française. Chevalier ne comprend pas le succès, auprès des jeunes générations – et c'est ce qui le désole –, de disciplines aussi rébarbatives que la linguistique ou la sémiologie.

Ah ! les Halles

Les Parisiens sont le dernier livre « heureux » de Louis Chevalier. Le suivant fut *l'Assassinat de Paris* (Calmann-Lévy), publié dix ans plus tard, en 1977. Chevalier y étudiait le processus – psychologie de l'époque et décisions – qui conduisit à la destruction des Halles, à propos de quoi il se fâcha avec Georges Pompidou, son camarade, son ami de Normale sup. Une phrase de cet ouvrage est révélatrice : « *La mauvaise humeur est un vieux thème de littérature parisienne.* Chevalier ne s'en souvenait plus. Même s'il écrit toujours en historien, il finit par concéder que, sous ses lignes, à fleur de ligne parfois, il fait évidemment preuve de mauvaise humeur... « *Une mauvaise humeur totale* », précise-t-il, depuis que Paris a été démoli, bouleversé, que les petites gens – la sève populaire – ont été contraintes de quitter la ville, de déguerpir. Depuis que Paris n'est plus Paris, quoi ! Ses livres sont des tentatives pathétiques de montrer, de prouver ce que fut Paris avant la disparition du « *centre des centres* », les Halles, et qu'on oubliera bientôt, si ce n'est déjà fait. Une ville où il est devenu difficile de se reconnaître, tellement les « mutations », comme s'expriment les sociologues que Chevalier ne porte guère dans son cœur, sont incessantes et rapides. Que reste-t-il dans ces types parisiens qu'à tort nous avions cru éternels : le Titi, l'Auverpin, le maquereau, la putain,


DOISNEAU/RAPHO

l'accordéoniste, vers luisants d'une réalité étincelante par leur agrégat de jadis, et qui ont disparu dans la tourmente ? « *Que devient Jo Privat ?* », me demande Chevalier. Puis il me répète ces vers de Rutilius Namatianus, poète du Bas-Empire, « *pleurant sur les capitales du monde antique, dévastées par les Barbares : « Cernumus exemplis* oppida posse mori... » *Les villes aussi peuvent mourir...* »

Un samedi soir, se référant à *Classes laborieuses et Classes dangereuses*, Michel Polac avait esquissé un rapprochement entre les immigrations provinciales à Paris au dix-neuvième siècle et celles, étrangères, actuelles. Rapprochement semblable par le flux, mais foncièrement dissemblable pour ce qui est des causes et des conséquences. Dans *les Ruines de Subure*, Chevalier consacre un long chapitre à la Goutte-d'Or, à l'immigration nord-africaine. L'originalité de sa démarche, à ne pas séparer de la thématique générale du livre, le plaisir et le crime, consiste à tenter de cerner, toujours par l'apparemment anodin, l'événement quotidien, le fait divers, ce qui résulte de l'implantation d'hommes soumis à une religion stricte, l'Islam, dans un quartier par tradition voué au plaisir. Chevalier croit aux caractères psychologiques des peuples. Je me rappelle une subtile différenciation entre les Bretons et les Vendéens dans *les Relais de mer*.

Ayant consacré aux Français le livre précité sur leur *Histoire anachronique*, nos conduites n'ont pas de secret pour lui, qu'elles varient ici ou là : Chevalier a, par exemple, établi que, dans le Paris traditionnel, la criminalité différait à Montmartre (toujours crapuleuse) ou à Belleville (liée à des histoires de cœur). N'étant un spécialiste ni de l'islam ni des mentalités africaines, Chevalier avoue ne pas être en mesure de comprendre, de saisir les mécanismes profonds des comportements des habitants de la Goutte-d'Or. Il se borne à constater ce qui s'est passé depuis l'arrivée massive des premiers Kabyles à la Libération – lui-même avait écrit une étude sur le sujet en 1947, – en quoi, au cours des années le phénomène a modifié le paysage de jadis, comment il se transforme encore.

Quartier américain

En revanche, comme tout le monde, il a vu en quelques années des quartiers entiers de Paris devenir ethniques. Ce qui était une caractéristique du quartier américain l'est, désormais, de Paris, ce qui n'avait jamais été le cas. La rue de Lappe auvergnate, Montparnasse breton, ou la rue des Rosiers juive n'étaient que des îlots, les Auvergnats, les Bretons, les juifs et les autres se répartissant partout dans la ville. A partir de telles observations empiriques, l'historien de Paris est fondé à affirmer que le Paris de 1985 n'est plus le même que le Paris de 1967 des Parisiens : « *Il y a des quartiers chinois, pakistanais Strasbourg-Saint-Denis est antillais* », poursuit Chevalier en me priant de me reporter à son livre, car il redoute d'être mal compris au travers d'une conversation à bâtons rompus. « *Les Nord-Africains se sont installés à la Goutte-d'Or parce qu'ils n'avaient pas d'endroit où aller ailleurs, et ils ont remplacé ce vieux quartier ouvrier parisien – relisez Zola, Warnod ! – par un autre. Le secteur leur appartient, c'est l'essentiel. Je ne suis pas du tout favorable au projet de démolition de la Goutte-d'Or. Les Nord-Africains sont là, ils y sont... ils ont bâti une médina. Je suis pour ne pas intervenir, laisser aller les choses, les gens s'installer dans un coin et faire leurs affaires...* »

Qu'en induire pour l'avenir de Paris ? « *Je me fiche de l'avenir de Paris, c'est le passé qui m'intéresse !* », s'exclame-t-il puis, mi-figue mi-raisin. *Comment voulez-vous prédire ?* » Etant donné la profusion des langues étrangères qui se parlent à Paris, Chevalier est désemparé, on ne s'y entend plus. Comment continuer à prendre des notes, écrire Paris au jour le jour, si le balayeur qui ne s'exprime qu'en un lointain dialecte ne vous comprend plus ? Si l'on ne saisit plus le quolibet à l'emporte-pièce ? Paris a été assassiné, l'histoire de Paris serait-elle aussi en passe de l'être, l'histoire tout court, par impossibilité de communiquer au coin de la rue ? La question mérite réflexion... « *Ça n'a plus rien à voir avec le Paris uni, soudé, sans problème, que j'aimais... Alors, il ne faut pas me demander d'être enthousiaste pour le nouveau modèle parisien !* »

S'estimant « *trop vieux pour cela, trop hanté de vieilles images, traqué par elles à chaque coin de rue, trop hostile aussi, trop chargé de colère, de haine, de mépris, de dégoût* », comme il l'avoue dans son avertissement, Chevalier a demandé à Jean-Pierre Garnier, un ancien élève, de rédiger une post face aux *Parisiens*, sulfureuse, iconoclaste à souhait, sur le Paris de maintenant. Mais le mal est fait : Chevalier a été dupé, trahi, mystifié par ceux qui ont eu la charge, l'honneur de bousiller Paris depuis vingt ans. Que faire ? Question d'âge, question d'humeur. Là même où Garnier, un peu angélique, voit les immigrés constituer l'élément moteur possible de la rédemption parisienne en l'an 2000, Chevalier est assiégé par les ombres : « *Les blondes (...). Les blondeurs de Nana, celles de ses cheveux, de ses aisselles et du reste, ces blondeurs odorantes sur lesquelles Zola se pâme. Et les blondeurs de la Goulue. Celles de Casque d'or* », rappelle-t-il à propos du goût des soldats allemands pour la Parisienne... Visages d'hier et d'aujourd'hui : les Parisiens de 1985 sont toujours étonnés d'apprendre que, jadis à Paris, on était blond... Ou lorsqu'on leur dit les turpitudes passées de telle rue... « *Il est dans Paris certaines rues déshonorées autant que peut l'être un homme coupable d'infamie* », pour en revenir à Balzac, celles que Chevalier préfère à Paris, où parfois sifflent les balles de revolver, ou résonnent les triolets d'accordéon... « *Comment va Robert Lageat, le patron du Balajo, au fait ?* » Déroutant Louis Chevalier... Et sa question, je ne sais pas exactement pourquoi, me fait penser à celle qu'à 16 000 lieues du lieu de sa naissance, dans le Transsibérien, la petite Jeanne de France posait à Cendrars : « *Dis, Blaise, sommes-nous bien loin de Montmartre ?* »

CLAUDE DUBOIS.